

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

REUNION D'EXPERTS  
EN COOPERATION

GENEVE, 3-8 DECEMBRE 1962

Document de travail révisé

EVOLUTION ET TENDANCES DU  
MOUVEMENT COOPERATIF DANS LE MONDE

**BIT**

GENEVE



53870

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

REUNION D'EXPERTS  
EN MATIERE DE COOPERATION

GENEVE, 3-8 DECEMBRE 1962

Document de travail révisé

EVOLUTION ET TENDANCES DU  
MOUVEMENT COOPERATIF  
DANS LE MONDE

B.I.T.  
GENEVE

## TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
<u>PREFACE</u> .....	vii
 <u>PREMIERE PARTIE. La coopération dans le monde vers 1961</u> .....	 1
<u>Chapitre 1. Introduction, définition et classification</u> .....	1
Définition .....	2
Classification .....	2
<u>Chapitre 2. Les coopératives de consommation</u> .....	6
Définition .....	6
Données et comparaisons statistiques (1959-1960) .....	6
Principes directeurs .....	7
Données de l'évolution des coopératives .....	8
Effectifs coopératifs .....	8
Contrôle démocratique .....	12
Unions et fédérations .....	14
Gamme des articles vendus .....	15
Services .....	19
Organisation et fonctions du commerce de gros .....	20
Production .....	22
Organisations coopératives internationales de commerce ..	24
Sources de financement .....	25
Relations avec les pouvoirs publics .....	27
Education et formation .....	29
Gestion coopérative : tendances et problèmes .....	29
<u>Chapitre 3. Coopératives agricoles</u> .....	33
<u>Section 1. Définition et estimations statistiques</u> .....	33
Définition .....	33
Situation générale .....	33
<u>Section 2. Coopératives agricoles de commercialisation</u> .....	33
Produits et méthodes d'écoulement .....	34
Contrats d'adhésion .....	35
Organisation financière .....	37
Distribution du produit des ventes .....	38
Organisation .....	38
Organisation de deuxième degré .....	39
Volume des opérations : tendances actuelles .....	39
<u>Section 3. Coopératives agricoles de crédit</u> .....	39
Situation générale .....	39
Crédit et commercialisation .....	41
Rôle de l'épargne .....	42
Destination des prêts .....	42
Garanties et responsabilité .....	43
Remboursement de prêts .....	44
Administration et gestion .....	44
Sources de financement .....	45
Organisations de second degré .....	45
Ampleur des opérations : tendances actuelles .....	46

	<u>Page</u>
<u>Section 4.</u> Coopératives agricoles d'approvisionnement .....	46
Articles fournis .....	46
Coopératives spécialisées et coopératives à fonctions multiples .....	47
Sources d'approvisionnement .....	47
Ressources financières .....	48
Administration et gestion .....	48
Organisation de second degré .....	49
Champ d'activité et ampleur des opérations : tendances actuelles .....	49
<u>Section 5.</u> Coopératives agricoles d'assurance .....	50
Distribution géographique .....	50
Risques couverts .....	50
Formes d'organisation .....	50
Réassurance et financement .....	51
Administration .....	52
Caractéristiques .....	52
<u>Section 6.</u> Coopératives de services agricoles .....	53
Electrification .....	53
Elevage du bétail et services annexes .....	53
Utilisation des machines .....	54
Amélioration et exploitation des pâturages .....	55
Conseils techniques et recherches .....	55
Travaux d'irrigation, conduite de l'irrigation, adduction d'eau potable .....	55
Autres services .....	55
<u>Section 7.</u> Utilisation collective des terres et mise en commun des ressources et des services .....	56
Définition .....	56
Propriété collective des terres .....	57
Mise en commun des ressources, du travail et des services .....	60
Colonisation rurale et réforme agraire .....	61
Mise en commun partielle des ressources à des fins déterminées .....	63
Tendances et objectifs .....	64
<u>Section 8.</u> Les organisations coopératives agricoles nationales et leurs fonctions .....	65
<u>Chapitre 4.</u> <u>Coopératives de pêcheurs</u> .....	67
Données statistiques .....	67
Propriété et exploitation des bateaux de pêche .....	69
Epargne et crédit .....	69
Fourniture des moyens de pêche .....	70
Vente, conservation et traitement du poisson .....	71
Assurance des bateaux, de l'attirail de pêche et des pêcheurs .....	73
Exploitation coopérative de concessions de pêche .....	73
Installations portuaires et services techniques .....	74
Education et services sociaux .....	74
Unions, fédérations, organisations régionales et nationales .....	75
<u>Chapitre 5.</u> <u>Coopératives forestières</u> .....	76
Données statistiques .....	76
Coopératives de propriétaires de forêts .....	76
Coopératives de travailleurs forestiers .....	78

	<u>Page</u>
<u>Chapitre 6. Coopératives de production artisanale et industrielle, coopératives de main-d'oeuvre, coopératives urbaines de crédit, coopératives d'approvisionnement des commerçants, coopératives de construction et de logement .....</u>	79
Coopératives de production artisanale ou industrielle ...	79
Origine et nature .....	79
Genres d'activités exercées .....	81
Secteur des services .....	82
Méthodes d'administration et de contrôle .....	83
Financement et biens d'équipement .....	83
Approvisionnement en matières premières .....	84
Commercialisation des produits .....	85
Répartition des gains et des excédents .....	86
Progrès techniques, formation professionnelle et apprentissage .....	86
Organisations de second degré .....	86
Aspects sociaux .....	87
Coopératives de main-d'oeuvre .....	88
Travaux sous contrat .....	88
Financement .....	89
Administration et contrôle .....	89
Répartition des gains .....	89
Services sociaux .....	89
Coopératives urbaines de crédit .....	89
Coopératives de crédit pour salariés .....	90
Coopératives de crédit pour commerçants, artisans et propriétaires de petites entreprises .....	92
Coopératives d'approvisionnement du commerce .....	96
Coopératives de construction et de logement .....	98
Définition et situation générale .....	98
Coopératives de construction .....	98
Coopératives d'habitation .....	99
Financement .....	100
Organisation et administration .....	101
Organisations nationales .....	102
Coopératives de construction .....	103
<u>Chapitre 7. Education coopérative et coopération à but social .....</u>	105
Education et formation .....	105
Services éducatifs .....	107
Coopération à but social .....	108
Services médico-sanitaires .....	108
Autres services .....	109
Conclusions .....	110
<u>Chapitre 8. Relations intercoopératives .....</u>	111
Définition .....	111
Relations d'affaires .....	111
Organismes consultatifs intercoopératifs .....	112
<u>Chapitre 9. La coopération et l'aide internationale .....</u>	114
Assistance technique .....	114
Missions d'études .....	115
Bourses internationales .....	116
Cours et cycles d'étude internationaux .....	116
Publications et traductions .....	116

	<u>Page</u>
<u>DEUXIEME PARTIE.</u> L'Etat et la coopération .....	118
<u>Chapitre 1.</u> <u>Législation</u> .....	118
Historique de la législation coopérative .....	118
Principaux types de législation coopérative .....	119
Coopératives sans législation particulière .....	119
Dispositions particulières du Code commercial .....	120
Dispositions principales de la législation coopérative ..	121
Définition d'une coopérative .....	121
Constitution et dissolution des coopératives .....	122
Conditions d'affiliation .....	123
Statuts .....	124
Assemblée générale .....	124
Organes administratifs .....	125
Vérification des comptes .....	125
Financement .....	125
Répartition des excédents .....	127
Restriction des activités commerciales des coopératives et de leurs membres .....	128
Dispositions légales en matière de privilèges et d'assistance .....	128
i) Protection du terme "coopérative" .....	128
ii) Avantages fiscaux .....	128
iii) Subventions et prêts .....	129
iv) Surveillance et contrôle .....	129
v) Pouvoirs statutaires .....	129
vi) Marchés .....	129
Législation générale et particulière .....	129
Evolution de la législation coopérative .....	130
<u>Chapitre 2.</u> <u>Aide de l'Etat au mouvement coopératif</u> .....	131
Situation générale .....	131
Promotion et surveillance .....	131
Aide financière .....	135
i) Subventions .....	136
ii) Prêts .....	137
iii) Garanties .....	138
iv) Prêts consentis par les offices de vente .....	138
v) Participation de l'Etat au capital social .....	138
Buts, conditions et garanties des capitaux prêtés .....	138
Autres formes d'aide officielle aux coopératives .....	139
i) Avantages fiscaux .....	139
ii) Marchés .....	139
iii) Concessions de terrains et de bâtiments .....	140
Les coopératives et les organismes officiels de commer- cialisation .....	140
<u>TROISIEME PARTIE.</u> <u>Importance économique et sociale de la coopération</u> .....	143
<u>Chapitre 1.</u> <u>Les coopératives dans l'économie nationale</u> .....	143
Importance de la coopération dans les différents secteurs de l'économie .....	143
Tendances récentes et perspectives d'avenir .....	144

	<u>Page</u>
<u>Chapitre 2. Incidence de la coopération sur la production et l'accumulation de capital</u> .....	146
<u>Chapitre 3. Incidence de la coopération sur le niveau de vie</u> .....	148
<u>Chapitre 4. La part de la coopération dans le revenu national</u> .....	150
<u>Chapitre 5. La coopération et la réforme des régimes fonciers</u> .....	152
La coopération, instrument de réforme du régime foncier ..	152
Exploitation collective des terres .....	152
Colonisation intérieure et services coopératifs .....	153
<u>Chapitre 6. La contribution de la coopération au progrès social</u> .....	154
<u>Chapitre 7. Le rôle du mouvement coopératif dans l'évolution politique</u> .....	156
<u>Chapitre 8. Relations entre les coopératives et d'autres organisations non gouvernementales</u> .....	158
Sociétés de secours mutuels .....	158
Syndicats ouvriers .....	158
Syndicats d'agriculteurs .....	159
Partis politiques .....	160
Eglises et autres organisations religieuses .....	160
<u>Chapitre 9. Influence du mouvement coopératif dans les affaires publiques</u> .....	161
<u>QUATRIEME PARTIE. L'avenir de la coopération</u> .....	162
<u>Chapitre 1. Les principes coopératifs et l'évolution moderne</u> .....	162
Conditions d'affiliation .....	162
Contrôle démocratique .....	164
Capital social .....	165
Neutralité religieuse et politique .....	166
Ventes au comptant .....	166
Prix .....	166
Education et formation .....	167
<u>Chapitre 2. Attraites de la coopération pour la nouvelle génération</u> ...	168
L'attrait de la coopération de nos jours .....	168
i) Principes .....	168
ii) Service .....	168
iii) Possibilités d'action .....	168
iv) Activités collectives .....	169
v) Intégration .....	169
<u>Chapitre 3. Education et formation</u> .....	170
<u>Chapitre 4. Les coopératives et la recherche</u> .....	173
Recherche économique et administrative .....	173
Recherche technique .....	175
Diffusion de nouvelles techniques parmi les coopérateurs ..	176

	<u>Page</u>
<u>Chapitre 5. Champ d'action et fonctions du mouvement coopératif</u> <u>dans le développement économique et social futur</u> .....	177
Marge d'accroissement des activités des coopératives ...	177
Les fonctions coopératives et l'évolution récente .....	179
Techniques commerciales .....	179
Elévation du niveau de vie .....	180
Publicité .....	180
Capitaux .....	180
Expansion du commerce régional et international .....	181
Activités coopératives s'exerçant hors des domaines économiques .....	181
La coopération et l'économie des pays en voie de déve- loppement .....	181
Accroissement de l'aide internationale .....	182
Responsabilité de l'expansion future .....	183
<u>Conclusions</u> .....	185



## PREFACE

En 1961, le Bureau international du Travail a estimé qu'une étude sur la situation et les perspectives d'avenir du mouvement coopératif dans le monde - étude où seraient rassemblées des données d'actualité sur la coopération dans toutes les régions du globe - présenterait un très grand intérêt pour les coopérateurs et les coopérateurs futurs dans le monde entier.

La première partie, la plus importante, contient des faits. Elle traite la situation actuelle de la coopération en général et des tendances nouvelles qui se sont manifestées au cours des dix dernières années en particulier. En outre, on y a signalé, sans les analyser, un certain nombre de problèmes coopératifs. Cette première partie est basée sur la documentation transmise au B.I.T. par les gouvernements et les organisations coopératives nationales, sur les renseignements reçus en réponse aux questionnaires envoyés par le B.I.T. aux institutions similaires du monde entier, enfin, sur les rapports détaillés élaborés par des experts familiarisés avec le mouvement coopératif dans différentes régions.

Les informations réunies ont été présentées par types de coopératives (coopératives de consommation, coopératives agricoles, coopératives artisanales et industrielles, etc.). La situation du mouvement coopératif a été étudiée par continents ou par grandes régions homogènes, c'est-à-dire là où les structures économique-sociales présentent partout une certaine similarité. En général, l'étude est subdivisée selon la fonction des organisations considérées (sous "coopératives agricoles", on trouvera : "coopératives d'écoulement", "coopératives de crédit", "coopératives d'approvisionnement", etc.) ou encore selon les différents aspects de l'activité coopérative (sous "coopératives de consommation", par exemple, on aura les sous-titres suivants : "principes directeurs", "effectifs coopératifs", "contrôle démocratique", "unions et fédérations", "gamme des articles vendus", "organisation et fonctions du commerce de gros").

La deuxième partie de l'étude traite d'un seul sujet : les relations entre les coopératives et les pouvoirs publics. Cette partie est basée sur des sources semblables à celles de la première partie : textes juridiques, rapports officiels et informations tirées des réponses à des questionnaires.

Dans la troisième partie, on s'est efforcé de dégager l'importance économique et sociale de la coopération dans le monde moderne. Les conclusions résultent de l'étude des données résumées dans les deux premières parties. Si, dans certains domaines, on dispose d'éléments suffisants pour pouvoir prendre nettement position, dans d'autres, au contraire, on ne peut que formuler des hypothèses en utilisant des données incomplètes mais révélatrices et en se fondant sur des avis compétents. Cette partie met en évidence plusieurs aspects du mouvement coopératif qui avaient été négligés jusqu'ici ou qui appellent un nouvel examen en raison des changements intervenus au cours des dix dernières années.

La quatrième partie est consacrée aux perspectives d'avenir. Des textes imprimés et surtout des informations tirées des réponses aux questionnaires envoyés par le B.I.T. ont servi de base pour élaborer les sections qui traitent des programmes coopératifs et des plans d'Etat, des possibilités de développement offertes à l'action coopérative, de l'application actuelle des principes coopératifs et de l'attrait exercé par la coopération sur une nouvelle génération de coopérateurs. Pour les sections relatives à la formation et à la recherche, des éléments déjà résumés dans la première partie ont été utilisés, pour en tirer certaines conclusions et formuler certaines recommandations.

La dernière section de la quatrième partie contient les conclusions d'une réunion d'experts convoquée à Genève, en décembre 1962, par le B.I.T., pour étudier une série de questions techniques relatives au développement de la coopération dans le monde. A côté des vues des experts sur la situation actuelle du mouvement coopératif, l'étude comprend leurs recommandations quant aux mesures à prendre à l'avenir.

## EVOLUTION ET TENDANCES DU MOUVEMENT COOPERATIF DANS LE MONDE

### PREMIERE PARTIE. La coopération dans le monde vers 1961

#### Chapitre I

##### Introduction, définition et classification

1. La coopération, en tant que forme d'activité économique organisée, s'est développée tout d'abord en Europe, au milieu du XIX<sup>me</sup> siècle. Vers la fin du XIX<sup>me</sup> siècle, elle s'était solidement établie dans la plupart des Etats d'Europe et elle commençait à s'imposer à l'attention dans d'autres continents. Depuis le début du XX<sup>me</sup> siècle, elle a gagné presque tous les pays du monde. Dans certains domaines - les services de banque ruraux et l'écoulement des produits agricoles, notamment -, la solution coopérative est même, dans plusieurs pays, la règle plutôt que l'exception.

2. Au cours de cette longue période, des quarante dernières années surtout, dans l'économie d'un grand nombre de pays, la coopération a pris une place très différente de celle qu'elle occupait à l'origine. Les premiers coopérateurs étaient de condition modeste; ils avaient décidé de leur propre chef de conjuguer leurs efforts afin d'organiser, pour leur propre compte, tel service dont ils n'auraient pas disposé autrement ou qui leur aurait été assuré sans tenir compte de leurs intérêts, voire à l'encontre de leurs intérêts. Si la législation commerciale de la plupart des pays devait réserver bientôt une place à la coopération, le mouvement coopératif n'en est pas moins resté, pendant plus d'un demi-siècle, l'oeuvre spontanée d'un certain nombre d'individus : au cours de cette période, son souci principal allait être de s'imposer et d'étendre son activité dans un monde où l'industrie et le commerce, laissés à l'initiative privée, étaient le théâtre d'une concurrence acharnée.

3. Peu à peu, la situation a changé. De nos jours, rares sont les pays qui ont conservé une économie tout à fait libre et concurrentielle. Dans certains pays, l'économie est entièrement planifiée à l'échelon national et contrôlée par les administrations compétentes. Dans d'autres, la planification porte uniquement sur les manifestations nouvelles de l'activité économique, alors que, dans de vastes secteurs, la production et les échanges échappent à toute réglementation. Dans d'autres enfin, le contrôle s'exerce indirectement, par l'intermédiaire d'organismes tels que les offices de vente, les banques ou les sociétés financières; par voie de réglementation de la circulation monétaire ou de réglementation des expéditions par mer, ou encore au moyen de subventions, de droits de douane, de licences d'importation et d'exportation, etc. La planification et le contrôle de l'économie se rencontrent surtout dans les pays qui se proposent de mettre rapidement leurs ressources en valeur, de créer une industrie moderne et d'élever le niveau de vie de la population, de manière à rejoindre, sous ce dernier rapport, les pays d'Europe et de l'Amérique du Nord. Ces mêmes méthodes sont employées encore dans les secteurs économiques qui, pour des raisons sociales ou techniques, ne se sont pas développés ni ne peuvent peut-être se développer sur le modèle de l'industrie moderne. Le secteur le plus important est l'agriculture.

4. Avec le passage d'une économie concurrentielle à une économie plus ou moins contrôlée - ou orientée en tout cas - par l'Etat, le mouvement coopératif a connu l'alternative suivante : ou il a dû lutter pour garder sa place face non seulement au commerce privé, mais encore à des organisations économiques armées de pouvoirs légaux; ou il a été "adopté" par l'Etat, qui y a vu l'instrument idéal pour atteindre certains objectifs économiques tels que la réorganisation économique de l'agriculture et l'écoulement de la production agricole. Devant un tel changement - beaucoup plus profond, au demeurant, dans certains pays et dans certaines branches du mouvement coopératif que dans d'autres -, il importe de reconsidérer la situation du mouvement coopératif dans le monde et d'essayer de déterminer quelle est l'influence qu'il exerce, quel est le rôle véritable qu'il joue dans l'économie mondiale en cette seconde moitié du XX<sup>me</sup> siècle.

### Définition

5. Avant toute chose, il convient de fixer le sens qui sera donné, dans la présente étude, au terme "coopération". Une publication récente du B.I.T.<sup>1</sup> contient à ce sujet la définition suivante : "une coopérative est une association de personnes, disposant le plus souvent de moyens limités, qui se sont volontairement groupées pour atteindre un but économique commun, par la constitution d'une entreprise démocratiquement contrôlée, en fournissant une quote-part équitable du capital nécessaire et en acceptant une juste participation aux risques et aux fruits de cette entreprise".

6. Une coopérative est une entreprise dotée de la personnalité juridique : elle peut posséder des biens et agir tout comme un simple particulier ou une société. Elle a ceci de particulier, entre autres caractéristiques, qu'elle est contrôlée par ses usagers qui ont seuls le droit d'en être membres. C'est ainsi que les membres de la coopérative sont les clients qui s'y servent dans le cas d'un magasin coopératif; les personnes qui lui empruntent ou lui confient des fonds dans le cas d'une banque coopérative; celles qui vendent leur production par son intermédiaire dans le cas d'une coopérative d'écoulement de produits; celles qui désirent lui acheter ou lui louer un logement dans le cas d'une coopérative d'habitation; celles qui s'adressent à elle pour assurer leur vie ou leurs biens dans le cas d'une coopérative d'assurance. Il n'en faut pas plus pour qu'une coopérative se distingue d'emblée de l'affaire d'un détaillant, d'un banquier, d'un commerçant ou d'un entrepreneur de construction, comme aussi d'une société par actions qui appartient et est contrôlée par les actionnaires qui ne participent pas activement à la vie de l'entreprise ou d'une entreprise nationalisée qui appartient à l'Etat et qui est contrôlée par l'Etat au nom de la collectivité.

7. Parmi les caractéristiques importantes de l'organisation coopérative, par opposition à d'autres formes d'organisation économique, il convient de mentionner encore que : 1) l'adhésion doit être libre et ouverte à quiconque devrait pouvoir contribuer à l'action de la coopérative ou en bénéficier; 2) tous les membres doivent avoir le même droit de regard sur les affaires de la société; 3) ils doivent tous contribuer dans une proportion équitable au capital social; aucun d'entre eux ne doit en détenir une part prépondérante; 4) l'intérêt versé sur les fonds fournis par les membres doit être maintenu bas; les excédents de recettes - une fois que les versements ont été faits aux fonds de réserve - doivent être répartis entre les sociétaires au prorata des opérations que chacun d'eux a effectuées avec la coopérative, ou encore être affectés à des fins éducatives ou sociales.

8. On admet en général que les membres d'une coopérative ne devraient traiter qu'avec celle-ci. Si cette obligation est parfois sanctionnée par des dispositions législatives ou contractuelles, cependant, ce n'est pas toujours ni partout une condition que doivent nécessairement remplir les sociétaires. Dans certains pays, les coopératives ne sont pas autorisées à faire des transactions avec des personnes autres que leurs membres, mais, le plus souvent, une certaine liberté leur est laissée dans ce domaine. La neutralité politique et religieuse qu'observaient les premiers coopérateurs est rendue obligatoire de nos jours, dans de nombreux pays, par la loi; il existe néanmoins d'importantes exceptions. Enfin, si une coopérative est avant tout une organisation à but économique, ses fondateurs ne s'en soucient pas moins, habituellement, du bien-être social des futurs membres. Cette préoccupation, qui n'est parfois qu'implicitement contenue dans l'objectif d'améliorer la situation économique des adhérents, prend, dans certains cas, des formes plus précises - comme la constitution de fonds d'"intérêt commun" ou la création de services éducatifs (enseignement général ou enseignement technique) dont les coopérateurs peuvent bénéficier.

### Classification

9. La coopération s'est imposée à des fins aussi nombreuses que diverses : commerce de détail et commerce de gros; épargne et investissements; financement des exploitations agricoles et des petites entreprises commerciales; production agricole : fourniture des moyens de culture et des services agricoles; production

---

<sup>1</sup> B.I.T. : Gestion et administration des coopératives, Etudes et documents, nouvelle série, n° 57 (Genève, 1960), p. 5.

industrielle : fourniture des machines et des matières premières; écoulement et traitement de la production agricole ainsi que de la production industrielle; exploitation d'entreprises agricoles ou d'ateliers en régime de copropriété; assurance contre des risques de toutes sortes; services techniques et sociaux. Certaines de ces activités sont menées par des coopératives relativement petites, dites "primaires", c'est-à-dire des organisations qui groupent des hommes et des femmes. Au fur et à mesure que les groupements coopératifs acquièrent de l'expérience et étendent leur champ d'activité, ils sont amenés le plus souvent à fonder des organisations de second degré et parfois même de troisième degré - c'est-à-dire des organisations régionales qui groupent des coopératives du premier degré ou des organisations nationales qui groupent des organisations régionales. Chargées parfois de tâches non commerciales (publicité, propagande, éducation, contrôle), ces organisations peuvent être créées aussi pour un but économique. Lorsque c'est le cas, elles accomplissent des opérations qui exigent des capitaux plus grands que ceux dont peut disposer une société de premier degré et qui supposent un volume d'affaires plus important que celui que peut traiter une telle société. Même ainsi, l'union est toujours au service des coopératives de premier degré - contrairement à ce qui se passe généralement dans le commerce privé, où telle organisation centrale effectuera ses opérations par l'intermédiaire de filiales et de succursales qu'elle contrôlera entièrement. Filiales et succursales ne sont pas inconnues dans le mouvement coopératif : au cours des dernières années, les coopératives, notamment les coopératives de consommation, ont montré une certaine tendance à en créer. Toutefois, elles restent placées beaucoup plus étroitement sous le contrôle du membre individuel qu'elles pourraient jamais l'être dans une compagnie privée.

10. C'est principalement dans quatre secteurs que le mouvement coopératif s'est imposé : agriculture et opérations commerciales agricoles; commerce des biens de consommation (gros et détail); épargne, crédit et opérations de banque pour les personnes de condition modeste et les petites entreprises; assurances : assurances personnelles, assurances agricoles, assurances maritimes. En outre, la coopération s'est assurée une place de quelque importance dans la pêche, le logement, les industries légères et, à un degré moindre, dans les transports, la sylviculture, les services de santé et d'autres services de caractère public.

11. Au contraire, la coopération ne s'est pas imposée dans les transports qui exigent un gros capital (transports ferroviaires, maritimes et aériens), pas plus, de façon générale, que dans les industries extractives et les industries lourdes (à titre d'exception, on signalera le rôle important que jouent, dans l'industrie du pétrole, les coopératives agricoles du Canada et des Etats-Unis). Si la coopération n'a pas touché ces branches d'activité, c'est en partie, sans nul doute, parce que le mouvement coopératif a rarement cherché à attirer des capitaux extérieurs et qu'il a édifié ses entreprises économiques lentement, au moyen d'excédents de recettes non distribués, auxquels s'ajoutaient les dépôts modiques des coopérateurs. En partie, il en est ainsi aussi en raison des principes et de la structure mêmes du mouvement coopératif. A qui, en effet, une compagnie aérienne coopérative devrait-elle appartenir ? Aux passagers ou au personnel navigant et non navigant ? Et une mine ou un chantier naval coopératif ? Aux travailleurs, aux acheteurs de charbon, aux armateurs ? Pour ce qui est de l'industrie moderne, la coopération y est essentiellement représentée, dans la mesure où elle l'est, par les unions coopératives, lesquelles ont été amenées à fabriquer des articles vendus par les magasins des sociétés affiliées ou à traiter la production agricole que ces dernières leur livrent. Parmi les opérations industrielles où la coopération s'est fait une place, il convient de mentionner la production du pétrole, dont il a déjà été question ci-dessus, de même que l'égrenage et le filage du coton, la torréfaction du café, le raffinage du sucre, la mouture des céréales, la fabrication de vêtements et d'articles ménagers, la production d'engrais et la fabrication de machines agricoles.

12. Un mouvement aussi complexe - dont l'activité s'étend à de si nombreux domaines et se manifeste sur de si nombreux plans - ne s'accommode pas facilement d'une classification logique. Plusieurs systèmes ont été proposés à cet effet. Du point de vue pratique, les classifications fonctionnelles ont souvent l'inconvénient de classer, dans des catégories différentes, certaines coopératives : les banques coopératives agricoles et les coopératives agricoles d'écoulement de produits, par exemple, qui, en réalité, travaillent en étroite collaboration, groupent les mêmes membres et appartiennent souvent à la même organisation nationale. C'est pourquoi, dans la présente étude, il a paru préférable de classer dans une même catégorie toutes les coopératives qui ont un objectif commun et qui sont au service d'un groupe relativement homogène d'adhérents. Dans sa partie descriptive, l'étude sera divisée, en conséquence, comme suit :

I. Coopératives de consommation

1. Distribution au détail.
2. Commerce de gros.
3. Production (par les coopératives de consommation ou les magasins de gros).
4. Commerce international.
5. Services de banque et assurance.

II. Coopératives agricoles

1. Ecoulement et traitement de la production, fabrication : organisations de premier et de deuxième degré.
2. Crédit, services de banque, y compris le crédit hypothécaire.
3. Approvisionnement en fournitures agricoles : commerce de gros et fabrication.
4. Assurance.
5. Services : électrification des campagnes, élevage du bétail, alimentation en eau et aménagement hydraulique.
6. Utilisation commune des terres et mise en commun des ressources et des services.
- 7 Organisations nationales.

III. Coopératives de pêcheurs

1. Copropriété des bateaux de pêche.
2. Crédit et services de banque.
3. Approvisionnement en articles de pêche et fabrication d'articles de pêche.
4. Assurances maritimes et assurances de personnes.
5. Ecoulement et traitement du poisson.
6. Services techniques, éducatifs et sociaux.

IV. Coopératives sylvicoles

1. Exploitation des forêts.
2. Exploitation du bois.

V. Coopératives artisanales, industrielles et commerciales

1. Production industrielle, exploitation d'ateliers en association : organisations de second degré.
2. Coopératives de main-d'oeuvre.
3. Crédit et services de banque urbains :
  - i) pour les ouvriers;
  - ii) pour les commerçants, les artisans et les hommes d'affaires.

4. Approvisionnement pour les commerçants et les artisans.
5. Logement et construction.

VI. Education coopérative et coopération à but social

1. Education et formation des coopérateurs, des membres des comités et du personnel des coopératives.
2. Services éducatifs.
3. Services de santé et services médicaux.
4. Autres services sociaux : préparation de repas, développement communautaire, etc.

VII. Relations intercoopératives

1. Relations nationales.
2. Relations internationales.

VIII. Coopération et aide internationale

1. Assistance technique dispensée par les organisations coopératives nationales et internationales.
2. Bourses, cycles d'études et cours.

13. Même à l'intérieur de cette classification, des chevauchements pourront se produire. Certaines coopératives de consommation et certaines coopératives agricoles, par exemple, se sont occupées du logement de leurs membres. Certaines coopératives de main-d'oeuvre travaillent principalement dans l'agriculture, quand elles n'ont pas des intérêts, directs ou indirects, dans des exploitations agricoles coopératives. Certains magasins de gros créés par des coopératives de consommation comptent parmi leurs membres des coopératives agricoles. Par sa nature même, le mouvement coopératif - caractérisé par les relations mutuelles étroites qui s'y créent naturellement et par les principes communs qui inspirent toutes les activités coopératives et toutes les formes de coopération - ne se laisse pas rigoureusement compartimenter, si bien que les chevauchements signalés plus haut sont inévitables.

## Chapitre 2

### Les coopératives de consommation

#### Définition

14. Dans la présente étude, nous partons de l'hypothèse que les coopératives de consommation assurent la distribution au détail des denrées alimentaires et des articles d'usage personnel ou domestique. Les opérations qui concourent directement au même but, telles que l'approvisionnement en gros et la production de biens de consommation et les services comme la restauration - lorsque ces opérations ou ces services sont assurés par les coopératives de consommation - font partie des coopératives de consommation. Elles comprennent également les services de banque et d'assurance que les coopératives de consommation ont créés pour les besoins de leur activité ou pour le bénéfice de leurs membres.

#### Données et comparaisons statistiques (1959-1960)

15. Pour l'ensemble des pays du monde, il est difficile d'établir des statistiques qui soient à la fois précises et significatives. En effet, les données fournies par différents pays ne sont ni complètes ni rigoureusement comparables pour diverses raisons; en outre, certains pays ne publient aucune statistique de la coopération. Les chiffres donnés ci-dessous ont été établis à partir des statistiques de l'Alliance coopérative internationale pour la période 1959-1960, statistiques qui se rapportent aux organisations affiliées à l'Alliance. Les chiffres sont incomplets car ils ne comprennent pas les organisations coopératives de pays tels que la Chine, la Pologne, l'Espagne, le Brésil, ni celles d'autres Etats de l'Amérique du Sud et de quelques Etats de l'Afrique.

Tableau 1. Les coopératives de consommation dans le monde

Année	Effectif des membres	Effectif des membres en pourcentage de la population des pays considérés	Nombre de coopératives	Volume du commerce de détail (en millions de livres)	Volume du commerce de gros (en millions de livres)
1959	84.400.000	5,07	60.400	4.400 8.500 (U.R.S.S.) <sup>1</sup>	2.053 3.331 (U.R.S.S.) <sup>1</sup>
1960	88.300.000	5,10	58.700	4.766 9.400 (U.R.S.S.) <sup>1</sup>	2.245 3.484 (U.R.S.S.) <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Le volume du commerce des coopératives de consommation de l'U.R.S.S. est indiqué séparément en raison du chiffre particulièrement élevé qu'il atteint. Pour 1959, il a été exprimé en livres au taux de 2,52 nouveaux roubles pour une livre (taux de 1960).

16. Le nombre des membres des coopératives de consommation a été partout en augmentation. Cette tendance a été particulièrement marquée en Europe, en U.R.S.S. et en Belgique surtout, où l'effectif des coopérateurs a passé en une année de 40 millions à 42 millions et de 820.000 à 850.000, respectivement. En Asie, l'augmentation a été importante au Japon; ailleurs, au contraire, la situation est restée assez statique. En Australie, le nombre des membres des coopératives de consommation a augmenté de 20 pour cent de 1959 à 1960 (il a passé de 500.000 à 606.000). En Amérique du Nord, enfin, s'il a continué d'augmenter au Canada, il a diminué au contraire aux Etats-Unis, où il est tombé de 1.450.000 à 1.390.000, à la suite de la diminution des effectifs employés dans l'agriculture.

17. L'effectif moyen des membres des coopératives de consommation en pourcentage de la population (5 pour cent) a été calculé, pour l'ensemble des pays considérés, à partir d'une série de pourcentages qui, selon les pays et les continents, présentent de très grandes variations. Les chiffres montrent clairement que, créées à l'origine en Europe, les coopératives de consommation y occupent encore (y compris l'U.R.S.S.) une position plus forte que dans aucune autre partie du monde. En Europe occidentale, elles peuvent se flatter de grouper près de 14 pour cent de l'ensemble de la population, et en Europe orientale, compte tenu de l'U.R.S.S., 16 pour cent environ. Pour ce qui est des pays de cette dernière région, il ne faut certes pas perdre de vue que les coopératives de consommation y jouent un rôle très différent de celui qui leur revient dans les Etats ayant un régime économique différent : on leur demande moins de remplir leur mission fondée sur leur propre capacité de concurrence que d'occuper, dans l'économie, la place que l'Etat leur assigne. Dans les autres parties du monde, les coopératives de consommation groupent une fraction beaucoup plus faible de la population : 4 pour cent en Australie et en Nouvelle-Zélande, 1 pour cent en Amérique du Nord, moins encore dans les autres régions du globe. Il est vrai que, pour l'Asie, les chiffres donnés seraient plus élevés si l'on tenait compte des coopératives à fonctions multiples de Ceylan. Peut-être seraient-ils encore plus importants si l'on connaissait mieux l'organisation de la distribution au détail en Chine, en Corée du Nord et au Viet-Nam.

18. De 1959 à 1960, le nombre total des coopératives de consommation a diminué. Dans les pays où les coopératives de consommation sont solidement établies, elles ont tendance à former de vastes entreprises par voie de concentration et de fusion (voir paragraphes 32 et suivants). Ainsi, entre 1959 et 1960, le nombre des coopératives de consommation a passé : en Suède, de 638 à 592; en Italie, de 6.156 à 5.354, en U.R.S.S., de 18.070 à 17.600, et au Japon, de 582 à 482. Dans les pays où les coopératives de consommation ont étendu leur zone d'activité, au demeurant, le nombre des organisations a continué d'augmenter (en Inde, de 6.857 à 7.168; en Australie, de 700 à 730). Les chiffres dont on dispose pour les pays en voie de développement d'Afrique ne font pas apparaître de changements marquants.

19. Les données relatives au volume du commerce de détail et du commerce de gros, dans l'ensemble, font apparaître une augmentation. Des facteurs tels que la dévaluation de la monnaie et les fluctuations des taux de change risquent toutefois de donner une fausse idée de l'importance de cette augmentation, si bien que l'accroissement indiqué par les chiffres donnés plus haut ne devrait pas nécessairement être considéré comme une indication précise de l'accroissement du volume du commerce. Cependant, dans la distribution au détail, il ne fait aucun doute que, dans certains pays, les progrès ont été importants. Ainsi, de 1959 à 1960, le chiffre d'affaires a passé : dans la République fédérale d'Allemagne, de 247.161.000 livres à 285.840.000; en Australie, de 20.000.000 à 25.000.000; au Canada, de 62.300.000 à 68.500.000; en Finlande, de 231.700.000 à 260.600.000, et en France, de 172.370.000 à 189.800.000. Dans ces pays, il semble que des résultats aussi satisfaisants aient été enregistrés dans le commerce de gros.

### Principes directeurs

20. Les coopératives de consommation dérivent directement de l'oeuvre des pionniers de Rochdale, qui créèrent en Angleterre, en 1844, le prototype des sociétés de ce genre. Qu'il s'agisse des principes et des règles qui en régissent l'activité ou des rouages de leur organisation, la plupart des coopératives de consommation suivent encore de près l'exemple de Rochdale. Toutefois, dans certains cas, on s'est légèrement écarté des "principes de Rochdale". C'est ainsi que, dans plusieurs pays, les coopératives ne sont plus nécessairement neutres en matière de politique et de religion, tandis que, dans d'autres, elles ne se limitent plus aux seules ventes au comptant. Dans les pays dont l'économie est planifiée, l'excédent des recettes, au lieu d'être réparti entre les membres au prorata des opérations que chacun d'eux a effectuées, est parfois utilisé à des fins éducatives ou autres. On trouve toujours partout des conseils d'administration locaux élus par les membres selon le principe "un membre, une voix". De même, partout le capital, constitué par de modiques contributions des membres ou par des excédents de recettes non distribués, reste un élément accessoire qui ne confère en aucun cas de privilège ni d'influence particulière à ceux qui l'ont versé.



### Données de l'évolution des coopératives

21. Ce qui précède ne signifie pas que les coopératives de consommation se sont figées dans les formes qu'elles avaient au XIX<sup>me</sup> siècle. Qu'il s'agisse de leur caractère ou de leurs modes d'action, elles ont passé par une évolution assez rapide, même si leur structure est restée apparemment la même. Bien que cette évolution ait commencé entre 1920 et 1930, c'est au cours des quinze dernières années qu'elle a été la plus marquée. Quant à la nature de cette évolution, elle a été conditionnée par le "milieu" où le mouvement coopératif se trouve placé.

22. En Europe occidentale, en Amérique du Nord et en Australie, où le mouvement coopératif est absolument libre de prendre sa place propre dans l'économie mais où il doit affronter la concurrence intense du commerce privé de détail et de gros, les coopératives de consommation ont opéré les transformations nécessaires pour adapter leur administration interne, leurs méthodes de gestion et leur structure financière aux besoins actuels, de façon à pouvoir conserver leur place et étendre leur sphère d'activité en concurrence avec les autres formes de commerce.

23. Dans les pays dont l'économie est planifiée, les coopératives de consommation se voient généralement assigner un secteur déterminé de l'économie qu'elles doivent s'efforcer d'administrer aussi efficacement que possible mais dont elles ne peuvent sortir. Parallèlement, elles doivent s'adapter à l'organisation et au rythme d'une activité économique planifiée dans les moindres détails à l'échelon national. En règle générale, en matière d'approvisionnement et de financement, les coopératives de consommation dépendent des administrations compétentes. Si elles doivent remplir sans défaillance la tâche qui leur est réservée dans le plan de distribution, elles ne peuvent se développer plus rapidement qu'il n'est prévu en se lançant à leur propre compte, en quelque sorte, dans de nouvelles voies.

24. Enfin, dans les pays en voie de développement, les coopératives de consommation se heurtent à des difficultés particulières, en partie parce qu'un grand nombre des consommateurs qu'elles pourraient grouper produisent eux-mêmes des denrées alimentaires et ne peuvent disposer de surcroît que d'un revenu très faible, en partie aussi parce que le commerce local travaille avec des marges si étroites qu'il est extrêmement difficile d'en soutenir la concurrence tout en améliorant les conditions de distribution au détail. Devant cet état de choses, de nombreuses expériences d'organisation coopérative ont été tentées, dont plusieurs sont encore en cours.

### Effectifs coopératifs

25. Le nombre des membres des coopératives de consommation en pourcentage de la population a été indiqué au tableau 1, et les chiffres donnés ont été commentés au paragraphe 17. En fait, les coopératives de consommation touchent certainement une fraction de la population beaucoup plus grande que ne l'indiquent ces chiffres, ne serait-ce que parce qu'elles comptent parmi leurs membres, qui sont généralement des adultes, beaucoup de personnes mariées et de chefs de ménage. Dans la plupart des pays, les chiffres donnés au tableau 1 pourraient être probablement doublés, sauf pour des pays comme le Royaume-Uni, où les coopératives de consommation comptent souvent plusieurs membres dans le même ménage.

26. En Europe occidentale, c'est de tout temps dans la classe ouvrière urbaine - et surtout parmi les ouvriers, les ouvriers qualifiés et ceux qui travaillent de façon régulière, domiciliés de façon plus ou moins permanente dans un même endroit - que se sont recrutés les membres des coopératives de consommation. Toutefois, dans les pays scandinaves, en France et en Italie, celles-ci ont compté dès le début, parmi leurs membres, une assez forte proportion d'agriculteurs. Dans le principal groupement coopératif de consommation du Danemark, dans l'Union des sociétés coopératives agricoles de la Suisse orientale (V.O.L.G.) et dans le Magasin de gros finlandais (Suomen Osuuskappojen Keskuskunta (S.O.K)) c'est même l'élément agricole, ou tout au moins rural, qui prédomine. La répartition des membres des coopératives de consommation par catégories professionnelles n'a été déterminée avec précision que dans quelques pays. Cependant, les pourcentages suivants donnent une idée de la diversité qui se rencontre dans les rangs des coopérateurs.

Pays	Ouvriers	Agri- culteurs	Employés et fonc- tionnaires	Artisans et com- merçants	Personnes exerçant une pro- fession libérale	Retraités
France	37	25	18	7	2	11
Norvège	49	26	12	6	7	-

En Espagne, 5 pour cent au plus des membres des coopératives de consommation peuvent appartenir à une catégorie professionnelle autre que celle des ouvriers, des employés ou des fonctionnaires. Il semble que ce soit le seul pays où il existe de telles restrictions.

27. En Amérique du Nord, la plupart des organisations rangées dans la catégorie des coopératives de consommation sont en réalité à la fois des coopératives de consommation et des coopératives de production qui combinent les deux sortes de fonctions pour répondre aux besoins particuliers de la population rurale. Aussi, aux Etats-Unis, la majorité des membres des coopératives de consommation est-elle formée le plus souvent d'agriculteurs ou de membres de leurs familles. Il existe cependant, dans la banlieue des villes américaines, une catégorie particulière de coopératives suburbaines qui pourvoient exclusivement aux besoins de la consommation domestique et dont les sociétaires sont, en grande partie, des membres de la classe moyenne et des employés. Les travailleurs industriels n'ont jamais constitué la force principale des coopératives aux Etats-Unis, et il est peu probable que ce pays compte aujourd'hui des coopératives dont l'existence dépende au premier chef de cette catégorie de membres. Au Canada, les coopératives de consommation se sont moins développées dans les zones suburbaines qu'elles ne l'ont fait aux Etats-Unis. Le volume des biens destinés à la consommation domestique qui sont distribués par les coopératives est plus important, toutefois, qu'aux Etats-Unis. En outre, le Canada compte un certain nombre de coopératives de consommation qui recrutent leurs membres parmi les travailleurs industriels - parmi les mineurs de la Nouvelle-Ecosse surtout - et qui s'apparentent, elles, aux coopératives de consommation de l'Europe occidentale.

28. Dans les pays d'économie planifiée, les coopératives de consommation, d'ordinaire, ont pratiquement le monopole des opérations de détail dans les zones rurales, si bien que les membres se recrutent principalement parmi les habitants des petites villes de la campagne. Elles comptent toutefois parmi leurs adhérents des habitants des zones urbaines auxquels elles vendent, par l'intermédiaire des magasins qu'elles ont dans les villes, des produits agricoles provenant des exploitations agricoles collectives ou des lopins laissés en propre aux cultivateurs. Dans certains pays, en Bulgarie notamment, les travailleurs d'un grand nombre d'entreprises industrielles situées dans les zones rurales sont membres des coopératives de consommation, qui assurent leur approvisionnement. On trouve enfin, en Pologne et en U.R.S.S. notamment, des coopératives de consommation proprement urbaines qui pourvoient aux besoins des travailleurs industriels ainsi que des membres d'autres catégories de la population urbaine.

29. En Asie et en Extrême-Orient, les coopératives de consommation se rencontrent surtout dans les zones urbaines. On peut les classer généralement - en Inde et au Japon notamment - en trois groupes :

- 1) coopératives dont l'extension couvre une aire géographique donnée qui desservent une ville ou une préfecture;
- 2) coopératives se limitant à une catégorie professionnelle donnée et qui peuvent grouper des employés de bureau, des ouvriers d'usine, des mineurs, des cheminots, des fonctionnaires ou, à Ceylan, des travailleurs des plantations de thé;
- 3) coopératives scolaires d'enseignants ou d'étudiants.

Il existe toutefois des coopératives qui desservent les zones rurales à Ceylan, en Inde et en Malaisie. De même, en Birmanie, les Concos (coopératives de consommation) touchent aussi bien la population rurale que la population urbaine.

30. En Amérique du Sud, les coopératives de consommation sont principalement urbaines, et souvent à caractère professionnel. Dans de nombreux cas, elles ne recrutent leurs membres que dans telle ou telle catégorie de travailleurs; c'est le cas de la Coopérative "El Hogar Obrero" (le foyer ouvrier) en Argentine et des coopératives de cheminots au Brésil ou en Uruguay. Les syndicats, les associations professionnelles et les entreprises ont été amenées parfois à fonder des coopératives ouvertes exclusivement à leurs membres. Dans certains pays, en Argentine par exemple, les coopératives agricoles fournissent également des biens de consommation à la population rurale.

31. Dans les pays en voie de développement d'Afrique, les coopératives de consommation qui se sont créées se sont créées dans les zones urbaines. Les membres s'en recrutent principalement parmi les salariés. Quelques expériences ont été faites dans le domaine des coopératives de consommation à caractère professionnel. Dans les zones rurales, la distribution des biens destinés à la consommation domestique s'est généralement faite jusqu'ici, à côté de celle des fournitures agricoles, par les soins des coopératives agricoles.

32. Au cours des vingt-cinq dernières années, l'effectif des membres des coopératives de consommation a généralement augmenté. En Europe, cependant, bien que la réorganisation des coopératives se poursuivit dans un certain nombre de pays dévastés par la guerre, le nombre des coopératives de consommation ne s'est guère accru. Au cours de cette période, en effet, un certain nombre de sociétés ont cessé - cela dans la plupart des pays d'Europe - de conserver une existence propre. Etant donné les habitudes de l'acheteur d'aujourd'hui et la concurrence du commerce privé moderne, les très petites coopératives, qui ne peuvent offrir qu'une gamme limitée de marchandises et de services, ne sont généralement plus viables. Il est vrai que quelques sociétés de ce genre conservent encore la fidélité traditionnelle de leurs membres et que d'autres justifient leur existence par le fait qu'elles desservent des collectivités peu nombreuses vivant dans des régions éloignées. En général, toutefois, les coopératives de consommation ont tendance à fusionner pour former de grandes unités. Dans quelques pays, les fusions ont été entravées autrefois par les restrictions mises au nombre de filiales qu'une coopérative pouvait ouvrir; il semble toutefois que ces restrictions aient été supprimées. L'unique problème qui reste ainsi à résoudre est celui du nombre excessif des petites coopératives, surtout dans les zones urbaines, dont il faudrait faire de simples unités de distribution. Dans certains cas où les fusions ne se sont pas faites volontairement, on a assisté à de véritables liquidations; en outre, dans quelques pays, les magasins coopératifs de gros se sont tenus prêts à intervenir, à reprendre les coopératives vulnérables et à les exploiter comme filiales de ventes au détail. En général, toutefois, la fusion n'a été obtenue que par voie de négociation.

33. Le tableau 2, qui a été établi à partir des statistiques publiées par l'Alliance coopérative internationale, donne, pour un certain nombre de pays d'Europe, le nombre des coopératives de consommation, l'effectif total des membres et l'effectif moyen des membres par coopérative. Les chiffres reproduits font apparaître avec netteté la tendance à la diminution du nombre des coopératives de consommation et à l'accroissement de l'effectif des membres qui caractérise l'évolution actuelle. De nombreuses organisations coopératives nationales, du reste, suivent désormais une politique qui va délibérément dans ce sens. Au Royaume-Uni, par exemple, les auteurs de l'enquête nationale de 1960 sur les fusions des coopératives ont recommandé de réduire le nombre des sociétés de 842 à 300 environ. Aux Pays-Bas, le congrès national de 1959 a décidé de ramener, par une série de fusions, les 237 coopératives qui existaient à l'époque à 20 à peu près. En Suède, le congrès de 1960 a admis que le nombre des coopératives devrait être réduit à 100. En U.R.S.S. et dans d'autres pays de l'Europe orientale, où le mouvement coopératif s'est également avisé de l'intérêt économique que présentait la constitution de grandes unités, on constate une réduction continue du nombre des coopératives de consommation, accompagnée d'un accroissement correspondant de l'effectif des membres. La question des fusions et de l'accroissement de la taille des coopératives est aussi un sujet de discussion et de préoccupation en Autriche, en France, en Suisse et dans d'autres pays où l'on se rend compte que la constitution de grandes unités répond à une nécessité économique, sans pour autant que l'on méconnaisse le rôle utile que jouent encore les petites sociétés. Cette dernière observation vaut aussi tout particulièrement pour des Etats comme le Danemark, la Finlande et la Norvège, où l'élément rural, dans le mouvement coopératif, est important et où la tradition villageoise est forte. Il est peut-être révélateur, à ce sujet, que le congrès danois de 1959 se soit prononcé pour la suppression des barrières dressées entre les coopératives plutôt que pour les fusions.

34. En résumé, il semble que les coopératives de consommation s'orientent, en Europe, vers la formation d'organisations relativement grandes, qui comptent de nombreuses sections pour la commodité des acheteurs. Dans les pays scandinaves, toutefois, les coopératives rurales restent, en général, sensiblement plus petites qu'ailleurs. Quant aux coopératives d'Islande et de Yougoslavie, si les effectifs en sont exceptionnellement faibles, c'est sans doute, en partie tout au moins, pour des raisons d'ordre géographique.

Tableau 2. Les coopératives de consommation dans un certain nombre de pays d'Europe:  
Nombre de sociétés et effectifs des membres

Pays	Année	Nombre de coopératives	Effectif total des membres	Effectif moyen des membres par coopérative (chiffres approximatifs)
Rép. féd. d'Allemagne	1955	313	2.243.970	7.100
	1960	276	2.547.492	9.300
Autriche	1955	87	355.236	4.000
	1960	65	399.817	6.000
Bulgarie	1955	2.204	1.298.915	570
	1960	1.415	1.688.706	1.100
Danemark	1955	1.963	490.400	2.500
	1960	1.951	517.000	2.700
Finlande	1955	490	1.039.075	2.300
	1960	477	999.225	2.000
France	1955	772	2.774.692	3.500
	1960	572	3.242.567	3.600
Islande	1955	56	30.928	550
	1960	57	30.922	540
Norvège	1955	1.112	298.810	2.600
	1960	1.129	308.733	2.700
Pays-Bas	1955	275	356.813	1.300
	1960	191	400.522	2.100
Roumanie	1955	3.588	5.012.798	1.400
	1960	2.795	5.500.000	2.000
Royaume-Uni	1955	944	11.783.267	12.500
	1960	842	12.956.839	15.000
Suède	1955	719	1.086.914	1.500
	1960	592	1.177.000	1.900
Suisse	1955	930	665.640	7.300
	1960	904	755.015	8.300
Tchécoslovaquie	1955	649	1.620.321	260
	1960	103	1.664.570	1.600
U.R.S.S.	1955	21.097	33.300.000	1.500
	1960	17.600	42.300.000	2.400
Yougoslavie	1955	6.172	1.433.318	230
	1960	4.067	1.462.840	350

### Contrôle démocratique

35. L'idée qui est à la base du mouvement coopératif est celle du contrôle démocratique de l'activité économique. Au début, quand les coopératives étaient petites et que leurs membres s'unissaient parce que la coopération apportait une solution à des problèmes personnels urgents, on ne se heurtait à aucune difficulté. La fréquentation des assemblées générales était forte. Les membres des conseils d'administration étaient choisis parmi des candidats bien connus de tous les coopérateurs présents, et les problèmes de gestion qu'ils devaient résoudre après leur élection ne dépassaient certainement pas leur compréhension.

36. Cet état de choses se rencontre encore dans les petites coopératives primaires. Celles-ci sont placées sous le contrôle de l'assemblée générale des membres ou, lorsque les membres sont nombreux ou très dispersés, d'une assemblée de délégués élus par les assemblées des membres des sections locales. Les comités élus comptent habituellement peu de membres; leur activité, généralement, est facile à contrôler. Ils peuvent eux-mêmes contrôler l'activité des sections locales; le choix des articles et la politique de vente; la situation financière des sections locales; les vérifications de comptes et les inspections ainsi que les initiatives de caractère social ou éducatif. La gestion proprement dite est, le plus souvent, confiée à des gens "de métier". Il arrive néanmoins que les membres des comités directeurs ou des conseils d'administration soient rémunérés et, souvent, que les administrateurs touchent des indemnités ou quelques honoraires dus à leurs fonctions.

37. Si, dans la petite coopérative, le contrôle démocratique se trouve facilité, les frais de gestion ont tendance à être relativement élevés. La petite société a parfois de la peine à vendre à ses membres, conformément au principe coopératif, à des prix compétitifs tout en couvrant ses frais généraux et en conservant une marge qui lui permette de constituer des réserves et de verser aux sociétaires, lorsqu'elle a pour règle de le faire, une ristourne. Dans les pays où l'on aurait tendance à créer de petites coopératives de village, il importe de connaître, avant toute chose, le nombre minimum de membres qu'une coopérative doit grouper et le chiffre d'affaires minimum qu'elle doit atteindre pour être viable en tant qu'entreprise indépendante.

38. A ce propos, le ministère des Affaires sociales du Japon a fait faire une enquête dont les résultats sont sans doute instructifs<sup>1</sup>. De cette enquête, en effet, on a pu conclure qu'un magasin coopératif devait compter de 500 à 600 membres dans un rayon de un kilomètre et vendre pour 1.500 à 2.000 livres de marchandises par mois au minimum. Si la coopérative compte dix employés, chacun d'eux devrait vendre ainsi pour 150 à 200 livres de marchandises par mois. A moins d'atteindre ce chiffre d'affaires, la société ne peut verser à son personnel des salaires raisonnables, ni vendre à bon marché à ses membres des denrées de première qualité.

39. Comme on l'a vu aux paragraphes 32 et suivants, au demeurant, le mouvement coopératif s'oriente en général, en Europe, vers la création de grandes sociétés et d'unités commerciales efficaces. Quand, en conséquence, les coopératives en viennent à grouper des milliers de membres - si elles n'arrivent pas au million -, il est clair que tous ne sauraient prendre part aux assemblées générales ou aux élections et que beaucoup d'entre eux, à supposer qu'ils le pussent, négligeraient en pratique de le faire. En outre, devant la multiplication des distractions auxquelles les familles, même de condition modeste, peuvent occuper leurs loisirs, les assemblées générales des coopératives ont perdu de leur attrait et ne sont plus suivies comme elles l'étaient dans le passé.

40. On a tenté de résoudre ce problème de différentes manières - en instituant soit des assemblées de délégués (ces assemblées sont obligatoires, dans certains pays, pour toutes les coopératives qui comptent plus de 1.000 membres) ou des assemblées régionales, ou encore en créant des comités de section. Parallèlement, on se préoccupe davantage qu'autrefois de stimuler l'intérêt des membres en publiant des rapports ou des journaux et en recourant à différentes formes de propagande.

---

<sup>1</sup> Dr Hoynden : Co-operative Movement in Japan (1958), vol. VI.

41. Pour le choix des membres des conseils d'administration, les difficultés sont aussi plus grandes que naguère. Le travail, en premier lieu, devient plus absorbant : ou il demande de plus fréquentes réunions des comités et des sous-comités, ou il appelle des décisions plus lourdes de conséquences ou d'un caractère technique plus accusé. Par suite de l'élargissement des possibilités d'éducation et, partant, des perspectives professionnelles, les hommes et les femmes qui disposent de talents d'administrateur sans pour autant les utiliser, du temps et de l'énergie nécessaires pour faire bénéficier le conseil d'administration d'une coopérative de leurs capacités sont beaucoup plus rares qu'ils ne l'étaient dans le passé. Il faut craindre, dans ces conditions, que les conseils d'administration des coopératives n'en viennent à compter un trop grand nombre de personnes âgées qui ont du temps, certes, mais qui n'apportent guère d'idées neuves dans leur travail ni ne dominent les problèmes que pose la marche d'une grande entreprise moderne. Aussi les coopératives de consommation en viennent-elles, le contrôle cessant d'être aussi direct que jusqu'ici, à confier la gestion de leurs affaires à des gens "de métier" et à constituer de petits comités de direction appuyés sur un vaste conseil consultatif.

42. Le conseil d'administration "amateur" qui assumait de façon tout à fait autonome la direction de plusieurs magasins - l'un des éléments fondamentaux de la tradition de Rochdale - est pour une large part en voie de disparition. Cette évolution s'explique, dans les pays à économie mixte comme ceux d'Europe et d'Amérique du Nord, par la complexité croissante de l'organisation pratique de la distribution dans un commerce où la concurrence est intense et, dans les pays dont l'économie est planifiée par l'Etat, à commencer par l'U.R.S.S., par le rôle même des coopératives, lequel est défini par l'Etat : en l'occurrence, le conseil d'administration est chargé d'assurer, dans ses détails, l'exécution du plan; pour le reste, il assume des fonctions qui, si elles sont dans une large mesure consultatives, peuvent revêtir encore, dans quelques-uns des pays considérés, une certaine importance.

43. En Amérique du Nord, il peut arriver que la responsabilité directe des membres se trouve limitée, soit parce que la distribution de biens de consommation est la fonction accessoire d'une coopérative qui a une autre raison d'être (il s'agit en général d'une coopérative agricole d'approvisionnement), soit parce que c'est une organisation régionale, voire nationale, qui a décidé d'ouvrir un magasin dans le cadre d'un plan de développement coopératif, pour le placer ultérieurement sous le contrôle des membres locaux. Ce système n'est pas inconnu en Europe, mais il y est exceptionnel. Comme l'expliquait le Département du travail des Etats-Unis dans le bulletin n° 1211 de janvier 1957, "le transfert total du contrôle par les détenteurs de parts privilégiées aux membres peut être différé jusqu'à ce que ceux-ci aient porté leur participation à un certain pourcentage du capital". Et, plus loin : "Lorsqu'un groupe qui n'est pas composé de consommateurs patronne une coopérative, il peut arriver que ce groupe en conserve le contrôle, soit parce qu'il ne veut pas s'en dessaisir, soit parce qu'il est difficile d'éviter que l'intérêt des consommateurs ne s'émousse pendant la dernière phase de l'organisation."

44. Les Green Belt Consumers' Services (Maryland), la plus vaste organisation en son genre des Etats-Unis, offrent un exemple de la forme de contrôle démocratique que peut rechercher une coopérative de consommation urbaine de type moderne. Cette coopérative s'est développée en ouvrant une série de centres d'achat, sans attendre, habituellement, que la demande locale se fit sentir. Forte de 11.000 membres en 1956 déjà, elle s'est donnée une structure démocratique conçue en fonction du nombre et de la dispersion des sociétaires. A côté de l'assemblée générale de l'ensemble des membres, qui se réunit une fois par année pour s'occuper des questions statutaires et désigner le conseil d'administration, on trouve le congrès, qui est formé par les délégués élus, à raison de un pour deux cents membres, par les assemblées régionales convoquées, elles aussi, une fois par année. Les membres du conseil d'administration sont choisis parmi ceux du congrès; leur candidature est présentée par le congrès, et leur désignation confirmée par l'assemblée générale par voie d'élection. Quatre fois par année, en outre, le congrès se réunit en présence des membres du conseil d'administration - son rôle est alors consultatif - pour recevoir communication des rapports.

## Unions et fédérations

45. Très tôt, les coopératives de consommation ont éprouvé le besoin de conjuguer leurs efforts dans plusieurs domaines. Elles souhaitent mettre en commun les enseignements qu'elles avaient pu retirer de leur activité, créer des services consultatifs et éducatifs, se communiquer les rapports relatifs aux résultats qu'elles avaient obtenus et présenter d'une seule voix leur point de vue aux pouvoirs publics et à l'opinion. C'est ainsi que furent créées des organisations nationales, régionales, voire parfois locales, qui exercent, d'une part, des fonctions non commerciales en tant que fédérations et, d'autre part, les fonctions commerciales incombant aux magasins centraux de gros (voir paragraphes 67 et suivants).

46. Dans plusieurs pays d'Europe (le cas se rencontre toutefois en dehors de l'Europe également), les deux sortes de fonctions sont exercées par la même organisation. Dans d'autres pays, on trouve côte à côte des organisations distinctes qui ont à peu près le même but, sans avoir toujours la même importance, soit en raison de divergences politiques (en Belgique et en Italie, par exemple), soit en raison de l'existence séparée d'un mouvement coopératif urbain et d'un mouvement rural (au Danemark, en Finlande et en Pologne).

47. En général, les organisations groupées au sein d'une union ou d'une fédération y étaient représentées à l'origine par des délégués qu'elles élisaient directement lors de leurs assemblées générales. A l'origine aussi, le conseil d'administration des unions et des fédérations (comme des magasins de gros) était élu directement par les coopératives de vente au détail. Dans bien des cas, toutefois, ce système devait être modifié par la suite, en raison de la complexité croissante de l'activité et, partant, de l'organisation coopérative. Parfois, l'élection des membres du conseil d'administration est organisée sur une base régionale (à cet effet, le vote peut se faire par correspondance), de façon que toutes les régions d'un pays soient équitablement représentées. Dans certains pays, comme la Finlande, par exemple, les membres des conseils d'administration des organisations nationales sont désignés sur la base d'une liste qui est soumise aux assemblées régionales de délégués. En l'absence d'organisations locales ou régionales, le contrôle démocratique peut s'exercer - comme c'est le cas dans les unions urbaines de Pologne ainsi que dans les coopératives de consommation rurales de Hongrie et de Tchécoslovaquie - grâce à la convocation d'assemblées annuelles au cours desquelles les comités directeurs présentent leur rapport aux membres chargés d'élire des comités de section dont la tâche est de veiller aux intérêts des coopérateurs sur le plan local, de désigner les délégués qui participeront à l'assemblée générale et qui éliront, à cette occasion, les conseils de surveillance.

48. En U.R.S.S., où il existe, à côté de l'union nationale, des unions régionales et des unions de district, après l'élection des délégués au niveau primaire, chaque union élit ses propres délégués, qui la représentent au niveau supérieur. Au Canada, certaines coopératives sont directement affiliées à la fédération coopérative nationale; d'autres sont représentées indirectement, par l'intermédiaire des organisations provinciales dont elles font partie. Au Japon, quelques organisations locales ont été créées pour servir de lien avec la fédération nationale; il s'en faut de beaucoup, toutefois, que ces organisations couvrent tout l'ensemble du pays. En Italie, la Ligue nationale des coopératives et des mutuelles (Lega Nazionale delle Cooperative e Mutue), qui groupe principalement des coopératives de consommation, a créé une association nationale de consommation. L'activité de l'association s'exerce par l'intermédiaire des comités spéciaux des unions provinciales à fonctions multiples; à l'heure qu'il est, toutefois, ces comités ont tendance à faire place à des unions provinciales spéciales. Toujours en Italie, la Confédération des coopératives italiennes (Confederazione Cooperativa Italiana) compte des unions nationales chargées chacune d'un secteur déterminé, dont une union de consommation.

49. Les unions et les fédérations coopératives sont financées en principe par des droits et par des cotisations calculées en fonction de l'effectif des membres ou du chiffre d'affaires des coopératives qui en font partie. Ces ressources sont affectées au paiement des traitements, des frais d'organisation des assemblées, des frais de publication et des frais d'entretien des locaux du siège national.

50. L'activité des unions et des fédérations coopératives s'étend généralement aux mêmes grands domaines dans tous les pays. La place faite à telle ou telle tâche, de même que l'organisation administrative, peuvent différer fortement toutefois. L'union ou la fédération est chargée d'organiser les assemblées où se discute et se décide la politique générale des coopératives. Elle représente les coopératives et défend leurs intérêts auprès des administrations publiques et des organismes publics ou semi-publics importants. En outre, les unions ou les fédérations s'occupent généralement de la rédaction et de la publication des revues et des journaux sur la coopération; elles peuvent être amenées aussi à produire des films, à publier des livres, à préparer du matériel de publicité et de propagande, à élaborer des programmes de radio ou de télévision destinés à faire connaître le mouvement coopératif, ou encore à organiser des campagnes pour recruter de nouveaux coopérateurs. Certaines d'entre elles, comme la fédération japonaise, jouent un rôle promoteur en organisant de nouvelles coopératives ou en lançant de nouvelles initiatives.

51. En Autriche, la vérification des comptes figure au nombre des tâches de la fédération nationale. Dans la République fédérale d'Allemagne, c'est dans une large mesure pour exercer cette fonction qu'ont été créées les organisations régionales. En Israël, il existe une union nationale de revision qui groupe le magasin coopératif de gros d'Israël et les coopératives de consommation primaires. En U.R.S.S., les unions centrales et régionales vérifient les comptes des unions régionales et des unions de district, et les unions de district, les comptes des coopératives primaires de consommation.

52. Il est fréquent que les unions ou les fédérations assurent des services consultatifs dans plusieurs domaines : questions juridiques, techniques, administratives, par exemple. En U.R.S.S., les décisions relatives aux questions économiques générales, aux méthodes de planification et aux méthodes de comptabilité sont prises à l'échelon national par l'Union centrale des coopératives de consommation (Tsentrsoïouz). Parfois, les unions ou les fédérations ont contribué à la désignation de commissions chargées d'enquêter sur les coopératives de consommation du pays; on mentionnera par exemple la commission d'enquête constituée sur l'initiative de la Fédération coopérative du Royaume-Uni (voir paragraphes 113 et suivants) et la commission nationale des coopératives de consommation créée par les organisations provinciales et nationales du Canada. En principe, ce sont encore les unions ou les fédérations qui assurent les services éducatifs du mouvement coopératif (voir paragraphes 432 et suivants). Parfois enfin, elles peuvent être amenées à s'occuper tout particulièrement des organisations formées pour intéresser les femmes et les jeunes à la coopération.

53. Comme on l'a signalé au paragraphe 46, quelques organisations centrales exercent à la fois des fonctions non commerciales et des fonctions commerciales de magasins de gros. Certaines unions, en outre, ne groupent pas exclusivement des coopératives de consommation, mais comptent encore parmi leurs membres, comme c'est le cas en Italie et au Royaume-Uni, des coopératives d'autres types. Certaines unions ont un caractère semi-officiel et servent de lien - c'est le cas en Espagne - entre les pouvoirs publics et les coopératives. En U.R.S.S. et dans plusieurs pays d'Europe orientale, les unions sont l'intermédiaire officiel entre l'Etat et les coopératives pour l'octroi des crédits. Enfin, dans certains pays comme la Belgique, l'Italie et le Royaume-Uni, elles mènent une activité politique en faveur, soit du parti qui défend les intérêts des coopérateurs, soit de celui des partis dont le mouvement coopératif partage les objectifs.

#### Gamme des articles vendus

54. De l'époque des pionniers de Rochdale à celle de la grande crise des années trente, l'alimentation a été le principal poste du budget des ménages ouvriers. La coopérative qui était en mesure de fournir à ses membres des denrées alimentaires non frelatées à un prix raisonnable rendait à ceux-ci le service le plus précieux qu'elle pût leur rendre et s'attachait solidement leur fidélité. Au cours des vingt dernières années, cependant, les travailleurs - ouvriers d'usine ou employés de bureau - en sont venus à affecter une fraction toujours plus grande de leur revenu, qui avait augmenté entre-temps, à l'achat de vêtements, de meubles, d'articles ménagers, de postes de radio et de télévision, de bicyclettes ainsi que de voitures. Pour peu qu'elles fussent dynamiques, les coopératives de consommation se sont ainsi attachées à élargir la gamme des articles qu'elles vendaient,



à moderniser leurs magasins et, de façon générale, à répondre - qu'il s'agit de la publicité, de la réclame et de l'action éducative ou des méthodes de distribution au détail - aux goûts de leurs membres, relativement aisés désormais, et, plus encore peut-être, aux goûts de la jeune génération.

55. Depuis dix ans, la plupart des groupements coopératifs de consommation d'Europe se préoccupent d'accroître la distribution des biens de consommation qui ont récemment fait leur apparition sur le marché ou qui ne sont que depuis peu à la portée du ménage de coopérateurs : appareils ménagers (réfrigérateurs, machines à laver), objets décoratifs, articles de luxe, livres, produits de beauté, véhicules à moteur et accessoires, à quoi l'on peut ajouter les vêtements de dames et d'enfants confectionnés selon les impératifs de la mode pour plaire à la jeunesse. A l'origine de ce renouvellement, il y a, soit, souvent, l'intensification de la concurrence du commerce privé, soit, lorsque cette première explication n'est pas valable, dans le cas des coopératives de consommation rurales de l'Europe orientale, par exemple, l'évolution des goûts des consommateurs, qui se font plus exigeants, et de la demande, qui se diversifie.

56. On se rend compte depuis longtemps que les magasins de naguère, qui vendaient des articles de toutes sortes, ne répondent plus en général aux besoins actuels. Dans de nombreux pays même, une législation réglemente la vente de denrées susceptibles de corrompre d'autres articles dans le même magasin. On s'est avisé aussi que les gens achètent beaucoup moins souvent des vêtements, par exemple, que des denrées alimentaires, qu'ils prennent plus de temps pour faire de tels achats, qu'ils exigent un choix plus varié et qu'ils acceptent de faire de longues distances pour effectuer leurs achats. Les achats de meubles et d'articles ménagers sont moins fréquents encore, et les acheteurs sont disposés à se donner plus de mal même pour trouver exactement ce qu'ils cherchent. Ce sont là autant d'arguments de poids susceptibles d'être avancés contre la petite coopérative qui n'a qu'un magasin et ne peut guère vendre avec quelque efficacité, le plus souvent, que les denrées alimentaires, et en faveur de la grande société qui compte dix ou vingt filiales pour la vente des denrées alimentaires et celle de peut-être deux ou trois séries d'articles d'habillement (vêtements et chaussures) très demandés, et un grand magasin ou plusieurs magasins spécialisés pour la vente des articles ménagers et des vêtements de mode.

57. Il y a plusieurs années, au Royaume-Uni, le mouvement coopératif a créé une chaîne de pharmacies. Plus récemment, il a ouvert une chaîne de magasins de chaussures placés sous le contrôle conjoint du Magasin coopératif central de gros et des coopératives de vente au détail. En Finlande, il existe une chaîne de magasins d'habillement du même genre, qui est exploitée par le Magasin de gros finlandais en consultation avec les coopératives locales de vente au détail. Dans la République fédérale d'Allemagne, le Magasin de gros a ouvert une chaîne de magasins d'ameublement. En Pologne, les coopératives urbaines ont en général des magasins distincts pour la vente de l'épicerie et celle des "articles industriels". En U.R.S.S. et dans d'autres pays de l'Europe orientale, il arrive que les petites coopératives rurales aient plus d'une filiale dans chaque village; les unes vendent des articles de toutes sortes, tandis que d'autres ne traitent qu'une variété de marchandises : vêtements, quincaillerie, fournitures agricoles. Dans certains de ces pays, le commerce local se fait en grande partie sur la place du marché, autour des comptoirs ou de kiosques qui vendent chacun un type d'article différent.

58. Ces constatations traduisent l'augmentation des achats d'articles autres que les denrées alimentaires. Et même dans le groupe des denrées alimentaires, la gamme des articles vendus par les coopératives de consommation s'élargit et comprend davantage d'articles de luxe et de demi-luxe (en boîtes ou en paquets sur-tout) qu'autrefois. Quel qu'en soit le mode de présentation, les articles qui composent le régime quotidien de la population n'en continuent pas moins de venir en tête des ventes.

59. Le tableau 3 donne quelques exemples de la gamme des articles que les coopératives de vente au détail de différents pays ont en stock dans leurs magasins. Les chiffres relatifs aux coopératives de consommation du Royaume-Uni peuvent être considérés comme caractéristiques, dans une large mesure, des sociétés qui recrutent

Tableau 3. Gamme des articles vendus au détail par les coopératives de consommation d'un certain nombre de pays (1959-60)

Royaume-Uni	U.R.S.S.		Etats-Unis Coopératives agricoles d'approvisionnement		Canada		Ceylan		Danemark		
Articles	Pour-centage	Articles	Pour-centage	Articles	Pour-centage	Articles	Pour-centage	Articles	Articles	Coop. rurales	Coop. urbaines
DENREES ALIMEN- TAIRES	74	DENREES ALIMEN- TAIRES	50	DENREES ALIMEN- TAIRES	2	DENREES ALIMEN- TAIRES	27	DENREES ALIMEN- TAIRES DE BASE	DENREES ALIMEN- TAIRES	78	82
Epicerie	53	Pain	6	FOURNITURES		Riz		Farine	QUINCAILLERIE	15	9
Lait	12	Farine	3	AGRICILES	74	Sucre	32	Sucre	VETEMENTS	6,5	5
Viande	7	Sucre	5	DERIVES DU		PETROLE	21	TEXTILES	DIVERS	0,5	4
Fruits )		Produits agricoles	27					DIVERS <sup>2</sup>			
Légumes )		Divers	9								
Poissons)	2	VETEMENTS	14								
ARTICLES DE NOUVEAUTE	18	AMEUBLEMENT	2	QUINCAILLERIE ET VETEMENTS			9				
(Vêtements, ar- ticles ménagers)		ARTICLES MENAGERS ET DE LUXE <sup>1</sup>	25	COMBUSTIBLES			6				
COMBUSTIBLES	4	DIVERS	9	DIVERS			5				
PRODUITS PHAR- MACEUTIQUES, etc.	4										
TOTAL	100	TOTAL	100	TOTAL	100	TOTAL	100	TOTAL	TOTAL	100	100

<sup>1</sup> Exemples : machines à coudre, postes de télévision, postes de radio, livres.

<sup>2</sup> Ce poste comprend différentes sortes d'articles d'épicerie et de conserves alimentaires.

leurs membres parmi la population urbaine, en Europe occidentale plus particulièrement. Dans la République fédérale d'Allemagne et en France, la prédominance des denrées alimentaires est plus nette encore - les pourcentages sont respectivement de 90 et de 85 pour cent - que ne l'indiquent les chiffres donnés pour les coopératives de consommation du Royaume-Uni. Aux Etats-Unis, les coopératives suburbaines, pour lesquelles on ne dispose pas de données statistiques de ce genre, vendent une très large gamme de denrées alimentaires et d'articles ménagers. Dans les pays en voie de développement d'Afrique et en Asie dans les régions où les coopératives de consommation se sont développées principalement dans les villes, l'accent est mis davantage sur les denrées alimentaires de base que sur les articles généraux d'épicerie et les articles de demi-luxe. A Ceylan (voir tableau 3), les coopératives de consommation sont les seuls agents de distribution du riz, de la farine et du sucre, denrées qui constituent la plus grande part de leurs ventes. Ailleurs, comme en Malaisie, les coopératives de consommation ont constaté qu'elles avaient un intérêt économique certain et réalisaient des opérations rentables en concentrant leurs activités sur la vente des denrées alimentaires plutôt que sur les produits de luxe et de demi-luxe. Il y a des chances pour que tel soit souvent le cas, dans les zones urbaines principalement, dans les pays en voie de développement, où le revenu disponible par personne est faible.

60. Dans les pays où les coopératives de consommation ont un caractère essentiellement rural et où elles comptent surtout des agriculteurs parmi leurs membres, comme en Autriche et en Roumanie, elles ont tendance à vendre moins de denrées alimentaires que dans les zones urbaines. Aux Etats-Unis, où le mouvement coopératif de consommation s'est développé surtout dans les régions rurales et s'est intégré aux coopératives agricoles d'approvisionnement, la fourniture aux fermiers de denrées alimentaires par ces coopératives constitue une part négligeable du commerce total (tableau 3), car elles s'attachent surtout à satisfaire les demandes de leurs adhérents en matériel agricole. Au Canada, où les coopératives - des coopératives agricoles d'achat principalement - recrutent leurs membres, elles aussi, parmi la population rurale surtout, les biens de consommation représentent une fraction beaucoup plus forte des marchandises vendues (36 pour cent : voir tableau 3) que ce n'est le cas aux Etats-Unis. Dans d'autres pays où il existe un important mouvement coopératif de consommation, la gamme des articles et leur importance varient en fonction des conditions locales et des besoins. En Norvège, par exemple, les ventes de fournitures agricoles et d'articles de pêche sont importantes, tandis que les ventes de matériel électrique connaissent un essor remarquable; quant aux ventes de denrées alimentaires, elles ne dépassent pas 58 pour cent. Dans d'autres pays au contraire, comme au Danemark (voir tableau 3) et dans l'est de la Suisse, même dans les communautés rurales, les coopératives tiennent en magasin complète de denrées alimentaires de sorte que les agriculteurs ne sont plus censés tirer de leur exploitation les articles qu'ils consomment, à part peut-être le lait et les oeufs.

61. En U.R.S.S. (voir tableau 3), en Pologne, en Yougoslavie et dans d'autres pays d'Europe orientale, les coopératives de consommation rurales ont pour fonction, parmi beaucoup d'autres, de répondre non seulement à la demande des biens de consommation, mais encore aux besoins croissants des exploitations agricoles collectives et de la population rurale en matériaux de construction, en moyens de production et en articles "culturels". Les denrées alimentaires et les boissons viennent toujours en tête des articles qu'elles tiennent en magasin; encore les premières ne représentent-elles pas la même proportion des ventes qu'en Europe occidentale, car les cultivateurs produisent souvent eux-mêmes une grande partie des denrées alimentaires de base qu'ils consomment, tandis que les ménagères achètent volontiers des produits frais sur les marchés de villages.

62. En U.R.S.S., les unions régionales de coopératives de consommation ont des offices de vente de produits agricoles ("commerces coopératifs urbains") par l'intermédiaire desquels elles écoulent des produits provenant des exploitations collectives et individuelles. En fait, en U.R.S.S. comme dans d'autres pays de l'Europe orientale, les coopératives de consommation rurales (en Hongrie, elles s'appellent "coopératives agricoles") servent autant de lien entre l'agriculture

et le reste de l'économie que d'organes de distribution et sont à la fois des coopératives de consommation, des coopératives agricoles d'approvisionnement et des coopératives agricoles de commercialisation. Outre qu'elles vendent aux coopérateurs des zones urbaines, par l'intermédiaire des magasins qu'elles ont dans les villes, les produits frais des exploitations collectives, elles achètent les autres produits de celles-ci, soit pour les traiter et les revendre, soit, en qualité d'agents officiels de l'Etat, pour les livrer directement à l'Etat, aux magasins d'Etat dans les grandes villes, ou encore à des entreprises dirigées ou non par l'Etat. Par là, elles jouent un grand rôle dans l'écoulement de différents produits agricoles (en U.R.S.S., par exemple, toute la production d'oeufs et de laine, 82 pour cent de la production de melons, 62 pour cent de la production de fourrures, 53 pour cent de la production de pommes de terre et 47 pour cent de la production de légumes ont été commercialisés en 1961 par l'intermédiaire des coopératives (pourcentages calculés sur la production commercialisée de l'ensemble du pays)).

63. En Finlande, certaines coopératives de consommation s'occupent également de la commercialisation des produits agricoles. Le Magasin de gros finlandais (S.O.K.) et le Magasin de gros de l'Union centrale des coopératives de consommation (Osuustukku kauppa (O.T.K.)) sont, dans ce domaine, en concurrence avec le commerce privé et en concurrence l'un avec l'autre. Ensemble, ces deux organisations assurent de 40 à 45 pour cent environ du volume total du commerce finlandais des produits agricoles. Parmi les autres pays où les coopératives ont une place importante dans le volume total du commerce national des produits agricoles, il faut mentionner l'U.R.S.S. et la Yougoslavie (pour les raisons indiquées au paragraphe précédent) ainsi que le Royaume-Uni. Au Royaume-Uni, où la coopération s'est développée essentiellement dans le domaine de la consommation, la part des produits agricoles dans le volume total du commerce coopératif est représentée presque exclusivement par les ventes à la clientèle des coopérateurs.

### Services

64. La concurrence, les modifications de la demande et, pour une part importante, l'accroissement du coût de la main-d'oeuvre ont entraîné bon nombre de changements dans l'organisation et l'exploitation des magasins coopératifs. Dans la plupart des pays d'Europe, au Canada, aux Etats-Unis et, parmi les autres pays du monde, en Israël, des magasins à libre service ont fait leur apparition. Au Royaume-Uni, où le mouvement coopératif a été le premier à introduire cette forme de service, un peu plus de la moitié des magasins à libre service qui avaient été ouverts en 1960 étaient exploités par les coopératives de consommation. A la même époque, en Suède, 2.350 des 4.000 magasins à libre service étaient des magasins coopératifs, tandis que, en Tchécoslovaquie, le service traditionnel avait apparemment été remplacé par le libre service dans 2.800 magasins. Dans de nombreux pays, en outre, les coopératives de consommation ont créé des super-marchés. Si ces deux formules ne se sont pas universellement imposées pour le commerce coopératif et s'il est probable qu'elles s'imposent universellement à l'avenir (même aux Etats-Unis, on note une certaine réaction contre un système qui laisse tout le travail à l'acheteur), elles conviennent certainement et rencontrent un accueil favorable, dans les zones urbaines notamment, lorsque le volume des ventes est important et que les heures d'ouverture des magasins sont relativement courtes.

65. D'autres innovations, qui s'inscrivent dans le cadre des méthodes modernes de distribution au détail, ont été introduites dans l'aménagement ou l'exploitation des magasins coopératifs. On mentionnera l'installation de comptoirs frigorifiques pour la vente des aliments congelés; le nettoyage, la préparation et l'emballage préalables de différents articles vendus autrefois en vrac; l'utilisation de camions-magasins - autant de solutions qui ont été adoptées un peu partout. Dans certains pays, comme la République fédérale d'Allemagne, la Finlande et la Tchécoslovaquie, les coopératives ont créé des services de vente par correspondance qui rencontrent un vif succès.

66. A côté de la vente des biens de consommation, les coopératives de consommation assurent à leurs membres toutes sortes de services. C'est ainsi qu'elles ont été amenées très souvent à ouvrir des cantines, des restaurants, des blanchisseries, des ateliers de confection, des salons de coiffure, des hôtels, des maisons de convalescence, des agences de voyages et des camps de vacances. On trouve encore, au Royaume-Uni par exemple, des ateliers de cordonnerie, des magasins d'articles funéraires et des services d'ophtalmologie (contrôle de la vue et fourniture de lunettes). En Hongrie, en Pologne et dans d'autres pays, les coopératives louent à leurs membres, pour certaines occasions, des articles ménagers - vaisselle, couverts, réfrigérateurs, machines à laver. En Tchécoslovaquie, ce service de location s'étend encore au matériel de vacances et de sport. Certaines coopératives, en Pologne par exemple, ont fondé des filiales qui assurent à leurs membres des soins médicaux (voir paragraphe 436). En Uruguay, une coopérative de consommation qui groupe des travailleurs des transports a ouvert un hôtel, entrepris l'exécution d'un programme de logements à l'intention de ses membres et organisé, en collaboration avec l'association médicale nationale, un service médical. Au Japon, certaines coopératives de consommation ont créé des services de soins médicaux; d'autres ont ouvert des bains publics, d'autres encore assurent la distribution de l'eau et de l'électricité, une enfin assure la distribution du gaz.

#### Organisation et fonctions du commerce de gros

67. Dans de nombreux pays, les coopératives de consommation se sont rendu compte que les avantages économiques qu'elles pouvaient offrir à leurs membres diminueraient limités si elles bornaient leur activité au commerce de détail et laissaient le commerce de gros et la production au secteur privé. C'est ainsi que naquirent les magasins coopératifs de gros, qui commencèrent, comme leur nom l'indique, à négocier l'achat en gros, auprès des fabricants ou des importateurs, de marchandises que les coopératives de vente au détail ne pouvaient acheter elles-mêmes à des conditions aussi favorables. Si cette fonction conserve de l'importance, elle n'a peut-être pas cependant la même importance qu'autrefois. Nombreuses sont les grandes coopératives, en effet, qui sont en mesure d'acheter à des conditions tout aussi avantageuses qu'un magasin de gros national. Dans les pays dont l'économie est planifiée par l'Etat, le champ des transactions en gros n'est pas librement ouvert aux coopératives, en raison du rôle que joue l'Etat dans le commerce et du contrôle qu'il exerce sur celui-ci. Plusieurs groupements coopératifs de consommation n'en ont pas moins une certaine activité dans ce domaine, de même que dans celui de la fabrication et de la production.

68. L'organisation du commerce coopératif de gros revêt des formes diverses. Dans de nombreux pays de l'Europe occidentale, en Scandinavie notamment, c'est une même organisation qui joue le rôle d'union et de magasin de gros. Dans la République fédérale d'Allemagne, en Autriche, en Finlande, en France et au Royaume-Uni, au contraire, les fédérations nationales et les magasins de gros sont des organisations distinctes. Au Royaume-Uni, qui plus est, ce sont des magasins de gros différents qui approvisionnent les coopératives d'Ecosse, d'une part, et les coopératives d'Angleterre et du Pays de Galles, de l'autre. Au Danemark et en Italie, on trouve, comme dans d'autres pays d'ailleurs, plus d'un magasin de gros. En Suède, au contraire, il existe une puissante organisation nationale unique. Le Canada compte un magasin national de gros, le Magasin de gros interprovincial des unions de coopératives (Interprovincial Co-operatives Ltd.), qui achète en gros pour le compte des organisations qu'il groupe, c'est-à-dire les magasins de gros provinciaux. Aux Etats-Unis, il existe une organisation nationale d'achat et de production qui groupe les magasins de gros régionaux.

69. En U.R.S.S. comme dans d'autres pays dont l'économie est planifiée par l'Etat, les coopératives peuvent commander leurs marchandises, soit directement auprès des fabricants ou des services d'importation d'Etat, soit auprès des fabriques coopératives, soit, à l'occasion, auprès d'organisations privées. Les coopératives du premier degré peuvent encore être approvisionnées par les unions cantonales qui disposent des entrepôts et du personnel nécessaires pour acheter en gros et qui peuvent être approvisionnées à leur tour par les unions régionales, à moins qu'elles se bornent à grouper les commandes et que les marchandises ne passent pas effectivement par leurs mains.

70. En Inde, les magasins coopératifs du premier degré sont fédérés, dans certains Etats, au sein de magasins de gros régionaux; le troisième plan quinquennal prévoit, à cet égard, une organisation à trois étages qui doit comprendre au sommet, dans chaque Etat, un magasin de gros. Ceylan possède également une organisation faitière du même genre où les unions de boutiques coopératives servent d'intermédiaires avec les coopératives du premier degré, tandis que les unions des coopératives à buts multiples servent d'intermédiaires aux coopératives locales de même genre. Au Japon, il existe une organisation centrale qui possède à la fois des fonctions commerciales et non commerciales et quelques organisations régionales dont l'action se fait moins sentir dans les transactions commerciales, où elles servent d'intermédiaires, que dans l'orientation et l'unification du mouvement coopératif. En Egypte, le Magasin central coopératif de gros est venu remplacer les magasins de gros régionaux qui existaient antérieurement. En Israël, la création du magasin central coopératif de gros (Hamashbir Hamerkazi) a précédé celle des coopératives de consommation primaires. Ce magasin, dont l'activité devait s'étendre à tout le pays et qui compte aujourd'hui, parmi ses membres, des coopératives agricoles aussi bien que des coopératives de consommation, est la plus puissante organisation commerciale d'Israël.

71. Le mode d'organisation quelque peu inhabituel qui a été suivi en Israël - et qui consiste à commencer "par le haut" en créant un magasin central national de gros avant que les coopératives ne se soient fait une place de quelque importance dans le commerce de détail - a été adopté également, sans donner jusqu'ici de résultats vraiment satisfaisants toutefois, dans plusieurs pays en voie de développement d'Asie et d'Afrique. Au Ghana, qui était encore à l'époque la Côte-d'Ivoire, un magasin coopératif de gros a été créé en 1948 grâce à un prêt garanti par l'Etat. Après quelques années d'activité déficitaire, il fut liquidé sur le rapport d'une commission d'enquête. En Malaisie, le Magasin central coopératif de gros a été enregistré en 1949, à une époque où le pays ne comptait que quinze coopératives de vente au détail. Ce magasin n'a pas trouvé l'appui de plus de la moitié des coopératives de vente au détail actuellement enregistrées dans le pays; en outre, sa situation financière n'est pas solide, en raison du grand nombre de sociétés débitrices qu'il compte parmi ses membres. Dans le Nigéria occidental, on a tenté, au lendemain de la seconde guerre mondiale, de réorganiser l'Association coopérative d'approvisionnement pour en faire une organisation d'importation en gros qui devait ouvrir des filiales de vente au détail dans toute la région. Si l'expérience a eu un certain succès, la coopérative demeure dans une situation difficile, si bien qu'il a été fait appel à des experts d'Israël et des institutions internationales pour résoudre les problèmes qu'elle rencontre. Au Tanganyika, l'Association coopérative d'approvisionnement et de commerce a été créée selon des principes semblables pour approvisionner, en biens de consommation et en fournitures agricoles notamment, les coopératives de toutes catégories et, parmi elles, les quelques coopératives de consommation que compte le pays, de même que pour encourager la création de magasins de vente au détail sur tout le territoire du Tanganyika.

72. Il n'y a pas qu'en Afrique que les organisations centrales de gros aient été amenées, comme celles du Nigéria occidental et du Tanganyika, à exploiter des magasins de vente au détail (indépendamment des chaînes de magasins spécialisés qu'il peut leur arriver de créer : voir, par exemple, paragraphe 120). En Europe, le Magasin coopératif de gros écossais, au Royaume-Uni, a recouru à cette solution pour introduire la coopération dans les Highlands et les îles, où la population est clairsemée. Toujours au Royaume-Uni, mais en Angleterre cette fois, le Magasin coopératif de gros l'a adoptée lui aussi, au début, pour tirer d'affaire des coopératives poussées au bord de l'abîme par la grande crise industrielle des années trente et, depuis lors, pour résoudre les problèmes que peuvent rencontrer les petites coopératives lorsqu'elles se trouvent placées devant un brusque accroissement de la population des zones qu'elles desservent, ou encore lorsqu'elles ne parviennent pas à fusionner avec d'autres de façon à pouvoir travailler d'une manière rentable et se développer de façon continue.

73. Dans les pays économiquement avancés, les coopératives de consommation ont tendance, comme on l'a déjà signalé (voir paragraphes 32 et suivants), à fusionner de façon à former de vastes unités commerciales. Sur le plan du commerce coopératif de gros, cette même évolution se manifeste, dans un grand nombre des pays en question, par la création d'entrepôts régionaux auxquels le magasin de gros central peut consentir des conditions plus favorables qu'il ne le pourrait s'il avait à faire à un grand nombre de coopératives primaires. En Suisse, par exemple, la création d'entrepôts de ce genre, au sein de l'Union suisse des coopératives de consommation (U.S.C.), marque un pas important vers la concentration administrative

sans porter atteinte pour autant à l'organisation fédéraliste démocratique des coopératives locales (le plus grand entrepôt régional de Suisse assure actuellement l'approvisionnement de cent trente-cinq filiales). En Norvège et, plus encore, en Suède, des entrepôts régionaux ou locaux ont été construits. En U.R.S.S., le plan de sept ans élaboré pour la période 1959-1965 prévoit la création de centres généraux de gros qui desserviront un groupe de districts de manière à faciliter la distribution des marchandises reçues directement de l'industrie. En Amérique du Nord, il est de même très fréquent que des magasins de gros régionaux ou locaux approvisionnent plusieurs coopératives (au Canada par exemple, dans la Saskatchewan, le magasin provincial de gros dessert les coopératives qu'il groupe par l'intermédiaire de six entrepôts centraux).

### Production

74. A une époque très récente, la plupart des magasins coopératifs de gros se sont mis à acheter des matières premières pour les traiter ou les transformer dans leurs propres fabriques. En cela, ils obéissaient à des motifs de trois ordres : sur le plan économique, ils pouvaient ainsi faire de réelles économies tout en produisant des articles meilleurs et moins chers que ceux qu'ils achetaient; face aux fabricants du secteur privé, que le mouvement coopératif craignait de voir à la tête de monopoles et dont il redoutait même le boycottage, il s'agissait d'une mesure de défense; enfin, sur le plan idéologique, le mouvement coopératif avait toujours eu pour objectif final de contrôler complètement le processus économique, de la production des matières premières à la consommation des produits finis. Dans le pays où le mouvement coopératif joue, dans une économie planifiée, le rôle que lui assigne l'Etat, les coopératives - les organisations primaires comme les organisations régionales ou nationales - se sont lancées sur une grande échelle dans la production. Chargées en effet de tirer tout le parti possible des matières premières qu'elles reçoivent des exploitations agricoles collectives ainsi que de pourvoir aux besoins toujours plus variés de la population rurale (de la population urbaine également en Pologne), c'est dans une large mesure grâce à la production qu'elles s'acquittent de leur tâche.

75. L'Union coopérative et magasin de gros de Suède (Kooperativa Förbundet (K.F.)) est, dans ce domaine, un exemple remarquable de réussite coopérative. Cette organisation s'est lancée en effet dans la production, choisissant souvent, non pas les articles les plus faciles, sur lesquels la concurrence était la moins forte, mais bien ceux dont certaines entreprises du secteur privé s'étaient déjà fait un monopole qu'il fallait supprimer. C'est ainsi que l'Union coopérative a commencé par fabriquer des ampoules électriques dont le prix a subi une baisse de 40 pour cent. Par la suite, elle s'est mise à fabriquer de la margarine dont le prix n'a pas tardé à descendre à un niveau raisonnable sans que la production cesse d'être rentable, pour arriver encore au même résultat avec la farine et quelques autres articles.

76. En Suède comme dans d'autres pays de l'Europe occidentale, c'est une large gamme d'articles que produisent les fabriques créées par les coopératives de consommation. D'une manière générale, on peut dire que les coopératives de consommation se sont assurées une position solide dans le secteur de la meunerie et de la boulangerie, dans la production des denrées alimentaires (préparation et fabrication) ainsi que dans la fabrication des principaux articles ménagers, surtout lorsque celle-ci demande, comme dans le cas de la margarine et du savon, d'importantes matières premières. La fabrication du papier en Suède, le débitage du bois et la menuiserie en Finlande, le dégraissage de la laine et la fabrication de textiles en Islande (où deux petites fabriques ont été créées à ces fins) ont permis aussi aux coopératives de se lancer avec succès dans la production en utilisant les matières premières du pays.

77. En Europe occidentale, si les coopératives de consommation se sont engagées un peu partout dans la fabrication de vêtements, de meubles, de chaussures et de certains articles ménagers, les résultats n'ont pas été concluants. On s'est souvent demandé pourquoi les coopératives ne parvenaient pas à prendre, sur le marché des articles manufacturés, la même place que sur celui des denrées alimentaires; on s'est demandé également pourquoi on n'arrivait pas à vendre les articles en question dans de bonnes conditions, ou encore pourquoi les fabriques ne savaient pas discerner les goûts et les critères qui guidaient la clientèle. On a tendance actuellement à accorder une assez grande liberté aux fabriques coopératives qui produisent des vêtements et à laisser à la direction et aux dessinateurs de ces fabriques le soin de créer des articles qui plaisent aux coopérateurs.

78. Au Royaume-Uni, en 1960, la production des deux cents fabriques exploitées par les deux magasins de gros du pays a représenté 40 pour cent environ du chiffre global de la production des magasins de gros des coopératives affiliées à l'Alliance coopérative mondiale (à l'exclusion des coopératives d'Europe orientale). Les minoteries du Magasin coopératif central de gros, dont la production représente 15 pour cent environ de la production nationale, sont parmi les plus importantes du Royaume-Uni.

79. Au Canada, le Magasin interprovincial des unions de coopératives a ses propres fabriques. Si la plupart produisent exclusivement des fournitures agricoles telles que les aliments pour le bétail et les engrais, certaines assurent la préparation de denrées alimentaires, la mouture des céréales, la torréfaction du café et la fabrication de conserves de fruits et de légumes. Le Magasin de gros exploite en outre une scierie, une usine de cokéfaction, une mine de charbon, quelque soixante puits de pétrole et une raffinerie de pétrole.

80. Aux Etats-Unis, un grand nombre de magasins de gros régionaux ont également leurs propres entreprises de production, qui fabriquent surtout, elles aussi, les biens nécessaires à l'agriculture. Comme au Canada, c'est dans le secteur des produits pétroliers - les coopératives exploitent en effet des puits et possèdent des raffineries - que la production coopérative a pris une de ses plus remarquables extensions.

81. En U.R.S.S. et dans d'autres pays de l'Europe orientale, la préparation des farines par les méthodes modernes, la fabrication du sucre, le traitement du tabac, du coton et d'autres récoltes industrielles ainsi que la production de la plupart des biens manufacturés, tels que les textiles et les articles ménagers, sont assurés par des entreprises d'Etat. Aussi les coopératives n'ont-elles guère la possibilité de s'engager très avant dans la production. Cela dit, de nombreuses coopératives primaires possèdent et exploitent de petites entreprises alimentaires - des boulangeries et des boucheries, notamment. De leur côté, les unions sont parfois propriétaires de laiteries ou de fabriques de conserves de fruits et de boissons non alcoolisées. On trouve encore de petites minoteries qui sont propriété des coopératives. En U.R.S.S., l'Union centrale des coopératives de consommation s'est lancée dans la fabrication de vêtements prêts à porter, de meubles, de vaisselle et d'articles ménagers ainsi que d'articles "culturels". Une grande quantité de matières premières produites sur place est utilisée pour la production de briques, de chaux, de tuiles, de bois de construction débité et d'autres matériaux de construction. En Pologne, les coopératives urbaines, dont les entreprises de production ont été nationalisées au lendemain de la guerre, ont repris depuis lors la fabrication d'articles tels que le savon, les bougies, les produits d'entretien et différents produits alimentaires.

82. Dans la plupart des pays d'Asie, d'Extrême-Orient, d'Afrique et d'Amérique du Sud, il faudra attendre encore un certain temps pour voir les coopératives de consommation ou même les unions de coopératives de consommation ne plus se limiter à la distribution, mais passer à la fabrication des articles destinés à la consommation : dans l'immédiat, en effet, il faut donner des fondements solides à leur activité de distribution. Cependant, il y a une exception importante, à savoir Israël, où le magasin central de gros produit lui-même un grand nombre des articles que vendent les organisations affiliées (savon, huiles comestibles, textiles, papier, etc.), de même que des biens nécessaires aux colonies agricoles (petits tracteurs, par exemple). Au Japon, la production coopérative ne représente pas plus de 2 pour cent environ des articles que les coopératives tiennent en magasin. A Ceylan et en Inde, il arrive que des magasins coopératifs soient propriétaires de rizeries, de minoteries ou de pressoirs à huile qui préparent les denrées qu'ils fournissent à leurs membres.

83. De nombreuses fabriques coopératives ne sont que des départements du magasin national de gros. Certaines d'entre elles sont des filiales dotées de leur propre organisation financière et dirigées par leur propre conseil d'administration. D'autres sont la propriété conjointe du magasin de gros et d'un groupe de coopératives de vente au détail (c'est le cas, en Suisse, des minoteries et d'autres fabriques), ou encore du magasin de gros et des coopératives autres que les coopératives de consommation, des coopératives agricoles ou des coopératives de pêcheurs par exemple (conserveries de poissons dans la République fédérale d'Allemagne). D'autres fabriques encore dépendent des coopératives de premier degré (en Inde, dans les pays d'Europe orientale et au Danemark) - que ces organisations en soient propriétaires ou qu'elles les exploitent simplement; elles peuvent dépendre encore de coopératives locales de différentes catégories (c'est



le cas pour la viande produite dans le pays ou pour la production laitière en Suède et en Suisse). Dans certains pays, comme la France et le Royaume-Uni, les coopératives ouvrières de production exploitent des fabriques dans lesquelles les coopératives de consommation peuvent avoir également une participation. En Israël, le magasin central de gros participe à raison de 50 pour cent au capital d'un grand nombre d'entreprises qui fabriquent des pneus, des engrais, des produits chimiques, etc. Dans certains cas, les magasins de gros sont en contact direct avec des entreprises du secteur privé qui produisent à leur intention des articles conformes à leurs exigences. C'est ce que fait, aux Etats-Unis, l'Union nationale des coopératives (National Co-operatives Inc.), qui achète en gros toutes sortes de biens en passant avec les fabriques du secteur privé des contrats portant sur de très grandes quantités.

84. Comme toute autre forme d'activité économique, la production coopérative connaît les phénomènes normaux que sont l'évolution et le vieillissement des articles. Ainsi, la mise au point des détergents s'est traduite par une forte contraction de la demande du savon, dont la fabrication était jusque-là, dans de nombreux pays, une activité coopérative importante. De nouveaux besoins - qu'il s'agisse du matériel électrique, des postes de radio ou des postes de télévision - ont donné naissance à de nouvelles branches de production. Toutefois, les articles de ce genre sont très complexes, de sorte que les pièces n'en peuvent être fabriquées rentablement que sur une échelle plus grande que ne l'autorise le marché coopératif. Les coopératives ont généralement résolu ce problème en se chargeant de l'assemblage plutôt que de la fabrication proprement dite.

#### Organisations coopératives internationales de commerce

85. Ces organisations jouent un rôle très important et devraient avoir une activité toujours plus intense à l'avenir. La plus ancienne est la Fédération coopérative du Nord (Nordisk Andelsforbund N.A.), qui a son siège au Danemark. La Fédération groupe six organisations coopératives nationales (Danemark, Finlande (deux organisations), Islande, Norvège, Suède); son chiffre d'affaires a atteint, en 1959, 18 millions de livres environ. Depuis 1959 fonctionne une organisation soeur, la Fédération exportatrice coopérative du Nord (Nordisk Andels-Export (N.A.E.)), dont le chiffre d'affaires a atteint, cette année-là, 1,4 million de livres. Cette organisation fait du commerce aussi bien avec des entreprises qui ne lui sont pas affiliées qu'avec les six magasins de gros scandinaves qui en sont membres (les transactions qu'elle effectue avec ces dernières représentent 65 pour cent de son chiffre d'affaires total). En 1959, à côté de ses transactions régulières, elle a expédié des articles de coton au Nigéria, des meubles au Libéria, des postes de radio en Algérie (Oran), des sardines en Hongrie ainsi que des insecticides à Cuba et au Brésil. L'Association coopérative internationale des produits pétroliers (International Co-operative Petroleum Association (I.C.P.A.)), qui a son siège aux Etats-Unis, compte comme membres des organisations coopératives de pays aussi divers que la République arabe unie, la République fédérale d'Allemagne, les Etats-Unis, la France, Israël, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède et la Yougoslavie, entre autres. En Nouvelle-Zélande, l'Agence mixte pour l'écoulement des produits agricoles (New Zealand Produce Association) groupe les deux magasins coopératifs de gros du Royaume-Uni ainsi que la Coopérative de commercialisation des producteurs de Nouvelle-Zélande (New Zealand Producers' Co-operative Marketing Association). En Suède, enfin, l'Union coopérative et magasins de gros (K.F.) a formé des entreprises mixtes, avec d'autres organisations coopératives nationales, pour la production d'ampoules électriques.

86. En Europe occidentale, en outre, la plupart des magasins de gros nationaux font du commerce avec des entreprises étrangères. De même, en Europe orientale, plusieurs unions ont créé des entreprises d'exportation et d'importation qui font du commerce dans les deux sens avec les organisations coopératives étrangères (on peut mentionner : en Bulgarie, Bulgarco-op; en Pologne, Polco-op, et en Hongrie, Hungaro-fruct, organisation qui écoule la production de fruits du pays dans le reste de l'Europe). En U.R.S.S., l'Union centrale des coopératives de consommation a conclu des accords portant sur des livraisons réciproques de marchandises avec plus de vingt organisations coopératives nationales. Si, dans le passé, les échanges internationaux ont été entravés par les droits de douane, par la réglementation de la circulation monétaire et celle des exportations et des importations en gros, l'évolution générale actuelle tend à supprimer ces obstacles; la nécessité de faire face à la situation créée par l'apparition des unités économiques régionales et des zones de libre échange permettra d'élargir le champ d'action ouvert aux organisations coopératives dans le domaine du commerce international.

### Sources de financement

87. Les fonds des coopératives de consommation proviennent d'un certain nombre de sources : capital formé par les parts sociales des membres; réserves constituées au moyen des excédents de recettes réalisés sur les ventes; excédents de recettes non distribués; prêts et dépôts des membres; prêts et dépôts provenant d'autres sources; crédits commerciaux. Les coopératives de consommation ont pour principe d'accroître progressivement la fraction de leur capital qui est constituée par leurs fonds "propres" ainsi que par ceux de leurs membres et, dans toute la mesure possible, de faire face à leurs besoins financiers au moyen de ressources coopératives. Il va sans dire que ce principe est appliqué plus ou moins rapidement selon les pays.

88. Le montant minimum de la participation au capital social qui donne droit à la qualité de membre d'une coopérative est délibérément maintenu à un taux bas, de façon que nul ne se trouve dans l'impossibilité de s'affilier. Cependant, dans la plupart des groupements coopératifs de consommation (c'est le cas par exemple aux Etats-Unis ainsi qu'en U.R.S.S. et dans de nombreux autres pays d'Europe), les coopérateurs sont encouragés à laisser porter à leur compte la ristourne qui leur est due sur les excédents de recettes. Des fonds importants ont pu être ainsi accumulés.

89. Dans certains pays, mais aux Etats-Unis surtout, pour obtenir des fonds, les coopératives de consommation (de même que celles d'autres catégories) doivent compter moins sur l'investissement de la ristourne que sur la vente directe aux coopérateurs si possible d'actions privilégiées ou d'autres titres qui portent un intérêt versé à intervalles réguliers, mais à un taux variable. Les investissements effectués de la sorte par les coopérateurs n'ont pas toujours été aussi importants qu'ils auraient pu l'être - encore qu'une coopérative de consommation urbaine des Etats-Unis ait dû prendre des mesures pour éviter un apport excessif de capitaux. En Europe, les prêts et les dépôts des membres entrent pour une part importante dans le financement des coopératives (il s'agit de dépôts à vue, de dépôts à terme, de prêts à long terme et d'obligations). Toutefois, dans la République fédérale d'Allemagne, les coopératives de consommation ne sont pas autorisées à accepter des dépôts de leurs membres.

90. Différents facteurs influent, selon les pays, sur la constitution de réserves au moyen des excédents de recettes. Au Royaume-Uni, par exemple, ce fut naguère l'existence d'un impôt que les coopératives devaient acquitter mais qui n'était pas dû sur la partie des excédents crédités aux coopérateurs sous forme de ristourne. Dans les pays de l'Europe orientale, en U.R.S.S. notamment, c'est la réglementation de l'affectation des excédents de recettes qui vise non seulement à assurer aux coopératives, à côté des fonds de roulement, les fonds dont elles ont besoin aux fins d'investissement et d'expansion, mais encore à créer des fonds spéciaux destinés à financer les activités culturelles et des activités de formation.

91. Dans certains cas, le capital des coopératives est constitué, dans une large mesure, par des fonds appartenant aux organisations qui ont aidé à constituer ces mêmes coopératives. Au Japon, par exemple, les coopératives de consommation détiennent en prêt la plus grande partie des fonds de la Banque du travail, fonds qui sont essentiellement d'origine syndicale. En Israël, le magasin coopératif de gros a fondé une filiale, le Fonds des coopératives de consommation, dont il est le premier sociétaire. Cette institution a pour fonction principale d'avancer aux coopératives de consommation les capitaux dont elles ont besoin pour ouvrir de nouveaux grands magasins ou pour étendre leur activité. En Amérique du Sud, les syndicats et les autres associations qui sont à l'origine de la création de plusieurs coopératives de consommation contribuent, pour une grande part, au capital de celles-ci.

92. Dans un grand nombre des pays en voie de développement d'Afrique et d'Asie, la fraction du capital des coopératives qui est constituée par les parts sociales et les dépôts des membres est limitée par la force des choses. Le chiffre d'affaires des sociétés ainsi que les excédents de recettes réalisés sur les ventes au cours de la première phase d'activité ne sont habituellement pas assez élevés pour permettre la constitution de grandes réserves. Soucieux d'accélérer le développement des coopératives de consommation, les pouvoirs publics ont été amenés, dans les pays en question, à consentir à celles-ci des prêts importants à des taux d'intérêt très faibles.

93. Aux Etats-Unis, les coopératives qui procurent à leurs membres des fournitures agricoles ont la possibilité de contracter des emprunts auprès de banques de financement coopératif auquel l'Etat accorde son appui. Les sociétés urbaines, elles, n'ont pas cette possibilité, si bien que l'un des grands objectifs qui ont présidé à la création de l'Association financière pour les coopératives (Co-operative Finance Association) était précisément d'assurer comme il convenait le financement des coopératives de cette catégorie, entre autres.

94. Dans les pays dont l'économie est planifiée par l'Etat, les unions centrales administrent des fonds auxquels les coopératives affiliées versent une partie de leurs excédents de recettes et qui permettent d'accorder des prêts à celles d'entre elles qui ont particulièrement besoin de capitaux pour se développer. Dans certains de ces pays, l'organisation coopérative centrale sert d'intermédiaire entre la principale source de crédit, la banque d'Etat, et les autres organisations coopératives; dans d'autres, au contraire, les unions, voire les coopératives primaires, traitent directement avec la banque d'Etat. En Roumanie, cependant, on trouve une union coopérative nationale de crédit qui sert de banque.

95. Soucieux d'être aussi indépendants que possible dans le domaine financier, les groupements coopératifs de consommation ont été amenés, en Europe occidentale - ce n'est guère qu'en Europe occidentale, en effet, que cette solution a été adoptée - à créer des institutions bancaires. Sept pays (Autriche, Belgique, France, Islande, Norvège, Pays-Bas et Suisse) comptent une ou plusieurs banques coopératives qui ont des liens avec les coopératives de consommation. Dans la République fédérale d'Allemagne et au Danemark, on trouve une banque dont les coopératives de consommation sont sociétaires, bien qu'elle ait été fondée avant tout sur l'initiative des syndicats. En Finlande et au Royaume-Uni, le ou les magasins de gros comprennent un département bancaire (au Royaume-Uni, il s'agit du magasin de gros de l'Angleterre et du Pays de Galles et de celui de l'Ecosse).

96. Ces banques - ou départements bancaires - ont une importance très variable. Les ressources du département bancaire du magasin coopératif central de gros d'Angleterre et du Pays de Galles atteignent 180 millions de livres environ, tandis que celles d'une banque norvégienne de création récente, un peu plus de deux millions de livres. Toutes ces banques ont été fondées, en premier lieu, parce qu'il était nécessaire de faciliter les transactions commerciales des magasins de gros et des coopératives de vente au détail, en second lieu, pour que ces dernières pussent réinvestir, à court ou à long terme, leurs excédents financiers (les coopératives de vente au détail, d'ailleurs, servent parfois de filiales). Nombre d'entre elles, au demeurant, ont d'autres sources de capitaux et traitent d'autres genres d'affaires encore. Comme on l'a déjà signalé au paragraphe précédent, certaines banques ont été fondées conjointement par les coopératives et les syndicats; elles se chargent alors - sans avoir la même origine, d'autres banques coopératives sont dans le même cas - des opérations de banque des syndicats et de l'investissement des fonds syndicaux, qui sont considérables. D'autres banques gèrent les fonds de mutuelles, de clubs, voire des autorités locales. Chaque fois, moyennant les garanties qui s'imposent au développement du mouvement coopératif, le volume des capitaux susceptibles d'être affectés se trouve accru.

97. Dans un dessein semblable et pour encourager les coopératives à se rendre indépendantes en matière financière, les pouvoirs publics ont créé, dans certains pays en voie de développement, des banques coopératives; celles-ci sont au service non seulement des coopératives de consommation, mais encore des coopératives d'autres catégories.

98. Les groupements coopératifs de consommation - à l'exception sans doute de ceux de la plupart des pays en voie de développement, qui doivent compter encore, dans une large mesure, sur des emprunts "extérieurs" contractés habituellement auprès des pouvoirs publics - sont parvenus presque tous à accroître ces dernières années la fraction de leur capital qui est constituée par leurs fonds "propres". A Chypre, le capital "propre" des coopératives et les dépôts représentent le plus souvent 100 pour cent de la valeur des stocks, indice d'une situation financière exceptionnellement solide. En Europe occidentale, on indiquera à titre d'exemple que, au Royaume-Uni, les emprunts "extérieurs" ne représentent pas plus de 10 pour cent du capital des magasins de gros, et au Danemark, pas plus de 26 pour cent. Au Canada, en 1960, l'apport des membres et les réserves représentaient 44 pour cent du total des avoirs des magasins de gros. En Hongrie, la fraction du total des avoirs des coopératives rurales (coopératives agricoles) qui était constituée par le capital "propre" de ces sociétés a apparemment passé de 30 pour cent en 1953 à 52 pour cent en 1958.

99. Encore que l'on ne dispose pas de chiffres complets, il semble que, de façon générale, les mouvements coopératifs qui se sont solidement implantés ne manquent pas de fonds pour faire face à leurs besoins actuels, même si certains d'entre eux doivent faire appel, plus qu'ils ne le voudraient, aux emprunts "extérieurs". Disposent-ils de capitaux suffisants pour mener à bien l'oeuvre de modernisation qu'ils estiment nécessaire, ou même, comme c'est le cas dans plusieurs pays, pour englober dans le mouvement coopératif une fraction plus importante de la population nationale ? Ceci peut paraître douteux et donne lieu à bien des préoccupations et des discussions.

100. Parmi les grandes sources de fonds dont disposent les coopératives de consommation, il faut mentionner encore les coopératives d'assurance qui leur sont rattachées ou qu'elles peuvent être amenées à fonder. Les fonctions de ces coopératives d'assurance sont de trois sortes : elles assurent les coopératives elles-mêmes contre les risques auxquels elles sont exposées dans le cadre de leur activité (assurance contre l'incendie, le vol et les accidents survenus aux véhicules; assurance responsabilité civile; assurance au titre de la responsabilité de l'employeur); elles sont au service des coopérateurs, qui peuvent contracter auprès d'elles, outre les assurances énumérées ci-dessus, des assurances-vie, des assurances-invalidité et des assurances-vieillesse; enfin, elles amènent au mouvement coopératif des fonds qui, à condition que soient conservées de judicieuses marges de liquidité, peuvent être réinvestis de façon à accroître les ressources financières des coopératives.

101. Dans dix pays de l'Europe occidentale (République fédérale d'Allemagne, Belgique, Danemark, Finlande, Islande, Italie, Norvège, Royaume-Uni, Suède et Suisse) existent des coopératives nationales d'assurance qui sont entièrement ou partiellement propriété des coopératives de consommation, ou qui ont tout au moins des liens très étroits avec celles-ci. Au Royaume-Uni, ce ne sont pas moins de 23 millions de personnes qui ont contracté des polices d'assurance-vie auprès de la Société coopérative d'assurance (Co-operative Insurance Society Ltd.) en 1959; cette année-là, le montant total des primes a atteint 50 millions de livres, pour une valeur assurée de 736 millions de livres.

#### Relations avec les pouvoirs publics

102. Les relations entre les groupements coopératifs de consommation et les pouvoirs publics varient selon que l'Etat joue un rôle actif dans l'économie nationale, la contrôle ou l'oriente dans une plus ou moins grande mesure.

103. Dans les pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, comme dans d'autres pays où l'économie repose sur une concurrence le plus souvent libre, les coopératives de consommation n'ont pas de relations particulières avec les pouvoirs publics, si ce n'est que, dans quelques-uns de ces pays (il s'en faut que ce ne soit dans tous), les dispositions législatives en vertu desquelles les coopératives sont enregistrées définissent de façon plus ou moins détaillée les modalités d'administration et réservent d'ordinaire au service compétent de l'administration le droit d'intervenir en dernier ressort au cas où une coopérative outrepasserait ses attributions ou ne se conformerait pas aux règlements pris dans l'intérêt du mouvement. Aux Etats-Unis, comme on l'a signalé au paragraphe 93, les coopératives rurales reçoivent une aide financière de banques de financement coopératif qui bénéficient de l'appui de l'Etat. Au Canada, les gouvernements de certaines provinces accordent une aide au mouvement coopératif et en encouragent l'essor. Le gouvernement d'une province, la Saskatchewan, comprend un ministère de la Coopération et du Développement coopératif, le seul du genre en Amérique du Nord, qui a à sa tête un ministre et un ministre adjoint.

104. Dans deux pays, l'Espagne et le Portugal, les relations entre le mouvement coopératif et les pouvoirs publics revêtent un caractère beaucoup plus organique. En Espagne, par exemple, toutes les coopératives sont fédérées en organisations régionales et nationales. Les membres du conseil d'administration des organisations nationales doivent être officiellement confirmés dans leurs fonctions par la Délégation nationale des syndicats et par le ministère du Travail qui, par l'intermédiaire de l'organisation syndicale provinciale et nationale, exercent un contrôle général sur le mouvement coopératif.

105. Bien que la tradition et, dans quelques pays, la législation veuillent que les coopératives soient neutres sur le plan politique, elles se sont écartées dans un ou deux cas, en Europe occidentale, de cette vieille ligne de conduite.

Ainsi, au Royaume-Uni, le mouvement coopératif a, depuis 1916, son propre parti politique, qui s'est toujours trouvé depuis lors aux côtés du parti travailliste. En Belgique, les coopératives de consommation se sont alliées au parti socialiste. En Italie, l'une des deux organisations coopératives nationales a des liens avec le parti chrétien-social, l'autre, avec le parti communiste. A l'origine de ces prises de position politiques, on peut généralement trouver des motifs de deux ordres. Tout d'abord, c'est peut-être naturellement qu'un mouvement qui, comme le mouvement coopératif, s'est proposé dès sa naissance d'améliorer la situation de la classe ouvrière s'est allié avec d'autres groupements qui avaient les mêmes objectifs. En second lieu, tout grand mouvement coopératif a inévitablement d'importants intérêts matériels sur lesquels la législation ou l'administration peuvent avoir des répercussions favorables ou défavorables.

106. En Europe occidentale et en Amérique du Nord, la plupart des organisations coopératives nationales, qu'elles se soient ou non lancées dans la politique, ont dû, pour sauvegarder leurs intérêts, nouer des contacts avec les administrations publiques, cela à propos d'un ensemble de dispositions susceptibles d'être appliquées de façon préjudiciable aux coopératives de consommation : impôts, législation du travail (dispositions relatives aux conditions de travail du personnel des magasins notamment); mesures touchant au prix des denrées alimentaires et à l'approvisionnement en denrées alimentaires (fixation de contingents d'importation, création d'offices de vente, rationnement de la consommation); mesures visant les monopoles, les cartels ainsi que les chaînes de magasins; mesures relatives aux conventions considérées comme portant atteinte à la liberté du commerce. Dans quelques-uns des pays en question, l'intervention des pouvoirs publics prend parfois la forme d'une aide : en général, les coopératives de consommation peuvent obtenir alors, auprès de banques qui bénéficient de l'appui financier de l'Etat, des prêts indispensables à leur expansion. Ce genre d'aide, toutefois, est rare. En Europe occidentale, qui plus est, la plupart des groupements coopératifs n'y tiennent pas, car ils considèrent comme un des principes de leur existence, principe dont ils prétendent ne pas s'écarter à la légère, d'être libres de tout contrôle de l'Etat. Aussi, dans leurs relations avec les pouvoirs publics, cherchent-ils à sauvegarder la liberté d'action des coopératives et à défendre la place de celles-ci dans l'économie.

107. Dans d'autres parties du monde, les coopératives de consommation collaborent avec les pouvoirs publics dans le cadre de l'exécution des plans nationaux de développement ou des projets d'intérêt public. Dans les pays dont l'économie est planifiée par l'Etat, ces relations, qui sont étroites et suivies, revêtent en outre un caractère organique, puisque tous les rouages de l'appareil coopératif assurent la réalisation d'une partie donnée du plan d'Etat. La collaboration avec les autorités chargées de la planification se situe tant au niveau national que régional ou local. Les crédits susceptibles d'être obtenus par les coopératives de consommation sont contrôlés, dans une large mesure, par les banques d'Etat, et les dirigeants du mouvement coopératif doivent être agréés par l'Etat. De façon générale, le volume des ventes au détail, l'importance des stocks, l'expansion du réseau commercial et le niveau général des dépenses doivent être très proches de ce que prévoit le plan économique national. Le mouvement coopératif lui-même est responsable de bien des activités conduites au jour le jour, à savoir l'élaboration des programmes de construction et d'équipement ainsi que le développement des services éducatifs et culturels, tout en déterminant les détails de ses activités en accord avec la planification nationale. Il apparaît également que les unions locales, voire les coopératives du premier degré, peuvent, si elles le désirent, faire preuve jusqu'à un certain point d'initiative et présenter leurs propres plans par l'intermédiaire des organisations régionales et nationales auxquelles elles appartiennent. Les dirigeants des organisations nationales, enfin, dont beaucoup comptent de longues années de service et possèdent une vaste expérience, exercent souvent sans doute une influence sur l'élaboration du plan national dans la mesure où celui-ci touche à l'activité économique du mouvement coopératif.

108. Dans les pays en voie de développement, il n'est pas rare que les pouvoirs publics s'emploient très activement à favoriser l'essor des coopératives de consommation, en leur accordant une aide financière importante notamment. En Asie, les coopératives de consommation de la Birmanie, de Ceylan, de l'Inde et du Pakistan ont été constituées rapidement pour faire face aux exigences du rationnement pendant la guerre. A l'heure qu'il est, elles jouent un rôle qui est partie intégrante des plans économiques nationaux. Ainsi, le troisième plan quinquennal de l'Inde prévoit la création de 2.200 magasins coopératifs du premier degré et de 50 magasins de gros; l'Etat doit participer au besoin à la constitution du capital social, car, selon les termes mêmes du plan, "ces organisations contribueront

grandement non seulement à la stabilisation des prix de vente au détail, mais aussi à la prévention des maux résultant de l'altération des denrées alimentaires". De même, au Pakistan, les pouvoirs publics encouragent le développement des coopératives de consommation en leur accordant des prêts et des subventions. A Ceylan, l'Etat a favorisé l'essor économique du Magasin de gros (Co-operative Wholesale Establishment) en en faisant le seul agent de distribution pour certaines des denrées alimentaires qui composent la nourriture de base de la population.

109. Si l'on passe en Amérique du Sud, en Colombie, l'Etat reconnaît aux coopératives de consommation, entre autres fonctions, celle d'organes régulateurs des prix, si bien qu'elles sont représentées au sein de toutes les organisations qui s'occupent de contrôle des prix. Bien qu'en Amérique du Sud les pouvoirs publics soient favorables, en règle générale, au mouvement coopératif, qu'ils aient largement tenu compte de la nature de leurs activités dans la législation et qu'ils lui aient fait quelques concessions mineures, ils ne se sont pas pour autant employés activement, comme dans d'autres régions, à en favoriser l'essor.

110. Dans de nombreux pays d'Afrique, au contraire, les pouvoirs publics se préoccupent au plus haut point d'encourager le développement des coopératives de consommation. La coopération, dans ce cas, est bien moins un mouvement spontané, encore que la population s'y soit intéressée, que la solution que les pouvoirs publics pensent pouvoir apporter à certains problèmes économiques nationaux d'ordre général.

#### Education et formation

111. Tous les groupements coopératifs de consommation, de même que de nombreux gouvernements, surtout ceux de pays en voie de développement, reconnaissent qu'il est de la plus haute importance, pour l'essor des coopératives de consommation, de former le personnel coopératif - de le familiariser avec tous les mécanismes de distribution de détail et de gros, comme avec la gestion et d'autres activités plus spéciales. Etant donné toutefois que les programmes de formation sont souvent (mais non toujours) élaborés et exécutés par l'ensemble des organisations coopératives, ils seront examinés séparément au chapitre 7.

#### Gestion coopérative : tendances et problèmes

112. Dans tous les pays où le mouvement coopératif de consommation s'est fortement implanté, les coopératives veillent bien à ce que leurs méthodes de formation ou la gamme des biens et des services qu'elles offrent suivent l'évolution des techniques modernes, sujettes à des modifications et à des améliorations fréquentes, de même que celle de la demande. Dans les pays dont l'économie repose avant tout sur la libre entreprise, l'objectif est de permettre au mouvement coopératif d'affronter la concurrence qu'il rencontre sur le plan commercial avec des armes efficaces et d'attirer de nouveaux membres; dans les pays dont l'économie est planifiée dans une large mesure par l'Etat, cet objectif sera de compléter et d'étendre la gamme des biens et des services offerts aux coopérateurs dans le cadre d'un effort national tendant à élever le niveau de vie de la population.

113. C'est ainsi qu'au Royaume-Uni, la Fédération coopérative (Co-operative Union Ltd.) devait constituer une commission indépendante qui a effectué, de 1955 à 1958, une étude approfondie des coopératives de consommation du pays. La Commission avait pour mandat de "soumettre un rapport et des recommandations propres à permettre au mouvement coopératif de tirer le meilleur parti possible de son appareil de fabrication, de commerce de gros et de distribution au détail". Ce rapport devait marquer fortement les vues non seulement du mouvement coopératif britannique, mais encore des coopératives de consommation de nombreux autres pays d'Europe. On trouvera ci-dessous un bref résumé des conclusions et des recommandations qu'il contenait.

114. La Commission commençait par relever que la part des coopératives dans le volume total du commerce de détail (11 pour cent) n'avait guère augmenté depuis les années qui ont précédé la seconde guerre mondiale et que dans certains secteurs, celui des articles de nouveauté notamment, on avait souvent même enregistré un recul. Les ventes des coopératives de détail constituées par les produits fournis par les magasins de gros avaient augmenté pour les denrées alimentaires, mais non pour les articles manufacturés. Selon la Commission, c'était précisément là le problème : le mouvement coopératif demeurait relativement stationnaire et ne parvenait pas à s'imposer dans la production et la distribution au détail d'articles autres que les denrées alimentaires.

115. En confrontant les principes coopératifs aux conditions nées de la situation actuelle, la Commission ne formula aucune critique au sujet du principe du rendement limité du capital et de la répartition des excédents de recettes au prorata des opérations effectuées par les membres. Elle réaffirma, en outre, le principe du contrôle démocratique.

116. En matière de prix, la Commission recommandait que les prix coopératifs fussent fixés d'après les prix du marché, mais il fallait entendre par là les prix pratiqués, dans chaque secteur commercial et dans chaque région, par l'entreprise concurrente la plus prospère. Dans le domaine de la gestion, elle insistait pour que l'on fît une nette distinction entre les fonctions des comités élus et celles des directeurs rémunérés, que l'on réduisît le nombre des réunions des comités et que l'on précisât l'organisation administrative en établissant des descriptions des tâches et en créant une structure hiérarchique claire. La Fédération coopérative devait élaborer un programme de fusion des organisations coopératives; le département financier, le département de la recherche et le département statistique de la Fédération devaient être renforcés de façon à pouvoir fournir régulièrement, au sujet des programmes commerciaux et financiers, des informations permettant de mieux se rendre compte des résultats obtenus par les coopératives.

117. Pour les prochaines années, la Commission recommande que les investissements portent davantage sur la distribution au détail que sur la production. Elle suggérerait même que l'on réduisît la gamme des articles que le mouvement coopératif produisait, de façon que l'on puisse développer les fabrications auxquelles le mouvement coopératif est mieux placé pour entreprendre.

118. En ce qui concerne l'organisation des magasins de gros d'Angleterre et du Pays de Galles, d'une part, d'Ecosse, de l'autre, les recommandations de la Commission prêtaient davantage à controverse. La Commission proposait en effet que le contrôle démocratique s'exerçât, dans chaque organisation, par l'intermédiaire d'un conseil de surveillance qui fonctionnerait à temps partiel et qui désignerait à son tour un conseil de direction responsable, du point de vue de la gestion, de l'ensemble de l'organisation. La Commission recommandait en outre que de grandes divisions fussent opérées, sur une base fonctionnelle, dans l'activité des magasins de gros et qu'à chaque division correspondît un département.

119. Enfin, la Commission constatait que, dans un certain nombre de domaines - services techniques, services consultatifs, chaînes de magasins spécialisés, financement -, l'action des coopératives locales devait être complétée et soutenue par une action nationale; en conséquence, elle proposait la création d'une organisation coopérative nationale pour le développement de la distribution au détail.

120. Le rapport de la Commission devait être discuté lors de plusieurs congrès nationaux successifs de la Fédération coopérative. La recommandation sur les fusions a été adoptée et est lentement appliquée - il s'en faut toutefois qu'elle le soit de façon conséquente dans tout le pays. De leur côté, les magasins de gros ont fait beaucoup pour réaménager leur organisation administrative par départements et pour diviser de même les tâches de la direction, bien que la constitution du conseil d'administration n'ait pas été modifiée. L'idée de la création d'une organisation coopérative pour le développement de la distribution au détail a été abandonnée : on a préféré renforcer les services consultatifs de la Fédération en créant un nouveau département, le Département de l'expansion et des services consultatifs. De concert avec les coopératives locales, enfin, les deux magasins de gros du pays ont été chargés d'organiser des chaînes de magasins spécialisés, dont la première, une chaîne de magasins de chaussures, a déjà été ouverte.

121. D'autres mouvements coopératifs de consommation d'Europe ont adopté des positions semblables. Aux Pays-Bas, par exemple, le Congrès coopératif de 1959 a décidé d'étendre les attributions de l'organisation centrale, laquelle a été chargée de tout ce qui a trait aux projets, aux plans d'expansion, aux conseils sur l'aménagement des magasins et aux prix, et même de la nomination des membres de la haute direction des coopératives locales (à condition, toutefois, que 75 pour cent des membres des conseils d'administration de ces dernières soient d'accord qu'elle le fasse). En outre, les règles relatives à l'accumulation des réserves ont été renforcées.

122. En Suède, les coopératives se sont fixé les buts suivants : expansion des unités de production; amélioration des entrepôts régionaux; agrandissement des magasins; détermination rationnelle des coûts et des prix; organisation méthodique des recherches techniques; accroissement des ventes de voitures; création de chaînes



de magasins spécialisés. Au Danemark, un plan de rationalisation a été adopté par la Fédération et magasins de gros des coopératives de consommation (Faellesforeningen for Danmarks Brugsforeninger (F.D.B.)), et une association a été formée pour reprendre les grands magasins et les magasins de nouveautés. Il est en outre question de créer, dans le domaine de la consommation, une organisation centrale unique. En Finlande, on envisage d'accroître les ventes d'articles ménagers, de véhicules à moteur et d'articles de maroquinerie. En Norvège, un certain nombre d'administrateurs à plein temps ont été attachés au conseil d'administration de l'Union nationale et magasins de gros des coopératives de consommation (Norges Kooperative Landsforening (N.K.L.)). En Finlande comme en Norvège, on s'est attaché à répondre aux goûts de la jeunesse.

123. En France, le congrès des coopératives a demandé que l'on intensifie la recherche dans les directions suivantes : rationalisation de l'activités économique et sociale du mouvement coopératif; introduction de nouvelles méthodes de distribution au détail (création de super-marchés à libre service); concentration des ressources et des moyens financiers du mouvement coopératif; élaboration d'une politique active des prix avec paiement d'une ristourne modique; enfin, amélioration de la formation des jeunes dirigeants. En Belgique, le congrès de 1960 a adopté un plan d'expansion coopérative dont les objectifs sont les suivants : accroissement des ventes et de l'effectif des coopérateurs; augmentation de la productivité grâce à une meilleure rationalisation des activités; intensification de la formation professionnelle du personnel; amélioration des relations entre coopérateurs grâce à l'éducation; plus grande concentration des coopératives et utilisation accrue des fonds détenus par les coopératives d'assurances et d'épargne. En Suisse, enfin, le congrès des coopératives de 1960 a souligné qu'il était nécessaire de rationaliser l'activité des coopératives, de réduire les coûts de production et de distribution et de s'attacher principalement à améliorer le commerce coopératif des articles de nouveauté.

124. Dans la République fédérale d'Allemagne, un plan général de réorganisation et de rationalisation a été mené à bien par la force des choses au lendemain de la seconde guerre mondiale, lorsque le mouvement coopératif, qui avait été pratiquement supprimé par le gouvernement hitlérien et dont l'activité avait été divisée par zones au début de l'occupation alliée, fut reconstitué. Depuis lors, l'accent a porté tout spécialement sur la modernisation des méthodes de vente au détail et sur la formation du personnel et des dirigeants.

125. En Autriche, le perfectionnement du personnel de direction a été inscrit au programme de formation du mouvement coopératif en 1961.

126. En U.R.S.S., le plan septennal élaboré pour la période 1959-1965 prévoit - qu'il s'agisse de l'accroissement du volume du commerce de détail, de l'amélioration de la restauration et du service assuré à la clientèle, de l'extension du réseau des établissements s'occupant du personnel en général, du développement de l'approvisionnement ou de l'expansion des industries de transformation des produits agricoles - une évolution rapide et importante. On envisage en outre une augmentation du nombre des magasins et - solutions modernes - des camions-magasins et des magasins à libre service, ainsi qu'un important élargissement de la gamme des articles de luxe et de demi-luxe (vente de réfrigérateurs, en particulier). Dans un autre ordre d'idées, on se préoccupe beaucoup de former le personnel dans des établissements d'enseignement supérieur, des écoles techniques ou des coopératives de commerce. Les programmes d'expansion sont semblables dans les autres pays de l'Europe orientale, en Pologne notamment, où les coopératives urbaines ont un stimulant supplémentaire : celui de devoir accroître leur chiffre d'affaires face à la concurrence que leur livrent d'autres organisations commerciales.

127. En Amérique du Nord, l'importance et la complexité du secteur coopératif, comme l'âpreté de la concurrence que lui livre le commerce privé sous toutes ses formes, exigent, dans le domaine de la gestion, des hommes particulièrement compétents. La Ligue coopérative (Co-operative League of the U.S.A.) a mis sur pied, avec le concours des magasins de gros régionaux, des programmes de perfectionnement du personnel de direction. De façon générale, les coopératives de consommation s'efforcent d'appliquer les méthodes modernes qui marquent de leur empreinte le commerce de détail du pays. Les membres et la direction des coopératives situées dans le nord-est des Etats-Unis, soutenues par le conseil exécutif de la Ligue coopérative, conjuguent leurs efforts pour "percer" dans les zones urbaines de la côte est entre Boston et Washington.



128. Sur le plan international, on commence à voir confier l'examen des problèmes communs à l'ensemble des coopératives de consommation, ou encore aux coopératives de consommation de certaines régions ou de certaines zones économiques, à des commissions ou à des réunions où plusieurs pays sont représentés. Ainsi, en Europe, les groupements coopératifs de consommation des pays du Marché commun ont constitué ensemble une commission chargée de suivre l'évolution de la situation au sein du Marché commun et de conseiller les organisations qui leur sont affiliées sur les mesures qu'elles devraient prendre pour sauvegarder leurs intérêts. De leur côté, les magasins coopératifs de gros des pays de l'Association européenne de libre échange ont tenu une conférence pour étudier la possibilité de collaborer plus étroitement qu'ils ne l'avaient fait jusqu'ici dans le domaine du commerce et de la production. L'Alliance coopérative internationale, enfin, a créé deux comités auxiliaires, le Comité du commerce coopératif de gros (Co-operative Wholesale Committee), dont le travail de recherches doit permettre d'améliorer le commerce coopératif de gros des organisations coopératives de tous les pays membres de l'Alliance, et le Comité de la distribution au détail (Committee on Retail Distribution), qui a entrepris des études sur des problèmes aussi importants que l'alimentation et la distribution, ou encore l'exploitation des grands magasins.

129. Nombreux sont les groupements coopératifs de consommation, dans les pays économiquement avancés, qui se sont rendu compte qu'il fallait aider les coopératives de consommation des pays en voie de développement. Disposant eux-mêmes de ressources limitées, les pouvoirs publics ont été amenés de leur côté, dans ces pays en voie de développement, à demander aux institutions spécialisées des Nations Unies, telle l'Organisation internationale du Travail, de les aider à assurer le développement de la coopération dans le domaine de la consommation.

130. Des pays d'Asie et d'Afrique, Israël est le seul où l'on puisse dire que le mouvement coopératif de consommation est solidement établi. A l'heure qu'il est, le mouvement s'attaque aux problèmes "avancés" que sont : fusions, modernisation des magasins et des méthodes de distribution au détail, formation spécialisée du personnel. A Ceylan, en Inde et au Japon, au contraire, les coopératives de consommation en sont encore à rechercher une solution à leurs grands problèmes d'organisation. Elles ont tendance, dans les zones rurales en particulier, à combiner la distribution des biens de consommation avec d'autres fonctions, comme la commercialisation. C'est ce que préconise aussi un rapport du Bureau international du Travail sur les coopératives de consommation de Malaisie, qui suggère que ces organisations s'unissent avec les coopératives de crédit. En Afrique, il semble que l'on s'oriente, d'une part, vers la création de puissants magasins nationaux de gros (voir paragraphe 71), d'autre part, dans les zones rurales, vers la distribution des biens de consommation par l'intermédiaire des coopératives de commercialisation (solution qui est adoptée également en Asie). Dans tous ces pays, en outre, on attache une grande importance à la formation du personnel.

131. A ce jour, les coopératives de consommation d'Asie et d'Afrique n'ont pas remporté de grands succès. Dans des pays comme l'Inde et la Malaisie, cela s'explique par le fait que les coopératives de consommation ont été créées, dans des conditions qui, si elles étaient extrêmement favorables, n'en étaient pas moins anormales, pour assurer une distribution équitable d'articles qui faisaient défaut à l'époque. Lorsque le monopole dont elles jouissaient leur a été retiré, de nombreuses coopératives échouèrent face à la forte et inhabituelle concurrence que leur a livrée le secteur privé. Dans ces pays comme dans les pays en voie de développement d'Afrique, où le degré d'instruction est encore bas, rares en outre sont les conseils d'administration et les directeurs qui savent s'acquitter de leur tâche avec efficacité (ce qui explique la formation de coopératives à fonctions multiples et la place faite partout aux programmes éducatifs). Les coopératives, de surcroît, ont pu ne pas avoir toujours des sources d'approvisionnement appropriées, comme elles ont pu manquer de discernement dans leurs achats (d'où la création de magasins de gros centraux dirigés par des spécialistes venus de pays comme Israël, où les coopératives de consommation ont atteint un stade de développement avancé, et celle de sociétés de gros agissant au stade intermédiaire). Le crédit a souvent été consenti sans contrôle (c'est peut-être, dans les zones rurales au moins, lorsque la coopérative s'occupe de la commercialisation des produits agricoles et qu'elle a de la sorte un droit sur les récoltes de ses membres qu'elle est le mieux à même de contrôler le crédit). Enfin, le pouvoir d'achat de la population est faible et il en est de même, par voie de conséquence, du chiffre d'affaires des coopératives que seul le développement économique général des pays considérés permettra, à cet égard, de relever.

### Chapitre 3

#### Coopératives agricoles

##### Section 1. Définition et estimations statistiques

###### Définition

132. Aux fins de la présente étude, on entendra, par "coopérative agricole", toute organisation coopérative dont l'objet est d'aider le cultivateur dans son activité professionnelle de producteur. Cette définition comprend ainsi les coopératives d'écoulement, d'approvisionnement, de crédit, d'assurance (pour les biens agricoles), d'exploitation des terres et de services (élevage de bétail, création de parcs centraux de tracteurs et de machines agricoles, etc.). Elle exclut au contraire, autant que possible, les coopératives rurales de consommation (dont il a été question au chapitre 2) et les coopératives forestières (dont il sera question au chapitre 5).

###### Situation générale

133. Les données statistiques susceptibles d'être réunies s'avèrent insuffisantes pour que l'on puisse tirer, d'une même base de référence, des indications sur l'évolution et les tendances qui se dessinent en matière de coopération agricole. De façon générale, il semble toutefois que l'on assiste, dans les pays avancés, à la création de vastes unités économiques par voie de fusion, à un accroissement du chiffre d'affaires accompagné d'une réduction du nombre total des membres des coopératives agricoles, en raison de la diminution des effectifs employés dans l'agriculture. Dans les pays en voie de développement, le chiffre d'affaires et le nombre des membres des coopératives agricoles sont en nette hausse, conséquence des programmes d'accroissement de la productivité mis à exécution par les pouvoirs publics, ainsi que de l'extension de la coopération agricole, qui touche un nombre croissant d'agriculteurs. Dans les pays dont l'économie est planifiée par l'Etat, on s'attache - sans que cette tendance se retrouve toutefois partout - à accroître la productivité dans le cadre d'une planification d'ensemble, cela, par l'exploitation en commun des terres.

134. S'implantant parmi les gros comme parmi les petits agriculteurs, dans l'agriculture moderne comme dans l'agriculture primitive, pour tous les genres de culture et tous les types d'élevage, sous tous les climats, il n'existe pas de région où la coopération agricole ne prospère. Dans la pratique, les formes et les buts de l'action coopérative présentent une grande diversité. On constate généralement que chaque pays a d'abord commencé par un seul aspect de la coopération agricole. C'est ainsi que les premières coopératives à s'organiser dans les pays d'Europe centrale et en Inde ont été les coopératives de crédit; aux Etats-Unis, dans les pays scandinaves, dans les pays africains, les coopératives d'écoulement; en Grande-Bretagne, les coopératives d'approvisionnement - puis ensuite le mouvement s'est étendu progressivement à d'autres activités économiques. C'est ainsi que souvent une coopérative se livre à plusieurs activités économiques (coopérative à buts multiples). Certaines coopératives qui sont établies dans une même région, mais qui ont des fonctions différentes, comptent presque toujours parmi leurs membres et souvent aussi, dans leur conseil d'administration, un certain nombre de membres appartenant à plusieurs coopératives à la fois. Les coopératives agricoles ont habituellement des liens étroits par l'intermédiaire des organisations nationales et grâce aux contacts qu'elles ont sur le plan local.

##### Section 2. Coopératives agricoles de commercialisation

135. C'est habituellement pour faire face à l'un ou à plusieurs des problèmes suivants que les coopératives de commercialisation (ou d'écoulement) se constituent :

- 1) inefficacité et abus du système d'écoulement existant;
- 2) aménagement d'installations de traitement, qui permettront de vendre la production directement au consommateur;

- 3) absence de possibilités d'écoulement sur place;
- 4) nécessité d'améliorer la qualité et vente par catégorie de qualité.

Aussi les coopératives d'écoulement peuvent-elles avoir l'une ou l'ensemble des fonctions suivantes : achat et revente, triage, emballage, conditionnement, traitement, stockage, fabrication.

#### Produits et méthodes d'écoulement

136. Les premières coopératives d'écoulement ont été fondées dans les régions tempérées des deux hémisphères pour la commercialisation du lait. A l'origine, les fruitières coopératives ont produit surtout du beurre et du fromage. Depuis lors, la population des villes a augmenté; les règlements d'hygiène relatifs à la distribution du lait se sont faits plus stricts; de nouvelles méthodes de conservation ont fait leur apparition; les dérivés du lait ont trouvé des utilisations nouvelles dans l'industrie. C'est ainsi que, de la fabrication du beurre et du fromage, les laiteries coopératives ont passé désormais à la production de lait pasteurisé vendu en bouteilles, de lait condensé, de glaces, de poudres de lait et, dans le domaine industriel, de caséine et de matières plastiques. Dans les pays tropicaux, la coopération joue un rôle beaucoup moins important dans l'écoulement de la production laitière, en raison des difficultés de communication, du climat et de la demande relativement faible. Toutefois, le Kenya offre un exemple remarquable en ce qui concerne l'organisation coopérative de la distribution du lait, du beurre et d'autres dérivés du lait parmi les consommateurs des zones urbaines principalement. Dans certaines régions, les coopératives laitières fabriquent du ghee.

137. Le traitement industriel de la viande, du lard surtout, est un autre domaine où, dans les régions tempérées, la coopération s'est imposée très tôt. Les coopératives créées à cette fin ont connu un développement semblable à celui des laiteries coopératives, développement qui les a amenées à produire différentes sortes de conserves de viande et de préparations carnées ainsi qu'à trouver une utilisation aux dérivés de la viande. Par la suite, comme il se révélait nécessaire d'uniformiser la qualité et que, grâce à la conservation par le froid notamment, il devenait possible d'étaler la vente de la viande sur toute l'année, les coopératives se sont engagées toujours plus volontiers dans la commercialisation du bétail. Dans l'Afrique tropicale, où le problème des communications commence à être résolu et où les anciennes traditions tribales, qui faisaient des troupeaux un élément de prestige, commencent à perdre du terrain, l'organisation coopérative de la commercialisation du bétail en est à ses débuts. Aujourd'hui des coopératives de commercialisation du bétail existent au Bassoutoland et en Tanzanie, et le mouvement ne fait que s'étendre. Des coopératives se sont créées pour l'écoulement de la laine dans la plupart des pays qui sont de gros producteurs de laine (Australie, Etats-Unis, Kenya, Royaume-Uni et République sud-africaine). Leur activité, qui généralement ne comprend pas le traitement de la laine, exige un travail d'une haute qualité pour le triage.

138. Parmi les cultures de plein champ, les céréales sont indubitablement le plus important produit écoulé par les coopératives. Partout où les céréales occupent une place importante dans le commerce national ou international, leur distribution est assurée sur une grande échelle par des coopératives. D'importantes organisations coopératives se sont créées pour l'écoulement du blé, du maïs et, à un moindre degré, de l'orge et de l'avoine en Amérique du Nord; pour l'écoulement du blé en Argentine et en Australie; pour l'écoulement du blé, du seigle, de l'avoine, de l'orge et du riz en Europe; pour l'écoulement du maïs et du blé en République sud-africaine; pour l'écoulement du riz en Asie et dans certaines parties de l'Afrique tropicale. Les coopératives se chargent parfois du séchage, du nettoyage, du triage et du stockage des céréales, qui sont écoulées sur le marché petit à petit.

139. La betterave à sucre et la pomme de terre entrent dans le circuit coopératif pour être traitées industriellement. Aux Pays-Bas, la production de sucre de betterave est assurée principalement par des coopératives. En Europe, de nombreuses coopératives produisent de la fécule de pommes de terre ou de l'alcool industriel à base de pommes de terre.

140. Presque toutes les grandes récoltes marchandes tropicales et sous-tropicales sont écoulées par des coopératives, à moins d'être produites sur des domaines ou des plantations si vastes qu'elles peuvent être traitées et distribuées

d'une façon rentable par le producteur lui-même. Cette forme de production est encore la plus répandue pour le thé en Asie et en Afrique; en outre, elle se rencontre pour le sisal en Tanzanie. L'écoulement du café, du cacao, du coton, du caoutchouc, du tabac, de la canne à sucre et des graines oléagineuses est assuré sur une grande échelle par des coopératives qui se chargent souvent du traitement de ces produits et du triage. Dans les pays en voie de développement, les coopératives de commercialisation ont contribué pour une part extrêmement importante à stimuler la production dans la phase initiale et à uniformiser la qualité des récoltes marchandes là où elles sont produites par de petits cultivateurs.

141. Dans les régions tropicales comme dans les régions tempérées, l'écoulement des légumes, des fruits et de leurs dérivés est très souvent assuré par des coopératives. De nombreuses formules se rencontrent : vente immédiate des produits frais sur les marchés proches; vente des fruits qui se conservent relativement bien (agrumes, bananes, etc.) sur des marchés éloignés, des marchés d'exportation souvent; conservation : séchage, fabrication de conserves, etc.; congélation instantanée; production de vin, de jus et de concentrés. Les Etats-Unis, Israël, les pays de l'Afrique du Nord et du Sud ont donné l'exemple pour l'organisation coopérative de l'écoulement des agrumes; le Cameroun et la Côte-d'Ivoire ont fait de même pour les bananes; l'Australie et les Etats-Unis (Californie), pour les fruits secs; les Pays-Bas, pour les fleurs, les fruits frais, les tomates et la salade. Comme les laiteries coopératives (voir paragraphe 136), les coopératives créées pour l'écoulement des légumes, des fruits et de leurs dérivés se sont efforcées en règle générale, ces dernières années, de trouver de nouvelles utilisations aux produits qu'elles distribuent et d'améliorer du point de vue technique le conditionnement, le traitement et l'emballage de la production.

142. Beaucoup de coopératives d'écoulement ne commercialisent qu'un produit ou un groupe restreint de produits (par exemple, les oranges, les citrons et les pamplemousses). Les agriculteurs qui pratiquent la polyculture et qui ont plus d'une récolte à vendre appartiennent alors à plusieurs coopératives (c'est le cas au Danemark, en France et aux Pays-Bas). Toutefois, dans certains pays en voie de développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud, des coopératives se constituent en vue d'assurer la commercialisation de plusieurs récoltes. Cette solution supprime la nécessité de multiplier les coopératives dans des régions où l'on ne trouve pas facilement des dirigeants et du personnel qualifié. En outre, elle aboutit à une réduction des frais généraux et, partant, des frais de commercialisation des récoltes souvent vendues à un prix bas. Enfin, elle s'accorde mieux, surtout dans les zones où les communications sont difficiles, avec l'organisation de la vie sociale, qui est centrée sur le village, lui-même souvent isolé. Les coopératives d'écoulement assurent volontiers le traitement complet des denrées alimentaires, qui, sous leur forme finale, sont aussi vendues aux consommateurs. Habituellement, elles ne se chargent que des opérations préliminaires qu'exige le traitement des cultures industrielles, comme le coton et le café (ainsi, pour le coton, les coopératives de commercialisation assureront l'égre-nage, mais n'iront pas jusqu'au filage ou au tissage).

143. On peut se faire une idée du rôle que jouent les coopératives dans le monde en matière d'écoulement de la production agricole en considérant la fraction du commerce national des produits agricoles du tableau 4. Il convient de noter que le tableau 4 est uniquement indicatif, et en aucun cas exhaustif, les chiffres se rapportent à 1960 ou aux années antérieures.

144. De façon générale, on peut dire qu'il n'existe pas, dans les pays de l'Europe orientale ni en Chine et dans les autres pays d'Asie dont l'économie est planifiée, comme la Corée et le Viet-Nam, de coopératives spécialisées qui s'occupent du ramassage et de la vente de la production agricole. Presque toute la production agricole provient d'exploitations d'Etat ou d'exploitations collectives qui se chargent elles-mêmes de la commercialisation. Toutefois, dans plusieurs des pays en question, l'Etat fait appel dans ce domaine aux coopératives de consommation, qui reçoivent les produits agricoles des exploitations collectives ou d'autres fournisseurs et les écoulent auprès de l'Etat, auprès d'autres coopératives ou auprès des consommateurs directement (voir paragraphe 62). Enfin, il existe des coopératives de commercialisation proprement dites en Hongrie, en Pologne (coopératives laitières et horticolas) et en Yougoslavie.

#### Contrats d'adhésion

145. Entre autres facteurs, le succès d'une coopérative d'écoulement dépend du volume de la production sur laquelle l'organisation peut compter. Il faut que

Tableau 4. Fraction du commerce national des produits agricoles d'un certain nombre de pays assurés par les coopératives agricoles (1960)<sup>1</sup>

Pays	Pourcentages	10-20	20-30	30-40	40-50	50-60	60-70	70-80	80-90	90-100
Rép. féd. d'Allemagne			Bétail, vin	Blé			Froage	Beurre	Lait	
Canada	Oeufs		Fruits, produits laitiers	Viande		Blé			Laine	
Côte-d'Ivoire	Cacao, café								Volaille	Agrumes, bananes Ananas Riz
Espagne			Coton Céréales	Olives Pommes de terre, vin	Fruits (oranges)	Betterave Légumes	Chanvre, tabac			
Etats-Unis	Viande		Céréales	Laine, lait	Fruits					
France				Vin, laine	Lait				Blé	
Hongrie	Ensemble de la production agricole <sup>2</sup>									Fourrage sec Fruits, pommes de terre, pavots, Légumes, volailles
Islande			Poisson						Viande, laine	
Japon			Oeufs		Légumes	Fruits				Riz, blé
Kenya									Café, produits laitiers Pyrethre	
Nigéria	Soya, noix de palme (région septentrionale)		Cacao (région occidentale)		Café (région septentrionale)			Cacao (région septentrionale)		
Pays-Bas			Viande de porc			Oeufs	Lait, sucre de betterave		Froage Fleurs, fruits Pommes de terre	
Porto Rico				Tabac		Café	Laine		Fruits secs	Céréales Agrumes (exportation) Vin, tabac
République sud-africaine			Lait			Cuir et peaux				
Suède							Oeufs (vente en gros)	Céréales	Viande	Lait
Tanzanie			Riz						Café	Coton

<sup>1</sup> Les chiffres donnés dans ce tableau ne devraient pas être utilisés pour des comparaisons entre pays; la fraction du commerce national des produits agricoles des pays en question qui est assurée par les coopératives agricoles dépend souvent de facteurs qui échappent au contrôle des coopératives (par exemple, monopoles accordés aux coopératives par l'Etat pour l'écoulement de certains produits).

<sup>2</sup> La différence qui existe entre les pourcentages donnés pour la Hongrie s'explique par le système de division du travail adopté par ce pays: la commercialisation des produits énumérés dans la dernière colonne est assurée exclusivement par les coopératives; celle des autres productions (céréales, lait, vin et, pour le bétail, bovins et porcs) est assurée exclusivement par les organisations commerciales de l'Etat.

le volume de la production soit assez grand et assez constant, tout d'abord, pour que l'organisation puisse l'écouler rentablement et couvrir les frais généraux inévitables, ensuite, pour qu'elle puisse exercer une influence décisive sur le marché. Dans la plupart des pays, les producteurs s'engagent ainsi, lorsqu'ils adhèrent à une coopérative d'écoulement, à lui livrer toute leur production à l'exclusion des quantités consommées sur l'exploitation. Dans certains cas, cette règle est l'une des conditions d'adhésion, dans d'autres, elle figure dans un contrat complémentaire que signe l'intéressé. Dans de nombreux pays, l'exécution de ces contrats peut être obtenue sans difficulté en justice; le producteur qui aurait rompu son contrat est tenu de payer des dommages convenus d'avance, lorsqu'il n'est pas exclu de la coopérative. En Inde et dans d'autres pays d'Asie, lorsqu'il signe son contrat de livraison, le producteur reçoit parfois une avance d'une coopérative de crédit. Dans certains pays - dans les pays de l'Europe orientale principalement, et aussi, à Ceylan et au Japon - l'Etat peut ordonner la vente de certains produits aux coopératives. Dans les pays de l'Afrique orientale, aux termes des ordonnances sur les coopératives, tous les producteurs sont tenus de livrer leurs récoltes aux coopératives, qu'ils en fassent ou non partie, à condition que 75 pour cent d'entre eux en fassent de leur plein gré. Enfin, dans certains pays en voie de développement, l'Etat est amené à créer des offices de vente de la production agricole, dont les coopératives, lorsqu'elles existent, assument des fonctions d'agents exclusifs.

#### Organisation financière

146. La création et le fonctionnement d'une coopérative de commercialisation exigent des capitaux considérables qui sont de trois sortes :

- 1) capitaux fixes (locaux et biens d'équipement);
- 2) fonds de roulement (salaires et dépenses régulières);
- 3) capitaux à court terme (avances saisonnières aux membres).

Les avances consenties aux membres sont de deux sortes : paiements partiels de la production livrée à la coopérative, avant que celle-ci soit traitée ou vendue; avances proprement dites, consenties avant même que la production soit livrée pour permettre aux membres d'acheter des semences ou des engrais, de payer leurs ouvriers ou de vivre eux-mêmes jusqu'à la récolte. Les fonds nécessaires à cette fin, comme la période pour laquelle elles doivent être accordées, varient selon les cas. Le lait, par exemple, sera payé régulièrement au producteur une fois par semaine ou une fois par mois, pendant toute l'année, avant d'être payé à la coopérative avec presque la même régularité par les consommateurs auxquels celle-ci vend ses différents produits laitiers. Le coton, au contraire, sera livré à la coopérative une fois par année, pendant une période assez brève, pour subir peut-être un traitement coûteux et n'être vendu qu'après de longs mois. La mesure dans laquelle les coopératives d'écoulement devront financer, à côté de leur propre activité, l'activité de leurs membres dépend encore des possibilités que ceux-ci auront de trouver d'autres sources de capitaux. Lorsque les banques d'épargne et de crédit sont bien organisées, par exemple, ou que l'Etat crée et finance des offices de vente, les coopératives de commercialisation peuvent fort bien être déchargées de tout souci dans ce domaine.

147. Les méthodes de financement des coopératives d'écoulement diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre. Au Danemark, la coopérative d'écoulement traditionnelle reposait sur un contrat en vertu duquel l'ensemble des membres s'engageaient à livrer leur production et se déclaraient responsables conjointement et individuellement de toute dette que leur entreprise contracterait. Avec la garantie que représentait un tel contrat, la nouvelle organisation pouvait emprunter auprès d'une banque - une banque d'épargne locale le plus souvent - les capitaux fixes et les fonds de roulement dont elle avait besoin. Aux Etats-Unis, de nombreuses coopératives - bien qu'en règle générale elles fussent juridiquement des organisations à responsabilité limitée - n'avaient à leur création qu'un capital restreint, quand elles en avaient un; en donnant comme garantie les contrats de livraison signés par leurs membres, elles obtenaient auprès des banques des prêts qu'elles remboursaient progressivement, au moyen de taxes perçues sur la production écoulée. Ces taxes, ou une fraction des excédents de recettes qui n'était pas distribuée, devaient servir par la suite à constituer des "fonds tournants" où les contributions de chaque membre sont portées à son crédit, produisent un intérêt et sont remboursables au terme d'une période déterminée, dix ans environ dans la plupart des cas.

148. Aujourd'hui, la base financière des coopératives de commercialisation est le plus souvent le capital social constitué par les membres, sous le régime de la responsabilité limitée. Une participation obligatoire minimum est parfois prévue, qui n'est pas nécessairement la même pour tous les membres mais qui peut être fonction de la superficie que cultive l'intéressé, du nombre de têtes de bétail qu'il possède ou du volume de la production qu'il a l'intention de livrer à la coopérative. A côté du capital social, les coopératives constituent des réserves en affectant à cette fin - elles y sont parfois tenues - une fraction régulière des excédents de recettes.

149. Le capital social et les réserves devraient couvrir ensemble les immobilisations. Lorsque les installations nécessaires sont coûteuses et qu'elles doivent être mises en place avant que la coopérative puisse commencer son activité, il arrive souvent que ces ressources soient insuffisantes et que la coopérative doive recourir à des prêts à long terme garantis par ces mêmes installations. Ces prêts pourront être obtenus auprès d'une banque coopérative régionale ou nationale, d'une banque ou d'un fonds de développement de l'Etat, d'un office de vente institué pour les produits qu'écoulera la nouvelle coopérative, d'une banque commerciale ou, de temps à autre, des membres eux-mêmes. De nombreuses coopératives empruntent auprès des mêmes sources les capitaux à court terme dont elles ont besoin.

150. Dans plusieurs pays de l'Europe occidentale, il y a des banques coopératives indépendantes qui sont prêtes à financer les organisations coopératives d'écoulement. Aux Etats-Unis, en France, en Inde, les banques dont les coopératives d'écoulement peuvent attendre une aide semblable ont une base légale et disposent généralement de fonds publics, bien qu'elles puissent être dans une large mesure sous contrôle coopératif. Dans plusieurs pays d'Afrique, les offices de vente ont été une source importante de crédit pour les coopératives d'écoulement; toutefois, il n'est pas sans intérêt de relever que, dans le Nigéria occidental, les fonds destinés au financement des coopératives d'écoulement ont été transférés de l'office du cacao à une banque coopérative nouvellement créée. Dans les pays où il n'existe pas de banque coopérative agricole nationale, il est fréquent que les coopératives d'écoulement s'adressent à des banques commerciales pour financer la commercialisation des récoltes importantes.

#### Distribution du produit des ventes

151. En général, les coopératives de commercialisation s'efforcent de verser au producteur une fraction aussi élevée que possible du prix final du produit qu'elles écoulent, déduction faite, il va sans dire, du montant affecté aux réserves qu'elles doivent constituer. Habituellement, les avances consenties aux membres avant la vente de la production sont nettement inférieures - c'est parfois une prescription légale - au montant final que la coopérative compte obtenir pour la production, de sorte que les membres reçoivent souvent, par la suite, un ou plusieurs versements encore avant que leurs comptes soient bouclés pour l'année. Dans les pays à économie planifiée, où les prix de vente sont fixés par l'Etat, les coopératives paient apparemment la production qui leur est livrée à un prix fixe, sans verser par la suite un montant supplémentaire sur les excédents de recettes qu'elles auraient réalisés, si ce n'est sous la forme de dividendes sur les parts sociales.

#### Organisation

152. Pour être en mesure de mener leur activité rationnellement, d'utiliser leurs installations, qui sont coûteuses, à plein rendement, d'organiser les transports rentablement, et d'écouler des quantités suffisantes, les coopératives de commercialisation travaillent le plus souvent en grand. On a ainsi, soit de vastes coopératives de premier degré dont l'activité s'étend, non à un village, mais à toute une région, soit des unions régionales ou nationales, dont les membres - les coopératives de premier degré - jouent le rôle d'agents locaux de ramassage. Ce système permet aux conseils d'administration des organisations locales de conserver un contrôle limité mais réel sur les transactions qui se font à l'échelon inférieur et de sauvegarder, chez les membres, le sentiment de participer à l'activité de l'organisation. En même temps, elle permet, à l'échelon régional, d'utiliser rationnellement, sous le contrôle d'une direction compétente, les installations d'emballage, de triage ou de traitement, et d'adopter enfin, à l'échelon national, une politique judicieuse en matière de commercialisation et de prix.

153. Dans le domaine de la commercialisation de la production agricole, la coopération s'oriente, à l'heure actuelle, vers la création de vastes organisations centrales ou fédérales. Dans les pays en voie de développement, la difficulté consiste surtout à constituer des conseils d'administration désignés démocratiquement dont les membres comprennent réellement le fonctionnement d'une entreprise de grande envergure et à attirer des directeurs commerciaux et techniques qui connaissent leur affaire, qui soient disposés à travailler consciencieusement avec un conseil d'administration composé de "profanes" et qui veuillent bien accepter, pour commencer tout au moins, un traitement inférieur à celui qu'ils toucheraient en travaillant pour une maison privée.

#### Organisations de deuxième degré

154. Les organisations de coopératives de commercialisation de deuxième degré prennent de très nombreuses formes. Dans quelques-uns des grands pays d'Asie (en Inde notamment), comme dans certains pays de l'Europe orientale (en Pologne par exemple), il existe des organisations intermédiaires locales. Dans certains cas, ce sont ces organisations qui sont les chaînons les plus importants du système de commercialisation et qui assurent le traitement de la production. Dans d'autres grands pays (au Canada, pour certains produits, et aux Etats-Unis), l'organisation nationale est parfois absente, et l'écoulement de la production est coordonné alors au niveau régional. Parfois, de vastes organisations spécialisées de premier degré (comme les usines de préparation du lard au Danemark), se chargent de toutes les opérations pratiques de traitement et de distribution; elles ne sont groupées en fédérations à l'échelon national que pour organiser des services consultatifs, acheter en commun les matières premières dont elles ont accessoirement besoin et écouler les produits qu'elles commercialisent sur les marchés d'exportation. Parfois enfin, des organismes officiels contrôlent la commercialisation sur le marché intérieur comme sur les marchés d'exportation, tout en s'occupant éventuellement de l'écoulement de produits qui n'ont pas une origine coopérative (voir paragraphes 541 et suivants).

155. De nombreuses coopératives de commercialisation ont également des liens étroits avec les banques coopératives régionales ou nationales, avec les coopératives de crédit, de même qu'avec des fédérations coopératives nationales qui comptent également parmi leurs membres des sociétés autres que les sociétés de commercialisation et qui ont d'autres tâches à remplir.

#### Volume des opérations : tendances actuelles

156. De façon générale, l'évolution actuelle de l'organisation coopérative de la commercialisation des produits agricoles, semble se caractériser, surtout dans les pays dont l'économie est déjà solidement édifiée, par l'extension des opérations et par une intégration plus étroite selon la nature des produits. Parallèlement, on constate, dans les pays en voie de développement, une diversification des produits commercialisés. En outre, les coopératives d'écoulement sont associées à l'activité d'organismes de vente officiels, aux opérations d'achat de l'Etat (en Europe orientale et en Asie par exemple) ainsi qu'aux mesures de stockage liées aux programmes de soutien des prix (comme aux Etats-Unis). Enfin, il semble que les coopératives d'écoulement se bornent de moins en moins à vendre de première main une production non traitée et qu'elles se tournent aujourd'hui vers des formes avancées de traitement et de conditionnement. Parallèlement, les coopératives de commercialisation se rapprochent du consommateur, en se chargeant de la vente en gros et des exportations; cependant, rares encore sont celles - exception faite de quelques laiteries coopératives - qui vont jusqu'à se charger de la vente au détail.

### Section 3. Coopératives agricoles de crédit

#### Situation générale

157. C'est en Allemagne, vers le milieu du XIX<sup>me</sup> siècle, qu'est née la coopération agricole de crédit. Sous l'influence de Raiffeisen, on vit se créer ainsi les banques rurales de crédit, dont les ressources étaient constituées par des dépôts d'épargne garantis par les membres selon le système de la responsabilité illimitée. Ces banques rurales de crédit consentaient des avances à court terme, sans demander généralement de garantie matérielle, aux fins de production uniquement. A côté du système Raiffeisen, mais toujours d'inspiration coopérative, on trouvait bientôt :



- a) les banques agricoles de prêt et d'épargne, qui sont plus importantes que les banques rurales de crédit et dont la responsabilité est limitée (type Schulze-Delitzsch);
- b) les caisses hypothécaires agricoles.

Le système Raiffeisen s'est répandu dans la plupart des pays d'Europe, à l'exception du Royaume-Uni et de l'Irlande, mais sans jamais jouer de rôle important ni au Danemark ni en Norvège. Dans de nombreux pays, la coopération agricole de crédit est restée un mouvement d'épargne et d'entraide; dans d'autres, au contraire, elle n'est devenue efficace que lorsqu'on été accordés, par son intermédiaire, des prêts d'Etat à l'agriculture - ce fut le cas en France, en Suède et, à un moindre degré, au Venezuela, de même que dans plusieurs pays de l'Europe orientale. Si, dans la plus grande partie de l'Europe orientale, le crédit agricole est généralement assuré désormais par l'Etat, sous forme de prêts aux exploitations collectives, la formule coopérative se rencontre en Hongrie, en Pologne, en Roumanie et en Yougoslavie où des unions de crédit régionales et centrales assument des services bancaires. En Pologne, 80 pour cent des opérations des associations de cultivateurs passent par les coopératives d'épargne et de crédit.

158. Les coopératives agricoles de crédit du type Raiffeisen ont fait leur apparition en Asie (Birmanie et Inde) au début du XX<sup>me</sup> siècle. Qu'il s'agisse de coopératives à responsabilité limitée ou de coopératives à responsabilité illimitée, elles demeurent très nombreuses et groupent de vastes effectifs dans beaucoup de pays d'Asie, où elles ont servi de base à la coopération agricole. Au Moyen-Orient également, à l'exception d'Israël, l'essor de la coopération agricole s'appuie sur les coopératives de crédit.

159. En Amérique du Nord, la coopération de crédit a donné naissance à deux sortes d'organisations : d'une part, l'union de crédit, une variante de la banque de crédit du type Raiffeisen, le plus souvent urbaine, bien qu'il existe des sociétés agricoles; d'autre part, aux Etats-Unis, l'association de crédit à la production et la banque d'aide aux coopératives créée et financée, au début tout au moins, par l'Etat. En Amérique du Sud, il existe également deux systèmes : le système Raiffeisen, introduit au Brésil par des immigrants allemands et italiens, et le système des banques coopératives centrales créées en Argentine et en Uruguay, qui utilisent comme filiales des coopératives existantes.

160. En Afrique, à l'exception de la République arabe unie principalement, les coopératives agricoles de crédit n'ont guère joué de rôle jusqu'ici, ce qui s'explique en partie par le fait que le cultivateur africain ne pouvait offrir de garanties appropriées. Toutefois, conscients que le crédit agricole, judicieusement organisé, est un instrument indispensable de l'accroissement de la productivité dans l'agriculture, quelques gouvernements ont été amenés déjà à recourir dans ce domaine à l'intermédiaire des coopératives. En Australie et en Nouvelle-Zélande, les principales sources de crédit assurées à l'agriculture le sont par l'Etat, encore qu'il arrive, dans l'industrie laitière néo-zélandaise, par exemple, que les coopératives de commercialisation accordent à leurs membres, sur leurs propres fonds, des crédits à court terme.

161. Les coopératives de crédit, où que ce soit, doivent beaucoup aux idées originales de Raiffeisen. Dans de nombreux pays, toutefois, la formule primitive a subi un certain nombre de modifications, dont les plus importantes sont les suivantes :

- a) le crédit est lié à la commercialisation de la production agricole, à l'achat de fournitures agricoles, ou aux deux;
- b) aux dépôts d'épargne s'ajoutent des fonds provenant d'autres sources - des fonds avancés par l'Etat, principalement (dans certains cas, il y a même substitution complète);
- c) les coopératives de crédit octroient des crédits à moyen et à long terme; une attention moindre est accordée à la destination des prêts à court terme;
- d) d'organisations à responsabilité illimitée, les coopératives de crédit deviennent peu à peu des organisations à responsabilité limitée; les garanties matérielles ont tendance à remplacer les garanties morales;
- e) les banques centrales et autres institutions secondaires prennent de l'importance; la direction en est toujours plus souvent confiée à des administrateurs "de métier";

- f) la politique de crédit est adaptée aux besoins de l'agriculture dans la période de rapide évolution technique que celle-ci traverse aujourd'hui.

On examinera ces transformations dans les paragraphes qui suivent.

#### Crédit et commercialisation

162. Pour les fondateurs des coopératives de crédit primitives, le problème à résoudre était le suivant : en raison de la longueur du cycle de production dans l'agriculture, victime d'un marchand - ou d'un groupe de marchands agissant de concert - qui monopolisait le commerce du village, faute d'avoir une raison qui l'incite à faire des économies, faute aussi de pouvoir en faire sans risque, le petit cultivateur était exploité, endetté et incapable de tirer tout le parti possible de ses terres et de son travail. Dans tous les pays d'Europe et dans certains pays du reste du globe (Brésil (Rio Grande do Sul), Inde (Pendjab), Japon), cette analyse devait se révéler correcte, et l'agriculture devait sortir d'un cercle vicieux grâce à la coopération - qui mettait des fonds extérieurs à la disposition des cultivateurs, même si ces fonds étaient relativement peu importants, et créait un système d'épargne. Il apparaît aujourd'hui, toutefois, que ce succès n'a été possible que parce qu'étaient réunies simultanément certaines conditions dont les coopératives ont tiré parti, mais qu'elles n'ont pas créées : l'importance des domaines - les domaines agricoles étaient suffisants, à condition d'être cultivés comme il convenait, pour faire vivre une famille selon les exigences de l'époque; les techniques de culture - techniques perfectionnées, que les agriculteurs n'hésitaient pas à adopter; l'accroissement général de la production et de la prospérité économiques; les connaissances économiques des agriculteurs - qui étaient suffisamment informés pour comprendre parfaitement la nature et l'objet des opérations d'emprunt et d'épargne.

163. Cependant, dans de nombreuses régions, toutes ces conditions, voire aucune d'entre elles, n'existaient : les propriétés n'étaient pas rentables et ne se prêtaient pas aux investissements, même les plus simples; les méthodes de culture perfectionnées étaient rarement introduites; la situation économique n'était pas caractérisée par un essor général; les cultivateurs comprenaient mal la nature des prêts et les obligations qui en découlaient. Dans de telles régions, le système coopératif de crédit ne pouvait guère, à lui seul, améliorer la culture ou élever le niveau de vie des agriculteurs.

164. Dans l'Afrique tropicale, les coopératives de commercialisation ont eu de la peine à affronter la concurrence des négociants locaux, en raison du système des avances sur les récoltes, qui était très répandu. En vertu de ce système, les petits cultivateurs engageaient leurs récoltes contre des avances, parfois en espèces, mais le plus souvent en nature, consenties par des commerçants de l'endroit qui leur fournissaient dans l'immédiat ce dont ils avaient besoin pour vivre et, le moment venu, leur achetaient leurs récoltes. C'est ainsi que les coopératives de commercialisation ont été amenées, en Afrique occidentale notamment, à accorder aux cultivateurs, avant la livraison des récoltes, des prêts qui, en fait, n'étaient pas exclusivement destinés à financer la culture. Dans la région orientale du Nigéria, les coopératives de crédit devaient consentir des prêts aux négociants ruraux plutôt qu'aux cultivateurs eux-mêmes. Toujours au Nigéria, mais dans la région septentrionale, les prêts accordés aux cultivateurs le sont par l'intermédiaire de coopératives mixtes de crédit et de commercialisation.

165. En Afrique orientale, au contraire, les coopératives de commercialisation n'ont pas cherché à faire concurrence aux négociants locaux en consentant des prêts, avant la livraison des récoltes, pour d'autres besoins que ceux de la culture. Elles se sont attachées plutôt à dénoncer les pratiques malhonnêtes qui consistaient à tricher sur le poids, à payer des prix inéquitables et à imposer des taux d'intérêt usuraires, en tablant en outre sur le remarquable développement d'un sentiment de fierté nationale à l'égard de la coopération. On a admis toutefois que les avances sur les récoltes répondaient à une nécessité. Ces avances, qui sont accordées habituellement par des organismes spéciaux ou des offices de vente créés par l'Etat, sont octroyées par l'intermédiaire des coopératives primaires de commercialisation. Garanties dans chaque cas par la récolte de l'emprunteur, les prêts ne sont consentis que pour les besoins de la production, généralement à court terme. Toutefois, lorsque la période qui s'écoule entre la plantation et la récolte atteint plusieurs années, comme c'est le cas pour certaines cultures (le thé par exemple), les cultivateurs se voient accorder des prêts à moyen ou à long terme. Le développement du crédit agricole coopératif est grandement facilité, dans les pays considérés ici, par l'enregistrement des titres fonciers, dont on se préoccupe un peu partout.

166. En Asie, il est généralement admis que le crédit agricole et la commercialisation doivent être liés. En Inde, par exemple, aux termes de l'une des recommandations formulées à la suite de la dernière enquête sur le crédit rural, les cultivateurs ne devaient se voir octroyer des prêts par les coopératives de crédit qu'à condition de livrer leur production à la coopérative de commercialisation de leur région. Cette recommandation reçoit actuellement une application très lente; à ce jour, elle n'a été mise en pratique que dans les zones où les coopératives de commercialisation marchent bien, et pour 5 pour cent seulement du chiffre total des prêts agricoles. En Birmanie, à Ceylan, au Japon et aux Philippines, les coopératives de crédit ont été, en général, amenées à étendre leurs activités à la commercialisation et à l'approvisionnement, et à devenir ainsi des organisations à fonctions multiples. Au Japon, cette tendance est désormais à peu près générale. Même au Pakistan, la Commission d'enquête sur le crédit, qui s'est prononcée pour tant en 1959 en faveur des coopératives spécialisées plutôt que des coopératives à fonctions multiples, n'a pas manqué de souligner combien il importait que le crédit, la commercialisation et l'approvisionnement fussent étroitement liés.

167. En règle générale, la combinaison du crédit et de la commercialisation ne peut manquer d'amener un accroissement du revenu des exploitations agricoles dans la mesure où, grâce à cette formule, les excédents de recettes réalisés sur la commercialisation et, le cas échéant, sur le traitement de la production reviennent aux cultivateurs. De la sorte, on peut espérer mettre en train un processus d'investissement, d'amélioration des méthodes de culture et d'accroissement de la productivité qui se traduira par une augmentation régulière du revenu agricole.

#### Rôle de l'épargne

168. L'épargne jouait un rôle essentiel dans le système original de Raiffeisen. Elle fut d'ailleurs, au cours du XIX<sup>me</sup> siècle, un élément de la formation de capital dans l'ensemble de l'économie européenne. En outre, l'épargne répondait au penchant paysan de la thésaurisation et permettait aux intéressés de conserver leurs économies de façon plus sûre et plus profitable qu'ils ne l'auraient fait en les dissimulant sous un matelas ou au fond d'un trou. De nombreuses coopératives de crédit, après avoir reçu au début une aide importante de l'Etat, ont pu tirer parti de ces habitudes d'épargne et les encourager. Ainsi, en France, les coopératives ouvrent 62 pour cent du montant des prêts qu'elles accordent au moyen de fonds d'origine agricole (dépôts et fonds produits par la vente d'obligations placées parmi les cultivateurs par les banques coopératives agricoles).

169. En Asie, les coopératives japonaises se voient confier 60 pour cent du montant total de l'épargne agricole et disposent, par rapport aux demandes de prêts agricoles, d'un excédent de capitaux qu'elles emploient en partie pour accorder des prêts aux pêcheurs. Dans d'autres pays, les coopératives ont pour règle d'encourager l'épargne (de nombreuses coopératives de crédit s'appellent en fait "coopératives d'épargne et de crédit"). Le chiffre de l'épargne agricole, toutefois, n'est pas particulièrement élevé. En Inde, par exemple, les fonds autres que le capital social ne représentent pas plus de 10 pour cent des ressources des coopératives de crédit primaires.

170. En Amérique du Nord, en particulier aux Etats-Unis, les membres des associations de crédit à la production se sont efforcés de racheter les parts sociales souscrites à l'origine par l'Etat, afin de détenir le montant intégral du capital social et de contrôler entièrement leurs organisations. Elles sont alors en mesure d'obtenir des capitaux de l'extérieur, ce qu'elles font d'ordinaire en vendant des obligations au public ou à leurs propres membres. Les unions de crédit attachent une grande importance à l'épargne, qui revêt généralement la forme d'économies régulières affectées à l'achat de parts sociales.

#### Destination des prêts

171. En théorie, le crédit agricole devrait être accordé exclusivement pour les besoins de la production. Si tel est bien le cas dans plusieurs pays (voir paragraphe 165), dans d'autres, les coopératives de crédit se montrent beaucoup moins strictes et accordent des prêts aux fins suivantes, qui sont étrangères à la production :

- 1) lorsque les cultures donnent une récolte par année : prêts destinés à permettre au cultivateur de faire vivre les siens jusqu'à ce que la récolte soit vendue (l'argent dépensé pour sauvegarder la santé ou assurer l'éducation des membres de la famille du cultivateur est manifestement dépensé à bon escient et peut être assimilé à un investissement indirect à long terme dans l'exploitation);
- 2) dans les coopératives villageoises qui comptent parmi leurs membres des artisans ou des personnes exerçant de petits métiers à leur compte : prêts destinés à permettre à ces membres d'exercer leur activité;
- 3) prêts destinés au remboursement ou à la "consolidation" d'anciens prêts obtenus en général à des taux usuraires;
- 4) prêts destinés au paiement des impôts;
- 5) prêts destinés au paiement des frais entraînés par certaines cérémonies (cérémonies de mariage et cérémonies funéraires coûteuses exigées par la tradition).

Ce n'est qu'en Asie, en règle générale, que les coopératives accordent des prêts aux deux dernières fins énumérées ci-dessus. Il est à noter que les avis ne sont pas unanimes quant à l'opportunité des prêts de ce genre.

172. Les prêts sont généralement classés dans trois catégories :

- 1) prêts à court terme, pour l'achat de fournitures nécessaires chaque année (semences, engrais, etc.); pour les besoins du ménage ou de la famille du bénéficiaire; à titre de secours;
- 2) prêts à moyen terme, pour l'achat de l'outillage ou du bétail; pour la mise en train de cultures arborescentes;
- 3) prêts à long terme, pour l'achat de terres; pour la construction de bâtiments; pour les travaux d'irrigation et les autres grandes améliorations foncières.

173. Il importe que chaque type de prêts soit accordé selon des ressources appropriées. Les prêts hypothécaires à long terme sont souvent accordés par des banques coopératives de crédit hypothécaire spécialement constituées à cette fin (c'est le cas notamment aux Etats-Unis, en Inde, au Pakistan, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni). Ils peuvent être aussi consentis par des banques coopératives régionales de crédit (des banques primaires), comme on le voit en France; en pareil cas, des dispositions assez strictes fixent généralement la part du montant total des ressources susceptibles d'être utilisées à cette fin. Les prêts à moyen terme peuvent être accordés, soit par des banques régionales, soit par des coopératives de premier degré, à condition que la situation financière de ces dernières permette d'immobiliser une partie de leurs ressources pendant plusieurs années.

174. Les besoins en capitaux à moyen et à long terme ont considérablement augmenté pour de multiples raisons : progrès de la mécanisation, principalement (mais non exclusivement) en Europe et en Amérique du Nord; renforcement des normes d'hygiène et de logement du bétail, fixées parfois par la loi; installation de l'électricité et de l'eau courante, avec les fournitures et les appareils nécessaires; nécessité de moderniser et de transformer les petites exploitations pour qu'elles demeurent économiquement et socialement viables dans un monde où les normes sont celles d'une société industrielle. Certaines institutions coopératives de crédit ont pu accumuler les ressources nécessaires pour répondre à cette demande. D'autres sont peut-être moins bien placées pour y faire face. Une demande analogue se fait sentir dans les pays en voie de développement, où les coopératives de crédit, quand il en existe, ont des ressources limitées ou accordent surtout des prêts à court terme. Certains pays en voie de développement sont amenés, pour assurer à l'agriculteur des capitaux à moyen terme, à créer des organisations "faitières" - organismes spéciaux, offices de vente, banques. Même pour les prêts à moyen terme, les coopératives de commercialisation restent les unités économiques primaires.

#### Garanties et responsabilité

175. Ces deux facteurs sont interdépendants. Les premières coopératives du type Raiffeisen étaient des organisations dont la responsabilité, assumée conjointement et individuellement par les membres, était illimitée. De ce fait, elles

présentaient de grandes garanties pour les personnes qui y déposaient de l'argent et elles pouvaient consentir des prêts à leurs membres sur leur réputation et avec la caution de deux voisins, sans exiger en outre de garanties matérielles. Ce système pouvait donner satisfaction aussi longtemps qu'étaient réunies les conditions suivantes : a) la coopérative demeurait assez petite pour que tous les membres soient connus personnellement du conseil d'administration; b) les prêts étaient accordés à court terme et pour des montants relativement faibles, si bien qu'il était possible d'évaluer les risques de défaut de remboursement pour des raisons étrangères à la volonté de l'emprunteur; c) la probité en affaires était grande dans la communauté intéressée; d) les emprunteurs ne voyaient pas d'inconvénient à ce que leurs affaires financières fussent, jusqu'à un certain point, connues d'autrui.

176. Ces conditions évoluent au fur et à mesure que les coopératives de crédit s'agrandissent ou que les banques régionales sont appelées à prendre les décisions, que la demande de crédit à moyen et à long terme s'accroît et que la coopération s'étend à des communautés qui ont moins d'expérience en affaires ou moins de cohésion sociale. Il en résulte que les coopératives de crédit se constituent en organisations à responsabilité limitée et qu'elles sont amenées à demander des garanties matérielles pour les prêts, c'est-à-dire les titres sur les biens ou, parfois, des objets déposés auprès de la banque. Cette tendance n'est cependant pas universelle, et l'on rencontre encore des coopératives du type Raiffeisen "classique". Toutefois, l'autre formule - c'est-à-dire la coopérative à responsabilité limitée, avec une participation financière relativement élevée des membres - demeure très répandue.

177. Les banques coopératives de crédit hypothécaire sont habituellement des coopératives à responsabilité limitée qui accordent des prêts contre des garanties foncières. Une difficulté a été rencontrée à ce propos dans certains pays qui ont procédé à des réformes agraires. En effet, il arrive que les terres des cultivateurs, sur lesquelles ceux-ci ont au demeurant des titres incontestables, soient inaliénables et ne puissent servir de garantie à un prêt, puisqu'elles ne sauraient être réalisées en cas de défaut de remboursement.

#### Remboursement des prêts

178. Si, dans certains cas, le recouvrement des prêts se fait facilement, dans d'autres, on se heurte à plus de difficultés. Pour faciliter le recouvrement des créances, les coopératives peuvent combiner le crédit et la commercialisation, et n'accorder des prêts que pour les besoins de la production.

#### Administration et gestion

179. Autrefois, la banque rurale de crédit avait à sa tête un conseil d'administration; dans les pays qui s'inspiraient du système allemand, il y avait également une commission de surveillance qui comptait plus de membres que le conseil d'administration, mais dont les réunions étaient moins fréquentes; l'un et l'autre étaient élus par l'assemblée générale des membres. Le secrétaire était choisi sur place; il n'était pas rémunéré ou ne recevait guère plus qu'une gratification. Dans certains pays, il n'était pas toujours facile de trouver, pour ce poste, un homme sachant lire et écrire, ni de vérifier son travail après sa nomination, car les membres du conseil d'administration et de la commission de surveillance étaient eux-mêmes illettrés. Aussi, les coopératives devaient-elles se laisser guider dans une large mesure, soit par les inspecteurs désignés par les services de l'administration qui s'occupaient de la coopération, soit par les inspecteurs des banques régionales auprès desquelles elles avaient contracté des emprunts. Cette situation se rencontre encore dans de nombreux pays.

180. Dans les pays d'Europe, le problème de l'analphabétisme ne se pose plus. La législation sur la vérification des comptes des coopératives de tous genres est très stricte, et les banques de crédit, ainsi que les autres coopératives, sont membres de fédérations qui se chargent de cette tâche et dont les vérificateurs leur rendent régulièrement visite. En Amérique du Nord, les dispositions relatives à la vérification des comptes sont généralement moins strictes (sauf en ce qui concerne les unions de crédit). Les associations de crédit qui détiennent des fonds de l'Etat sont soumises cependant à un certain contrôle financier; au contraire, celles qui sont devenues indépendantes sont censées être capables de mener elles-mêmes leurs affaires.

181. Les banques coopératives régionales ou nationales sont gérées par un comité élu par une assemblée générale composée de délégués des coopératives de premier degré. Lorsque l'Etat détient des parts sociales de la banque ou contribue dans une large mesure, d'une manière ou d'une autre, à assurer à la banque ses ressources financières, le comité comprend parfois des représentants des pouvoirs publics. A ce niveau, le personnel est techniquement qualifié, et de ce fait, peut exercer avec compétence une autorité en matière de politique et de procédure, même s'il appartient au comité élu de trancher en dernier ressort. Quand les coopératives de premier degré prennent de l'ampleur, que ce soit par suite d'un essor naturel, d'une fusion ou d'une extension de leur activité, elles commencent à employer du personnel qualifié, dont une partie pourra avoir été au service de banques régionales. En effet, la constitution de coopératives à fonctions multiples a souvent pour but, entre autres, d'assurer un volume d'affaires qui permette d'employer un administrateur qualifié. A ce stade, l'influence du comité élu démocratiquement peut être contrebalancée, parfois même dépassée par celle qu'exercent les employés ou les agents des banques régionales ou locales, des services de vérification des comptes ou des services de l'administration chargés de la coopération. L'organisation coopérative gagne en efficacité, mais, si l'on n'y prend garde, elle cesse d'avoir un caractère aussi spontané et un contact aussi étroit avec les coopérateurs.

#### Sources de financement

182. Les ressources financières des coopératives de crédit se composent principalement des fonds suivants : capital social; dépôts des membres et d'autres personnes; réserves; prêts de banques coopératives régionales ou nationales; prêts de l'Etat; prêts de banques privées; avances d'offices de vente. En général, c'est par l'intermédiaire des banques coopératives nationales, lorsqu'il en existe, que les coopératives de crédit peuvent obtenir des prêts et des avances.

183. Habituellement, l'Etat ne participe au financement du crédit agricole coopératif que dans les pays où les ressources financières dont les coopératives disposent par ailleurs se révèlent insuffisantes, dans les pays qui traversent une crise économique et dans ceux où de vastes programmes d'accroissement de la productivité sont en cours d'exécution sous les auspices de l'Etat. En Roumanie, l'Etat octroie des crédits aux banques d'épargne pour leur permettre d'accorder des prêts, mais des prêts destinés à la production uniquement; les prêts octroyés à titre de secours doivent l'être sur les fonds propres des banques d'épargne. En Europe et en Amérique du Nord, la participation de l'Etat au financement du crédit agricole coopératif diminue - même aux Etats-Unis et en France, où le crédit agricole coopératif a rencontré un vif succès - au fur et à mesure que les coopératives accroissent leurs ressources financières. En Asie, l'agriculture reçoit un peu partout une aide croissante de l'Etat. En Afrique, le crédit agricole repose dans la République arabe unie pour une fraction de plus de 50 pour cent sur l'aide de l'Etat. Dans les autres pays, il est fait de plus en plus appel aux fonds publics, cela, dans le cadre même des programmes nationaux d'accroissement de la productivité.

#### Organisations de second degré

184. Comme organisations de second degré, on trouve en général des banques nationales, régionales, voire dans quelques grands pays, locales. Les organisations régionales ont parfois des fonctions multiples. Dans la plupart des pays, toutefois, les banques régionales s'occupent uniquement de transaction financière, laissant à d'autres organisations régionales les opérations d'approvisionnement et de commercialisation.

185. Les banques coopératives nationales peuvent être des institutions exclusivement coopératives, dirigées et financées par les coopératives régionales et, en dernier ressort, par les coopératives du premier degré, comme elles peuvent dépendre partiellement de l'Etat quant au contrôle et à la provenance des capitaux. En outre, dans certains pays, comme en Inde et au Pakistan, les banques coopératives régionales obtiennent les fonds dont elles ont besoin directement d'une banque nationale d'Etat, qui comprend un département expressément créé à cet effet.

186. Les banques coopératives nationales ont tendance à se spécialiser, mais ce n'est pas toujours le cas. Certaines d'entre elles s'occupent également du crédit urbain; au Japon, la banque centrale coopérative étend son activité aussi bien

à la pêche et à la sylviculture qu'à l'agriculture; en Tanzanie, la nouvelle banque coopérative est au service de toutes les coopératives du pays, à quelque catégorie qu'elles appartiennent. L'absence de spécialisation présente certains avantages. Une banque coopérative nationale n'a pas pour unique fonction de servir d'intermédiaire entre les organisations coopératives et les sources de fonds étrangères au mouvement coopératif; elle doit aussi, et peut-être surtout, fonctionner comme organisme central de compensation pour les capitaux des banques régionales. Dans un pays relativement grand où l'agriculture est diversifiée, il est possible de faire de ces fonds un usage profitable tout au long de l'année. Au contraire, lorsque la demande de capitaux a un caractère saisonnier très marqué, à des périodes où la demande aura été très forte risquent d'en succéder d'autres où les capitaux demeureront inemployés. S'il s'agit de fonds empruntés à l'Etat ou à une banque privée, ils pourront être remboursés, mais s'il s'agit de fonds d'origine coopérative, il faudra leur trouver une utilisation. On pourra y parvenir en étendant le champ des investissements aux coopératives urbaines de crédit, aux coopératives de consommation, aux coopératives de pêcheurs ou à d'autres catégories de coopératives encore.

187. Les banques coopératives nationales et régionales ne se bornent pas uniquement à financer des coopératives de crédit de premier degré qui accordent des prêts à leurs membres; souvent, elles avancent des fonds de roulement à d'autres coopératives, ou y investissent des capitaux (c'est ce que font, aux Etats-Unis, les banques régionales coopératives; aux Pays-Bas, la banque laitière; en France et en Inde, les banques régionales; en Argentine et en Uruguay, les banques coopératives nationales). Par ce moyen, ces banques peuvent étaler leurs opérations de façon plus égale sur toute l'année : en effet, la demande de capitaux à court terme, par les coopératives, pour la commercialisation et le traitement des récoltes, atteindra probablement son point culminant après celle des cultivateurs, pour le financement de la culture.

#### Ampleur des opérations : tendances actuelles

188. Sous une forme ou sous une autre, le crédit agricole coopératif assure une fraction importante des prêts à court terme destinés à l'agriculture. Pour les prêts à moyen et à long terme, au contraire, il s'est imposé moins nettement dans l'ensemble. Par suite de la rapide évolution des méthodes de culture et de l'importance donnée à l'accroissement de la production, l'organisation coopérative du crédit a tendance à prendre de plus en plus d'ampleur. On peut s'attendre qu'elle gagnera encore du terrain dans les pays en voie de développement surtout.

#### Section 4. Coopératives agricoles d'approvisionnement

##### Articles fournis

189. Dans les pays dont l'économie est déjà solidement édifiée, l'organisation coopérative pour l'approvisionnement en biens agricoles prend toute son importance lorsque le progrès technique a atteint le point où les exploitations agricoles commencent à utiliser des quantités considérables de produits et de matériel qu'elles doivent se procurer au dehors. Le coût et la qualité de ces produits deviennent alors des facteurs essentiels de la rentabilité de l'exploitation. Dans les pays en voie de développement, la coopération, en fournissant à l'agriculteur les principaux outils dont il a besoin, lui rend un service précieux, surtout dans les régions où les communications sont difficiles. Ce sont souvent des coopératives de commercialisation qui se chargent de cette tâche, donnant par là au cultivateur une raison supplémentaire d'adhésion. Parmi les principales fournitures agricoles que les coopératives d'approvisionnement achètent pour leurs membres, il faut mentionner : les engrais, les produits antiparasitaires, les aliments pour le bétail, les semences (en particulier pour les variétés donnant des rendements élevés et résistant bien aux maladies), les machines agricoles, les véhicules, les instruments et les outils agricoles de tous genres, les carburants et les lubrifiants, les fournitures pour clôtures, les matériaux de construction (y compris les éléments préfabriqués), les produits vétérinaires, les peintures et les colorants, les vêtements de travail. Dans certains pays, les coopératives agricoles d'approvisionnement fournissent également à leurs membres des denrées alimentaires ainsi que des articles et des appareils ménagers.

### Coopératives spécialisées et coopératives à fonctions multiples

190. C'est généralement à la suite de quelque autre activité que les coopératives ont compris la nécessité de s'intéresser aux fournitures agricoles. En Europe centrale, les coopératives de crédit, qui accordaient à leurs membres des séries de petits prêts pour des achats d'engrais, virent l'avantage qu'elles avaient à grouper leurs commandes. Sous les tropiques, les coopératives d'écoulement, désireuses d'accroître le volume de la production qu'elles commercialisaient, ont compris qu'elles auraient intérêt à fournir à leurs membres des produits antiparasitaires qui permettent d'accroître les récoltes en réduisant les ravages causés par les maladies. Dans de nombreux pays d'Europe, d'Asie et d'Afrique, des liens de ce genre existent encore au niveau des coopératives du premier degré. Dans d'autres pays, au contraire, notamment au Canada, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, des coopératives ont été fondées expressément pour répondre aux besoins de l'agriculture. Lorsqu'il leur est arrivé de se lancer dans d'autres activités, par exemple la vente de la production de leurs membres, ces activités ne sont venues qu'ultérieurement et sont restées secondaires. Quelques coopératives d'approvisionnement fournissent des biens de consommation, en particulier les combustibles à usage domestique et les biens durables.

191. Dans les pays de l'Europe orientale, on a généralement affaire à des exploitations collectives qui s'approvisionnent auprès des fabriques ou des offices d'importation de l'Etat. Toutefois, dans des pays comme la Hongrie, la Pologne et la Yougoslavie, où de nombreux agriculteurs cultivent encore la terre à titre individuel, ce sont les coopératives rurales à fonctions générales qui fournissent à leurs membres, avec leurs domaines, les fournitures agricoles dont ils ont besoin. Ces fournitures proviennent en règle générale des fabriques d'Etat, directement ou par l'intermédiaire d'une coopérative régionale qui les tient en stock. Parfois, les coopératives à fonctions générales achètent également des fournitures agricoles pour le compte des exploitations collectives.

192. Sans qu'il soit possible de dégager une tendance bien définie, on constate de façon générale, dans plusieurs pays d'Asie et d'Afrique, que la formule préférée est celle de la coopérative à fonctions multiples ou, tout au moins, de la coopérative d'approvisionnement très étroitement liée aux coopératives de commercialisation et de crédit (voir paragraphe 166). En Europe occidentale, à quelques exceptions près, comme en Amérique du Nord, l'avenir est, semble-t-il, aux coopératives d'approvisionnement spécialisées. On note aussi, au Japon par exemple, une tendance à la spécialisation au niveau régional, même si les coopératives du premier degré continuent d'avoir deux fonctions. La complexité des affaires traitées dans les conditions modernes et la compétence nécessaire pour acheter et stocker sont en effet si élevées actuellement que les petites coopératives rurales ne peuvent guère faire face à la situation. On se trouve donc de plus en plus souvent en présence, soit d'organisations d'une certaine importance, situées au niveau de la ville plutôt que du village, soit d'organisations solidement fédérées en coopératives régionales, qui considèrent les coopératives du premier degré comme des filiales et attendent d'elles qu'elles observent certaines normes dans leur activité et ne vendent que des marchandises fournies par elles. Ce dernier système est celui qui se rencontre le plus souvent en Amérique du Nord; il a des équivalents en Europe, où le rôle de coopérative du premier degré peut toutefois être tenu, dans certains cas, par une coopérative de crédit ou une association professionnelle de cultivateurs.

### Sources d'approvisionnement

193. Si certains pays, comme les Pays-Bas et la Scandinavie, comptent un unique magasin coopératif agricole national de gros, c'est le système des magasins régionaux de gros qui prédomine. Ces magasins, qui sont fréquemment situés dans une zone desservie par un port, sont tous suffisamment grands pour acheter à bon compte sur le marché national ou international ou pour entreprendre certaines opérations de fabrication, par exemple la production d'engrais ou d'aliments composés pour le bétail. Dans certains cas, les magasins régionaux de gros se bornent à fournir - comme les deux magasins interrégionaux de gros des Etats-Unis - un choix limité d'articles relativement coûteux.

194. Rares sont les coopératives agricoles d'approvisionnement ou les fédérations de coopératives agricoles d'approvisionnement qui possèdent leurs propres sources d'approvisionnement en matières premières, ou encore leurs usines de



production pour les machines et les appareils qu'elles vendent. Il y a cependant des exceptions. Les coopératives d'agriculteurs du Canada et des Etats-Unis sont propriétaires de puits de pétrole, d'oléoducs et de raffineries; sur leur initiative a été créée l'Association coopérative internationale des produits pétroliers, qui exporte à destination des coopératives d'Europe et d'autres régions. Certaines machines sont fabriquées par des usines coopératives (notamment au Danemark, aux Etats-Unis et en Suède). La fabrication des engrais sous forme coopérative est assez répandue (aux Etats-Unis, en Italie, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni).

195. Les aliments pour le bétail provenant des produits de la ferme, il semble que les coopératives intéressées aient là une occasion toute trouvée de nouer des relations intercoopératives très fructueuses. Sur le plan international, toutefois, les relations commerciales paraissent limitées aux transactions entre les coopératives agricoles de différents pays qui exportent ou importent des céréales. Certains achats se font cependant en commun, notamment par l'intermédiaire de la Société coopérative internationale agricole d'achat et de vente (qui a son siège à Rotterdam). En outre, certaines fabriques coopératives d'engrais exportent à destination des coopératives d'autres pays. Les droits de douane, les contingents et le contrôle des changes continuent de faire obstacle à une extension générale de ce genre de transactions internationales entre coopératives.

196. Sur le plan national, des possibilités s'offrent à une collaboration entre coopératives de catégories différentes. Au Royaume-Uni, de très importantes transactions ont lieu entre le magasin coopératif de gros et les coopératives agricoles d'approvisionnement. Le magasin coopératif de gros possède ses propres usines, qui produisent des aliments composés pour le bétail, et il a investi des fonds considérables dans une fabrique d'engrais dont les propriétaires sont des agriculteurs. A vrai dire, ce genre de collaboration est rare. Il existe toutefois des exemples, comme en Scandinavie, où la fabrique de farine de poisson par les coopératives de pêche a conduit à la création d'usines produisant des aliments pour le bétail et gérées conjointement par les coopératives de pêcheurs et les coopératives agricoles d'approvisionnement.

### Ressources financières

197. Les besoins en capitaux d'une coopérative agricole d'approvisionnement sont d'autant plus grands que la coopérative vend une gamme plus étendue d'articles. Les articles qui se vendent lentement, comme les machines agricoles, et les articles pour lesquels la demande présente de fortes pointes saisonnières, comme les engrais, nécessitent souvent des immobilisations de capitaux. Le cas échéant, la coopérative d'approvisionnement aura encore besoin de fonds pour aménager des installations de transformation ou pour octroyer des crédits à ses membres s'il n'existe pas parallèlement de système de crédit coopératif et si elle ne peut exiger de ce fait que ses membres paient comptant.

198. La plupart des coopératives d'approvisionnement s'efforcent de financer leur équipement fixe au moyen du capital social et des réserves. Toutefois, beaucoup d'entre elles doivent emprunter à des banques coopératives ou autres lorsqu'elles veulent entreprendre de nouvelles constructions ou aménager de nouvelles installations. Certaines coopératives recourent pour cela à des capitaux tournants. Presque toutes empruntent à des banques les capitaux dont elles ont besoin à certaines époques de l'année pour acheter d'avance certains articles qui font l'objet d'une demande saisonnière et, parfois, pour faire face au retard que leurs membres apporteraient au paiement de leurs achats. Dans quelques pays, ces capitaux sont fournis par l'Etat ou par des organismes semi-publics.

199. Les excédents, déduction faite des affectations destinées à accroître les ressources financières de la coopérative, sont généralement distribués sous forme de ristourne au prorata des transactions effectuées par les membres. Dans plusieurs pays dont l'économie est planifiée par l'Etat, une partie des excédents est affectée à des oeuvres sociales de caractère général, tandis que le reste est réparti sous forme d'intérêt variable sur les parts sociales.

### Administration et gestion

200. L'administration d'une coopérative d'approvisionnement qui a atteint son plein développement exige - non seulement pour la comptabilité et la tenue des livres, mais encore pour les achats, qui peuvent fort bien se faire sur un

marché mondial - la compétence qui est celle des gens "de métier" jointe à la plus grande efficacité. Les exigences sont aussi strictes pour le personnel technique et le personnel de laboratoire, qui doivent avoir de vastes connaissances techniques et scientifiques. Si la coopérative crée des équipes mobiles de réparation, si elle organise ses propres services de transport, si elle se charge d'opérations telles que le séchage des récoltes, la construction de bâtiments agricoles, l'installation de l'eau courante ou de l'électricité, ou l'exécution sous contrat de travaux de culture mécanisés, elle devra disposer d'un personnel qui ait une formation spéciale dans le domaine de la mécanique ou de l'organisation.

201. Les coopératives d'approvisionnement ont besoin, en d'autres termes, d'un personnel possédant une formation poussée. Certaines des qualifications et des connaissances exigées peuvent être acquises dans les écoles techniques et les universités; il existe cependant, dans plusieurs pays, des cours de formation destinés au personnel des coopératives et, parmi ceux-ci, des cours spécialement conçus pour le personnel supérieur des coopératives d'approvisionnement. Ces cours peuvent être donnés en régime d'internat dans un institut coopératif créé à cet effet (c'est le cas en Finlande et en Suède, par exemple); ils peuvent l'être par correspondance ou dans le cadre de brefs cycles d'études (en France, au Royaume-Uni); ils peuvent être organisés enfin avec le concours du département d'agriculture d'une université (comme aux Etats-Unis). Dans certains pays, les fédérations de coopératives conservent le contrôle de la gestion des sociétés primaires et assurent une administration d'une qualité uniforme en passant, avec les conseils d'administration de ces dernières, des contrats par lesquels elles s'engagent à fournir des directeurs qualifiés.

202. Quand les coopératives agricoles d'approvisionnement sont d'importantes organisations ou quand le pouvoir réel réside, comme c'est le cas pour les fédérations, au niveau secondaire plutôt qu'au niveau primaire, un problème spécial peut surgir quant aux relations avec les membres. Si l'on veut que l'organisation conserve son caractère coopératif, il faut veiller à ce que les coopérateurs se sentent associés à son activité. Divers moyens s'offrent à cet effet : élection des membres du comité directeur sur une base géographique ou professionnelle (cultivateurs, producteurs laitiers, maraîchers); création de commissions consultatives locales; organisation de visites, d'excursions, de causeries et de démonstrations; publication de bulletins ou de journaux; emploi de vendeurs itinérants ou de conseillers techniques; augmentation de la représentativité des coopérateurs locaux aux organismes fédératifs.

#### Organisations de second degré

203. L'activité des unions de coopératives agricoles d'approvisionnement constituées à l'échelon régional, national, voire international, revêt toutes sortes de formes. A côté des organisations de commerce général, on trouve les fabriques hautement spécialisées qui se limitent à la fabrication d'un seul article, comme les engrais. Parfois, les unions ont des liens avec les organisations d'une autre branche du mouvement coopératif, ou encore avec une organisation internationale d'achat.

#### Champ d'activité et ampleur des opérations : tendances actuelles

204. La forme coopérative d'achat des fournitures agricoles gagne du terrain à mesure que s'accroît la complexité technique de l'agriculture elle-même. Aussi est-ce pour cette raison que ce type de coopérative est le plus avancé en Europe et en Amérique du Nord où le génie rural, la chimie et la biologie sont les plus développés et où un niveau élevé de production n'a pu être atteint que par leur application intelligente. Dans les pays en voie de développement, où les méthodes de culture s'améliorent et où la recherche progresse peu à peu, il y a place - le besoin s'en fait sentir toujours plus nettement - pour des formes avancées de coopération en matière d'approvisionnement. A l'heure qu'il est, l'approvisionnement de l'agriculture est encore assuré dans une large mesure par les coopératives de commercialisation. On peut s'attendre cependant que la coopération prendra, dans ce domaine, l'une ou l'autre des formes qui ont déjà été mises au point dans les pays avancés, en s'adaptant peut-être aux conditions particulières de l'agriculture tropicale.

## Section 5. Coopératives agricoles d'assurance

### Distribution géographique

205. Les coopératives agricoles d'assurance se rencontrent dans la plupart des pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord et, en moins grand nombre, dans les pays d'autres régions dont le développement économique est analogue, tels que l'Argentine, Israël, le Japon et la République sud-africaine. Dans la plupart des autres régions, ou bien il n'existe pas de coopérative agricole d'assurance, ou bien la coopération n'en est qu'au stade purement expérimental.

### Risques couverts

206. Les risques assurés par les coopératives agricoles d'assurance peuvent être rangés dans deux catégories : risques généraux et risques expressément agricoles. Les assurances contre les risques généraux (assurance sur la vie; assurances contre l'incendie, le vol, les dégâts aux automobiles, les accidents de personnes; assurance à responsabilité civile, etc.) répondent à une nécessité qui est la même, dans une collectivité avancée du point de vue économique, pour les agriculteurs et pour les autres membres de la collectivité : rien n'exige absolument que ces risques soient couverts par une organisation exclusivement agricole, encore que nombre d'entre eux (l'incendie, par exemple) doivent parfois être évalués d'une manière différente dans l'agriculture et en dehors de l'agriculture. A côté des risques généraux considérés ci-dessus, il y a certains risques expressément agricoles, en particulier : a) la perte de bétail par suite d'accident ou de maladie; b) la perte de récoltes par suite de dégâts causés par les intempéries (surtout la grêle), les parasites ou les maladies.

207. Une catégorie assez spéciale de coopératives d'assurance s'occupe de la couverture des risques d'autres coopératives. Outre les assurances contre les risques habituels, il faut mentionner, parmi celles dont s'occupent les coopératives en question, l'assurance des produits en dépôt ou en transit, l'assurance contre la négligence et les abus de confiance du personnel et l'assurance-pensions (dans les cas où il existe des caisses nationales de pensions pour le personnel).

### Formes d'organisation

208. Il existe plusieurs formes d'organisation assez différentes qui s'écartent souvent quelque peu de la structure coopérative normale. Dans certains pays, les compagnies d'assurance ne peuvent se faire enregistrer comme coopératives et doivent demander leur inscription comme "mutuelles" ou comme sociétés commerciales, bien que, même dans ce dernier cas, elles puissent avoir un caractère essentiellement ou totalement coopératif. Les principales variantes sont les suivantes :

- 1) le réseau de "mutuelles" de village couvrant habituellement un seul risque - incendie, perte de bétail, grêle - et s'associant parfois pour constituer des sociétés régionales ou nationales de réassurance;
- 2) la compagnie nationale d'assurance constituée généralement comme filiale en pleine propriété par une ou plusieurs organisations coopératives nationales, ou encore, mais plus rarement, par une association professionnelle, par exemple, un syndicat national d'agriculteurs.

209. Il existe fréquemment plusieurs organisations coopératives nationales s'occupant d'assurance dans le même pays, soit parce que chaque catégorie de risques est couverte séparément, soit parce que les coopératives agricoles et les coopératives de consommation ont mis sur pied des organisations d'assurance couvrant les mêmes risques.

210. Quelques exemples aideront à clarifier les choses. Au Canada, les "mutuelles agricoles" d'assurance contre l'incendie, risque qui pèse toujours sur l'agriculture, ont été parmi les premières et les plus prospères des coopératives du pays. La plupart des organisations coopératives d'assurance que l'on rencontre aujourd'hui au Canada sont nées dans l'agriculture, bien que les assurés se recrutent désormais aussi bien dans le secteur urbain que dans le secteur rural. Leur activité s'étend à l'assurance contre l'incendie, à l'assurance-automobile, à l'assurance contre les accidents, à l'assurance sur la vie ainsi qu'aux régimes de pensions et de rentes. Certaines organisations sont des mutuelles placées sous le

contrôle direct des détenteurs d'une police d'assurance. D'autres sont des sociétés commerciales qui appartiennent à des coopératives; c'est généralement sous cette dernière forme que se constituent désormais les nouvelles "coopératives d'assurance". Les seules coopératives d'assurance purement agricoles sont celles qui assurent le risque de grêle et le risque d'incendie pour les silos de céréales.

211. Aux Etats-Unis, quelque 1650 mutuelles agricoles d'assurance contre l'incendie s'occupent d'assurance contre les dégâts dus au feu et aux ouragans. Nombre d'entre elles sont des sociétés relativement petites exerçant leur activité dans une zone limitée. La responsabilité civile des agriculteurs (responsabilité en cas d'accident d'automobile et responsabilité générale) est couverte par environ 25 compagnies patronnées, soit par des coopératives, soit par des organisations générales d'agriculteurs. L'activité de ces compagnies, qui sont plus importantes que les mutuelles agricoles, s'étend à un ou à plusieurs Etats; la moitié au moins du total des assurances contre l'incendie, les ouragans et les accidents d'automobile souscrites par les agriculteurs des Etats-Unis le sont auprès d'elles.

212. Dans certains pays d'Europe, les coopératives agricoles d'assurance ne couvrent chacune (parfois parce que la législation en dispose ainsi) qu'une sorte de risques. Au Danemark, par exemple, on compte cinq coopératives nationales d'assurance spécialisées par catégories de risques. En France, plusieurs milliers de petites mutuelles locales sont réunies en 65 organisations régionales d'assurance et en quatre caisses nationales qui s'occupent respectivement de l'assurance contre l'incendie, de l'assurance du bétail, de l'assurance contre la grêle et de l'assurance contre les accidents; cette dernière caisse est également chargée des assurances sociales et des allocations familiales. L'organisation dont le Danemark et la France fournissent des exemples diffère beaucoup de celles qui se rencontrent dans la République fédérale d'Allemagne et au Royaume-Uni, par exemple, où des organisations unifiées ont mis en place leur propre réseau d'agences locales et régionales et couvrent toute une gamme de risques. Sous leurs différentes formes, les coopératives agricoles d'assurance sont répandues dans toute l'Europe occidentale.

213. Dans les pays où il existe seulement des coopératives nationales d'assurance, il est d'usage que les autres coopératives leur servent d'agents locaux. Certaines de ces coopératives assurent même automatiquement leurs membres en déduisant les primes des sommes qui reviennent à ceux-ci (en paiement des livraisons de lait, par exemple).

214. Il est rare que les assurances agricoles soient obligatoires en Europe, sauf, en France, pour les assurances sociales des travailleurs ruraux, qui sont organisées sous une forme coopérative. Le Japon, au contraire, a mis sur pied un système complet d'assurance obligatoire des récoltes et des bovins, qui repose sur des mutuelles de village groupées en 46 associations préfectorales et réassurées à leur tour grâce à un fonds spécial géré par le ministère de l'Agriculture et des Forêts. Les agriculteurs peuvent assurer volontairement d'autres catégories de bétail par l'intermédiaire des mêmes organisations. En outre, des organisations distinctes s'occupent de l'assurance contre l'incendie, de l'assurance sur la vie et de l'assurance pour la reconstruction des bâtiments, sur une base purement volontaire. Rien de ce genre d'activité n'a été réalisé dans les autres pays d'Asie, encore qu'en Inde certaines dispositions permettent d'augmenter les crédits agricoles, avec l'appui financier de l'Etat, dans les périodes où l'agriculture est frappée par des catastrophes.

#### Réassurance et financement

215. Tout en constituant un capital social et des réserves par les moyens ordinaires, les coopératives agricoles d'assurance appliquent, pour financer leur activité, le système habituel des primes dont le montant est fonction de la valeur à assurer. En cas de réalisation du risque, l'indemnité est généralement fixée à un chiffre nettement inférieur à la valeur totale de remplacement de la chose assurée (au Japon, par exemple, en cas de perte d'une récolte, l'indemnité ne dépasse jamais 50 pour cent de la valeur d'une récolte moyenne).

216. Là où un capital initial important était nécessaire, de nombreuses coopératives nationales d'assurance ont fait appel à des fonds souscrits par les coopératives sous les auspices desquelles elles s'étaient constituées. Ainsi, aux Etats-Unis, ces sociétés qui couvraient les risques d'accidents d'automobile ont

été tenues légalement d'avoir un capital important qu'elles réunissaient en vendant des parts ou des certificats de participation aux agriculteurs.

217. L'assurance des risques agricoles pose des problèmes particuliers. Les catastrophes qui peuvent frapper l'agriculture sont souvent étendues et causent des pertes très lourdes au cours d'une même année. Certains risques, au contraire, tels la grêle et les orages, diffèrent en importance selon les exploitations plutôt que selon les années. Les agriculteurs dont les terres ne se trouvent pas sur le parcours habituellement suivi par les orages ne sont pas enclins à s'assurer. Les régimes obligatoires d'assurance que l'on rencontre par exemple au Japon et dans certaines régions de la Suisse ont été conçus compte tenu de ce problème.

218. En principe, toutes les coopératives d'assurance réassurent une partie des risques qu'elles assurent elles-mêmes, soit auprès de l'organisation régionale ou nationale dont elles font partie; soit auprès d'une organisation nationale d'assurance d'un autre secteur de la coopération; soit auprès d'une organisation coopérative d'assurance d'un autre pays; soit - elles sont nombreuses à le faire, pour une partie de leurs risques au moins - auprès d'une compagnie privée d'assurance. Certaines coopératives d'assurance peuvent obtenir une aide de l'Etat. Beaucoup d'entre elles répartissent leurs opérations de réassurance entre plusieurs organisations. Enfin, quelques mutuelles se chargent de certaines formes de réassurance contre les catastrophes qui peuvent frapper l'agriculture.

219. Pour pouvoir offrir des conditions d'assurance qui ne représentent pas une charge excessive pour leurs membres, de nombreuses coopératives ne se bornent pas à réassurer leurs risques ou à constituer un capital suffisant, mais s'efforcent encore de réduire les risques grâce à l'éducation des assurés. Certaines mutuelles, qui couvrent le risque d'incendie, apprennent à leurs membres à prévenir les sinistres et leur fournissent l'essentiel du matériel de lutte contre le feu. D'autres, qui assurent le bétail, dispensent des services vétérinaires.

220. Les fonds dont disposent les coopératives locales en sus des besoins courants sont généralement confiés à une organisation régionale ou nationale. Bien que le niveau des liquidités nécessaires pour répondre aux demandes normales d'indemnisation comme à celles qui feraient suite à des catastrophes exceptionnelles soit assez élevé, les grandes organisations constituées voici longtemps disposent généralement d'excédents susceptibles d'être investis à long terme. Ces fonds peuvent être prêtés directement à des coopératives d'une autre catégorie, par exemple à des coopératives agricoles d'approvisionnement ou d'écoulement; ils peuvent aussi être placés en dépôt auprès d'une banque coopérative nationale, qui les utilisera à son tour pour financer le développement du mouvement coopératif.

### Administration

221. Les premières mutuelles locales n'avaient besoin, à côté d'un secrétaire à temps partiel, exact et honnête, que d'un personnel restreint. Le conseil d'administration, pour sa part, était en mesure de gérer les affaires, qui ne posaient pas de grands problèmes. S'il existe encore, sans doute, des mutuelles administrées de la sorte, la plupart exercent désormais leur activité comme les coopératives d'approvisionnement et de commercialisation qui servent d'agences aux coopératives d'assurance, sous le contrôle d'une organisation régionale ou nationale en se conformant à des règles étudiées et arrêtées avec beaucoup plus de soin et de rigueur en ce qui concerne les primes, l'inscription des biens assurés et la déclaration des sinistres. Toutes les grandes organisations engagent aujourd'hui exclusivement des gens "de métier" pour les postes de direction et toutes disposent d'un personnel qualifié. Le conseil d'administration est parfois élu par les mutuelles rurales qui groupent ces organisations; parfois, il est simplement désigné par l'organisation coopérative nationale qui détient la totalité des parts sociales. Dans les organisations nationales auxquelles les agriculteurs sont directement affiliés et qui comptent de nombreux membres, le conseil d'administration est parfois élu par correspondance.

### Caractéristiques

222. Comme l'aura montré ce qui précède, l'organisation et la structure de l'assurance coopérative agricole ne sont pas nécessairement calquées sur le modèle coopératif habituel. Le premier stade par lequel les coopérateurs s'associent librement et assument en commun les responsabilités que comporte leur entreprise

- conditions qui sont généralement considérées comme fondamentales en matière de coopération - est parfois complètement absent. Au second degré, les coopératives d'assurance se présentent parfois comme les filiales d'unions ou de fédérations nationales, si bien que les détenteurs d'une police d'assurance n'exercent, dans certains cas, aucune influence directe. L'assurance agricole coopérative n'en est pas moins devenue, dans les pays avancés, un élément indispensable de la coopération agricole. Outre qu'elle permet à des assurés aux moyens modestes de bénéficier, à des conditions avantageuses, des avantages de l'entraide, elle peut être parfois une précieuse source de capitaux pour le mouvement coopératif.

#### Section 6. Coopératives de services agricoles

223. L'expression "services agricoles" peut s'appliquer à toutes sortes d'activités qui concourent à la production agricole et qui exigent un matériel et un personnel (eu égard aux connaissances nécessaires) dont une grande exploitation peut disposer, mais qu'une petite exploitation ne saurait se procurer de façon rentable. Les services en question peuvent avoir un intérêt aussi bien social qu'économique. Ils peuvent être assurés par une coopérative constituée à cette fin ou, à titre accessoire, par une coopérative dont l'activité a un autre but (dans ce cas, ils peuvent être partiellement financés au moyen des excédents généraux de recettes de la coopérative). Quelques quarante activités coopératives de ce genre ont été dénombrées dans le monde, dont les principales sont indiquées ci-dessous.

#### Electrification

224. Dans plusieurs pays, en particulier dans certaines régions d'Europe et aux Etats-Unis, l'électrification des campagnes a été menée à bien sur une grande échelle par les coopératives. Dans certains cas (notamment aux Etats-Unis et en France), les coopératives ont bénéficié des crédits de l'Etat. Dans de nombreux pays, au contraire, elles ont financé elles-mêmes leur activité dès le début. La méthode habituelle consiste à organiser une coopérative pour une zone relativement peu étendue, en général un village avec les fermes environnantes. La coopérative, qui est formée par les futurs utilisateurs de courant, accumule des fonds pour couvrir le coût des transformateurs, des lignes électriques locales ainsi que des installations intérieures des maisons et des bâtiments agricoles, et elle achète le courant à une centrale de l'Etat, une centrale municipale ou une centrale privée. Dans quelques rares cas, la coopérative est propriétaire d'une centrale électrique. Le courant sert surtout aux usages domestiques (éclairage et énergie) et à l'éclairage public, mais peut aussi être utilisé pour les besoins des exploitations (alimentation des appareils électriques) et ceux des industries locales, qui, souvent, ont des liens avec l'agriculture ou la sylviculture et sont gérés coopérativement. L'activité des coopératives d'électrification peut se développer grâce à l'approvisionnement, voire la fabrication du matériel et des appareils électriques, par des fédérations de coopératives d'électricité.

#### Elevage du bétail et services annexes

225. L'élevage du bétail se pratique sous une forme coopérative depuis bien des années et dans un grand nombre de pays. A l'origine, la coopérative faisait l'acquisition d'un reproducteur d'élite qui était tenu à la disposition des membres par l'un d'entre eux, auquel une fraction de la taxe perçue était versée en guise de paiement. Depuis quelques années, les coopératives d'élevage de bétail sont organisées sur une plus grande échelle et pratiquent l'insémination artificielle avec le concours d'un personnel vétérinaire hautement qualifié (en Europe et en Amérique du Nord, notamment).

226. L'élevage s'accompagne de l'enregistrement du pedigree des animaux, activité qui relève, dans certains pays, des associations qui tiennent les livres généalogiques et, dans d'autres, des coopératives d'élevage.

227. Dans plusieurs pays, le contrôle des troupeaux et l'enregistrement de la production laitière sont assurés sous une forme coopérative, soit par des laiteries coopératives, soit par des coopératives constituées expressément à cette fin (nord de l'Europe et Nouvelle-Zélande).

228. L'élevage de la volaille a donné lieu à l'exploitation de couveuses artificielles par des coopératives dont sont membres, habituellement, des aviculteurs spécialisés dans l'élevage de volaille de race, lesquels sont chargés de fournir les oeufs. Les poussins d'un jour sont vendus, sans que ce soit obligatoirement, à des membres de la coopérative. Certaines couveuses appartiennent à des centres coopératifs d'emballage des oeufs ou à leurs fédérations (au Royaume-Uni et dans d'autres pays d'Europe).

229. Les coopératives qui s'occupent de l'assurance du bétail, ou même celles qui se chargent de la commercialisation des produits de l'élevage, assurent parfois des services vétérinaires. Il arrive cependant que des coopératives se constituent expressément à cette fin.

#### Utilisation des machines

230. L'utilisation en commun des machines a débuté en Europe il y a quelque 60 ou 70 ans, lorsque des coopératives firent l'acquisition de batteuses qui allaient d'exploitation en exploitation - l'opération se faisait sous contrat - pour battre les récoltes des membres de la coopérative. Avec l'apparition de machines coûteuses, qui ne sont utilisées parfois que quelques jours par année, l'organisation coopérative de l'utilisation des machines s'est étendue surtout en Europe. La coopération, dans ce domaine, a pris deux grandes formes. Dans le premier cas, un groupe de petits agriculteurs se constitue pour acheter des machines d'utilisation courante qui servent en principe la plus grande partie de l'année, comme les tracteurs et leurs accessoires (c'est ce que font par exemple les cercles d'ouvriers agricoles en Pologne). Dans le second cas, des agriculteurs qui ont déjà fait l'acquisition, chacun de son côté, des machines d'utilisation courante dont ils avaient besoin s'associent pour acheter des machines particulièrement coûteuses d'utilisation moins fréquente, comme les moissonneuses-batteuses. Dans certains pays (en France, au Royaume-Uni et en Yougoslavie, par exemple), ces machines sont mises à la disposition des agriculteurs par des coopératives à fonctions générales, qui passent parfois des contrats avec les agriculteurs en vue de la culture de leurs terres (comme en Yougoslavie).

231. L'utilisation coopérative des machines pose toujours un certain nombre de problèmes. La plupart des opérations agricoles sont strictement saisonnières, si bien que les membres de la coopérative sont inévitablement en concurrence pour l'utilisation des machines. On peut surmonter cette difficulté en suivant l'ordre des demandes des membres ou en s'en remettant simplement à la décision d'un conseil d'administration dont l'autorité doit être bien établie. Les décisions prises de la sorte ne risquent pas moins de faire des mécontents au point que, souvent, au bout d'un certain temps, les membres préfèrent acheter leurs propres machines, afin d'en disposer librement, fût-ce à un coût beaucoup plus élevé. La détermination de la dimension optimale du groupe pose également un problème. Si le groupe est trop nombreux, les machines passeront trop de temps sur les routes, ce qui en augmentera l'usure.

232. Autrefois, les machines étaient simplement mises à la disposition des membres de la coopérative qui les utilisaient eux-mêmes. On s'aperçut que c'était une très mauvaise solution, car l'entretien laissait beaucoup à désirer, les dégâts n'étaient pas signalés et l'utilisateur ne remettait pas la machine à temps au suivant. A l'exception des tout petits groupements formés sans organisation rigide par trois ou quatre agriculteurs, les coopératives d'utilisation des machines emploient toutes, actuellement, leurs propres mécaniciens et leurs propres conducteurs, et font le relevé des heures de travail, de la consommation de carburant et des pièces remplacées. Mais cela n'apporte aucune solution au problème des réparations importantes, du stockage des pièces de rechange et de l'approvisionnement en carburant. Ces activités peuvent être prises en charge par une fédération régionale, mais, là encore, il faut tenir compte du temps nécessaire pour conduire les machines à l'atelier de réparation et de l'usure qu'entraînent ces trajets, surtout quand les routes sont mauvaises.

233. Quelque utile qu'aient été et que soient encore dans de nombreux pays les coopératives d'utilisation des machines, on peut se demander si l'avenir n'est pas surtout à l'usage en commun des machines lourdes parallèlement au perfectionnement des machines légères, d'emploi relativement peu onéreux, bien adaptées aux petites exploitations agricoles, et dont la vente pourrait être assurée par les

coopératives d'approvisionnement. Il en va déjà ainsi dans de nombreux pays, où les coopératives s'occupent aussi de stocker les pièces de rechange et d'aménager des ateliers de réparations pourvus de tout le nécessaire.

#### Amélioration et exploitation des pâturages

234. C'est d'ordinaire dans les pays où il existe des pâturages communaux, en montagne ou en zone forestière, lorsque les prairies ont été laissées à l'abandon ou pâturées de façon excessive, que l'amélioration et l'exploitation des pâturages sont prises en main par des coopératives (c'est le cas en Finlande et en Norvège). Les coopératives ferment les prairies à l'aide de clôtures ou restreignent l'exploitation d'une manière ou d'une autre en procédant parfois à des améliorations, notamment par l'irrigation ou l'emploi d'engrais. Si l'usage d'engager un berger communal pour mener les troupeaux d'un village aux pâturages éloignés est beaucoup plus ancien que les coopératives proprement dites, il a été maintenu parfois par des coopératives d'exploitation des pâturages. La création de "banques de fourrage" dans certains pays exposés à de graves sécheresses (comme en Afrique du Nord) est généralement liée à l'exploitation des pâturages : pendant une saison favorable, on cultive du fourrage, par exemple de la luzerne, que l'on peut stocker pendant de longues périodes, en prévision des époques de sécheresse.

#### Conseils techniques et recherches

235. Les coopératives qui fournissent des services de ce genre occupent une place importante dans la coopération agricole au Japon et se rencontrent également dans bon nombre d'autres pays. Elles s'attachent à rationaliser l'administration des domaines agricoles, à introduire des races de bétail et des semences améliorées ainsi qu'à faire utiliser correctement les engrais, les produits antiparasitaires et les produits vétérinaires. Parfois, leur activité s'étend à la culture de parcelles expérimentales ou de parcelles de démonstration, à moins qu'une coopérative distincte ne soit constituée à cet effet.

#### Travaux d'irrigation, conduite de l'irrigation, adduction d'eau potable

236. Il s'agit là de services coopératifs fort répandus, qui s'étendent à plusieurs domaines. Aux Pays-Bas, il existe depuis le Moyen Age des coopératives de drainage, ou tout au moins des associations d'entraide; ces organisations assurent l'entretien des digues, des fossés et des canaux, ainsi que le fonctionnement de pompes mues par les moulins à vent. Les coopératives d'irrigation que l'on trouve au Moyen-Orient et dans d'autres régions sont probablement plus anciennes encore. Toutes les associations d'aménagement hydraulique se caractérisent par le fait que la qualité de membre est obligatoire et liée à celle de propriétaire ou d'occupant des terres; et que, en tant que membres, ces propriétaires doivent s'acquitter scrupuleusement de leurs obligations, sous peine de sanctions.

237. Aujourd'hui comme autrefois, les coopératives de drainage ont pour tâche d'aménager des digues et des canaux, d'en assurer l'entretien, et d'installer des pompes (qui, de nos jours, sont généralement à moteur). Quant aux coopératives d'irrigation, elles devront construire des barrages, à moins qu'elles n'utilisent l'eau des bassins d'accumulation qui auront été aménagés, le plus souvent, par l'Etat, ou encore qu'elles ne dérivent ou ne pompent l'eau d'une rivière permanente ou d'un puits creusé à cet effet. Les coopératives d'irrigation sont solidement implantées dans les régions sèches de l'ouest des Etats-Unis, en Inde et au Soudan.

238. Il faut mentionner enfin l'alimentation des villages et des exploitations agricoles en eau potable, qui peut être assurée, soit accessoirement par une coopérative sanitaire, soit par une coopérative constituée expressément à cet effet. Parfois, les coopératives à fonctions générales se chargent d'amener l'eau jusqu'aux exploitations agricoles ou aux pâturages qui doivent être irrigués.

#### Autres services

239. On trouvera ci-dessous une liste d'autres services assurés aux agriculteurs sous forme coopérative, avec l'indication des régions ou des pays où on les rencontre :



Comptabilité	Amérique du Nord et Amérique du Sud.
Logement du bétail	Norvège, Pologne, Suède.
Fabrication d'emballages	Royaume-Uni, Europe orientale.
Création d'entrepôts frigorifiques	Amérique du Nord, Scandinavie.
Séchage des récoltes	Nord de l'Europe.
Protection des récoltes	Etats-Unis (pulvérisation par avion); Royaume-Uni (extermination des lapins); Asie (garde organisée contre les bêtes sauvages).
Aménagement des plantations	Afrique.
Protection contre le gel	Etats-Unis (culture fruitière).
Cueillette des fruits	Amérique du Nord, Nord de l'Afrique.
Défrichement de la jungle	Ceylan.
Restauration des terres	Inde, Pakistan.
Chaulage	Europe.
Meunerie	Asie.
Production de tourbe de litière	Finlande.
Production de pluie artificielle	Canada.
Plantation et récolte du riz	Italie.
Production de semences	Europe.
Tonte des moutons	Etats-Unis, Afrique du Sud.
Enlèvement de la neige	Canada, Finlande.
Installation du téléphone	Canada, Finlande.
Transport	Suède.
Aménagement de camps de travailleurs et recrutement de la main-d'oeuvre	Etats-Unis, Afrique du Sud.

#### Section 7. Utilisation collective des terres et mise en commun des ressources et des services

##### Définition

240. La présente étude n'a porté, jusqu'ici, que sur les formes de coopération agricole dans lesquelles des agriculteurs qui pratiquent la culture à titre individuel s'unissent pour vendre leur production, emprunter de l'argent, s'approvisionner en matériel et en matières premières ou organiser à leur profit des services déterminés. Cependant, dans un certain nombre de pays, on a appliqué à l'organisation et à la gestion proprement dites des exploitations agricoles des méthodes plus ou moins coopératives. Ces méthodes ont été introduites pour des raisons diverses : elles peuvent être l'instrument de la politique de l'Etat, quand celle-ci vise à instaurer une nouvelle forme d'organisation sociale, politique ou économique; elles peuvent s'inscrire dans le cadre des plans de l'Etat en matière de réforme agraire, de colonisation rurale ou de restauration des terres; elles peuvent s'imposer encore dans des groupements qui se constituent spontanément sous une autre impulsion que celle de l'Etat pour faire face à des problèmes précis. L'exploitation coopérative des domaines agricoles peut revêtir une forme intégrale : la propriété des terres est dans ce cas entièrement collective; la main-d'oeuvre, les

récoltes et les services sont alors gérés collectivement; elle peut se limiter, au contraire, à des fins précises (comme l'irrigation ou l'établissement de plans de rotation des cultures), auquel cas la mise en commun des ressources et des services est plus ou moins poussée.

241. Les pays qui ont joué le rôle de pionnier dans ce domaine sont apparemment les Etats-Unis - où furent créées au XIX<sup>me</sup> siècle, par des groupements religieux, des colonies communautaires qui eurent une longue existence - et Israël - où un grand nombre des premiers colons juifs s'établirent, non pas sur des exploitations individuelles, mais sur des exploitations collectives connues désormais sous le nom de kibboutzim.

#### Propriété collective des terres

242. Les kibboutzim d'Israël offrent sans doute l'exemple le plus achevé d'agriculture collective fondé sur la propriété collective des terres. Dans ces communautés, tous les biens sont propriété collective, et toute la production comme tous les services sociaux sont organisés sur une base collective. Fondés sur le principe "chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins", les kibboutzim ont une organisation égalitaire et démocratique, en ce sens que toutes les décisions expriment la volonté de la majorité. L'adhésion au kibboutz est libre et volontaire. La collectivité subvient entièrement aux besoins des membres qui ne touchent aucun salaire ni aucune rétribution en espèces. Autre forme d'exploitation agricole collective qui se rencontre en Israël, le mochav chitoufi est fondé, lui aussi, sur la propriété collective des terres et l'organisation collective de la culture et du travail; toutefois, cette forme d'exploitation sauvegarde la vie privée des agriculteurs, qui possèdent, à titre individuel, leur maison (celle-ci leur appartient définitivement), leurs meubles et leurs affaires personnelles, et qui touchent une allocation mensuelle en espèces pour faire face aux besoins personnels des membres de leurs familles. Tous les kibboutzim, comme beaucoup d'autres coopératives agricoles, sont membres, directement ou indirectement, de l'Histadrout (Confédération générale du travail) qui, par l'intermédiaire d'organisations commerciales, leur procure toutes les fournitures agricoles et domestiques dont ils ont besoin, écoule leur production, leur prête des fonds et se charge de la vérification des comptes et du contrôle.

243. En Chine, le système d'utilisation des terres est passé rapidement par plusieurs phases distinctes : réforme agraire, création d'équipes d'entraide, mise en commun des terres, collectivisation totale. En 1958, le gouvernement chinois a décidé le "grand bond en avant", à la suite de quoi l'ensemble du système agricole semble avoir été réorganisé en l'espace de quelques mois en communes de grandes dimensions, qui englobent non seulement les activités agricoles, industrielles et sociales, mais aussi toutes les fonctions de l'administration locale, y compris le service militaire. Il était prévu - et cela a été certainement réalisé en bien des endroits - que les travailleurs quitteraient leurs foyers, dormiraient dans des dortoirs collectifs et prendraient leurs repas dans des cantines. Des crèches et des jardins d'enfants ont été créés pour recevoir les enfants, si bien que les femmes peuvent ainsi consacrer tout leur temps à l'agriculture. Le travail devait être organisé selon des principes militaires, par compagnies, sections et groupes, et non plus sur une base familiale. Les membres des communes ne devaient pas se répartir le revenu de celles-ci, mais toucher un salaire fixe, calculé partiellement en denrées alimentaires et en autres biens de consommation compte tenu de la valeur estimée des services collectifs rendus, et partiellement en espèces. On créa dans les communes un département chargé de l'approvisionnement et de l'écoulement des produits, et notamment des livraisons à l'Etat, ainsi qu'un autre département s'occupant des questions financières et servant de filiale de la banque populaire.

244. Les premières années qui ont suivi la création des communes ne semblent pas avoir amené l'accroissement de la productivité que l'on escomptait. Toutefois, on a attribué dans une large mesure aux catastrophes naturelles - inondations et sécheresse - qui ont frappé le pays le fait que la production agricole n'a pas été bonne. Le système des communes, dans sa forme originale, n'en a pas moins été modifié à deux égards : on a rétabli un stimulant matériel en versant aux travailleurs un salaire qui est fonction de leur production et on a restauré la vie familiale en laissant aux membres de communes, en plus de quelques biens personnels, un domaine qui leur appartienne en propre et en autorisant la mise en exploitation individuelle.

245. En Italie, les domaines coopératifs dits "indivis" sont cultivés en commun. Dans certains cas, cependant, ils appartiennent à des fédérations auxquelles sont affiliées des coopératives d'autres types et sont exploités par des équipes coopératives d'ouvriers qui travaillent également sous contrat dans les domaines privés. Les exploitations en question se sont toutes créées librement et indépendamment de l'Etat.

246. En Inde, on trouve également des exploitations agricoles cultivées en commun sur la base de la propriété collective des terres. Toutefois, ces exploitations conservent dans une large mesure un caractère expérimental. Les cultivateurs qui en font partie sont, soit des réfugiés du Pakistan, soit d'anciens ouvriers agricoles qui ne possédaient pas de terres et qui se sont vu offrir des terres de l'Etat à condition de les cultiver en commun, ou en étant fortement encouragés à le faire ainsi. Dans le cas des colonies de réfugiés, qui étaient composées habituellement d'agriculteurs expérimentés, les résultats ont généralement été bons, encore que certaines colonies soient revenues à la propriété individuelle des terres, lesquelles cessent ainsi d'appartenir intégralement à la collectivité des membres. Toujours en Asie, la Malaisie a été le cadre d'une autre expérience intéressante de propriété et de mise en exploitation collectives : en effet, plutôt que de morceller les anciennes plantations de caoutchouc pour les cultiver à titre individuel, les petits agriculteurs ont préféré parfois les cultiver en commun. Dans un grand nombre de pays en voie de développement d'Afrique, les programmes d'accroissement de la productivité font une place toujours plus grande, sous le signe de l'entraide, à la propriété et à l'exploitation collectives.

247. Conformément à la politique de l'Etat, l'U.R.S.S. et la plupart des pays de l'Europe orientale comptent un grand nombre d'exploitations agricoles d'Etat, nombre qui pourrait même augmenter, surtout dans les "terres vierges" de l'Asie soviétique. Cela dit, l'exploitation des terres est généralement organisée dans la plupart des cas sous une forme collective. La première étape a été l'expropriation des propriétaires fonciers et des gros propriétaires-exploitants. Les anciens fermiers et les anciens ouvriers agricoles se sont vu habituellement attribuer une partie de ces terres mais, après un temps qui a pu être plus ou moins long selon les pays, ils ont été invités, comme les petits propriétaires-exploitants, à remettre leurs terres à une exploitation collective, qui englobe habituellement tous les habitants d'un village, voire parfois de plusieurs villages. Ces terres ne devaient constituer ensuite qu'une seule grande exploitation. Toutefois, les membres conservaient à titre personnel une petite parcelle (d'une superficie en général au plus égale à un hectare), ainsi que quelques animaux, tandis que la vie familiale était sauvegardée.

248. Comme une coopérative, une exploitation collective possède un mécanisme de contrôle démocratique. Toutefois, la désignation des membres du conseil de surveillance et, semble-t-il, des titulaires des postes de direction et des emplois techniques, nécessite l'accord officiel. Les présidents peuvent être choisis en dehors du cercle des membres. En outre, la production est organisée conformément au plan national, dont l'exécution appartient aux régions, districts et exploitations collectives. Jusqu'à ces derniers temps, elle était également contrôlée par les stations de machines et de tracteurs de l'Etat, qui détenaient toutes les machines nécessaires pour les travaux agricoles, qu'ils exécutaient sous contrat pour les exploitations collectives. A ces stations étaient rattachés des experts en mesure de donner des avis autorisés.

249. Le travail dans l'exploitation est organisé sur la base des "brigades" de travail qui comptent le même nombre de membres pendant tout le cycle de culture ou, si elles s'occupent de bétail, pendant une durée de trois ans au minimum. La brigade est subdivisée en détachements. Le montant de la rémunération, qui est fonction du nombre de journées de travail que la brigade a accomplies, est versé à son chef, qui le répartit entre les membres en fonction du travail effectué. Le travail bien fait donne parfois lieu au paiement d'une prime, tandis que le travail mal fait peut valoir aux responsables une amende, une retenue sur leur rémunération, avec l'obligation de refaire le travail sans paiement, la suspension, voire l'expulsion. En règle générale, le travail sur l'exploitation collective n'excède pas 150 à 200 jours par an. Une partie des journées qui restent tombe en hiver, à une époque où il est impossible parfois de travailler aux champs; pendant une autre partie, les membres de l'exploitation collective cultivent vraisemblablement leurs propres lopins de terre. Les membres conservent leurs maisons et ne vivent pas en

commun, encore que des services, tels que des clubs, des crèches et des dispensaires puissent être organisés à leur intention.

250. Les exploitations collectives commencent avec les terres, le bétail et le matériel qu'apportent leurs membres. En outre, au début, les machines et le courant électrique sont généralement fournis par la station de machines et de tracteurs. Dans ces conditions, les exploitations n'ont pas besoin d'un capital initial important et peuvent se constituer des ressources financières avec le temps. Le système adopté en U.R.S.S., par exemple, a subi beaucoup de modifications au cours des années. Au début, tout ce qui dépassait le minimum nécessaire pour répondre aux besoins des membres, acheter des semences et faire face aux frais d'exploitation, était livré à l'Etat. Par la suite, les exploitations collectives ont été appelées à livrer à l'Etat, à un prix fixé à un niveau très bas, une certaine proportion, fixée tout d'abord à 35 pour cent, puis à 23 pour cent, de la récolte calculée (et non de la récolte effective) de céréales. Le prix des récoltes industrielles était relativement plus élevé. En outre, dans la plupart des pays qui avaient adopté le système des exploitations collectives, une certaine quantité de lait et de viande devait obligatoirement être livrée sur la production du bétail, que celui-ci fût propriété collective ou propriété privée. Dans de nombreux pays, ces livraisons obligatoires ont été progressivement réduites (même supprimées en U.R.S.S.). L'Etat reste néanmoins le principal acheteur, les coopératives rurales de consommation servant souvent d'intermédiaires pour ces achats (voir chapitre 2, paragraphe 62).

251. Après les livraisons à l'Etat, l'assemblée générale de l'exploitation collective décide, dans les limites où elle est autorisée à le faire, ce qu'il faut réserver pour les semences, le fourrage, les stocks, l'alimentation collective, le cas échéant, et l'entretien des membres non productifs du village. Une partie de la récolte est vendue à l'Etat, à des institutions d'Etat, aux coopératives de consommation ou sur le marché, contre des espèces qui permettront de faire face aux impôts, aux assurances, aux frais d'administration et à l'augmentation du capital et de payer éventuellement un salaire en espèces aux membres. Ce salaire, qui ne représente qu'une faible partie de ce que reçoivent les membres, est versé chaque mois ou à la fin de l'année. La majeure partie du revenu des membres est versée en nature, à la fin de l'année, sur ce qui reste finalement des céréales et des autres denrées alimentaires, lorsque tous les paiements ont été effectués.

252. La part des produits attribuée à chaque membre doit servir avant tout à son alimentation, mais tout ce dont l'intéressé et sa famille n'ont pas besoin peut généralement être vendu au marché contre espèces. Cette part dépend du nombre de journées de travail que le membre a fournies. Au début, la rétribution des membres comprenait l'intérêt du capital et parfois des terres apportées par ceux-ci à l'exploitation collective; mais, elle était égale pour tous, déduction faite des allocations familiales. Mais ce système ne paraissait guère stimuler les intéressés et on l'abandonna pour verser des salaires fixes au personnel administratif et aux conducteurs de tracteur et pour accorder aux travailleurs manuels non qualifiés une rétribution déterminée mais variable selon le genre de travail.

253. En Pologne et en Yougoslavie, on est revenu de la propriété collective à la propriété individuelle des terres. Abstraction faite des exploitations d'Etat, l'agriculture collective est pratiquée sur une superficie qui ne représente pas plus de 2 pour cent de la superficie totale des terres cultivées dans ces deux pays. Au contraire, dans la République démocratique allemande, en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie, en Tchécoslovaquie et en U.R.S.S., la collectivisation serait presque complète. Il en est de même en Asie, en Corée du Nord et au Viet-Nam du Nord. En U.R.S.S. notamment, les machines agricoles ont été transférées, contre paiement, des stations de machines et de tracteurs aux exploitations agricoles. En outre, il a été décidé - il n'est pas sûr, toutefois, que l'application de cette décision soit très avancée - de fédérer, sous une forme ou une autre, les exploitations collectives au sein d'une organisation coopérative d'achat qui assurerait l'approvisionnement en fournitures agricoles.

254. Au Mexique, les différentes réformes agraires qui ont été menées à bien progressivement au cours d'une bonne partie de ce siècle ont abouti à la renaissance de l'ejido traditionnel ou commune rurale. Ainsi, dans la plupart des villages, les pâturages, les bois et les droits d'eau appartiennent au village, tandis que les terres arables sont divisées en parcelles familiales, qui passent de

père en fils sans qu'il y ait toutefois de droit de propriété. Dans 5 pour cent environ des ejidos - ce sont généralement ceux qui sont issus de l'expropriation de domaines privés mis en valeur intensivement où l'on pratique des cultures commerciales comme celle du coton -, la terre n'a pas été divisée, mais elle est propriété collective des membres, qui la cultivent en commun. Les emprunts et la vente des produits se font sur une base collective; le revenu de l'exploitation est distribué ou utilisé pour la création de services collectifs. Le contrôle est exercé par un comité élu, qui nomme le personnel, à commencer par le directeur. Toutefois, pour apporter une aide aux ejidos en exerçant une certaine surveillance, l'Etat a créé une banque spéciale, qui comprend une agence expressément chargée des ejidos collectifs situés dans la zone de culture du coton. Cette agence exerce des fonctions qui vont bien au-delà des opérations de banque courantes. Elle compte en effet cinq départements : production, écoulement et recherche, organisation et surveillance, agriculture technique, génie rural. Après avoir commencé par fournir des machines, des outils et des bêtes de trait, elle a créé un parc de machines, pour se charger, enfin, de la vente du coton et du blé. Les ejidos collectifs ont contribué à améliorer la situation sociale des anciens ouvriers des grands domaines, surtout en ce qui concerne les écoles, les services médicaux et les salaires. Le résultat n'a pas été aussi probant du point de vue de la production. Enfin, les problèmes que pose la discipline du travail dans une organisation démocratique n'ont jamais été complètement résolus.

255. Toujours dans le domaine de la culture en commun fondée sur la propriété collective des terres, il faut mentionner enfin les initiatives de quelques cultivateurs qui deviennent collectivement propriétaires de terres où ils forment une petite unité de production. C'est le cas au Japon, où les coopératives de mise en valeur des terres assurent à de nombreuses petites associations de ce genre de grands services en matière de commercialisation, d'approvisionnement et de crédit. Une expérience du même genre a été tentée sur une petite échelle à Zúñiga, en Espagne, où les habitants du village ont mis en commun leurs ressources pour former une seule exploitation et où les terres, comme les machines, sont propriété collective de tous.

#### Mise en commun des ressources, du travail et des services

256. La culture peut également être pratiquée sous une forme coopérative avec le régime individuel de la propriété des terres. Dans ce cas, l'action commune porte uniquement sur certains aspects ou sur tous les aspects de la culture, ainsi que sur la commercialisation de la production, l'approvisionnement, le crédit, l'utilisation des machines, etc.

257. En Inde, les associations de culture en commun sont très répandues dans les zones où l'on rencontre de petits propriétaires, dont les domaines ne sont pas assez grands pour être cultivés rentablement; ils ont donc intérêt à mettre leurs terres en commun. Les membres de ces associations cultivent les terres sous la direction d'un comité élu et d'un directeur nommé par ce comité. Ils travaillent en commun et touchent un salaire pour les journées de travail qu'ils ont effectuées. Les membres restent propriétaires de leurs domaines respectifs, ce qui se traduit par le versement d'un dividende proportionnel à la valeur des terres apportées par eux. Produites collectivement, les récoltes sont aussi écoulées collectivement. Après les versements d'usage aux réserves, les excédents de recettes sont répartis entre les membres en proportion de leurs salaires. L'association obtient des prêts, des fournitures agricoles et des machines; elle organise différents services, pour l'ensemble des membres, et, dans leur intérêt, elle s'attache à introduire des améliorations dans la culture.

258. Les coopératives de viticulture de la République fédérale d'Allemagne offrent un autre exemple de culture en commun pratiquée sur des terres qui demeurent propriété individuelle. Les membres de ces coopératives labourent, amendent et plantent leur domaine en commun. Par la suite, l'exploitation se poursuit à titre individuel; toutefois, la coopérative se charge de l'installation de dispositifs d'arrosage et de l'adduction de l'eau. Enfin, les cultivateurs intéressés portent habituellement leur choix sur les mêmes cépages et traitent et écoulent leur production en commun.

259. Dans d'autres cas, où la propriété des terres est individuelle et où la culture est pratiquée pour la plus grande partie d'une façon individuelle également, la coopérative agricole permet de grouper tous les moyens de production et de vente. En Yougoslavie, cette solution a été choisie dans le cadre de la politique de l'Etat; les prêts, les machines et les matières premières fournis à l'agriculture par les pouvoirs publics le sont, comme l'aide technique, par l'intermédiaire de coopératives à fonctions générales. En Pologne, les associations de cultivateurs constituent des parcs de machines agricoles et organisent des services de crédit et de commercialisation selon la formule coopérative; de même, elles exécutent en commun des programmes locaux de restauration des terres, de drainage et d'irrigation.

260. En Inde, il faut mentionner encore les coopératives de fermage, qui possèdent des terres qu'elles donnent en fermage à leurs membres sous forme de domaines individuels. Ces terres doivent être cultivées conformément au plan établi par la coopérative, laquelle assure aux membres, si ceux-ci le désirent, les services de crédit, d'approvisionnement et de commercialisation habituels. Il ne semble pas toutefois que, parmi les institutions qui peuvent contribuer au développement de l'agriculture, les coopératives de fermage rencontrent le même succès que les coopératives où la culture est pratiquée sous une forme collective.

261. En Israël, des colons qui n'étaient pas attirés par la vie et la discipline communautaires des kibboutzim ont créé les mochvei ovdim, villages aménagés avec soin et entourés de terres qui sont attribuées, généralement par parcelles égales, aux cultivateurs membres du mochav. En outre, chaque mochav comprend un certain nombre de membres qui ne pratiquent pas l'agriculture. Pour obtenir des terres à ferme, il faut s'engager à se conformer à un plan général de culture, à respecter les normes de culture approuvées et à avoir recours aux services coopératifs pour la vente, l'approvisionnement en fournitures agricoles et ménagères, l'élevage, l'irrigation et l'usage des machines. Parfois, le mochav s'occupe aussi, en qualité d'autorité locale, du contrôle de l'occupation des terres, des routes, des écoles et des services de santé, lorsque ces questions ne relèvent pas d'une organisation parallèle. Dans ses détails, l'exploitation des parcelles reste du ressort des membres, qui conservent leur vie familiale. Le nombre des colonies organisées sur ce modèle s'est accru ces dernières années. La formule du mochav s'est révélée particulièrement appropriée pour établir de "nouveaux immigrants" venus du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord après la création de l'Etat d'Israël. La plupart de ces immigrants n'avaient aucune formation agricole ni aucune notion de la coopération et ne possédaient pas davantage les moyens de s'installer sur des exploitations individuelles. Ils avaient besoin d'une aide considérable qu'ils reçurent des membres des premiers mochavim, lesquels devaient remplir des fonctions de directeur et d'instructeur dans les nouvelles colonies.

#### Colonisation rurale et réforme agraire

262. Des solutions analogues ont été adoptées dans les pays qui ont entrepris d'installer de vastes groupes de colons sur des terres nouvellement mises en valeur, ou encore d'exproprier les propriétaires de grands domaines et de donner aux ouvriers agricoles ou aux métayers qui les cultivaient un droit de propriété collectif sur ces terres. Dans une large mesure, c'est de cette manière précisément qu'est menée à bien actuellement, sous la direction d'organismes de l'Etat créés dans chacune des régions intéressées, la réforme agraire qui a été entreprise en Italie. Toutes les exploitations sont individuelles. Après le remboursement de la dette initiale, elles deviendront propriété absolue du colon. L'attribution d'un domaine est soumise à la condition que le colon deviendra membre, pour vingt ans au minimum, d'une coopérative assurant l'approvisionnement en fournitures agricoles, l'écoulement de la production ainsi que l'exécution de travaux mécanisés. Au début, les organismes de l'Etat prennent des parts sociales dans les coopératives et exercent un contrôle étendu, mais il est prévu qu'ils se retireront finalement et laisseront la gestion des affaires des colonies aux coopératives.

263. En Egypte, la réforme agraire qui a suivi la révolution de 1952 visait à transférer à de petits exploitants la propriété de domaines entièrement mis en valeur, sans nuire à la capacité de production de ces domaines. Ceux-ci sont divisés en trois lots, qui sont cultivés par rotation. Les terres de chaque petit propriétaire sont réparties dans les trois lots, à raison d'un tiers dans chaque lot. On peut ainsi assurer une judicieuse rotation des cultures et utiliser des machines lourdes. Tous les colons doivent faire partie d'une coopérative qui assure des services d'écoulement, d'approvisionnement et de crédit, entre autres, mais ils ne sont pas tenus d'avoir recours dans tous les cas aux services en question. Le système tout entier est placé sous le contrôle de la Haute Commission de la réforme agraire; il n'est pas entièrement autonome, mais doit finalement le devenir. Il est intéressant de relever que, dans un certain nombre de villages qui ne sont pas directement touchés par la réforme agraire, des coopératives chargées de la réorganisation des terres villageoises en trois lots ayant des cultures différentes ont été créées volontairement.

264. Au Soudan, le programme de la Gezireh, qui est conçu à certains égards sous la forme coopérative, a abouti à remplacer une agriculture primitive semi-nomade par une agriculture extensive moderne, sans que les tribus qui détenaient des droits sur les terres situées dans la région où le programme a été appliqué fussent chassées de ces terres. Les fermiers pratiquent la culture sur des unités agricoles standardisées avec l'aide technique d'un conseil national dans des domaines tels que la gestion financière, l'utilisation des engrais, l'exécution en commun des labours profonds, l'irrigation et l'établissement des plans de culture. Ils cultivent des produits vivriers et fourragers dont les récoltes leur appartiennent en propre. Ils reçoivent également une fraction des bénéfices réalisés sur la vente du coton, qui est la principale culture marchande.

265. Des programmes qui rappellent celui de la Gezireh ont été mis à exécution en Tanzanie dans les régions anciennement réservées à la culture de l'arachide. La "Tanganyika Agricultural Corporation", organisme quasi public, fournit aux fermiers une aide qui comprend le crédit, l'établissement des plans de culture (les fermiers bénéficient dans ce domaine d'une direction et de conseils techniques) et l'exécution de travaux mécanisés. La part de responsabilité et la marge de décision laissées aux fermiers devraient s'accroître progressivement avec le temps. Au Nigéria, dans les programmes de colonisation rurale, la famille constitue une unité économique et sociale distincte, qui cultive sa propre exploitation en recourant à des services organisés sous la forme coopérative. Habituellement, la colonisation s'effectue en trois phases, soit une année de formation dans un institut agricole, deux années de travail et de vie communautaires consacrées à l'aménagement de la zone de colonisation; ensuite, les colons s'installent sur les exploitations familiales délimitées dans la colonie. Il existe un parc central de machines, de même que des services centraux de traitement, de stockage et d'écoulement de la production. Un certain contrôle est exercé par les services de l'administration sur les méthodes d'élevage et les plans de culture.

266. Dans certains pays de l'Amérique du Sud, les programmes coopératifs de colonisation rurale sont inspirés par l'Etat, qui y voit un moyen de mettre en culture des terres fertiles. Au Chili, par exemple, ces programmes sont exécutés sous la direction technique de la Banque pour la colonisation rurale, qui finance les projets et choisit les colons. Dans leur forme ordinaire, les colonies sont une organisation coopérative. Les membres exploitent les domaines qui leur sont attribués et touchent le produit de leurs récoltes personnelles. La culture est individuelle, contrairement aux services techniques (machines et installations) et administratifs qui ont organisés sous une forme collective. Ces colonies étant créées dans le cadre de programmes de colonisation agricole arrêtés et financés par l'Etat, leur fonctionnement et leur organisation sont placés sous le contrôle de l'Etat.

267. Des programmes de colonisation intérieure ont été mis à exécution à l'intention de colons dépourvus de terres (d'anciens membres des forces armées, souvent) au Canada, dans la province de la Saskatchewan, et à Chypre. Au Royaume-Uni, l'Association de la colonisation rurale s'occupe, depuis une trentaine d'années, de l'établissement de petits propriétaires réunis en groupes organisés.

Dans une large mesure, l'administration des domaines relève d'un directeur et d'autres fonctionnaires, ce qui n'empêche pas qu'il existe des associations d'agriculteurs.

#### Mise en commun partielle des ressources à des fins déterminées

268. Les coopératives étudiées ici n'ont jamais atteint un grand développement, mais l'intérêt qu'elles présentent provient de ce que presque toutes se sont formées spontanément pour répondre à des circonstances particulières. Ces initiatives ont presque toujours un but d'ordre technique - tel que l'introduction de méthodes modernes de culture, soit dans des exploitations agricoles trop petites pour faire les investissements nécessaires, soit parmi des agriculteurs n'ayant ni le temps ni les connaissances indispensables pour en faire un usage fructueux. La formation de coopératives de ce type est fréquente dans les pays avancés ainsi que dans les régions occupées par de petits domaines et situées en bordure des zones industrielles, où les exploitations ne peuvent plus faire vivre une famille selon les exigences actuelles et où les jeunes gens, comme les hommes actifs, travaillent volontiers dans l'industrie.

269. Ainsi qu'on l'a déjà signalé, en Allemagne, où la coopération s'est imposée dans la viticulture (voir paragraphe 258), des agriculteurs mettent parfois en commun les terres destinées à la culture du tabac, en vue d'en assurer l'irrigation par aspersion. L'achat de semences, de même que l'organisation de la culture (plan de rotation et méthodes de culture) s'effectuent souvent en commun. Dans certaines régions où est pratiquée la culture fruitière, les arboriculteurs arrêtent aussi souvent en commun les programmes de plantation et s'assurent en commun, par la suite, les services d'un expert pour la taille, le greffage, le traitement des arbres et la lutte contre les parasites.

270. En Inde, dans certaines régions, des associations se sont constituées en vue d'introduire des méthodes de culture perfectionnées. Les membres s'engagent à suivre un plan de culture et effectuent en commun, par l'intermédiaire de l'association, un certain nombre d'opérations (achat de semences et de machines, labours, récolte, garde contre les animaux causant des dégâts aux cultures, utilisation des machines).

271. Dans de nombreux pays, les domaines agricoles ont non seulement une faible superficie, mais, par le hasard des héritages, des apports dotaux, des cessions pour dettes et autres circonstances, ils sont morcelés en un grand nombre de petites parcelles dispersées ici et là. Cette situation empêche une utilisation rationnelle des terres et conduit à un important gaspillage à cause de la nécessité de réserver des voies d'accès ou de l'impossibilité d'amener l'eau jusqu'aux parcelles isolées. Souvent le remembrement parcellaire a été entrepris par l'Etat à titre obligatoire, l'accord des villages intéressés au plan détaillé de redistribution des terres ayant été généralement obtenu. Cependant, dans certains cas, en Inde et au Pakistan notamment, le remembrement parcellaire s'est effectué en grand sous une forme coopérative volontaire.

272. En Yougoslavie, on essaie d'accroître les récoltes par les cultures de plein champ grâce à un système de contrats conclus entre des coopératives agricoles à fonctions générales et les propriétaires de petites exploitations. Dans certains cas, la coopérative s'engage à fournir les semences et les engrais ainsi qu'à effectuer les opérations de culture mécanisées, tandis que les propriétaires se chargent d'exécuter tous les travaux agricoles accessoires selon des méthodes approuvées. Ils reçoivent un loyer pour leurs terres et un revenu minimum leur est garanti. Tout excédent est partagé selon un système convenu. Dans d'autres cas, les agriculteurs louent simplement leurs terres à la coopérative, qui en assure la culture. Les agriculteurs peuvent encore bénéficier de prêts à la production à condition de s'engager à exploiter leurs terres par les méthodes approuvées. Enfin, ils peuvent cultiver certains produits dont la vente est directement assurée par la coopérative, qui leur fournit des semences et des engrais.



273. Ce système de contrats présente de grandes analogies avec l'intégration verticale qui est en cours au Canada, aux Etats-Unis et, jusqu'à un certain point, dans les pays de l'Europe occidentale. Cette intégration est presque entièrement due à l'action d'entreprises privées qui ont généralement des débouchés sur le marché de détail. Les entreprises en question, qui doivent pouvoir compter sur un approvisionnement régulier en produits garantis uniformes, sont disposées à avancer les capitaux nécessaires aux agriculteurs qui veulent bien orienter leurs cultures dans ce sens. Ce système a fait naître certaines inquiétudes, car il peut aboutir à priver les agriculteurs de leur indépendance et de leur liberté de diversifier leur production, puis de la vendre sur le marché le plus favorable. Les coopératives des pays intéressés cherchent le moyen d'opérer une intégration verticale sur une base coopérative et sous le contrôle final des cultivateurs eux-mêmes. Cette intégration ne serait pas obtenue par la constitution de groupes d'agriculteurs et l'utilisation en commun des terres, mais reposerait sur un certain contrôle de l'exploitation des domaines agricoles, contrôle qui serait exercé par une coopérative représentant tous les cultivateurs du groupe.

#### Tendances et objectifs

274. L'agriculture réclame toujours davantage des méthodes d'exploitation et une organisation perfectionnées. Face à cette exigence, il semble que l'on s'oriente surtout vers la création de vastes unités économiques. En U.R.S.S. et dans plusieurs pays de l'Europe orientale, on a tendance à accroître les dimensions des exploitations agricoles par voie de fusions; cette évolution s'inscrit dans le cas d'une politique qui vise à la création d'"agrovilles" (c'est-à-dire d'agglomérations rurales aménagées comme des villes) et au relèvement des revenus agricoles jusqu'au niveau atteint dans l'industrie. En Pologne et en Yougoslavie, les coopératives à fonctions générales, qui assurent aux cultivateurs toute une gamme de services techniques, ont été créées pour permettre l'intégration des petits agriculteurs dans le schéma économique général de la production et de la demande de produits agricoles. L'apparition de coopératives de services organisés au niveau régional ou national au Canada, aux Etats-Unis et dans les pays d'Europe s'explique de la même manière, si ce n'est qu'aux raisons indiquées plus haut s'ajoute le souci d'éviter que les agriculteurs ne soient dominés par les entreprises privées, les témoins passifs du phénomène d'intégration verticale.

275. Dans les systèmes de mise en commun des terres, du travail et des ressources, on admet de plus en plus qu'il importe de sauvegarder la vie familiale des agriculteurs et de leur laisser un petit domaine qu'ils puissent cultiver pour leurs propres besoins. En U.R.S.S. comme dans d'autres pays, on reconnaît que les agriculteurs doivent avoir un stimulant matériel, ce qui se traduit par l'introduction de nouveaux systèmes de rémunération.

276. L'institution de différents types de coopératives d'exploitation en commun peut répondre à des préoccupations d'ordre idéologique ou technique. Il est bien évident que l'on vise à la fois, en général, une transformation sociale et un progrès technique. Dans les pays dont l'économie est planifiée, on a recouru à la forme coopérative d'exploitation en commun pour atteindre les objectifs assignés à la production agricole nationale. Dans les pays en voie de développement, cette même solution a été adoptée dans le cadre des programmes d'accroissement de la productivité. Ailleurs, on a choisi la forme coopérative d'exploitation pour rationaliser les méthodes de culture et accroître la productivité de façon uniforme dans l'agriculture. Dans de nombreux programmes de colonisation rurale, de réforme agraire et de remembrement parcellaire, les méthodes coopératives d'exploitation en commun sont mises au service de certains ou de l'ensemble de ces objectifs. Fréquemment, des colons qui avaient l'habitude de travailler sous la direction d'un propriétaire, ou qui ne possèdent pas les connaissances ni les aptitudes nécessaires pour exploiter leurs terres en toute indépendance, ont été groupés au sein d'une coopérative qui, tout en se substituant au propriétaire, exerce à son tour une surveillance et un contrôle. Dans la phase initiale d'exécution des programmes de colonisation rurale, un contrôle extérieur

étendu, généralement exercé par l'Etat, peut être indispensable vu le manque de compétence des intéressés et le fait que de tels projets exigent une aide importante de l'Etat.

277. L'agriculture collective, c'est-à-dire la propriété et la mise en exploitation commune des terres, se rencontre surtout dans les pays où elle a une importance idéologique, alors que, dans un grand nombre d'Etats aux régimes politiques les plus divers, ce sont d'autres formes d'exploitation collective, où la propriété des terres reste individuelle mais où les cultures sont planifiées, et les services organisés sous forme coopérative, ne serait-ce qu'à titre expérimental.

#### Section 8. Les organisations coopératives agricoles nationales et leurs fonctions

278. A l'exclusion des coopératives d'utilisation des terres en commun, les différents types de coopératives agricoles, telles les coopératives d'écoulement ou les banques coopératives de crédit, sont fréquemment membres d'organisations fédérales au niveau national, régional, et parfois même local. Ces organisations peuvent avoir un but commercial - réassurance, achat en gros, compensation bancaire - ou non commercial - entraide, organisation de services consultatifs, relations publiques. Dans quelques pays, par exemple en France, on trouve, pour représenter certains secteurs du mouvement coopératif agricole, deux organisations nationales parallèles, l'une ayant un caractère commercial et l'autre des fonctions consultatives et représentatives.

279. En plus de ces organisations spécialisées, on rencontre, dans certains pays, des unions nationales qui comptent comme membres non seulement des coopératives agricoles, mais encore des coopératives de consommation ou des coopératives d'autres catégories. Dans de nombreux pays, il existe des unions nationales agricoles qui groupent, soit par affiliation directe, soit par l'intermédiaire des fédérations formées par les coopératives agricoles de même catégorie, toutes les coopératives dont l'activité intéresse l'agriculture.

280. C'est, semble-t-il, dans les pays d'Europe, au Canada et aux Etats-Unis, au Japon ainsi que dans quelques pays de colonisation européenne, comme l'Australie, que les unions de coopératives agricoles sont le plus solidement établies et exercent la plus forte influence. Dans les pays en voie de développement d'Asie et d'Afrique, où elles sont de création plus récente, elles commencent seulement à acquérir pareille influence (dans certains pays, en Afrique orientale tout au moins, les unions nationales ne sont pas expressément agricoles, mais groupent, à côté des coopératives agricoles, des coopératives d'autres catégories). Ce retard tient partiellement au fait que, dans ces pays, la coopération a été lancée sur l'initiative de l'Etat, par l'intermédiaire d'un ministère spécial qui peut fort bien avoir exercé un certain temps, et qui exerce parfois encore, certaines des tâches des unions coopératives, notamment en ce qui concerne les fonctions consultatives, la vérification des comptes et l'éducation. Il faut dire également que, eu égard aux grandes distances qui séparent les centres coopératifs les uns des autres, dans certains de ces pays, il est difficile et coûteux d'assurer le fonctionnement d'un organisme national placé sous un contrôle démocratique et que les coopératives du premier degré, dont les ressources sont limitées, peuvent déjà difficilement faire face aux dépenses de leurs propres services centraux. Enfin, étant donné l'étendue des pays en question et l'effet des divisions tribales, qui ont pour conséquence principale de créer des groupes fermés sur eux-mêmes, les unions agricoles locales ne se sont pas toujours laissées persuader de s'affilier à des unions nationales, dont le siège était éloigné et qui leur paraissaient étrangères. On relèvera, toutefois, que le développement d'une conscience nationale, une fois que ces pays ont accédé à l'indépendance, contribue dans une large mesure à supprimer cette difficulté.

281. Si les unions agricoles nationales peuvent avoir des fonctions commerciales, leur activité s'étend d'ordinaire à certains ou à l'ensemble des domaines suivants :

Organisation des congrès nationaux chargés de discuter la politique générale des coopératives agricoles.

Organisation de services consultatifs chargés de venir en aide aux sociétés membres pour les questions juridiques, financières et techniques.

Etude de toutes nouvelles initiatives et assistance aux coopératives de création récente pendant la première phase de leur activité.

Vérification des comptes et surveillance des sociétés membres.

(Dans certains pays, la vérification des comptes est obligatoire, de sorte que les unions coopératives de revision ont des attributions semi-légales. Parfois, la vérification des comptes est confiée à la banque coopérative nationale.)

Représentation des coopératives agricoles auprès de diverses organisations, auprès du public et auprès des autorités.

(La représentation des coopératives agricoles sur le plan national peut être une fonction importante. Une union solidement établie peut parler avec autorité au nom du mouvement qu'elle représente, en lui assurant souvent une influence économique certaine et en lui gagnant la confiance de l'ensemble des agriculteurs. Par là, l'union peut jouer un grand rôle dans la vie de la nation. Avant de déposer de nouveaux projets de textes législatifs ou de recommander de nouvelles mesures administratives qui pourraient toucher aux intérêts de l'agriculture, les pouvoirs publics consultent d'ordinaire les unions, qui sont aussi invitées parfois à proposer des noms pour la désignation des membres de certains organismes nationaux, comme les offices de vente.)

Education des coopérateurs, des membres des conseils d'administration et du personnel des coopératives (voir chapitre 7).

## Chapitre 4

### Coopératives de pêcheurs

282. Dans de nombreux pays, la pêche est une industrie nationale importante. Les moyens employés vont des plus simples aux plus complexes : à côté des pêcheurs du nord de l'Europe occidentale, qui disposent - qu'il s'agisse des flottilles de chalutiers ou des établissements côtiers - d'un capital considérable et de moyens fortement mécanisés, on trouve les pêcheurs des régions tropicales, qui utilisent toujours le harpon ou le filet. La forme de pêche qui se prête le mieux à l'organisation coopérative est peut-être celle à laquelle se livrent, sur des bateaux de faible ou de moyen tonnage et à l'aide d'un matériel relativement moderne (sans que la mécanisation soit toujours très poussée), des pêcheurs groupés en équipages de trois à dix hommes, qui vendent leur poisson, traité ou non, sur un marché organisé.

283. Comme l'agriculteur, le pêcheur doit faire l'acquisition du matériel nécessaire pour pouvoir se livrer à son activité, et il doit généralement le faire à crédit. Au cours des cinquante dernières années, les techniques de pêche ont fait de rapides progrès, le matériel de pêche est devenu compliqué et coûteux, si bien que les besoins en capitaux des pêcheurs ont augmenté. Dans de nombreux pays, en outre, la pêche revêt un caractère saisonnier; les campagnes de pêche alternent avec des périodes plus ou moins longues où les rentrées d'argent sont nulles. Pour toutes ces raisons, le pêcheur se trouve sous la dépendance du commerçant qui lui fournit ce dont il a besoin - jusqu'au bateau dans bien des cas - et qui écoule ses prises. Si tous les commerçants n'abusent pas de la situation, les risques d'exploitation n'en sont pas moins assez réels pour que les pêcheurs aient été incités à s'orienter vers la coopération. Toutefois, le mouvement coopératif ne s'est pas développé parmi les pêcheurs aussi rapidement que parmi les agriculteurs, en raison notamment du caractère des professions de la pêche - en ce sens que le pêcheur n'exerce pas son activité dans un endroit fixe, qu'il est souvent absent de chez lui - et, dans certains pays, du faible degré d'instruction des pêcheurs, facteurs qui rendent les tentatives d'organisation particulièrement difficiles.

### Données statistiques

284. De 1936 à 1960, le nombre des coopératives de pêcheurs, comme l'effectif de leurs membres, a augmenté partout dans le monde dans de fortes proportions, ainsi que le montre pour trois grandes régions le tableau suivant.

Tableau 5. Coopératives de pêcheurs

Région	Année	Nombre de coopératives	Effectif total des membres
Europe (à l'exclusion de l'U.R.S.S.)	1936	699	67.956
	1960	1.395	207.000
Asie	1936	203	2.213
	1960	6.391	430.662
Amérique du Nord	1936	152	3.714
	1960	631	101.000

285. Le tableau 6 indique, pour l'année 1955, l'importance des coopératives de pêcheurs dans l'économie nationale d'un certain nombre de pays et, plus particulièrement, le rôle des coopératives de pêcheurs dans différents domaines : production de poisson, fourniture des moyens de pêche, ventes de poisson, assurances des bateaux (les chiffres sont donnés en pourcentage des chiffres totaux correspondants). Ce tableau permet de se faire une idée de la position des coopératives de pêcheurs, laquelle s'est améliorée dans l'ensemble, on le relèvera en passant, depuis l'année à laquelle ont trait les chiffres en question.

Tableau 6. Les coopératives de pêcheurs dans un certain nombre de pays (1955)

Pays	Nombre de coopératives	Effectif total des membres	Effectif total des membres en pourcentage de l'effectif total des pêcheurs	Place des coopératives de pêcheurs dans l'économie nationale	
				Pourcentage	Secteur considéré
Rép. féd. d'Allemagne	33	2.000	66 <sup>1</sup>	64 9	Apports pour la pêche côtière Apports pour la pêche hauturière <sup>2</sup>
Australie (Nouvelle-Galles du Sud), 1957	19	1.780	90	75	Total des apports (pour la Nouvelle-Galles du Sud)
Belgique	6	573	-	80 15 5	Assurance des bateaux Fourniture des moyens de pêche Réparation des bateaux
Canada	61 <sup>3</sup>	9.995 <sup>3</sup>	15 <sup>3</sup>	6	Valeur totale des produits de la pêche commerciale vendus
Danemark	59	2.000	16	20 85	Total des apports Assurance des bateaux
Espagne	156	20.000	-	75 75 15	Total des apports Assurance des bateaux Fourniture des moyens de pêche
Etats-Unis	82	11.825 <sup>4</sup>	8 <sup>4</sup>	15	Valeur totale des produits de la pêche commerciale vendus
Finlande	8	1.116	-	7	Total des apports : ventes de première main
Italie	460	80.425	80	60-65	Total des apports
Japon	3.500	650.000	-	62 15	Apports pour la pêche côtière et la pêche hauturière Fourniture du mazout utilisé par les bateaux de pêche <sup>5</sup>
Mexique	182	8.649	-	20	Total des apports
Norvège	14	45.000 <sup>6</sup>	45	95	Total des apports : ventes de première main
Royaume-Uni	40	1.660	16 <sup>1</sup>	3 33 1/3	Apports de poisson blanc : Angleterre et Pays de Galles Apports de poisson blanc : Ecosse
Suède	87	28.500	90	15 60	Commerce intérieur Commerce d'exportation
Yougoslavie	100	5.000	30-50	38	Total des apports (pour l'Adriatique uniquement)

<sup>1</sup> Pêcheurs pratiquant la pêche côtière uniquement.

<sup>2</sup> Apports de la flotte de chalutiers exploitée par le Magasin de gros des coopératives de consommation.

<sup>3</sup> Pour Québec, les chiffres sont respectivement les suivants : 28; 3.005; 47.

<sup>4</sup> Pour la côte du Pacifique, les chiffres sont respectivement les suivants : 6.000; 23; pour l'Alaska : 3.000; 21.

<sup>5</sup> Ce chiffre n'a trait qu'à l'activité de l'Union nationale des coopératives de pêcheurs.

<sup>6</sup> Pour l'Union des pêcheurs exclusivement.

### Propriété et exploitation des bateaux de pêche

286. Le bateau de pêche est d'ordinaire propriété collective de l'équipage - sans que ce soit nécessairement sur une base de complète égalité -, lequel se partage le produit de la pêche selon des règles établies d'avance. Cette forme traditionnelle de propriété et d'exploitation ne donne pas lieu aussi souvent qu'on pourrait le croire à la formation de coopératives dûment constituées et enregistrées, encore que cela se produise parfois, comme au Japon, lorsqu'un groupe de pêcheurs contracte un emprunt auprès d'une banque coopérative ou auprès de l'Etat pour acheter un bateau; en pareil cas, les intéressés peuvent choisir d'être collectivement propriétaires du bateau et collectivement responsables, non sans contracter en principe une assurance qui offre une garantie supplémentaire. Il arrive aussi, c'est le cas en Islande par exemple, que les pêcheurs forment des coopératives en vue d'acheter ou de construire des bateaux de pêche modernes d'un tonnage relativement important et que les parts sociales soient souscrites non seulement par l'équipage du bateau, mais encore par des membres de la collectivité intéressée, par une coopérative locale ou par les autorités locales. On trouve un autre exemple de propriété coopérative "mixte" dans la République fédérale d'Allemagne, où les coopératives de consommation ont fondé une société pour l'acquisition et l'exploitation en commun d'une flottille moderne de pêche en haute mer; là aussi, les autorités provinciales, les autorités municipales et, dans une moindre mesure, les syndicats détiennent des parts sociales (voir tableau 6).

287. Dans les pays à économie planifiée de l'Europe orientale où l'industrie de la pêche revêt une importance nationale - par exemple en Pologne, en U.R.S.S. et en Yougoslavie -, les pêcheurs sont généralement groupés en artels dont la structure est semblable à celle des exploitations agricoles collectives ou des organisations coopératives de l'industrie légère. En U.R.S.S., les bateaux, les filets et les engins de pêche ne sont pas propriété des pêcheurs, mais sont mis à la disposition de ceux-ci par des stations techniques de pêche. Les pêcheurs, eux, détiennent les droits de pêche, soit sur un secteur de rivière, soit en haute mer. Toutes les opérations sont effectuées en commun. Après les versements habituels aux fonds de réserve et aux fonds sociaux, le produit de la pêche est réparti entre les membres; habituellement, les patrons et les mécaniciens touchent un supplément de rémunération. En Chine, les pêcheurs sont apparemment organisés, lorsque cette solution se révèle judicieuse, en brigades de pêche, dans le cadre des communes populaires.

### Epargne et crédit

288. Les coopératives d'épargne et de crédit jouent un rôle important au Canada, en France et dans un certain nombre de pays d'Asie, en Inde et au Japon notamment. Elles sont organisées, en gros, selon le système Raiffeisen - c'est-à-dire que leurs membres se recrutent sur le plan local et que leur responsabilité est illimitée -, encore que dans certains cas, en France notamment, les membres soient invités à souscrire des parts sociales. Les coopératives locales de crédit sont habituellement fédérées au sein de banques régionales, lesquelles peuvent grouper uniquement des coopératives de pêcheurs (comme en France et au Japon) ou comprendre, à côté de celles-ci, des coopératives de crédit formées par les membres d'autres catégories professionnelles (c'est le cas aux Etats-Unis). Les banques régionales sont parfois affiliées elles-mêmes, soit à une banque nationale, qu'il s'agisse d'une institution coopérative indépendante (comme au Canada) ou d'une banque d'Etat dans laquelle les coopératives sont représentées (comme en France), soit à des banques coopératives d'un ressort plus étendu dont les ressources sont constituées en partie par des prêts accordés par des banques d'Etat (c'est le cas en Inde et au Japon). Dans certains pays, les prêts consentis aux coopératives le sont directement par une administration publique. En général, les pêcheurs ont de la difficulté à mettre de l'argent de côté : une banque centrale peut ainsi jouer un rôle utile, comme le montre l'exemple du Japon, où, grâce à une institution de ce genre, les fonds confiés aux coopératives agricoles d'épargne peuvent être mis à la disposition des pêcheurs sous forme de prêts.

289. Les prêts accordés aux pêcheurs sont de trois sortes, comme ceux consentis aux agriculteurs. Les prêts à court terme sont généralement pour une période qui va jusqu'à une année, pour permettre aux pêcheurs d'acheter, avant le début de la saison de la pêche, des engins de pêche, du mazout, des vêtements de pêche ou encore des denrées alimentaires destinées aux équipages ou, parfois, aux familles des pêcheurs. Ils sont généralement accordés et financés, en totalité ou pour la majeure partie, par les coopératives locales; la garantie est constituée par le crédit de l'emprunteur et, parfois, la caution de répondants. Les prêts à moyen terme sont

habituellement octroyés en vue de l'achat de moteurs ou de matériel, pour une période de un à trois ans, soit par les coopératives locales de crédit, soit par l'intermédiaire de celles-ci; la garantie est constituée par le crédit de l'emprunteur, lequel est habituellement tenu d'assurer le matériel acheté. Les prêts à long terme, enfin, sont généralement accordés sur les fonds publics, encore que ce soit souvent, mais non pas toujours, par l'intermédiaire d'une banque coopérative nationale; les demandes de prêts sont adressées en premier lieu, dans certains cas, aux coopératives de crédit locales. Consentis parfois dans le cadre de programmes de modernisation de l'industrie de la pêche mis à exécution par les pouvoirs publics, les prêts à long terme sont généralement octroyés, pour une période qui peut aller jusqu'à vingt ans, en vue de l'achat de bateaux de pêche; la garantie est constituée par une police d'assurances. Ces prêts sont aussi accordés aux coopératives locales, pour leur permettre par exemple de construire des magasins frigorifiques ou des fabriques de filets, ou encore d'améliorer les installations portuaires.

#### Fourniture des moyens de pêche

290. Les coopératives formées à cet effet ont de nombreux points communs avec les coopératives de consommation ou les coopératives agricoles d'approvisionnement. Elles sont établies dans un port et ouvertes à tous les pêcheurs qui partent de ce port. Les membres souscrivent des parts sociales; la responsabilité de la société est limitée. Les biens non périssables - engins de pêche, peinture, vêtements de pêche - sont habituellement vendus dans un magasin situé sur les quais, qui est ouvert, soit en permanence, soit à certaines heures, soit uniquement lorsque la flottille de pêche est au port. Il arrive que les coopératives fabriquent une partie des articles qu'elles vendent, notamment les filets. Les articles coûteux et de vente peu fréquente, comme les moteurs, sont, soit commandés conformément aux exigences de l'acheteur par l'intermédiaire d'un magasin coopératif, soit fournis directement par le fabricant. Pour les achats d'articles de ce genre, on le relèvera en passant, la question du crédit ou des facilités de paiement se pose presque toujours. Les produits pétroliers, le mazout en particulier, occupent une place de plus en plus grande parmi les articles que les coopératives fournissent à leurs membres. La vente de ces produits impose l'aménagement d'installations spéciales (citernes et pompes) qui permettent de ravitailler les bateaux.

291. A côté des articles mentionnés ci-dessus, les coopératives procurent à leurs membres une quantité importante de produits périssables ou non qui doivent être stockés dans des conditions particulières; parmi ces produits, les plus importants sont le sel, la glace et l'appât. Le sel doit être acheté d'avance, de façon à pouvoir être mis à la disposition des pêcheurs dès le début de la saison de pêche. La glace peut généralement être fabriquée sur place par les coopératives au moyen d'installations relativement peu coûteuses. En guise d'appât, on utilise souvent de petits poissons qui font leur apparition avant le début de la saison de pêche proprement dite; dans le cas d'une coopérative, ou bien les membres vendent l'appât qu'ils ont pêché à la coopérative, laquelle le conserve dans ses installations frigorifiques jusqu'à ce que soit venu le moment de le vendre, ou bien ils l'entreposent directement dans les installations frigorifiques de la coopérative, moyennant paiement d'une redevance.

292. L'industrie de la pêche fait usage de récipients divers - caisses, barils, récipients de fer blanc - qui sont davantage utilisés par les coopératives d'écoulement et de traitement du poisson, il est vrai, que par les pêcheurs eux-mêmes. Ces récipients sont parfois fabriqués par les coopératives d'approvisionnement.

293. Les pêcheurs doivent enfin nourrir leur famille et se nourrir eux-mêmes lorsqu'ils sont en mer. Aussi trouve-t-on, au Canada, en U.R.S.S. comme dans d'autres pays, des coopératives de consommation de pêcheurs. Sur la côte arctique de l'U.R.S.S., où vit une population primitive de pêcheurs et de trappeurs qui, traditionnellement, pratiquent le troc, les autorités soviétiques ont créé des organisations d'approvisionnement auxquelles fournitures et équipement sont livrés à titre de prêt pour être payés par la suite en nature (poisson et fourrures). On envisageait de substituer progressivement les transactions en espèces aux transactions en nature. En Norvège, il existe des coopératives de pêcheurs à fonctions multiples, qui fournissent à leurs membres des denrées alimentaires et des moyens de pêche et qui se chargent en outre de la commercialisation du poisson. Ces sociétés se sont constituées sous les auspices des coopératives de consommation, d'une part, et des organisations de pêcheurs, d'autre part.

294. Les coopératives d'approvisionnement de pêcheurs se rencontrent dans la plupart des pays où la formule coopérative s'est imposée dans l'industrie de la pêche. Toutefois, elles jouent généralement un rôle assez limité. Dans certains cas, l'approvisionnement des pêcheurs est assuré, comme au Japon, par les coopératives de crédit. Les propriétaires de grands bateaux de pêche ont créé parfois, avec succès, des coopératives d'approvisionnement qui remplissent une fonction comparable à celle des coopératives fondées par les petits industriels (c'est le cas en Belgique et au Portugal). Si les magasins coopératifs de gros, qui achètent par grandes quantités et entreprennent eux-mêmes certaines fabrications, sont des rouages extrêmement importants de l'approvisionnement dans le secteur de la consommation et dans le secteur agricole, ils ne jouent guère de rôle dans l'industrie de la pêche, encore que des organisations de ce genre se soient constituées, en Italie et en Norvège en tout cas. Dans un autre ordre d'idée, il apparaît nécessaire que des liens s'établissent entre les coopératives d'approvisionnement disséminées ça et là dans les petits ports, en particulier dans les pays où les coopératives sont tenues, par la législation ou par l'usage, de ne traiter qu'avec leurs membres. En effet, il serait utile aux pêcheurs qui se déplacent le long des côtes en même temps que le poisson, ou qui sont forcés par la tempête à chercher refuge dans des ports autres que le leur, de pouvoir se ravitailler en carburant ou effectuer des réparations en s'adressant à des coopératives dont ils ne sont pas membres. A cet effet, des accords de réciprocité ont déjà été conclus dans certains pays, en France notamment.

#### Vente, conservation et traitement du poisson

295. L'organisation coopérative de la commercialisation du poisson (vente, conservation et traitement) est la fonction essentielle des coopératives de pêcheurs dans la plupart des pays. Résultat, dans certains cas, d'initiatives entièrement spontanées, elle a été favorisée, dans d'autres, par les attributions confiées aux coopératives, lesquelles - en Australie, à Hong-kong, au Japon, en Norvège et en Suède, par exemple - ont été chargées d'exercer un certain contrôle légal. En ce qui concerne la vente du poisson, les méthodes diffèrent selon les pays. Il arrive cependant qu'une même formule de vente se rencontre plus souvent. Certaines coopératives qui s'occupent de l'écoulement du poisson frais, en Italie et au Royaume-Uni (Ecosse), par exemple, vendent les prises à la criée à des marchands de gros ou de détail aussitôt les bateaux rentrés au port. Quelques coopératives se chargent elles-mêmes de la vente au détail; le poisson est alors vendu, soit dans des magasins, soit par des camions-magasins. Parfois, le poisson est expédié immédiatement vers un marché de gros, qu'il s'agisse d'un marché placé sous le contrôle d'une autorité ou d'une organisation coopérative (l'Etat ou les autorités municipales, comme en Australie (Nouvelle-Galles du Sud) et à Hong-kong; une union régionale de coopératives de pêcheurs, comme au Japon), ou au contraire d'un marché sur lequel la concurrence du secteur coopératif et du secteur privé s'exerce librement, avec le concours de vendeurs qui travaillent à la commission. Au Danemark, il existe une union nationale qui se charge de la vente en gros et du traitement du poisson. La plupart des coopératives qui écoulent le poisson frais assurent le conditionnement ainsi que le transport jusqu'aux points de vente. Certaines coopératives possèdent des entrepôts frigorifiques ou louent des emplacements de stockage dans les entrepôts frigorifiques d'entreprises privées. Des dispositions spéciales doivent être prises pour la commercialisation de certaines pêches : ainsi, les homards doivent être placés dans des viviers spéciaux et, souvent, transportés par avion.

296. Dans certains pays, comme la Norvège et la Suède, les coopératives de pêcheurs sont légalement chargées - à l'instar des offices de vente des produits agricoles - de surveiller la vente de première main du poisson. En pareil cas, l'organisation coopérative, qui contrôle, soit les apports de telle ou telle espèce de poissons, soit tout le poisson pris dans un secteur côtier déterminé, fixe un prix minimum pour l'année ou pour la saison, après avoir pris l'avis des milieux intéressés; elle laisse ensuite à ses membres la faculté de vendre directement aux acheteurs à ce prix ou au-dessus, à moins qu'elle n'écoule elle-même le poisson vers d'autres destinations, à savoir les organisations coopératives (magasins de gros, organisations de traitement ou d'exportation). Ces dernières peuvent être des filiales de l'organisation principale, ou encore des coopératives locales ou régionales indépendantes. En Finlande, on a proposé, en 1960, que des dispositions législatives soient adoptées en vue de réglementer la vente de première main du hareng pris dans la Baltique : il s'agissait de donner aux coopératives la possibilité d'influer sur le prix du poisson, plutôt que de devoir s'aligner sur les prix fixés par les commerçants en gros.



297. Dans la plupart des pays, les prises de poisson sont très supérieures à la quantité qui peut être consommée frais. Les traitements que l'on fait subir au poisson diffèrent selon le genre de poisson et les habitudes alimentaires du pays. En Europe, la production de farine et d'huile de poisson est importante dans toutes les régions où la pêche au hareng est abondante, surtout lorsque l'élevage, où le premier de ces produits trouve un débouché, est très développé. Le salage et le séchage de la morue se pratiquent depuis longtemps dans des pays tels que le Canada (Terre-Neuve), l'Islande et la Norvège, qui alimentent les marchés de l'Europe méridionale. En Islande, le procédé de conservation par congélation instantanée a donné naissance à une industrie importante qui, pour 20 pour cent environ, est entre les mains des coopératives. Dans la République fédérale d'Allemagne, les coopératives de pêcheurs fabriquent une fraction importante des préparations de crabes destinées à la consommation humaine ou à l'alimentation des animaux. Au Royaume-Uni, les coopératives se sont lancées dans la fabrication de conserves de crevettes. Les méthodes les plus modernes de conservation - congélation instantanée, dessiccation sous congélation, emploi d'antibiotiques - ne sont utilisées par les coopératives que dans une mesure restreinte. En U.R.S.S., les opérations comme le saurissage ou la fabrication de conserves de poisson, ou encore la récolte du caviar, s'effectuent dans des établissements qui sont aux mains de l'Etat. Pour la plus grande partie, au demeurant, le poisson se vend frais dans les villes du pays.

298. Au Canada et aux Etats-Unis, l'activité des coopératives de pêcheurs comprend la fabrication de conserves et de farine de poisson, le salage, le séchage, la congélation ainsi que l'extraction de l'huile de foie de poisson. Dans un autre domaine, les coopératives se chargent de négocier des contrats collectifs de livraison aux fabriques du secteur privé. En Asie, si la fabrication de conserves et le traitement du poisson sont assurés principalement par le secteur privé, certaines coopératives possèdent des entrepôts frigorifiques. Comme le montre le tableau 6, au Japon, la coopération est très développée et fort bien organisée dans le domaine de la commercialisation (en 1960, le nombre des coopératives était de 5.000 et l'effectif total des membres de 1 million). Ailleurs, exception faite de Hong-kong, les coopératives de pêcheurs, quoique relativement nombreuses en Birmanie, à Ceylan, en Inde et en Malaisie, n'ont guère dépassé le premier stade de développement; il faut relever pourtant que, en Inde et en Malaisie principalement, les pouvoirs publics encouragent l'essor des organisations de commercialisation et de traitement du poisson, et que la Birmanie compte une organisation centrale de commercialisation.

299. A Hong-kong, on a adopté, pour favoriser le développement des coopératives de pêcheurs, une méthode qui, dans la mesure où elle pourrait être reprise ailleurs, mérite de retenir l'attention. Cette méthode ressemble à celle qu'ont choisie certains pays en voie de développement, en Afrique notamment, pour stimuler la coopération dans le domaine de la consommation (voir paragraphe 71) : elle a consisté à établir d'abord une organisation commerciale "faïtière" - en l'occurrence, l'Organisation de commercialisation du poisson, indépendante de l'Etat et chargée de réglementer la vente de presque toutes les variétés de poisson. Cette organisation a créé des marchés de gros, des centres de ramassage, des services de transport ainsi que des installations de salage et de séchage. Bien qu'elle n'eût pas été constituée sous la forme coopérative, dans l'esprit du gouvernement, elle devait être transformée finalement en une entreprise coopérative gérée par les pêcheurs eux-mêmes. L'Organisation de commercialisation du poisson et le mouvement coopératif sont du reste en étroit contact : en 1956, 87 coopératives avec 5.800 membres environ s'étaient formées.

300. En Afrique tropicale, un certain nombre de pays se préoccupent de développer les coopératives de commercialisation et de traitement du poisson. Dans plusieurs cas, on a fait appel à l'assistance technique des institutions spécialisées des Nations Unies, qui ont été invitées à étudier le problème. Une forme d'organisation semblable à celle qui a été adoptée à Hong-kong pour l'écoulement du poisson précisément pourrait être créée, bien que, dans des pays où les pêcheurs sont beaucoup plus disséminés, un système plus décentralisé soit peut-être préférable. Quoique des installations modernes existent - telles les installations de congélation instantanée, aménagées dans la région du lac George et du lac Edouard, en Ouganda (il ne s'agit pas, toutefois, d'installations coopératives) -, les méthodes traditionnelles de conservation, par fumage habituellement, restent les plus employées; de même, le débouché normal demeure le marché local ou les marchés des villes voisines. Dans cette partie de l'Afrique, un vaste champ d'action s'ouvre à la recherche et, le cas échéant, à la coopération.

301. La plupart des coopératives de commercialisation du poisson paient à leurs membres un prix commun établi pour une semaine, une journée ou une fraction de journée, en opérant éventuellement un ajustement une fois que le produit net de la vente est connu. Ce système a l'avantage d'être commode et de mettre le pêcheur à l'abri de certaines des conséquences des fluctuations du marché. Certes, on reconnaît qu'il n'incite pas toujours beaucoup les intéressés à "choisir" leur pêche et à traiter leur prise avec soin. Pour régler les paiements courants qu'elles doivent faire à leurs membres, ainsi que les frais d'entreposage du poisson dans des magasins frigorifiques, lorsque les coopératives doivent parfois attendre un certain temps avant que les acheteurs les paient, elles ont recours à des avances que des banques coopératives ou, dans certains cas, des banques privées leur accordent.

302. Dans la République fédérale d'Allemagne, en France, en Islande, en Norvège et en Suède, il existe plusieurs organisations importantes de commercialisation du poisson appartenant à des coopératives de pêcheurs et à des coopératives de consommation. Le Danemark compte une fabrique de farine de poisson qui est propriété commune des coopératives agricoles et des coopératives de pêcheurs. Les coopératives de consommation, qui offrent elles-mêmes un débouché pour la vente au détail, se chargent parfois - comme en Islande et en Suède - de l'exportation du poisson.

#### Assurance des bateaux, de l'attirail de pêche et des pêcheurs

303. Face aux dangers évidents que présente la pêche, il est apparu très tôt qu'une assurance sous une forme ou une autre était nécessaire. Les grandes compagnies d'assurances maritimes n'étaient pas toujours disposées à assurer les bateaux de pêche, si ce n'est moyennant paiement de primes excessives. Ainsi, des mutuelles d'assurance se sont constituées dans l'industrie européenne de la pêche et quelques-unes déjà dès le milieu du XIX<sup>me</sup> siècle. Un grand nombre de ces mutuelles s'étaient formées à l'endroit même où s'exerçait leur activité qui, souvent, ne s'étendait qu'à un seul port. Selon le principe de l'assurance mutuelle, elles garantissaient simplement à leurs membres la compensation, totale ou partielle, des dommages qu'ils subiraient. Cette formule comportait des risques évidents, même si, comme c'était le cas dans certains régimes plus importants, les mutuelles pouvaient recourir à un fonds d'Etat pour indemniser les dommages exceptionnels.

304. Aujourd'hui, des coopératives d'assurance existent dans la plupart des pays d'Europe ainsi qu'aux Etats-Unis. Les primes sont calculées en fonction de la valeur du bateau assuré. Parfois, l'Etat garantit l'indemnisation des sinistres d'une importance particulière. Quoi qu'il en soit, presque toutes les coopératives d'assurance réassurent tout ou partie des risques qu'elles couvrent auprès d'une institution d'assurance coopérative - il peut s'agir, soit d'une union de réassurance constituée par les coopératives en question, soit d'une autre coopérative d'assurance ou bien d'une institution privée.

305. Dans certains pays, les coopératives assurent non seulement la coque du bateau, mais encore les accessoires (machines, instruments, etc.). Dans de nombreux pays, elles y ont renoncé parce que l'assurance coûte très cher et qu'il est difficile de contrôler les dommages. Au Japon, une caisse de crédit a été fondée pour garantir les prêts accordés aux entreprises de pêche ainsi qu'aux coopératives et aux unions de coopératives de pêcheurs; de cette manière, les pertes subies par celles-ci sont réassurées par l'Etat lorsque la pêche est mauvaise. L'activité des coopératives d'assurance s'est étendue également à l'assurance-vie pour les pêcheurs et les membres de leurs familles, à l'assurance contre les risques professionnels et à l'assurance-vieillesse ou invalidité, en Espagne notamment; toutefois, les progrès accomplis dans le domaine des régimes nationaux de prévoyance enlèvent de leur importance aux assurances de ce genre, auxquelles il ne semble pas que les coopératives se soient intéressées hors de quelques pays d'Europe.

#### Exploitation coopérative de concessions de pêche

306. Au Japon, les droits de pêche - après avoir été concédés longtemps à titre de bénéfices exclusifs, pour un secteur de côte déterminé, selon les règles du système féodal - ont été transférés juridiquement à des coopératives. Ces organisations, où l'affiliation est obligatoire, groupent, d'une part, de gros et de petits pêcheurs, d'autre part, des marchands de poisson. Il ne semble pas que, dans ces conditions, elles aient la communauté d'intérêts qui assure le succès

d'une coopérative. Toujours au Japon, il existe un certain nombre de petites coopératives formées librement en vue de l'exploitation de certaines installations (avaloires, filets fixes, parcs à huîtres) ou de la récolte d'algues comestibles. Dans plusieurs pays d'Europe - en France, en Grèce, en Italie -, des coopératives se sont constituées pour exploiter des parcs à huîtres ou à autres coquillages, ou encore des lagunes, des étangs ou des viviers, dont elles protègent également l'utilisation.

#### Installations portuaires et services techniques

307. L'aménagement des petits ports de pêche dépend parfois en grande partie de l'initiative des pêcheurs eux-mêmes. Qu'elles se soient ou non constituées expressément à cette fin, les coopératives peuvent entreprendre pareille tâche en se chargeant de l'entretien ou de l'amélioration des ports et de l'équipement portuaire (môles, phares), en aménageant des cales, en installant des treuils, etc. Dans certains cas, l'Etat leur accorde à cet effet des subventions; parfois, au contraire, les initiatives de ce genre sont tout à fait spontanées. Les services techniques que les coopératives peuvent assurer aux pêcheurs sont de toutes sortes. Ainsi, elles peuvent installer des émetteurs-récepteurs à ondes courtes qui permettront de transmettre aux bateaux en mer des informations sur le temps ou l'état du marché, comme ils permettront aux bateaux de demander de l'aide en cas d'urgence. Dans les pays où la pêche s'effectue à l'aide de petits bateaux pourvus de moteurs peu puissants, comme en Italie, elles peuvent acquérir un bateau de transport plus grand et plus rapide sur lequel le poisson pris sera chargé à destination du marché, tandis que les autres bateaux poursuivront leur pêche. Ainsi que cela se fait en France, elles peuvent équiper un bateau de sondeurs à écho ou d'appareils analogues pour détecter les bancs de poissons et guider les bateaux vers les secteurs de pêche les plus favorables. Enfin, lorsque les pêcheurs se déplacent au cours des campagnes de pêche, elles peuvent aménager sur les côtes, à l'intention de ceux qui se trouvent loin de chez eux, des dortoirs et des cuisines.

#### Education et services sociaux

308. L'effort éducatif des coopératives de pêcheurs s'exerce dans trois directions : enseignement technique, enseignement économique et social, enseignement général. Dans plusieurs pays, des écoles de navigation et des écoles techniques, accueillant les jeunes pêcheurs, ont été ouvertes par des coopératives de pêcheurs, avec l'aide de l'Etat en général. Comme au Japon, les coopératives de pêcheurs peuvent aussi participer au financement de l'activité d'une école d'Etat, ainsi qu'à celui des travaux des stations de recherche sur la pêche.

309. Dans l'est du Canada, la coopération a été stimulée, parmi les pêcheurs, par l'organisation de cycles d'étude, à l'occasion desquels des groupes de pêcheurs se réunissent pour en étudier les aspects économiques et sociaux. Il existe, dans ce pays, un lien étroit entre les coopératives de pêcheurs et les départements universitaires chargés de l'enseignement extérieur dans le domaine des sciences sociales et des sciences naturelles (biologie marine).

310. Dans certains pays où l'analphabétisme est encore courant parmi les pêcheurs, les coopératives ont organisé des cours du soir pour adultes et ouvert des écoles pour les enfants des pêcheurs.

311. Parmi les oeuvres sociales, les plus importantes sont les caisses de pension pour les pêcheurs âgés ou infirmes et les régimes de prestations pour les veuves de pêcheurs et les orphelins. Dans certains pays, tels que l'Espagne et l'Italie, des maisons de repos ont été construites à l'intention des pêcheurs âgés par les coopératives. Dans certains cas, lorsque les services médicaux publics étaient insuffisants, les coopératives ont créé des cliniques, des hôpitaux ou des dispensaires pour les pêcheurs et leurs familles. Dans le domaine des loisirs, les coopératives ont la possibilité d'ouvrir des foyers ou des centres récréatifs.

### Unions, fédérations, organisations régionales et nationales

312. Dans la plupart des pays, l'organisation coopérative est beaucoup moins centralisée dans l'industrie de la pêche que dans les autres secteurs où la coopération s'est imposée. Dans certains pays, il n'y a pas d'organisation centrale, tandis que, dans d'autres, il en existe plusieurs qui s'acquittent de fonctions différentes ou qui groupent des coopératives établies sur des côtes différentes. Parfois aussi, les coopératives de pêcheurs font partie d'une organisation centrale à laquelle sont affiliées des coopératives de plusieurs catégories.

313. Les unions de commercialisation ou de traitement du poisson - organisations régionales ou nationales qui ont ou non des attributions légales - se rencontrent dans de nombreux pays, contrairement aux unions d'approvisionnement, qui n'existent que dans quelques pays. En outre, on trouve des banques coopératives régionales de pêcheurs (lesquelles font partie, parfois, d'une banque nationale à laquelle sont affiliées aussi des coopératives agricoles ou des coopératives artisanales et industrielles), ainsi que des organisations régionales ou nationales d'assurance pour la pêche. Ce n'est que dans quelques pays, comme le Canada, l'Italie et le Japon que les coopératives de pêcheurs ont formé des fédérations nationales en vue de se consulter et de se conseiller les unes les autres, de défendre mutuellement leurs intérêts, de mener des négociations et d'assurer leurs relations publiques. Dans certains pays, comme en Norvège, l'impulsion principale semble venir des syndicats de pêcheurs, qui se préoccupent d'améliorer le bien-être des pêcheurs dans tous les domaines et qui voient, dans la coopération, un des moyens dont ils disposent à cet effet.

314. Si la coopération s'est développée très rapidement dans le secteur de la pêche au cours des vingt-cinq dernières années, c'est, en grande partie, grâce à l'aide que l'Etat a apportée aux coopératives, soit en leur accordant une assistance financière, soit en leur confiant des attributions particulières. Les progrès ne sont pas uniformes dans toutes les régions du monde ni dans tous les domaines où les coopératives de pêcheurs exercent leur activité. Certains facteurs ne contribuent pas à assurer une administration et une gestion efficaces : ainsi les membres des conseils d'administration sont souvent absents de chez eux et manquent généralement d'expérience commerciale; de plus, il n'est pas toujours facile de trouver du personnel qui ait la compétence requise, eu égard aux traitements que les coopératives - nombre d'entre elles tout au moins - estiment pouvoir offrir. Dans de nombreux cas, les coopératives de pêcheurs ont noué des liens prometteurs avec les organisations d'autres secteurs. Toutefois, s'agissant exclusivement des problèmes coopératifs qui se posent dans l'industrie de la pêche, elles ne sont pas organisées de façon centralisée comme elles devraient l'être. Les coopératives de pêcheurs n'en sont pas moins un des exemples les plus intéressants de l'essor que connaît le mouvement coopératif de nos jours : encore ne se rencontrent-elles pas dans tous les pays où elles pourraient jouer un rôle utile.

## Chapitre 5

### Coopératives forestières

#### Données statistiques

315. Les coopératives forestières se rencontrent un peu partout en Europe et principalement en Finlande, en Grèce, en Norvège et en Suède. Très nombreuses au Japon, où elles groupent près de deux millions de membres, elles prennent actuellement une certaine importance en Inde, de même qu'en Guyane britannique (dans ce dernier territoire, il s'agit principalement de coopératives de travailleurs forestiers qui exécutent des travaux sous contrat pour le compte des entreprises). Les données statistiques disponibles sur la situation actuelle des coopératives forestières dans le monde sont reproduites ci-dessous. Les informations manquent pour procéder à une comparaison utile avec une période antérieure.

Tableau 7. Les coopératives forestières (1960)

Région	Nombre de coopératives	Effectif total des membres
Europe	1.218	280.000
Asie	4.876	2.846.539
Amérique du Nord	2	2.840
Total	6.096	3.129.379

Il est probable que ces chiffres ne rendent pas tout à fait compte de l'importance de la coopération dans l'exploitation des forêts. En effet, ils ne comprennent pas les coopératives agricoles qui écoulent la production sylvicole de leurs membres. Ainsi, au Canada, en 1958, 62 organisations agricoles se chargeaient de la commercialisation du bois produit par leurs membres, pour un montant de un million de livres. En outre, certaines coopératives forestières spécialisées peuvent être classées, soit dans le groupe des coopératives agricoles, soit dans le groupe des coopératives ouvrières de production. On distingue deux sortes de coopératives forestières : les coopératives de propriétaires de forêts (qui groupent généralement de petits propriétaires) et les coopératives de travailleurs forestiers.

#### Coopératives de propriétaires de forêts

316. Ces coopératives se rencontrent dans la plupart des pays d'Europe où la sylviculture revêt une certaine importance. A côté des grands propriétaires qui exploitent leurs forêts et qui sont généralement en mesure de le faire sans aide, dans de nombreux pays il y a de petits agriculteurs qui possèdent une certaine étendue de terrain boisé dont ils peuvent tirer, par une exploitation judicieuse, un revenu d'appoint (dans les pays nordiques, de surcroît, les travaux forestiers peuvent être entrepris en hiver, lorsqu'il y a peu à faire dans les domaines agricoles). Toutefois, fréquemment, ces agriculteurs n'ont ni les connaissances, ni le matériel qui leur permettraient de tirer le meilleur parti de leurs ressources en bois; pour obtenir les crédits dont ils ont besoin, ils doivent s'adresser aux marchands de bois. Les coopératives de propriétaires de forêts ont précisément pour but d'aider leurs membres à surmonter ces difficultés.

317. En Norvège, par exemple, où les deux tiers des grandes forêts de conifères appartiennent à des agriculteurs, des coopératives de commercialisation du bois existent depuis de nombreuses années. A l'origine, ces sociétés devaient faire appel, pour réunir le capital dont elles avaient besoin, aux négociants en bois. Il y a plus de trente ans, la commercialisation du bois, qui était assurée

jusque-là par les coopératives locales, a été confiée à vingt-deux organisations régionales assez puissantes pour traiter d'égal à égal avec les marchands de bois. Ces organisations font partie elles-mêmes de la Fédération des associations de propriétaires forestiers, laquelle négocie chaque année avec les acheteurs de bois (bois d'oeuvre et bois de papeterie) un accord général sur les prix et les conditions de livraison. Une coopérative agricole de crédit à court terme a été fondée à la même époque, dont l'une des principales fonctions devait être d'accorder des prêts à faible taux d'intérêt aux propriétaires de forêts. Les ressources financières des coopératives forestières sont constituées par les parts sociales et par des retenues effectuées sur les sommes qui reviennent aux membres. Le produit de ces retenues est porté au crédit des membres et ne peut être retiré que pour être affecté à l'entretien des forêts ou au reboisement. L'activité des coopératives forestières peut s'étendre à trois domaines : la commercialisation, comme on l'a déjà vu, les services consultatifs et l'assistance technique aux membres. Une fabrique coopérative de pâte de bois a été fondée séparément.

318. En Autriche, un certain nombre de coopératives groupent de petits propriétaires de forêts et possèdent généralement leur propre scierie et leurs propres ateliers de travail du bois. Ces coopératives assurent aussi à leurs membres des services consultatifs et des services de réparation. En Finlande, dans la sylviculture, l'organisation coopérative est fortement centralisée. Ce pays compte en effet une coopérative centrale unique, qui groupe 58.800 membres et comprend 16 organisations locales. Cette coopérative s'occupe de la commercialisation du bois brut et détient 85 pour cent des parts d'une centrale forestière plus ancienne qui, elle, se charge des opérations ultérieures auxquelles le bois est soumis. Ces deux organisations comptent un certain nombre de filiales, parmi lesquelles des scieries et des fabriques de produits tels que la cellulose et l'alcool de bois. Au Royaume-Uni, les coopératives forestières s'occupent de l'abattage du bois, du reboisement et de l'entretien des forêts pour le compte de leurs membres. Elles disposent d'équipes de travail dirigées par des contremaîtres qualifiés. Certaines d'entre elles possèdent des scieries. Les coopératives forestières se chargent également, le cas échéant, de la commercialisation du bois de leurs membres. Dans le Pays de Galles, on a été amené graduellement à penser à un service forestier dont l'action s'étendrait à toute la région; l'organisation envisagée - une organisation coopérative - grouperait les propriétaires de forêts dont l'exploitation ne suffit pas à occuper en permanence une équipe forestière. En Suède, les propriétaires de forêts sont groupés au sein d'un petit nombre de grandes coopératives et d'une association nationale des propriétaires de forêts. Les coopératives possèdent des scieries et se chargent de la vente du bois sur les marchés intérieur et extérieur. Elles assurent également des services consultatifs. En Suisse, dans la sylviculture, l'organisation coopérative comprend trois échelons : l'échelon local, l'échelon cantonal et l'échelon national. L'organisation nationale exerce uniquement des fonctions consultatives et représentatives. En Grèce, il existe enfin des coopératives de propriétaires de forêts.

319. Hors d'Europe, le Japon est le principal pays où les coopératives forestières occupent une place importante. Plus de la moitié des forêts sont entre les mains de particuliers qui ne possèdent guère plus de deux hectares de bois. On compte 4.660 coopératives forestières : parmi celles-ci, 300 environ sont des "associations de production"; leurs membres se groupent pour exploiter en commun leurs forêts, tandis que les autres, dites "associations de services communs", s'occupent d'achat, de production et de commercialisation. Les approvisionnements sont constitués principalement en jeunes plants. A maturité, les forêts sont mises en coupe et le bois est vendu pour l'usage domestique ou industriel. Ce sont les coopératives locales qui se chargent de la plupart de ces opérations. Toutefois, la production de bois qui excède les besoins locaux est commercialisée par les unions préfectorales, lesquelles sont au nombre de 46. Les ressources financières des coopératives forestières sont constituées par le capital social, les réserves et les prêts que la Banque coopérative centrale pour l'agriculture et la sylviculture leur accorde par l'intermédiaire des unions régionales; ces coopératives peuvent également obtenir des prêts à long terme de la Société pour le financement de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche.

320. Il existe quelques coopératives de propriétaires de forêts en Chine (Taïwan), aux Etats-Unis et en Turquie.

### Coopératives de travailleurs forestiers

321. Les coopératives de travailleurs forestiers sont beaucoup moins répandues que celles de propriétaires de forêts. Avant la seconde guerre mondiale, il en existait dans un certain nombre de pays de l'Europe orientale. Travaillant à l'entreprise ou exploitant des concessions forestières qu'elles louaient dans les forêts de l'Etat, des municipalités ou des particuliers, elles abattaient les arbres, façonnaient le bois et le vendaient; le produit des ventes était réparti entre les membres. A l'heure actuelle, en U.R.S.S., toute l'industrie du bois, de l'abattage des arbres à la fabrication des meubles, est intégrée dans une organisation fédérale complexe; en règle générale, les organisations locales ne s'occupent que d'une phase de l'exploitation ou du travail du bois. En Grèce, on compte également un grand nombre de coopératives de travailleurs forestiers, lesquelles groupent environ 16.000 membres.

322. En Inde (Etat de Bombay), plusieurs coopératives, dont les membres travaillaient auparavant pour des entrepreneurs privés, passent des contrats avec l'administration des forêts pour l'abattage du bois. En s'organisant en coopératives, les intéressés ont pour but de conserver et de se répartir le produit intégral de la vente du bois, en partie sous forme de salaires (leurs salaires sont plus élevés ainsi que ceux qui leur seraient versés par des entrepreneurs privés), en partie sous forme de primes, une fois le contrat exécuté. Ces coopératives ont pu s'assurer le concours d'experts en matière de sylviculture et de commercialisation du bois. En Guyane britannique, un petit nombre de coopératives se sont constituées selon des principes semblables. Leur organisation répondait à un besoin urgent, car les bûcherons dépendaient étroitement des scieries locales. Formées en vue d'exploiter les essences précieuses que renferme une jungle très dense, elles sont entièrement financées par la "British Guiana Credit Corporation" (qui fait office de banque centrale pour les coopératives de tous genres). Cette société fournit aux coopératives des tracteurs et du matériel, ainsi que des provisions suffisantes pour pourvoir aux besoins des membres jusqu'à ce que le bois puisse être vendu; la commercialisation du bois se fait sous sa surveillance.

323. Pour conclure, il convient de mentionner un ou deux systèmes qui ne rentrent pas dans les catégories décrites ci-dessus. Dans plusieurs pays, les bois communaux sont exploités sous une forme coopérative. D'autre part, certaines coopératives formées en vue de l'exploitation en commun des terres ont été amenées, en même temps qu'elles entreprenaient d'autres cultures, à planter des arbres destinés à fournir du bois d'oeuvre ou du combustible (sud de l'Inde, Afrique occidentale). En Israël, la création de "villages forestiers" est envisagée; on ne sait pas encore jusqu'à quel point y seront appliquées les méthodes coopératives. Au Canada (province de la Saskatchewan), il existe des coopératives pour la plantation de rideaux d'arbres brise-vent. Ces coopératives, qui groupent des agriculteurs, se constituent principalement en vue de l'achat et de l'utilisation en commun de machines à planter les arbres.

## Chapitre 6

### Coopératives de production artisanale et industrielle, coopératives de main-d'oeuvre, coopératives urbaines de crédit, coopératives d'approvisionnement des commerçants, coopératives de construction et de logement

324. Les coopératives de consommation ont été amenées à créer, en Europe surtout, de nombreuses entreprises industrielles, comme elles ont été amenées souvent, dans les zones urbaines en particulier, à mettre sur pied des institutions bancaires d'une certaine importance (voir paragraphe 95). Les travailleurs de l'artisanat et de l'industrie se sont également inspirés des principes de la coopération pour s'organiser en associations de production, sous la forme soit d'"ateliers autonomes", soit d'organismes se chargeant de négocier des contrats collectifs, d'acheter des matières premières ou de vendre les produits finis pour le compte d'artisans travaillant à domicile. Dans les pays à économie planifiée et dans les pays en voie de développement, ces organisations coopératives sont établies dans les zones rurales; en Europe occidentale, elles se rencontrent généralement dans les zones urbaines et constituent en quelque sorte le pendant des coopératives agricoles d'utilisation en commun des terres et des machines, d'approvisionnement et de commercialisation. Dans certains pays, les coopératives urbaines de crédit sont destinées aux artisans et aux commerçants; dans d'autres, elles peuvent servir au travailleur salarié de caisses d'épargne et de prévoyance, plutôt que de caisses fournissant des capitaux d'exploitation. Il existe enfin, dans plusieurs pays, de nombreuses coopératives urbaines de logement, soit sous la forme de coopératives d'ouvriers du bâtiment, soit sous celle de coopératives de locataires ou de propriétaires futurs.

### Coopératives de production artisanale ou industrielle

#### Origine et nature

325. Les premières coopératives de production industrielle furent créées au début du XIX<sup>me</sup> siècle, principalement en Europe occidentale, par des artisans qualifiés qui, dans un monde où la mécanisation et la production de masse faisaient de plus en plus de progrès, voulaient exercer leur métier sans pour autant sacrifier leur indépendance en allant travailler dans une usine appartenant à un particulier ou à une société. Dans certains cas, l'impulsion nécessaire était donnée par un employeur novateur ou philanthrope, qui transformait son entreprise en une association; celle-ci pouvait se faire enregistrer comme coopérative, à condition qu'elle fût véritablement indépendante et qu'elle eût pour objet le partage des excédents financiers.

326. En Allemagne, et plus tard en Asie, la coopération se proposait moins de créer des ateliers autonomes pour des artisans indépendants que de permettre à ceux-ci de conserver leur indépendance, soit en leur fournissant des crédits pour l'acquisition de matières premières et de biens d'équipement, soit en leur livrant les produits, parfois déjà préparés, dont ils avaient besoin, ou encore en vendant les produits finis après les avoir quelquefois soumis à une dernière transformation. Ces organisations visent souvent à permettre aux petites industries de subsister et de se moderniser progressivement, mais elles peuvent servir aussi à implanter une industrie décentralisée moderne dans des régions rurales disposant de l'énergie électrique et des réserves de main-d'oeuvre nécessaires à l'industrialisation.

327. Malgré certains succès remportés dans les pays industrialisés d'Europe occidentale, en France et au Royaume-Uni d'abord, en Allemagne et en Italie ensuite, les coopératives de production industrielle n'ont pas joué de rôle marquant dans l'économie nationale des pays ayant une industrie très développée et concurrentielle. Elles se sont davantage imposées dans les pays d'Asie à économie en voie de développement, où elles ont bénéficié de l'aide de l'Etat, qui pensait ainsi faire progresser l'industrialisation. Les petites industries des zones rurales ont été entraînées dans le mouvement, car il fallait accroître les possibilités d'emploi, augmenter les revenus, relever le niveau de vie et aboutir à une économie plus équilibrée et intégrée.



328. En U.R.S.S. et dans d'autres pays d'Europe orientale, la création de coopératives de travailleurs et d'artisans était prévue dans les plans de l'Etat, qui s'est efforcé de transformer la production artisanale en une production socialisée. Ces coopératives sont donc plus nombreuses et mieux organisées qu'ailleurs. L'Etat les aide en leur fournissant des matières premières (métaux, cuir, laine, coton, autres textiles) et du matériel. Elles bénéficient d'un traitement de faveur et du droit de prendre à bail des fabriques coopératives, ainsi que des entrepôts d'Etat inutilisés et d'autres locaux industriels. Elles sont organisées essentiellement en vue de la production collective de biens de consommation, et complètent ainsi la production de l'industrie d'Etat.

Tableau 8. Coopératives artisanales et industrielles :  
Nombre, effectif des membres et chiffre d'affaires dans divers pays

Pays	Nombre de coopératives	Effectif des membres	Chiffre d'affaires (en millions de livres sterling)
Bulgarie (1960)	917	102.000	500
Ceylan (1959)	926	36.000	2
France (1958)	582	38.000	36
Inde (1958)	19.631	1.711.071	48
Israël (1958)	226	6.674	28
Italie (1958)	3.221	248.324	20
Mexique (1958)	617	80.000	--
Pakistan occidental (1959)	1.353	87.705	6
Royaume-Uni (1958)	41	12.554	6,5
Suisse (1958)	44	1.920	3
U.R.S.S. (1955)	8.000	1.200.000	6.200

329. Le tableau 8, qui se fonde sur les chiffres de l'Alliance coopérative internationale, les chiffres de l'Union centrale des coopératives de consommation de l'U.R.S.S. (Tsentrsoïouz) et sur d'autres sources, indique le nombre des coopératives de production dans certains pays, l'effectif de leurs membres et leur chiffre d'affaires; il en ressort que ces coopératives jouent un rôle peu important dans l'économie des pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. En ce qui concerne la France et l'Italie, c'est de loin dans la construction qu'elles sont le plus nombreuses; il en est de même en Suisse, où c'est dans ce domaine que presque toutes les coopératives de ce genre exercent leur activité. Les chiffres se rapportant à la Bulgarie et à l'U.R.S.S. montrent que les coopératives de production, bien qu'elles ne puissent se comparer en importance aux coopératives rurales de consommation, représentent cependant un élément de premier ordre dans l'économie de ces pays. En U.R.S.S., ces coopératives ont fabriqué en 1952 jusqu'à 65 pour cent des ustensiles de cuisine métalliques, 45 pour cent de la coutellerie, 40 pour cent de l'ameublement et 35 pour cent des lits métalliques et des articles cousus. Pour ce qui est de Ceylan, de l'Inde et du Pakistan, les chiffres indiqués sont révélateurs. Au Mexique, de grands progrès ont été réalisés dans certaines industries; ainsi, les coopératives fournissent environ 20 pour cent de la production nationale de ciment et approximativement 30 pour cent de la quantité totale de sel extraite annuellement.

### Genres d'activités exercées

330. Ces activités sont des plus diverses. Dans les provinces francophones du Canada, en France, en Italie et en Suisse, la plupart des coopératives industrielles exercent leur activité dans le secteur du bâtiment ou des travaux publics. En France, en outre, nombre d'entre elles se consacrent aux secteurs suivants : papeterie et édition, métallurgie et électrotechnique, ameublement, textiles, habillement, travail du cuir et alimentation. Au Royaume-Uni, elles sont particulièrement nombreuses dans les industries de la chaussure, de l'habillement et de l'imprimerie. Au Danemark, l'éventail couvre la chaussure, l'alimentation, la fabrication de postes de radio, l'imprimerie, l'édition et la reliure, le bâtiment, la coiffure et les produits de beauté. Dans la République fédérale d'Allemagne, les coopératives ouvrières de production, relativement peu nombreuses par rapport au grand nombre de coopératives constituées par de petites entreprises indépendantes, s'adonnent à la construction, au travail du bois et du cuir, à l'imprimerie et à l'édition, à l'électrotechnique, à la distribution d'eau, à la fabrication de la bière et à l'exploitation d'abattoirs. En Espagne, la papeterie, les textiles, la métallurgie, l'électrotechnique, la chaussure, l'ameublement et l'alimentation comptent parmi les principaux secteurs organisés coopérativement.

331. Dans les pays à économie planifiée, l'activité coopérative s'exerce dans une gamme plus étendue de secteurs et se traduit par la fabrication de produits plus nombreux et plus divers, parmi lesquels figurent la plupart des biens de consommation : textiles, cuirs travaillés, ustensiles de cuisine, appareils électroménagers tels que machines à laver, métaux et bois travaillés, petit outillage et pièces de rechange, matériaux de construction, accessoires de photographie, etc. On a également encouragé certains métiers traditionnels (par exemple, en U.R.S.S., la fabrication d'objets de papier mâché peints, la bijouterie de fantaisie et la confection de tapis et, en Tchécoslovaquie, la bijouterie et la poterie), mais, malgré l'intérêt accordé à ces fabrications artisanales traditionnelles, le mouvement coopératif est surtout axé sur la production collective de biens de consommation de qualité avec une spécialisation plus poussée, comme c'est le cas en Bulgarie, dans le cadre d'un secteur déterminé (par exemple, dans l'industrie de l'habillement, où les vêtements de sport, les vêtements pour enfants, etc., sont produits par des organisations distinctes).

332. Au Mexique, deux importantes cimenteries appartiennent à des coopératives, de même qu'une fonderie. D'autres coopératives exercent leur activité dans le domaine du bâtiment ; l'une d'elles fournit la plus grande partie de la pierre utilisée à Mexico. Certaines exploitent des mines de sel, d'autres des boulangeries, des usines textiles et diverses petites industries. Les imprimeries coopératives de Mexico sont peut-être les plus modernes de tout le continent américain. En Amérique du Sud, on rencontre des coopératives de production dans la verrerie (en Argentine et en Uruguay), d'autres encore dans le bâtiment, le travail du bois et la carrosserie des véhicules de transports publics (en Argentine et dans d'autres pays).

333. En Asie, le champ d'action des coopératives de production s'étend principalement aux petites industries rurales. En Turquie, elles sont fortement représentées dans le secteur des textiles (nombre d'entre elles n'ont que des femmes comme membres). A Ceylan, en Inde et au Pakistan, il y a des coopératives de tisserands, de tanneurs, de charpentiers, de potiers, d'ouvriers sur métaux et de cordonniers (formées essentiellement d'artisans). Au Japon, on trouve surtout des coopératives spécialisées dans l'élaboration des produits alimentaires, mais elles sont également représentées dans d'autres secteurs : céramique, laque, textiles et divers métiers traditionnels. En Israël, les coopératives de production autres que les coopératives de transport (voir paragraphe 336) étaient à l'origine des entreprises, petites ou moyennes, spécialisées dans les métiers manuels. Depuis lors, leur champ d'activité s'est étendu aux domaines suivants : métallurgie, production d'électricité, industrie du bois, bâtiment, textiles, vêtements sur mesure, taille des diamants, verrerie, céramique, fabrication de cigarettes, construction de châssis, etc.

334. En Afrique, il existe peu d'exemples de coopératives industrielles de production. Un premier pas a été fait au Maroc, où l'on compte 50 coopératives artisanales de tanneurs et de mégissiers, produisant par exemple des portefeuilles, de potiers et de charpentiers ainsi que quelques coopératives de fileuses, de tisseuses et de brodeuses. Au Nigéria, il y a quelques coopératives de cordonniers, de tisseurs, de tailleurs, d'ouvriers sur cuir et de sculpteurs sur bois.

### Secteur des services

335. On peut faire une distinction entre les petites entreprises coopératives artisanales ou industrielles et les coopératives formées de personnes qui fournissent des services spécialisés : services techniques ou comptables (France), concerts, coiffure, réparation de moteurs, manutentions portuaires, maçonnerie ou boulangerie (Espagne), spectacles, enseignement privé, services de voyages, transports maritimes et services portuaires, réparation de navires et exploitation d'entrepôts, consultations familiales, services matrimoniaux, services de vente, cordonnerie, nettoyage chimique et stoppage, coiffure et autres services (Europe orientale). En Israël, des coopératives de ce type s'occupent aussi bien de l'approvisionnement, de la distribution de la glace ou du pétrole que de l'exploitation de blanchisseries, de cinémas, de restaurants, etc.

336. Les coopératives de transport jouent un rôle important en Israël, où elles monopolisent presque entièrement les transports en commun urbain et interurbain en même temps qu'elles acheminent une bonne partie des marchandises et exploitent de nombreux taxis. En 1956, leurs véhicules routiers ont transporté 180 millions de passagers, les chemins de fer israéliens 4 millions seulement. En France, il existe une coopérative exploitant des taxis qui dispose de ses propres ateliers et garages, une autre qui se spécialise dans les déménagements et une troisième qui effectue les transports de matériaux de construction. En Italie, il y a des coopératives de camionneurs et de conducteurs de taxis, une coopérative exploitant des remorqueurs et des péniches, des coopératives assurant le transport maritime de passagers et de marchandises et une coopérative exploitant un réseau ferroviaire. Dans la République fédérale d'Allemagne, des coopératives assurent des services de transport de voyageurs et de camionnage, des transports par voie fluviale (remorqueurs et péniches) et par ferry-boats. A Ceylan, il y a deux coopératives de transport par ferry-boats. En Amérique du Sud, les services de camionnage et de transport publics de voyageurs assurés par des coopératives prennent de l'extension, en particulier en Argentine. En Afrique, le gouvernement de Tanzanie a encouragé financièrement la constitution de coopératives de camionnage et de transport de voyageurs, dont les membres sont parfois les propriétaires des moyens de transport, mais plus souvent encore les conducteurs, les contrôleurs et autres travailleurs qui assurent ces services.

337. Les coopératives d'aveugles et autres infirmes constituent une catégorie spéciale de coopératives de production. Il en existe un certain nombre en Allemagne, en Pologne, en Tchécoslovaquie et dans d'autres pays. Certaines de ces coopératives fournissent du travail à leurs membres et écoulent leur production tout en s'occupant de leur santé, de leurs activités sociales et de l'organisation de centres de vacances.

338. Dans la République fédérale d'Allemagne, des artisans spécialisés, par exemple des menuisiers et des tailleurs, ont constitué des coopératives d'achat pour l'acquisition en gros des matériaux et des fournitures qui leur sont nécessaires afin de pouvoir lutter contre la concurrence. De nombreuses coopératives de tailleurs disposent d'ateliers de coupe centralisés. On trouve notamment ces coopératives d'achat dans le secteur de l'alimentation ; ainsi, dans certaines régions du pays, 60 pour cent des boulangers et des bouchers sont des coopérateurs.

### Méthodes d'administration et de contrôle

339. Il existe grosso-modo deux types principaux de coopératives artisanales industrielles : d'une part, celles dans lesquelles chacun des membres travaille pour son propre compte, la coopérative ayant pour rôle de les aider à s'approvisionner en matières premières et en biens d'équipement, de mettre des fonds à leur disposition et de commercialiser les produits ouvrés ; d'autre part, celles qui se chargent elles-mêmes de la production, encaissent les bénéfices et supportent les pertes éventuelles. Dans ce dernier cas, le travail se fait généralement dans un atelier commun, mais cette règle n'est pas absolue, car il arrive aussi que les matières premières soient fournies aux membres qui les transforment à leur domicile. Parfois, les opérations élémentaires sont effectuées individuellement, tandis que le finissage - polissage ou montage par exemple - est exécuté dans un atelier commun. Il arrive aussi que la coopérative mette à la disposition de ses membres, pendant de courtes périodes et contre rémunération, les installations nécessaires pour la préparation des matières premières (par exemple pour le tannage des peaux), les travailleurs transformant ensuite à domicile les matières ainsi préparées.

340. Les coopératives industrielles recrutent habituellement leurs membres parmi les travailleurs adultes possédant une formation professionnelle complète, mais il n'est pas rare qu'elles occupent aussi nombre de personnes qui n'en font pas partie : adolescents, travailleurs temporaires, travailleurs sans formation et sans qualification, dont l'effectif atteint parfois celui des membres. Dans les nombreuses coopératives formées par des maîtres artisans et des propriétaires de petites entreprises, il arrive, mais cela est rare, que le personnel employé par les membres puisse s'affilier lui aussi.

341. Dans les ateliers coopératifs, où tous les travailleurs adultes - ou la plupart d'entre eux - sont membres de la coopérative, il se pose quelques questions intéressantes concernant les relations internes et la discipline du travail. Le comité de direction est élu par les travailleurs, et ses membres sont choisis parmi eux. Il nomme à son tour le directeur et les cadres. Or, les membres du comité peuvent être de simples travailleurs qui, pendant les heures de travail, exécutent les ordres donnés par des directeurs et des contre-maîtres qu'ils ont eux-mêmes désignés. Dans certains cas, les difficultés nées de ces relations particulières ont entraîné la dissolution des coopératives. Dans d'autres cas, il s'est créé une tradition grâce à laquelle on est parvenu à faire coexister la discipline et la démocratie. Parfois, les postes sont pourvus à la suite d'élections, mais leurs titulaires ne les occupent que pour une durée limitée. Le problème de la discipline se pose moins souvent lorsque le travail est effectué au domicile des membres, mais il faut cependant exercer un contrôle sur les dates de livraison et sur la qualité du travail. Quand les membres sont des artisans indépendants, leurs relations avec la coopérative sont les mêmes que celles des agriculteurs avec une coopérative d'approvisionnement ou de commercialisation, et il n'y a pas de difficulté particulière à résoudre.

### Financement et biens d'équipement

342. A la base des coopératives industrielles, on trouve presque toujours le principe de la responsabilité limitée des membres et de leur participation au capital social, qui peut être considérable quand ils sont eux-mêmes propriétaires de petites entreprises. La plupart de ces coopératives ont cependant recours à l'emprunt, soit pour acquérir des biens d'équipement, soit pour couvrir leurs dépenses courantes, notamment pour acheter des matières premières. Dans divers pays, les coopératives industrielles créent elles-mêmes des caisses nationales à cette fin.

343. Dans les pays en voie de développement, les pouvoirs publics ont fourni à ces coopératives, à des conditions avantageuses, des machines telles que des métiers mécaniques, des tours, des perceuses et des scies mécaniques. En Inde, l'Etat accorde des prêts aux futurs membres des coopératives artisanales ou industrielles afin qu'ils puissent souscrire des parts sociales ; en outre, il prête à un faible taux d'intérêt, soit directement, soit par l'intermédiaire

de banques coopératives sous garantie officielle, des fonds destinés à servir de capital d'exploitation. Depuis quelques années, c'est la Banque de réserve de l'Inde qui s'acquitte de cette tâche en fournissant, par le truchement des banques coopératives, des fonds pour la production et la vente d'étoffes tissées à la main. Dans la République arabe unie (Egypte), comme à Ceylan et en Turquie, l'Etat accorde des prêts et une aide technique. Au Japon, les prêts à court terme sont consentis par la Banque centrale pour les coopératives commerciales et industrielles, qui est un organisme officiel, les prêts à long terme provenant de la Banque de financement des petites entreprises et de la Banque nationale de financement.

344. Dans les pays à économie planifiée, l'Etat fournit aux coopératives de production tous les moyens de production nécessaires, au prix de gros, pour leur permettre de démarrer. Ces entreprises collectives de production bénéficient de crédits de l'Etat, mais on les encourage à constituer leurs propres réserves ; les caisses centrales disposent ainsi de fonds importants qui, en U.R.S.S. par exemple, permettent d'accorder des prêts à long terme. Dans ce pays, les fonds nécessaires pour le financement des coopératives de production, notamment celles qui groupent des paysans disposant de peu de ressources, ont été constitués par divers types de coopératives, dont les coopératives rurales de consommation et des organismes publics tels que les mutuelles destinées à aider la paysannerie.

345. Dans d'autres pays, par exemple au Danemark et au Royaume-Uni, les coopératives ouvrières de production sont étroitement liées aux coopératives de consommation ; dans le second de ces pays, les coopératives de consommation détiennent des parts sociales dans les coopératives de production. En France, la Caisse centrale de crédit coopératif accorde des prêts à long terme sur les fonds publics ; l'appui de l'Etat ne va toutefois pas aussi loin dans tous les pays. Dans la République fédérale d'Allemagne, les coopératives artisanales ou industrielles dépendent entièrement des banques coopératives créées par l'épargne privée, notamment des 718 banques populaires, dont la plupart sont des institutions du type Schultze Delitzsch d'une certaine importance, des cinq banques centrales constituées par les banques populaires et de la Banque coopérative allemande de Francfort. En Israël, les coopératives artisanales ou industrielles possèdent leur propre organisation centrale (Merkaz Hacooperatsia) qui gère une caisse de prêt. En Espagne, les coopératives peuvent obtenir des prêts de l'Organisation syndicale ou de l'Union nationale des coopératives industrielles, tant pour la modernisation des installations que pour l'achat de matières premières.

#### Approvisionnement en matières premières

346. En Inde et dans d'autres pays en voie de développement, les matières premières essentielles telles que le fer, l'acier et le ciment, font l'objet d'un contrôle de l'Etat et peuvent être acquises à des prix avantageux par les coopératives artisanales ou industrielles. En Birmanie, l'importation de la soie et des fibres de coton est également soumise à un contrôle, et les coopératives achètent ces produits à l'Etat. Dans les pays à économie planifiée, l'aide fournie par l'Etat aux coopératives consiste notamment à faciliter au maximum leur approvisionnement en matières premières. Dans les autres pays, les coopératives achètent leurs matières premières sur le marché le plus favorable auquel elles ont accès, que ce soit pour les utiliser dans leurs propres ateliers ou pour les revendre à leurs membres travaillant à leur compte. Les petites entreprises membres d'une coopérative ne font pas nécessairement tous leurs achats par l'intermédiaire de celle-ci ; ainsi, au Japon, la proportion de leurs achats aux coopératives ne dépasserait pas 35 à 40 pour cent. Dans quelques pays, les coopératives d'approvisionnement disposent de magasins de gros régionaux et nationaux qui achètent en grande quantité, constituent des stocks, soumettent des échantillons et sont parfois disposés à vendre à crédit aux coopératives locales. Nombre de ces magasins de gros sont spécialisés dans une branche plutôt que dans l'approvisionnement des diverses coopératives d'une région déterminée, mais la gamme des marchandises vendues n'en est pas moins considérable. Dans la République fédérale d'Allemagne, par exemple, l'Union centrale des coopératives d'approvisionnement en matières premières de l'industrie de la chaussure a en stock diverses qualités de cuir, de caoutchouc, de produits chimiques, de textiles, de colles, de formes, de talons en bois ou en plastique, ainsi que des machines et des outils de tout genre.

### Commercialisation des produits

347. Les coopératives artisanales ou industrielles travaillant à leur propre compte doivent naturellement trouver des débouchés pour leurs produits. Ce n'est pas toujours facile, surtout pour des entreprises qui en sont à leurs débuts, sont peu connues, n'ont pas encore de clientèle et qui souvent sont trop petites pour faire de la publicité ou pour créer leur propre marque. Pour résoudre le problème, elles s'entendent parfois avec des coopératives de consommation qui s'engagent à acquérir la majeure partie de leur production. Mais, le plus souvent, les coopératives de production dépendent essentiellement des commandes de l'Etat pour des articles tels que les uniformes civils et militaires, pour la construction de logements et de ponts, pour la fourniture d'ameublement pour les écoles et les bureaux, etc. D'autres coopératives sont parvenues à trouver des débouchés par les méthodes commerciales normales.

348. Dans les pays à économie planifiée, l'écoulement de la production ne se heurte pas aux mêmes difficultés, les coopératives de production étant officiellement considérées comme constituant un important appoint pour l'industrie d'Etat. Leur production est commercialisée par des organismes d'Etat ou par les coopératives rurales de consommation. Les marchandises destinées à l'exportation sont écoulées par l'Etat lui-même ou par l'organisme central national des coopératives de production (par exemple, en Bulgarie, l'Union centrale des coopératives ouvrières de production).

349. Il est plus rare que les coopératives se chargent d'écouler les articles fabriqués par leurs membres travaillant à leur propre compte. En Turquie cependant, il y a plus de 300 coopératives groupant plus de 100.000 tisserands à domicile, dont la production est vendue dans les magasins de la coopérative (en fait, ces membres ne sont pas tout à fait indépendants, puisqu'ils doivent faire appel à la coopérative, tant pour leur approvisionnement en matières premières que pour l'obtention de crédits). Le plus souvent, les membres des coopératives industrielles ou artisanales, lorsqu'ils travaillent pour leur propre compte, produisent pour un marché local (c'est le cas notamment des boulangers et des cordonniers de village) ou vendent directement à des détaillants ou à des grossistes. Les coopératives peuvent parfois s'assurer de meilleurs débouchés en passant d'importants contrats avec des entreprises privées et en répartissant le travail entre leurs membres. Lorsqu'un produit ne correspond pas aux besoins locaux et doit être vendu sur des marchés éloignés, il se peut que les coopératives soient seules en mesure de l'écouler. Il en est notamment ainsi quand, comme c'est le cas en Asie pour les étoffes tissées à la main, les débouchés ne sont pas assurés et risqueraient d'être perdus au profit des textiles produits en usine si les articles tissés à la main ne bénéficiaient pas d'un appui de l'Etat. Dans certains pays, les coopératives de commercialisation ont surtout pour objectif de protéger l'artisanat d'art local : confection de tapis et d'objets en cuir en Afrique du Nord, sculpture sur bois en Afrique occidentale, soieries et autres tissus de prix en Inde. Le problème qui se pose alors vient de ce que les matières premières sont coûteuses, le travail lent et minutieux, et les articles tellement chers qu'ils doivent être considérés comme des articles de luxe. Parfois, la production était uniquement achetée par une clientèle aristocratique qui n'existe plus aujourd'hui dans les pays en cours de développement ; parfois même, elle avait sa raison d'être dans un culte religieux qui est désormais en voie de disparition. Les exportations ou la vente aux touristes peuvent parfois se substituer aux anciens débouchés, mais ce n'est pas toujours possible.

350. Les coopératives de commercialisation ont parfois un objectif assez différent, comme au Japon, où la fabrication d'éléments de bicyclettes, par exemple, est confiée à un certain nombre de petites entreprises, dont certaines sont des coopératives de producteurs, les éléments étant ensuite assemblés dans une usine coopérative qui se charge de la vente des bicyclettes.

### Répartition des gains et des excédents

351. Si la coopérative travaille pour son propre compte, ses membres perçoivent un salaire calculé en général selon le taux habituellement appliqué au genre de travail qu'ils exécutent, encore que, parfois, non seulement la quantité, mais encore la qualité du travail entre en considération. Il arrive cependant - l'Association des fabricants d'instruments de précision en France en est un exemple - que tous les membres touchent un salaire identique, tout au moins pendant quelques années, qu'ils travaillent en atelier, au service de la comptabilité ou à la direction de la fabrique. Les membres qui travaillent à domicile touchent parfois un salaire, mais le plus souvent ils sont rémunérés aux pièces. Lorsque la coopérative assure certains services au profit de producteurs indépendants, elle prend livraison de leur production pour la vendre au prix courant du marché. Les excédents financiers disponibles à la fin de l'exercice peuvent être répartis, proportionnellement au travail exécuté, au salaire perçu ou aux marchandises livrées, sous la forme d'un dividende sur les parts sociales. Une partie des excédents peut être versée à un fonds central pour constituer des réserves ou un capital destiné à financer des prêts à long ou à moyen terme, à moins qu'elle ne vienne alimenter un fonds de développement au sein de la coopérative ou qu'elle ne soit employée à des fins d'intérêt général. Dans les coopératives d'approvisionnement en matières premières et en outillage, les excédents seront évidemment l'unique forme de gain que la coopérative pourra distribuer à ses membres.

### Progrès technique, formation professionnelle et apprentissage

352. Toutes les coopératives artisanales ou industrielles de production s'efforcent d'améliorer le niveau technique de la production, de moderniser cette dernière et de la mécaniser. C'est généralement l'un des principaux objectifs visés par les organisations secondaires et par les ministères qui recourent à cette forme de coopération pour encourager l'industrialisation. En effet, si aucun effort n'est fait dans ce sens, les coopératives risquent toujours, surtout si elles bénéficient de subventions de l'Etat, de s'en tenir pendant un certain temps à des méthodes traditionnelles et non rentables de production qui, sans cela, disparaîtraient rapidement par suite de la concurrence que leur feraient des usines du pays ou de l'étranger.

353. Il existe en Europe orientale des programmes très complets de formation professionnelle du personnel des coopératives de production, programmes qui visent à améliorer la compétence des cadres techniques et des spécialistes. En Bulgarie, en U.R.S.S. et dans d'autres pays d'Europe orientale, des instituts de perfectionnement ont été créés à l'intention de la maîtrise des coopératives de production ; ces instituts relèvent parfois du syndicat central. Dans d'autres pays, le personnel suit un apprentissage ou fréquente des écoles pendant les heures de travail, mais il n'est pas certain que ce système soit généralisé ou systématique. Dans la République fédérale d'Allemagne, cette préparation est assurée dans le cadre général de la formation professionnelle et selon les normes fixées par les associations professionnelles générales. Au Japon, la Fédération centrale des coopératives de petites industries organise des stages de courte durée pour le personnel des coopératives et dispose d'une école qui reçoit un petit nombre d'internes choisis pour y suivre des cours de brève durée eux aussi ; on se rend compte toutefois que c'est insuffisant.

### Organisations de second degré

354. Il existe plusieurs formes d'organisations de coopératives de production de second degré. En Bulgarie, il y a l'Union centrale des coopératives ouvrières de production, qui coordonne et dirige l'activité de toutes les coopératives de ce type que l'on trouve dans le pays. En U.R.S.S., la structure des coopératives comporte essentiellement trois degrés : artels de producteurs ; conseils de producteurs territoriaux ou régionaux ; conseils de producteurs des républiques. Le conseil central (national) des producteurs a été supprimé, la coordination de la production étant assurée de concert avec les conseils économiques et les soviets locaux. Dans la République fédérale d'Allemagne, il

existe une union nationale qui s'occupe des achats, de la représentation des intérêts des coopératives, de la commercialisation, de la vérification des comptes et des opérations bancaires. Elle englobe les coopératives urbaines d'épargne et de crédit et les coopératives de détaillants, constituant ainsi un organisme à la fois puissant et remarquablement souple, alors que dans d'autres pays ces différentes fonctions sont souvent assumées par des unions ou des fédérations spécialisées. On trouve, en Autriche, une union nationale, ce qui est également le cas pour la Suisse, où il existe une organisation groupant une vaste gamme d'activités concernant le bâtiment. Des fédérations de coopératives de production existent en France - où l'on compte un certain nombre de fédérations spécialisées dans des secteurs tels que le bâtiment et les travaux publics, le livre, l'habillement, la mécanique et l'électricité - et au Royaume-Uni.

355. En Israël, toutes les coopératives de production sont affiliées au Centre de coopération. Cette organisation compte un certain nombre de filiales au service de la coopération et comprend un fonds coopératif, qui finance la création de nouvelles sociétés, ainsi qu'une coopérative d'achat, qui pourvoit en particulier aux besoins des coopératives de transport. L'Union de revision des coopératives industrielles est chargée de contrôler les comptes de toutes les coopératives.

356. En Inde, les coopératives artisanales ou industrielles sont groupées en unions coopératives de district ou d'Etat qui écoulent leurs produits et les approvisionnent en matières premières et en matériel. Dans certains Etats, il existe une coopérative industrielle d'Etat qui approvisionne les coopératives artisanales ou industrielles de tout genre et commercialise leur production ; toutefois, un organisme distinct doit être créé pour les coopératives textiles, conformément à une tendance qui a pour effet de séparer ces coopératives des autres coopératives artisanales ou industrielles. Dans deux Etats de l'Inde, des unions de tisserands prospères ont créé des teintureries, des dépôts, des usines expérimentales et des filatures qui approvisionnent les coopératives de tisserands qui leur sont affiliées. Au Japon, la Fédération centrale des coopératives de petites industries s'occupe principalement de défendre les intérêts des coopératives artisanales ou industrielles, de fournir des conseils et d'organiser des activités pédagogiques. A Ceylan, il y a plusieurs unions de coopératives artisanales ou industrielles, dont l'activité s'exerce surtout dans le secteur du textile, mais il n'existe pas d'union centrale pour l'ensemble du pays.

#### Aspects sociaux

357. Presque toutes les coopératives de production se préoccupent du bien-être de leurs membres, avec lesquels elles ont nécessairement des relations plus étroites et plus suivies que les coopératives de consommation ou les coopératives agricoles. Elles ont organisé des caisses de pension et de maladie dont bénéficient les travailleurs des ateliers coopératifs, les mesures adoptées variant en fonction des normes traditionnelles et du niveau atteint dans chaque pays par les services sociaux officiels.

358. En Tchécoslovaquie, en U.R.S.S. et dans d'autres pays d'Europe orientale, où les coopératives de production sont puissantes, les membres bénéficient, en règle générale, comme les travailleurs des entreprises d'Etat, de soins médicaux gratuits ainsi que de prestations de maladie et de vieillesse. La coopérative prend à sa charge les frais ; en outre, des sanatoriums, des maisons de vacances, des crèches, des jardins d'enfants et des maisons de retraite ont été créés.

359. En France, les cinquante coopératives ouvrières de production, dont la plus connue est la fabrique de boîtiers de montres Boimondau, représentent une nouvelle formule de communauté ouvrière organisée sur le modèle coopératif, dans laquelle la propriété et la direction sont collectives, et constituent une synthèse entre l'individualisme et la vie en collectivité. Le système d'aide mutuelle englobe la fourniture des soins médicaux, le fonctionnement de cantines et de jardins d'enfants, l'organisation de distractions, etc. Cette formule en est encore au stade expérimental.



360. Les coopératives artisanales ou industrielles japonaises organisent des services sociaux, font construire des foyers et contrôlent le recrutement des travailleurs, qui sont parfois de simples salariés et non des membres de la coopérative. En Inde, diverses coopératives de tisserands à la main ont pu, grâce à des prêts généreux accordés par l'Etat, construire des logements pour leurs membres.

#### Coopératives de main-d'oeuvre

361. Il n'est pas toujours facile de distinguer ces coopératives des coopératives de production, surtout lorsqu'elles consacrent leur activité aux métiers du bâtiment. Cependant, elles se caractérisent par le fait que leurs membres sont des travailleurs manuels, qu'ils travaillent en équipes, qu'ils se déplacent et ne sont pas liés à des installations fixes ou à un lieu de travail unique. Apparemment, les premières coopératives de ce type ont été créées en Hongrie et en Italie parmi les équipes de manoeuvres occupés à des travaux de génie civil, à la construction de routes, de voies ferrées, de tunnels et de ponts, à des travaux de drainage et d'irrigation. La coopérative choisissait elle-même ses chefs, négociait des contrats avec d'éventuels employeurs et se chargeait de la rémunération ainsi que de la discipline au sein de l'équipe. Elle n'avait pas besoin de capitaux importants, la cohésion du groupe constituant le principal facteur de succès.

362. Il s'est révélé plus difficile d'organiser les ouvriers du bâtiment de la même manière. En effet, la main-d'oeuvre du bâtiment se compose non seulement de simples manoeuvres, mais aussi de travailleurs de nombreux corps de métier, ce qui suscite des difficultés pour équilibrer l'emploi et éviter des conflits d'intérêts. Or, pour pouvoir soumissionner des travaux, il faut que la coopérative dispose à la fois de travailleurs qualifiés et de capitaux importants. Les sommes convenues sont réglées au fur et à mesure que les diverses tranches de travaux sont terminées et, en attendant, il faut acheter des matériaux coûteux. Dans les pays évolués sur le plan technique, il faut également un matériel onéreux. Le manque de capitaux a fait sombrer les corporations du bâtiment en Grande-Bretagne au lendemain de la première guerre mondiale et, dans les pays où elles sont parvenues à se maintenir (en Italie, par exemple), elles le doivent généralement aux facilités particulières dont elles ont bénéficié. Dans les pays en voie de développement d'Afrique, quelques tentatives de créer des coopératives de construction ont abouti à des résultats relativement satisfaisants.

363. Bon nombre des services agricoles décrits au paragraphe 239 sont assurés parfois par des coopératives de main-d'oeuvre. Dans certaines régions de l'Inde et en Israël, les manutentions portuaires ont été également organisées selon la formule coopérative. Certaines coopératives de transport, notamment celles qui n'acheminent qu'un seul genre de choses, par exemple les matériaux d'empierrement pour la construction des routes ou les déchets, sont parfois comprises dans la catégorie des coopératives de louage de services.

#### Travaux sous contrat

364. C'est sans doute l'Etat qui offre le plus de marchés, car il fait exécuter des travaux publics extrêmement variés qui exigent le concours d'une nombreuse main-d'oeuvre temporaire et, de plus, il est généralement propriétaire d'entreprises publiques et de ressources naturelles telles que les forêts. Les municipalités, les autorités portuaires et les services d'utilité publique peuvent également proposer des marchés. Certaines coopératives travaillent néanmoins pour des employeurs du secteur privé, surtout, semble-t-il, dans l'agriculture. Il arrive aussi qu'elles travaillent pour d'autres coopératives ; ainsi une coopérative d'ouvriers du bâtiment peut travailler sous contrat pour une coopérative de logement.

### Financement

365. Les coopératives qui passent des contrats uniquement pour la fourniture de main-d'oeuvre ne se heurtent pas à de grandes difficultés financières. Le capital social souscrit par les membres suffit en général pour couvrir leurs besoins immédiats. Les coopératives qui assument l'entière responsabilité de travaux de construction se trouvent dans une situation différente. Pour autant qu'on le sache, elles n'ont enregistré de succès que lorsque les maîtres de l'oeuvre (généralement les pouvoirs publics) étaient prêts à consentir des avances importantes avant la mise en chantier des travaux et, par la suite, à certains intervalles pendant leur exécution. Une banque coopérative sera souvent en mesure d'accorder ces avances, mais elle voudra sans doute obtenir une garantie de l'Etat, car il est peu probable qu'une coopérative de main-d'oeuvre puisse fournir des garanties suffisantes.

### Administration et contrôle

366. Théoriquement, l'administration et le contrôle ne diffèrent en rien du système coopératif habituel. Cela dit, le succès d'une coopérative de main-d'oeuvre dépend pour beaucoup, en pratique, du choix de son principal agent - secrétaire ou président -, qui doit pouvoir non seulement négocier des contrats avantageux, mais encore veiller à ce qu'ils soient exécutés avec discipline et efficacité. Les groupes d'ouvriers du bâtiment emploient habituellement, en Italie tout au moins, leurs propres experts techniques, notamment des architectes qui sont eux-mêmes membres de la coopérative.

367. Les coopératives de main-d'oeuvre sont peu nombreuses dans la plupart des pays et n'ont généralement pas constitué de fédérations ou d'unions nationales. On connaît cependant des cas, en France et en Suisse, par exemple, où les coopératives du bâtiment ont créé une organisation centrale. Ces coopératives sont, le plus souvent, affiliées à une fédération générale de coopératives ou à une fédération de coopératives ouvrières de production qui se charge parfois de vérifier leurs comptes et de les aider de ses conseils.

### Répartition des gains

368. Dans la plupart des cas, les membres de la coopérative touchent un salaire journalier ou hebdomadaire, calculé parfois au taux usuel, mais parfois aussi à un taux plus bas, ce qui laisse une marge pour la constitution de réserves, pour des services sociaux ou pour le versement d'indemnités de chômage pendant la morte-saison. Tout excédent en fin d'exercice peut être distribué sous forme de bonifications proportionnelles aux salaires déjà perçus. Les coopératives qui emploient des experts techniques leur versent un traitement approprié.

### Services sociaux

369. En sus des indemnités de chômage et de maladie et, parfois, des pensions qu'elles accordent à leurs membres, certaines coopératives mettent à leur disposition des cantines et des dortoirs. Quand les membres d'une coopérative vivent loin de chez eux, ces cantonnements sont souvent très bien aménagés et complétés par une infirmerie, un local servant de lieu de distraction et des terrains de sport, l'ensemble du camp étant conçu de façon à durer une année ou même plus.

### Coopératives urbaines de crédit

370. C'est là une forme importante et répandue de coopération, qui s'est développée il y a longtemps, et qui a permis de réunir des ressources financières considérables. Ces coopératives sont réparties de façon inégale de par le monde, non pas parce que leur nécessité ne se fait pas sentir partout, mais parce que, dans certains pays, on a eu recours à d'autres moyens pour se procurer des crédits. En Scandinavie, par exemple, les caisses d'épargne locales, qui n'ont pas de but lucratif mais ne sont pas véritablement des coopératives, jouent un rôle

presque identique. Au Royaume-Uni, le fait que les coopératives de consommation et la Caisse d'épargne postale acceptent des dépôts répond aux besoins de la population en matière d'épargne, mais sans satisfaire ses besoins de crédit ; des prêts peuvent toutefois être obtenus des banques commerciales et des coopératives de crédit à l'habitation.

371. Les coopératives urbaines de crédit se classent essentiellement en deux catégories. Si, en théorie, leurs objectifs sont différents, en pratique, les fonctions exercées par les organisations de l'une et de l'autre catégorie se chevauchent dans une assez large mesure. La première catégorie est celle des coopératives qui accordent des crédits aux employés et aux ouvriers pour leur permettre de faire face à des besoins personnels ou domestiques - de l'achat d'un costume à celui d'une maison, en passant par le paiement d'un séjour de vacances. Les prêts consentis à cet effet ne le sont pas à des fins "productives" ; dans la mesure où ils sont accordés à bon escient, ils apportent en revanche une aide financière utile aux bénéficiaires. De toute façon, les fonds avancés devraient être garantis, en partie tout au moins, par l'épargne de l'emprunteur. Les unions de crédit des Etats-Unis forment, de loin, le plus important et le plus puissant des groupes de coopératives de ce genre.

372. Les coopératives urbaines de crédit de la seconde catégorie sont celles qui accordent des prêts aux commerçants, aux artisans et aux chefs de petites entreprises à des fins productives, c'est-à-dire qui leur fournissent un capital fixe ou des fonds de roulement pour leur affaire. En pratique, ces prêts sont accordés sur la base de l'épargne des membres. Cependant, il n'est pas nécessairement malsain pour elles de faire appel à des sources extérieures de crédit ou de contracter des emprunts qui leur seront accordés sur l'épargne d'autres secteurs ; en effet, les prêts qu'elles accordent sont destinés à financer des investissements, qui, s'ils sont judicieux, rapporteront les sommes nécessaires au remboursement du prêt tout en produisant un accroissement du revenu de l'emprunteur. C'est sans doute dans la République fédérale d'Allemagne que les coopératives de ce genre sont le plus fortement développées, mais elles sont également nombreuses dans d'autres pays d'Europe, de même qu'en Inde, au Japon et dans d'autres régions du monde. Elles ont des liens étroits avec les coopératives artisanales ou industrielles de production.

373. Les coopératives de cautionnement représentent une forme quelque peu différente d'institutions de crédit pour les commerçants et les artisans. Il semble qu'elles soient apparues tout d'abord en Suisse, mais on en trouve aussi en Turquie et dans d'autres pays. Ces coopératives n'accordent pas elles-mêmes de prêts, mais cautionnent leurs membres, qui peuvent ainsi obtenir des avances de fonds auprès des banques.

374. Dans les pays en voie de développement, les coopératives d'épargne et de crédit que l'on trouve dans les zones urbaines ont pour objet d'encourager l'épargne et d'aider les salariés à mettre de l'ordre dans leur budget, en leur accordant des prêts soigneusement réglés pour leur permettre de couvrir leurs besoins essentiels. La formule coopérative de crédit urbain n'est guère adaptée à l'économie des pays d'Europe orientale, où toutes les questions de finances et de commerce relèvent des plans de l'Etat, qui accorde lui-même la plupart des crédits. Il existe cependant quelques coopératives urbaines de crédit dans ces pays, par exemple, en Yougoslavie, la Coopérative de crédit des cheminots à Belgrade.

#### Coopératives de crédit pour salariés

375. Le groupe de coopératives le plus important de cette catégorie est constitué par les unions de crédit, au nombre de 20.000 aux Etats-Unis et de 4.500 au Canada, et qui existent également, quoique en moins grand nombre, en Amérique du Sud, dans les Antilles et, dans une moindre mesure, ailleurs encore. A l'origine, ces coopératives s'inspiraient des caisses Raiffeisen créées en Allemagne, mais elles ont évolué dans une direction assez différente. La plupart des unions de crédit s'appuient sur des groupes professionnels dont les membres sont au service d'une même entreprise ou d'une même administration. Dans d'autres cas, leurs membres appartiennent à un syndicat ou à une association professionnelle, à une coopérative de consommation ou à une congrégation religieuse. Il

arrive également, mais le cas est moins fréquent, qu'elles soient constituées par les occupants d'un groupe d'habitations situé dans un village ou un quartier de banlieue. La responsabilité de ces coopératives est limitée. Leurs ressources sont constituées uniquement par le capital social souscrit par les membres et par les économies de ceux-ci. Il ne leur est pas interdit de faire des emprunts au dehors, mais le cas est assez exceptionnel. En règle générale, les unions de crédit ne transfèrent pas leurs excédents bancaires à d'autres institutions. Il s'ensuit qu'elles s'efforcent de restreindre la participation ou les dépôts de leurs membres à un montant qui ne dépasse pas, dans l'ensemble, les possibilités d'emprunt de ces derniers. Les dépôts se font d'ordinaire à intervalles réguliers et pour un montant fixe qui est fréquemment retenu par l'employeur sur le salaire des membres, avec le consentement de ceux-ci. Le remboursement des prêts peut également se faire de la même manière.

376. Les prêts sont presque toujours accordés pour permettre aux bénéficiaires de faire face à des besoins personnels. Les chiffres donnés ci-après, qui ne sont pas très récents, indiquent à quelles fins des prêts ont été accordés par certaines unions fédérales de crédit des Etats-Unis.

<u>Objet des prêts accordés par les unions de crédit</u>	<u>Nombre des prêts (en pourcentage)</u>	<u>Montant des prêts (en pourcentage)</u>
<u>Règlements urgents</u>		
Paie ment d'impôts, frais funéraires, frais médicaux, dépenses d'entretien	44	30
<u>Achat de biens durables</u>		
Automobiles, équipement ménager et autres biens	22	37
<u>Autres fins</u>		
Paie ment de primes d'assu- rance, frais de vacances, instruction	32	28
Investissements commerciaux	2	5

Le taux d'intérêt peut atteindre 1 pour cent par mois, soit au maximum 12 pour cent par an, mais nombre d'unions fixent un taux moins élevé. Le montant moyen des prêts a augmenté ces dix dernières années ; il est plus élevé dans les unions relativement importantes et puissantes. Ces prêts sont accordés, soit uniquement sur le crédit de l'emprunteur, avec parfois la caution d'un tiers, soit sur des garanties accessoires de différentes sortes. Les unions n'accordent pas de prêts hypothécaires ni de prêts à long terme.

377. Les unions de crédit sont dirigées par des comités élus de la manière habituelle. Au début, ces fonctions sont exercées bénévolement, encore que les unions engagent parfois un trésorier rémunéré qui, au demeurant, ne possède généralement pas de connaissances bancaires. Les unions de crédit sont organisées en sections locales (chapters) et groupées en ligues par Etat (aux Etats-Unis) ou par province (au Canada) ; ces ligues font à leur tour partie de la Fédération nationale des unions coopératives de crédit (Credit Union National Association (C.U.N.A.)). Dotées d'un personnel qualifié, elles servent d'organismes de propagande, fournissent des conseils techniques et dispensent une formation professionnelle au personnel des unions primaires. La Fédération nationale comprend plusieurs départements qui s'occupent respectivement de l'organisation et du développement des unions de crédit ; des questions juridiques et législatives ; des relations extérieures ; de la publicité et de la propagande, ainsi que de la diffusion dans le monde de la forme de coopération dont les unions de crédit sont l'expression. A cela s'ajoutent des départements spéciaux d'assurance automobile et de cautionnement sur gages mobiliers, ce qui facilite le travail des unions primaires. La Fédération nationale compte enfin deux filiales : une coopérative d'assurance mutuelle et une coopérative d'approvisionnement.

La première assure les prêts à concurrence de 3.500 livres et, en cas de décès ou d'invalidité de l'emprunteur, rembourse à l'union le solde de l'emprunt ; elle offre également aux membres des unions de crédit une assurance sur la vie reposant sur les parts sociales. La seconde approvisionne les unions en articles de papeterie, en équipement de bureau et en matériel publicitaire. Ni les ligues des Etats ni la Fédération nationale ne gèrent les fonds appartenant aux unions de crédit, qui n'ont institué aucun système régional ou national de clearing, bien que dans une certaine mesure elles octroient des prêts les unes aux autres.

378. Au Canada, les unions fédérales de crédit à charte sont placées sous la surveillance du Bureau des unions fédérales de crédit, qui relève du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Cet organisme a ouvert six bureaux régionaux et s'occupe de la vérification des comptes, de la surveillance des enquêtes concernant les nouvelles demandes de charte, des liquidations et des recherches en général. La vérification des comptes est la plus importante de ces fonctions.

379. En partie grâce à l'action menée par la Fédération des unions coopératives de crédit d'Amérique du Nord pour diffuser dans le monde cette forme de coopération, les "Credit Unions" se sont implantées dans certaines régions de l'Amérique latine (jusqu'au Chili), dans les Antilles (à la Jamaïque, à Porto Rico, à la Trinité et à Tobago en particulier) ainsi que dans les îles Fidji. Dans le même temps, le nombre des "Credit Unions" passait au Canada à plus de 4.200. A l'heure qu'il est, ces organisations comptent en Amérique du Nord et en Amérique latine plus de 13 millions de membres.

380. Les coopératives de crédit pour salariés ne se rencontrent pas uniquement en Amérique. Même si elles ne sont ni aussi nombreuses ni aussi importantes que dans ce continent, il existe ailleurs des organisations solides et florissantes. Dans la République fédérale d'Allemagne, les caisses d'épargne et de crédit des cheminots, du personnel des postes et des agents de la fonction publique, qui comptent au total près d'un million de membres, en sont un remarquable exemple. Ces banques couvrent par elles-mêmes tous leurs besoins en capitaux. Elles ont créé leurs propres organes de vérification et leurs propres banques centrales et sont en mesure d'assurer certains services bancaires, par exemple le transfert de fonds pour le compte de leurs membres. En Belgique, il existe deux sortes de coopératives urbaines de crédit ; les premières sont affiliées à la Fédération nationale des coopératives chrétiennes, les secondes, à Coop-dépôts, qui est l'organisation financière de la Société générale coopérative. En Australie, des coopératives de crédit ont été créées, souvent dans le cadre des paroisses catholiques.

381. Dans un certain nombre de pays d'Asie - en Birmanie, à Ceylan, en Malaisie, à Hong-kong et en Inde, notamment -, ainsi que dans quelques pays d'Afrique, des coopératives d'épargne et de crédit, qui ne sont pas toujours exclusivement urbaines, ont été constituées par le personnel des services publics - fonctionnaires de l'administration, cheminots, etc. Ces coopératives sont des sociétés à responsabilité limitée, dont la base financière est formée par le capital social. L'épargne est constituée habituellement par des retenues régulières d'un montant convenu opérées sur la rémunération des membres. En Indonésie, par exemple, les membres prennent le strict engagement de verser des contributions régulières au capital social de leur coopérative. Les prêts ont pour objet de permettre aux bénéficiaires de faire face à des besoins personnels. Des coopératives analogues ont été créées dans les plantations de caoutchouc et de thé en faveur des travailleurs migrants désireux de faire des économies au bénéfice de leurs familles et d'envoyer de l'argent chez eux, transaction qui peut être exécutée pour leur compte par la coopérative.

#### Coopératives de crédit pour commerçants, artisans et propriétaires de petites entreprises

382. Ces organisations, qui sont plus répandues que les coopératives de crédit pour salariés, se rencontrent dans de nombreux pays de l'Europe occidentale et de l'Asie. Elles ont pris naissance en Allemagne, vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, grâce à l'action de Schulze-Delitzsch. On compte actuellement, dans la République fédérale d'Allemagne, plus de 700 banques populaires, qui groupent plus de 700.000 membres et dont les ressources, tout entières constituées

par les parts sociales ainsi que par les dépôts des membres ou d'autres épargnants, atteignent environ 550 millions de livres. Les banques populaires sont des organisations à responsabilité limitée. La contribution des membres au capital social est relativement élevée : de 15 à 75 livres au minimum ; en outre, les membres qui empruntent des sommes importantes doivent éventuellement souscrire des parts supplémentaires. Aucune aide financière n'a jamais été demandée à l'Etat, et aucune n'en a jamais été acceptée.

383. Les banques populaires recrutent leurs membres dans les catégories suivantes : artisans indépendants : 21 pour cent ; commerçants détaillants : 11 pour cent ; agriculteurs : 11 pour cent ; membres d'autres branches d'activité ou propriétaires d'autres entreprises : 15 pour cent ; membres des professions libérales : 7 pour cent ; employés, retraités : 35 pour cent. Les prêts ne sont accordés qu'aux membres et, le plus souvent, pour les besoins de leur activité professionnelle (il s'agit en d'autres termes de prêts à des fins productives). Consentis, soit par l'escompte d'effets de commerce, soit sur les comptes courants des membres, ils sont, pour la plupart, à court terme : les prêts à long terme, autrefois, étaient fort rares. Toutefois, les exigences techniques évoluent très rapidement, même dans le petit commerce et la petite industrie. Commerçants, artisans, propriétaires de petites entreprises ont besoin de capitaux pour rééquiper leurs magasins ou leurs ateliers, si bien que les banques populaires s'attachent actuellement à répondre à ce besoin en accordant les prêts à long terme nécessaires à cet effet.

384. Les prêts octroyés par les banques populaires sont garantis, soit par le crédit de l'emprunteur, doublé habituellement de la caution d'un répondant, soit par un gage matériel (hypothèque sur des biens mobiliers constitués souvent par des machines d'atelier, etc.). Au cours des dernières années, les membres de nombreuses professions ont formé leurs propres coopératives de cautionnement qui garantissent jusqu'à concurrence de 80 pour cent les prêts consentis à leurs membres par les banques populaires. Cette caution peut être garantie elle-même jusqu'à concurrence de 80 pour cent également par les gouvernements des Länder. Pour leur part, les banques populaires ne prennent ainsi de risques que sur 20 pour cent des prêts. Loin de se borner à recevoir les dépôts d'épargne et à accorder des prêts, ces banques se chargent encore, pour la plupart, de toutes les opérations bancaires. Elles sont d'ailleurs tenues de compter parmi leur personnel un employé au moins qui ait une formation bancaire complète.

385. Toutes les banques populaires sont membres de l'une ou l'autre des dix Fédérations de contrôle, dont font partie des coopératives de commerçants, d'artisans ou de propriétaires de petites entreprises d'autres catégories (coopératives de production, coopératives d'approvisionnement du commerce, etc.), sauf s'il existe une organisation de revision spéciale pour la branche d'activité à laquelle elles se rattachent. Elles sont affiliées en outre à l'une ou l'autre des cinq caisses centrales et liées par des accords de compensation aux banques centrales des coopératives agricoles. Les banques centrales rattachées, soit aux coopératives de commerçants, d'artisans ou de propriétaires de petites entreprises, soit aux coopératives agricoles, les caisses d'épargne pour le financement de la construction (qui accordent des prêts pour la construction de maisons d'habitation) ainsi que les institutions coopératives d'assurance formées, soit par les coopératives de commerçants, d'artisans ou de propriétaires de petites entreprises, soit par les coopératives agricoles, font toutes partie de la Banque coopérative allemande, dont elles détiennent 51 pour cent du capital social (le reste est aux mains du gouvernement fédéral et des gouvernements des Länder). Institution semi-officielle, sans pour autant mettre des fonds publics à la disposition des coopératives, la Banque coopérative allemande, qui a été créée après la seconde guerre mondiale, est l'organisation faitière de l'ensemble du mouvement coopératif dans la République fédérale d'Allemagne. Elle compte une filiale, la Banque hypothécaire coopérative allemande.

386. Le mouvement des coopératives de crédit pour commerçants, artisans et propriétaires de petites entreprises de la République fédérale d'Allemagne comprend une autre institution centrale, le Fonds de garantie des banques populaires. Il est possible de faire appel à ce fonds en vue de stabiliser la situation de toute banque locale dont les comptes, à la revision, auraient laissé apparaître certaines faiblesses, cela, même si aucune perte n'a été enregistrée. La garantie ainsi offerte est préférable, considère-t-on, à l'assurance des dépôts, qui ne joue en effet, elle, que s'il y a eu perte effective.

387. En Autriche, les banques populaires se sont constituées selon le système Schultze-Delitzsch, de sorte qu'elles ressemblent beaucoup à celles de la République fédérale d'Allemagne. En Italie, ce sont des organisations du même genre, à la réserve de quelques adaptations qui ont été apportées à la formule lorsque celle-ci a été introduite dans le pays, il y a près d'un siècle, par Luigi Luzatti. Après avoir subi le contrecoup de la seconde guerre mondiale, les banques populaires ont retrouvé peu à peu la place qu'elles occupaient auparavant. En France, on compte 54 organisations de ce genre, qui groupent quelque 55.000 membres, commerçants ou propriétaires de petites entreprises. Outre qu'elles possèdent d'importantes ressources sous forme de parts sociales et de dépôts, ces banques peuvent accorder des prêts à leurs membres grâce aux facilités de crédit instituées par l'Etat en faveur de l'artisanat. En Norvège, la Coopérative de crédit du commerce et la Coopérative de crédit hypothécaire de l'industrie, qui sont l'une et l'autre des organisations dont l'activité s'étend à l'ensemble du pays et dont les membres sont solidairement et individuellement responsables, accordent, la première, aux commerçants, la seconde, aux artisans et aux industriels, des prêts à long terme destinés à financer des investissements en matériel et en immeubles. Aux Pays-Bas, la Banque de la classe moyenne joue un rôle analogue. En l'occurrence, il s'agit toutefois d'une société par action qui reçoit une aide de l'Etat, bien que quelques-unes de ses filiales aient été constituées sous la forme de coopératives du type Raiffeisen. En Suisse, l'Union des coopératives de cautionnement des arts et métiers, qui groupe cinq organisations à base professionnelle, dix coopératives et 5.445 membres, n'accorde pas elle-même de prêts ; toutefois, après avoir confié à des experts le soin de faire une enquête sur les affaires de ceux de ses membres qui désirent emprunter, elle les cautionne et leur permet ainsi d'obtenir des prêts d'une banque privée. En outre, elle a constitué un fonds de garantie contre les pertes.

388. En dehors de l'Europe, les coopératives de crédit pour artisans et commerçants se sont solidement implantées dans certaines parties des autres continents, en Asie notamment. D'ordinaire, elles sont du type Schultze-Delitzsch : capital social, responsabilité limitée, membres relativement nombreux. Elles groupent habituellement de petits et de moyens commerçants, parfois aussi des membres des professions libérales : médecins, ingénieurs ou autres. Certaines coopératives comptent même parmi leurs membres des salariés, si bien qu'on les distingue mal des coopératives de crédit dont il a été question précédemment. En Inde seulement, il existe 11.371 coopératives de crédit pour artisans et commerçants, qui groupent 4.231.000 membres ; au Japon, on en compte 460, fortes de 803.000 membres. Les coopératives de ce genre occupent encore une place importante en Chine (Taiwan), en Israël et au Pakistan. En Argentine et au Brésil, on trouve des banques populaires, organisations à responsabilité limitée qui accordent des prêts à court terme à des fins productives. Au Kenya, il existe des banques semblables dans la communauté ismaélienne. Dans le Nigéria oriental, un mouvement d'une certaine envergure, constitué par des coopératives villageoises de crédit, s'est développé. Bien que les membres des coopératives en question appartiennent à des catégories diverses, les prêts demandés par un grand nombre d'entre eux sont destinés au petit commerce ou à l'artisanat. En Turquie, il existe une importante organisation d'artisans et de petits commerçants qui se rattache au système suisse plutôt qu'au système allemand, en ce sens qu'elle est une coopérative de cautionnement avant d'être une coopérative de crédit. Elle accorde cependant les formes de crédit suivantes : a) réescompte des effets tirés par les membres pour une période qui peut aller jusqu'à neuf mois ; b) prêts à moyen terme (pour une durée de deux ans et demi au maximum) remboursables en six versements mensuels ; c) prêts d'investissement accordés par tirage au sort et remboursables également par acomptes. Récemment, une quatrième forme de crédit est venue s'ajouter à ces trois : il s'agit de prêts, accordés eux aussi par tirage au sort, destinés à fournir le capital initial nécessaire pour la mise en train de petites entreprises. Au Japon, on trouve aussi des organisations de cautionnement, mais ayant certains rapports avec les banques de prêts.

389. Les ressources financières de ces coopératives sont principalement constituées par les dépôts, le capital social et les réserves. A cela s'ajoutent les fonds empruntés auprès de banques coopératives de financement ou auprès de l'Etat, bien que les opérations de ce genre soient peu importantes (en Israël, toutefois, les fonds déposés auprès des coopératives de crédit par l'Etat sont considérables). Les prêts sont généralement accordés à court terme (pour une

période d'une année au maximum), mais aussi à moyen terme (pour une période qui est d'ordinaire de deux à trois ans, encore qu'elle aille parfois jusqu'à cinq ans) ; dans l'ensemble, il s'agit de prêts à des fins productives. Pour la plupart, ils sont accordés sur le crédit de l'emprunteur. Parfois, en outre, l'emprunteur est cautionné par une association constituée à cette fin ; parfois, le prêt est garanti par des effets tirés par l'emprunteur. Les coopératives de crédit acceptent également des gages mobiliers : dépôts, obligations de l'Etat, matières premières, stocks et (surtout en Inde) bijoux. Il est plus rare que les prêts soient garantis par des hypothèques sur des biens immobiliers. En général, les coopératives de crédit n'accordent de prêts qu'à leurs membres ; en Inde, toutefois, elles consentent aussi aux personnes qui ne sont pas affiliées des prêts garantis par les dépôts à terme des bénéficiaires. Au Japon, une législation datant du lendemain de la dernière guerre interdit aux coopératives urbaines non seulement d'accorder des prêts aux personnes qui ne sont pas membres, mais encore d'accepter d'elles des dépôts. Dans ces conditions, de nombreuses organisations de crédit se sont fait enregistrer conformément à la loi sur les sociétés de crédit, si bien qu'elles ont cessé juridiquement, mais non dans leur essence, d'être des coopératives. Les dépôts effectués auprès de ces sociétés proviennent pour 51 pour cent de non-membres. Cela dit, on compte encore au Japon de nombreuses coopératives de crédit enregistrées comme telles, qui font pression pour que les restrictions mises à leur activité soient levées.

390. A Ceylan, en Inde et au Pakistan, il n'existe pas de banques régionales ou nationales distinctes pour les coopératives urbaines de crédit : ces organisations sont affiliées aux banques coopératives centrales ou aux banques coopératives d'Etat (en Inde) qui financent aussi les coopératives agricoles de crédit. Toutefois, les rapports que les coopératives urbaines et les coopératives agricoles de crédit ont avec ces banques sont quelque peu différents, car la plupart d'entre elles ont un excédent de dépôts par rapport aux prêts qu'elles déposent à leur tour auprès des banques centrales, ne les retirant seulement pour accorder des prêts que dans des cas exceptionnels. En Israël, l'organisme central de financement des coopératives générales de crédit est la banque Zerubavel. Seule banque centrale du pays qui soit enregistrée comme coopérative, cet organisme ne travaille qu'avec les coopératives de crédit. La Banque des Travailleurs (Bank Hapoalim), de son côté, travaille avec les coopératives de crédit créées par la Confédération générale du travail (Histadruth) en faveur des travailleurs ainsi qu'avec d'autres organisations affiliées à la Confédération. En Chine (Taiwan), les coopératives urbaines de crédit, qui sont assez nombreuses, n'ont pas de banque centrale. En Amérique du Sud, les principales organisations urbaines de crédit sont les banques de crédit en Argentine et au Brésil, tandis qu'au Chili et au Pérou ce sont les sociétés centrales de crédit, qui sont affiliées à la Fédération des unions coopératives de crédit d'Amérique du Nord (C.U.N.A.) et qui sont administrées selon les mêmes principes que les autres organisations affiliées à la Fédération.

391. Au Japon, le système est plus complexe, en raison de la distinction quelque peu arbitraire qui est faite entre les coopératives et les sociétés de crédit (voir paragraphe 389). Il existe ainsi une union nationale pour les organisations de crédit enregistrées comme coopératives, et une autre pour les organisations enregistrées conformément à la loi sur les sociétés de crédit. La principale fonction de l'Union nationale des coopératives de crédit est de trouver en des sources extérieures les fonds nécessaires pour répondre aux besoins des coopératives affiliées en matière de crédit. Celle de l'Union des sociétés de crédit est à l'opposé, puisqu'elle consiste à investir à des conditions intéressantes, au nom des sociétés affiliées, les excédents de fonds qui se trouvent en effet à sa disposition. Aucune de ces deux organisations n'exerce de fonctions bancaires. Il existe aussi des banques mutuelles au Japon, mais elles ne semblent pas avoir une organisation fédérale. Trois organisations nationales servent de banques aux organisations coopératives de crédit : la Société populaire de crédit, la Société de financement des petites entreprises et la Banque centrale pour les coopératives commerciales, artisanales et industrielles. Les deux premières, institutions d'Etat dont les ressources financières sont constituées par des fonds publics, accordent des prêts par l'intermédiaire des coopératives de crédit, des sociétés de crédit et des banques mutuelles. En outre, la Société populaire de crédit a ses propres filiales, tandis que la Société de financement des petites entreprises passe aussi par les banques privées. Quant à la Banque centrale pour les coopératives commerciales, artisanales et industrielles, c'est une institution semi-publique, où



les coopératives urbaines de crédit détiennent, avec les autres coopératives urbaines, la majorité des parts sociales. Une grande partie des capitaux de la Banque est fournie par l'Etat, soit par la souscription d'obligations, soit sous la forme d'avances consenties à la Banque par la Société de financement des petites entreprises ou par la Banque du Japon.

392. Les associations japonaises de cautionnement garantissent les prêts accordés à leurs membres par les institutions bancaires, coopératives ou autres. Les prêts sont assurés par un fonds d'assurance de l'Etat, et les prêts déjà garantis par les associations de cautionnement, réassurés par cette même institution. En Turquie, les membres des associations de cautionnement, qui sont en général des artisans ou de petits commerçants, sont responsables des engagements de l'association jusqu'à concurrence de dix fois leur participation au capital social ; ils peuvent emprunter jusqu'à cinq fois ce même montant auprès de la Banque populaire de Turquie ou des banques populaires provinciales.

393. Au niveau international, les banques et les organisations coopératives urbaines de crédit ont les unes avec les autres des rapports assez étroits. Sur le continent américain, l'action menée par la Fédération des unions coopératives de crédit d'Amérique du Nord (C.U.N.A.) en vue de propager la formule des "Credit Unions" dans le monde se fait sentir dans de nombreux Etats (voir paragraphe 379). De leur côté, les banques populaires de plusieurs pays d'Europe - l'Autriche, la Belgique, la France, l'Italie, les Pays-Bas et la Suisse -, du Canada et de la Turquie ont créé un organisme international, la Confédération internationale du crédit populaire, dont le siège est à Paris.

#### Coopératives d'approvisionnement du commerce

394. Souvent groupées avec les coopératives qui assurent l'approvisionnement des artisans ou des propriétaires de petites entreprises en matières premières, ces coopératives ne se laissent pas toujours isoler dans les statistiques. Pourtant, elles remplissent une fonction assez différente, puisqu'elles fournissent aux commerces de détail des marchandises que ceux-ci revendent à leur clientèle. Non seulement elles sont peu répandues, mais elles sont totalement inconnues dans de nombreux pays où le mouvement coopératif, au demeurant, est bien développé. Cela dit, dans les pays où elles se rencontrent, ce sont parfois des coopératives fort importantes, qui possèdent leurs propres organisations secondaires, régionales ou nationales, elles-mêmes complexes, et qui disposent du même coup de services consultatifs, de services de revision, de services financiers et de services d'assurance.

395. Dans la République fédérale d'Allemagne, le chiffre d'affaires des coopératives de commerçants détaillants représente trois quarts du chiffre d'affaires de l'ensemble des coopératives d'approvisionnement constituées par les commerçants, les artisans et les propriétaires de petites entreprises. Un épicier sur trois, a-t-on calculé, est membre d'une organisation de ce genre. Pour deux tiers, le chiffre d'affaires des coopératives de commerçants détaillants est constitué par les ventes de denrées alimentaires, de boissons et de tabac. Il existe deux grandes organisations centrales : l'Edeka, la plus ancienne, qui groupe 232 coopératives et 34.000 membres, et la Rewe, qui groupe 97 coopératives et 12.000 membres. L'Edeka comprend quatre grandes organisations centrales : une fédération, une centrale de gros, une organisation d'importation et une banque. La fédération se charge de la vérification des comptes des sociétés membres et assure des services éducatifs et consultatifs. Elle compte plusieurs départements - revision, impôts, affaires juridiques, statistique, éducation coopérative et formation professionnelle, relations internationales, questions financières - et plusieurs organisations connexes - une caisse d'assurance et de pensions ; une maison d'édition ; un bureau de publicité (qui, en outre, s'occupe d'étudier l'aménagement des nouveaux magasins, de transformer les anciens et d'apprendre aux membres à décorer leurs vitrines) ; enfin, une organisation, la Spara, qui aide de jeunes épiciers détaillants à s'établir. La centrale de gros compte neuf filiales régionales et comprend, parmi son personnel, des agents spécialisés pour les achats de poisson, de produits laitiers et de vin. Elle se borne à acheter en gros et ne produit pas elle-même. Quand bien même les sociétés membres ne sont pas tenues d'acheter par son entremise, son volume d'affaires va croissant. Pour sa part, l'organisation d'importation s'occupe principalement de l'achat des produits tropicaux ; en outre, elle exploite une usine de torréfaction du café. La banque, enfin, qui compte elle aussi neuf succursales, a pour rôle de faciliter les transactions et de fournir aux coopératives membres des crédits commerciaux à court terme. Pour plus de deux tiers, ses ressources sont constituées par les fonds déposés par les coopératives membres.

396. La Rewe opère de façon analogue, mais sur une moindre échelle; contrairement à l'Edeka, elle ne possède pas sa propre banque. A côté de ces deux grandes organisations, il existe trois unions spécialisées pour les coopératives d'approvisionnement des débits de tabac, celles des laiteries et celles des pharmacies. Si les coopératives sont assez nombreuses dans le commerce des tissus et des chaussures, elles ne sont pas organisées en unions. Enfin, il existe quelques groupements d'achat constitués par des grossistes indépendants, des négociants en produits agricoles, des représentants des industries alimentaires, des propriétaires ou des gérants d'hôtels, des marchands de charbon et des marchands de matériaux de construction.

397. En dehors de la République fédérale d'Allemagne, on trouve des magasins de gros constitués par des commerçants sur un modèle semblable dans quelques pays d'Europe, en France et aux Pays-Bas notamment. Dans les autres pays, ce sont des sociétés par actions qui jouent le rôle de ces magasins. En Asie, il semble que le Japon soit le seul pays où il existe des coopératives d'approvisionnement formées par des commerçants. Ces organisations exploitent des chaînes de succursales et des grands magasins. Tout en assurant l'approvisionnement des commerces de détail, elles achètent parfois des matières premières pour les coopératives artisanales ou industrielles - qu'elles acceptent comme membres, de même que les industriels indépendants - et cherchent des débouchés pour la production de ces sociétés. Pour les fonds dont elles ont besoin, elles recourent aux mêmes sources de crédit que les coopératives artisanales ou industrielles. Dans les autres pays d'Asie, les organisations du même genre sont considérées en général comme des organisations non coopératives.

398. Dans quelques pays d'Afrique ou d'Asie, le commerce est en grande partie entre les mains d'une minorité raciale habituellement formée d'immigrants. Devant cet état de choses, on s'est préoccupé parfois, soit sur l'initiative des intéressés, soit avec l'appui de l'Etat, d'aider la population indigène à se lancer et à réussir dans le commerce, cela, en assurant aux commerçants indigènes la protection de coopératives d'approvisionnement (au lieu de demander la création de coopératives de consommation). Un plan de ce genre a été mis à exécution il y a quelques années aux Philippines, où les coopératives d'approvisionnement exerçaient leur activité sous le nom de coopératives de consommation, désignation propre à créer une certaine confusion.

399. Des expériences du même genre ont été tentées en Afrique orientale et en Afrique occidentale. Rares cependant sont les coopératives créées à cet effet qui ont connu une réussite durable. Les échecs enregistrés sont probablement dus avant tout au fait que les membres n'avaient pas une formation commerciale assez solide, ni un sens assez net de leurs responsabilités (surtout en ce qui concerne le remboursement des dettes). En outre, l'effectif des organisations en question n'était pas très important, ce qui a peut-être joué aussi en leur défaveur, car elles ne pouvaient, pour leurs achats, remonter bien haut dans la chaîne des intermédiaires, des grossistes, des importateurs et des exportateurs. Enfin, elles ont souffert sans doute de ne pouvoir s'appuyer sur un système de crédit urbain - qui faisait défaut.

400. Au cours des dernières années, une nouvelle formule a été adoptée au Nigéria occidental. En effet, l'Association coopérative d'approvisionnement, à qui la Banque coopérative a fourni à cette occasion d'importants capitaux, a été développée de façon à pouvoir importer et constituer des stocks de marchandises qu'elle revend, soit aux coopératives de consommation (dont le nombre est d'ailleurs limité), soit aux petits commerçants qui font partie de l'Association à titre individuel. En outre, elle vend directement aux consommateurs par l'intermédiaire de 35 succursales de vente au détail, de deux magasins à libre service et d'un super-marché (voir paragraphe 71). En Tanzanie, il est question que, dans les zones où la population est clairsemée, où les magasins sont rares et disséminés et où les coopératives de consommation ne peuvent travailler de façon rentable, l'Association coopérative d'approvisionnement et de commerce (voir paragraphe 71) approvisionne le cas échéant des groupements coopératifs d'achat formés de petits commerçants en biens de consommation destinés à être revendus.

## Coopératives de construction et de logement

### Définition et situation générale

401. Les coopératives qui ont pour but d'aider leurs membres à se procurer, pour un prix raisonnable, des logements convenables existent depuis longtemps et se rencontrent désormais dans le monde entier. Leur développement a été stimulé ces dernières années par un certain nombre de facteurs : la reconstruction des logements détruits au cours de la seconde guerre mondiale, surtout en Europe; l'arrivée de réfugiés et de personnes déplacées, principalement en Asie; l'accroissement général de la population du globe; l'exode vers les villes; l'élévation du niveau de vie des travailleurs et la demande de logements meilleurs; l'apparition d'une classe moyenne, notamment en Asie et en Afrique; la planification et le développement communautaire. Dans de nombreux pays, les pouvoirs publics sont disposés à accorder des facilités spéciales aux coopératives de logement et à leur procurer des capitaux à des conditions favorables. Il convient de préciser ici que les logements construits sans but lucratif ou avec l'aide de l'Etat ne le sont pas nécessairement selon la formule coopérative : ils peuvent l'être en effet par des organismes officiels ou des institutions philanthropiques, ou encore par les futurs occupants, groupés au sein d'une société par actions. A vouloir considérer isolément les coopératives de logement, on risque d'obtenir, dans certains cas, une idée quelque peu déformée des efforts entrepris dans tel ou tel pays par des organismes à but non lucratif, dans le domaine de la construction de logements.

402. En Europe occidentale, les coopératives de logement jouent un rôle de premier plan, depuis la fin de la dernière guerre, dans la reconstruction des logements détruits au cours des hostilités comme dans la construction de nouveaux logements. Dans la République fédérale d'Allemagne, en Autriche, en France, aux Pays-Bas, dans les pays scandinaves et en Suisse, des résultats étonnants ont été enregistrés. Au Royaume-Uni, il existe depuis de nombreuses années des coopératives de crédit à l'habitation qui participent dans une large mesure au financement de la construction de logements; les coopératives d'habitation proprement dites, qui sont relativement nouvelles, sont encore peu développées. En Italie, on trouve surtout des coopératives d'ouvriers du bâtiment. En Europe orientale (Bulgarie, Pologne, Tchécoslovaquie), la coopération a trouvé un large champ d'action, dans le domaine de l'habitation. En Yougoslavie, il existe aussi un programme coopératif de logement.

403. Les coopératives de logement ne sont pas aussi répandues ni aussi actives hors de l'Europe. Toutefois, elles occupent une place non négligeable en Asie, notamment en Inde, en Israël et au Pakistan, encore qu'elles se rencontrent dans une dizaine d'autres pays au moins, dont la Turquie et d'autres Etats du Moyen-Orient. En Afrique, c'est dans la République arabe unie (Egypte) que les coopératives de logement se sont surtout développées; le départ a été pris, toutefois, au Dahomey, au Kenya et au Nigéria. En Australie, il existe depuis de nombreuses années des coopératives de crédit à l'habitation; les coopératives d'habitation proprement dites sont de création relativement récente. Au Canada et aux Etats-Unis, la coopération qui, dans le secteur de l'habitation, était demeurée relativement peu importante jusqu'à une date récente, suscite désormais un intérêt croissant. Aux Etats-Unis, la construction coopérative de logements a reçu une impulsion dans le cadre du programme fédéral de logement, qui fait une place particulière à la participation des coopératives. Enfin, les coopératives de logement gagnent aussi du terrain dans un certain nombre de pays d'Amérique du Sud et des Antilles.

### Coopératives de construction

404. Il existe des coopératives de crédit à l'habitation depuis de nombreuses années, au Royaume-Uni et en Australie notamment. Ces coopératives ne se chargent pas elles-mêmes de la réalisation de projets immobiliers, mais ont pour but de financer la construction ou l'achat de logements, tout en offrant une possibilité commode d'investissement à tous ceux qui sont prêts à en devenir membres et à souscrire des parts sociales, même s'ils n'ont pas l'intention de faire construire une maison. Au Royaume-Uni, seule une des organisations de ce genre, l'importante Société permanente de construction coopérative, qui compte plus de 500.000 membres, appartient vraiment au mouvement coopératif, bien que 360 autres organisations soient en fait enregistrées en vertu des dispositions législatives pertinentes. Toutes sont membres, comme la Société permanente de construction coopérative, d'une fédération nationale, à savoir l'Association des coopératives de construction. Ces coopératives

financent elles-mêmes leur activité et ne reçoivent aucun appui de l'Etat. Elles aident leurs membres à acquérir des maisons ou des appartements qu'ils choisissent librement, sans être elles-mêmes à l'origine de projets de construction de logements.

405. En Australie, il existe près de 2.000 coopératives de construction et d'habitation. La plupart semblent être des sociétés du second type, organisées sur le modèle britannique, qui s'occupent surtout, en d'autres termes, de financement. Il n'est pas douteux, toutefois, que certaines coopératives se chargent de la construction même. Dans la Nouvelle-Galles du Sud, en tout cas, il arrive fréquemment que les coopératives de logement se créent par paire, l'une pour s'occuper de la construction proprement dite, l'autre pour financer le transfert des logements aux membres, une fois la construction terminée. Certaines coopératives ont été formées par des immigrants venus récemment du Royaume-Uni et d'autres pays. Parfois, les colons construisent leur maison de leurs propres mains. Les ressources des coopératives de crédit à l'habitation sont constituées par l'apport financier des membres, par des prêts consentis par des banques ou des compagnies d'assurance et, pour une fraction importante, par des prêts à long terme accordés, en même temps que des garanties à long terme, par l'Etat.

406. On rencontre des coopératives de construction en Asie, en Inde notamment, où elles reçoivent de l'Etat une aide importante sous forme de garanties et de prêts; ces coopératives se bornent en général à accorder des prêts à long terme aux habitants des villages qui désirent construire une maison ou réparer celle qu'ils occupent.

#### Coopératives d'habitation

407. On désigne par là la grande majorité des coopératives qui s'occupent de logement. Il s'agit de sociétés constituées par des personnes qui désirent se procurer un logement, soit dans un immeuble, soit dans un groupe de maisons destinées à accueillir chacune une ou deux familles, et qui sont disposées à charger une coopérative créée expressément à cette fin de faire le nécessaire. Une fois les logements construits, la coopérative peut procéder de plusieurs manières. Elle peut vendre les logements à ses membres et liquider ses affaires. Elle peut conserver ses pouvoirs pendant une période de vingt ans ou plus, pendant laquelle les membres amortiront le coût de la construction et de l'entretien par des versements réguliers. Enfin, elle ne peut mettre aucune limite à son existence : les membres restent alors locataires et paient un loyer régulier.

408. Certaines coopératives se contentent de mettre à la disposition de leurs membres des logements (que ce soit dans des maisons ou dans des immeubles d'habitation collective) les services indispensables : électricité, eau, égouts. D'autres vont beaucoup plus loin. La Société coopérative d'habitation de Varsovie, organisation ancienne et connue, qui groupe 8.000 membres, a construit un certain nombre de cités d'habitation dont chacune héberge plusieurs milliers de personnes; en plus des services habituels, elle a installé le chauffage par quartier et aménagé des magasins, des blanchisseries, des jardins d'enfants, des crèches, des bibliothèques, des centres sanitaires et des terrains de jeux pour les enfants. En Inde, certains des projets coopératifs de logement portent sur la création de véritables villes coopératives : les coopératives achètent le terrain, tracent des rues, amènent l'eau et l'électricité, construisent des mairies, des bureaux de poste, des écoles, des marchés et des banques. Au Pakistan, un projet du même genre a été réalisé avec succès à Karachi. En Israël, la Coopérative de construction de logements, qui construit des cités d'habitation, s'est attachée à entretenir l'esprit coopératif en créant diverses institutions et en organisant divers services coopératifs : coopératives de consommation, restaurants, activités culturelles.

409. Les membres des coopératives d'habitation sont généralement, soit des travailleurs manuels des catégories les mieux rémunérées, soit des employés de bureaux ou des personnes de ressources modestes qui appartiennent à la classe moyenne. Dans certains pays, par exemple en Norvège, les coopératives d'habitation ont souvent pour principe d'accueillir les familles nombreuses qui ne peuvent se loger par d'autres moyens et un certain nombre de personnes âgées, isolées, mais encore valides. Il n'est pas toujours facile de déterminer quelle est, pour les différentes catégories sociales indiquées ci-dessus, la fraction des logements neufs qui sont généralement mis à la disposition de la population par les coopératives : en effet, les statistiques officielles rangent parfois dans une même catégorie tous les logements "d'intérêt public" ou à but non lucratif, sans faire de distinction entre les coopératives et les autres organisations qui ont des objectifs analogues. Il apparaît

cependant que la proportion est d'environ 25 pour cent en Suède; 30 pour cent dans la République fédérale d'Allemagne; de 30 à 40 pour cent en Pologne, et probablement de 60 pour cent environ en Norvège. Les chiffres sont très variables dans les autres pays d'Europe. Dans les autres continents, exception faite peut-être de l'Australie, la proportion est beaucoup plus faible.

### Financement

410. Les personnes qui deviennent membres d'une coopérative d'habitation doivent souscrire des parts sociales. Dans la plupart des cas, elles doivent en outre faire des dépôts d'épargne, soit auprès de la coopérative elle-même, soit auprès d'une caisse d'épargne spéciale fondée par les coopératives d'habitation au niveau national ou régional. La construction ne commence que lorsque l'apport des intéressés atteint une proportion minimum déterminée du coût total des maisons ou des appartements qui doivent être construits à leur intention. Ce minimum, qui n'est parfois que de 6 pour cent (dans la République fédérale d'Allemagne, au Danemark), atteint plus communément 10 pour cent (en France, en Inde); 15 pour cent (en Pologne); 17 à 21 pour cent (en Norvège), ou 40 pour cent (en Tchécoslovaquie, où une partie de cet apport peut être fourni sous forme de travail). Dans quelques pays, une fraction de la contribution des membres peut être versée par l'employeur, notamment lorsque les entreprises d'une industrie importante en rapide expansion désirent assurer le logement de leur personnel. Cette méthode a été adoptée par les entreprises d'Etat en Pologne et par les entreprises du secteur privé dans la République fédérale d'Allemagne. En Tchécoslovaquie, les membres des coopératives d'habitation peuvent obtenir des prêts des caisses d'épargne de l'Etat ou des caisses ouvrières, sur la recommandation des syndicats. En Inde, les travailleurs de l'industrie sont autorisés à emprunter une somme non remboursable sur le compte qu'ils ont auprès de leur caisse de prévoyance pour l'affecter au paiement de la fraction du coût de la construction qu'ils doivent initialement supporter; dans les coopératives d'habitation de la classe moyenne, cette fraction est généralement de 20 pour cent.

411. Pour la fraction restante, le coût de la construction est couvert, dans la plupart des cas, par voie d'emprunt, encore que, dans quelques pays, des subventions puissent être obtenues pour certaines catégories de logements. D'ordinaire, les prêts sont principalement accordés par l'Etat et, dans quelques pays, par les autorités municipales ou régionales. De 40 à 90 pour cent des fonds nécessaires peuvent être obtenus de la sorte. Les prêts peuvent être octroyés directement par l'Etat, comme dans la République fédérale d'Allemagne, en Bulgarie, à Hong-kong, en Pologne et dans certains pays de l'Amérique du Sud; ils peuvent l'être aussi par une caisse d'épargne nationale, moyennant une garantie de l'Etat (comme en Australie et en France); par une banque hypothécaire nationale (comme en Turquie); par une société d'Etat pour le financement de l'habitation (comme au Pakistan), ou par une banque spéciale (comme en Norvège, où les ressources de la banque en question sont constituées par une subvention de l'Etat, qui est utilisée comme réserve, et par les fonds produits par la vente au public d'obligations garanties par l'Etat). Les prêts de ce genre sont consentis pour une longue période (de 25 à 65 ans). Le taux d'intérêt est faible; dans certains pays, il n'est même pas perçu d'intérêts pendant les premières années. Les prêts sont habituellement garantis par une hypothèque sur l'immeuble.

412. Quand le prêt principal accordé par l'Etat n'est pas suffisant, d'autres sources de financement doivent être trouvées. En Norvège, la Banque du logement accorde s'il y a lieu, en plus du prêt de base qui peut atteindre 70 pour cent du montant requis, un prêt complémentaire de 17 pour cent. Dans la République fédérale d'Allemagne, où les capitaux mis à disposition par l'Etat ne dépassent pas 40 pour cent du montant requis, les coopératives d'habitation contractent des emprunts garantis par des hypothèques de premier ou de second rang sur le marché privé des capitaux, ou encore auprès des employeurs. En France, elles peuvent obtenir des prêts des caisses d'épargne, de la Caisse centrale de crédit coopératif ou des caisses d'allocations familiales, lesquelles peuvent accorder aussi des subventions. En Espagne, les coopératives d'habitation, dont le nombre dépasse 600, peuvent contracter des emprunts auprès de l'Institut national du logement, ou encore auprès de l'Etat ou des autorités locales. En Inde, des sociétés de financement des coopératives d'habitation, dont font partie des coopératives d'habitation, des coopératives d'autres catégories, des banques commerciales et des compagnies d'assurance, se sont constituées dans quelques Etats. Dans certains pays, les coopératives d'habitation peuvent obtenir des prêts de banques ouvrières créées par des coopératives de consommation ou des syndicats. Parfois - c'est le cas au Chili -, des capitaux limités sont mis à leur disposition par les coopératives d'épargne et de crédit.

413. Tous les prêts sont amortis par les membres des coopératives d'habitation au moyen de versements échelonnés sur une longue période. Dans les coopératives de locataires, le remboursement peut être compris, à raison par exemple de un pour cent du prêt par année, dans le loyer, qui couvrira en outre les frais d'administration, les intérêts sur la fraction du prêt qui n'a pas encore été remboursée ainsi que les frais d'entretien extérieur de l'immeuble. Comme le montant des intérêts décroît avec les années, alors que les frais d'entretien augmentent au fur et à mesure que l'immeuble vieillit, le montant total des versements reste d'ordinaire le même pendant toute la période d'amortissement.

414. Dans les pays scandinaves, les membres d'une coopérative qui désirent quitter leur logement, ou qui sont obligés de le faire, se voient rembourser le versement initial qu'ils ont effectué, après déduction du coût des réparations intérieures qui seraient nécessaires, lequel est estimé par un comité des autres membres de la coopérative. Les sommes versées en remboursement des prêts sont considérées comme un loyer et ne sont pas remboursées. Il en va de même dans tous les systèmes où la coopérative reste propriétaire des logements après l'amortissement de la dette. Au contraire, lorsque les membres d'une coopérative deviennent propriétaires de leur logement après avoir remboursé intégralement les prêts qu'ils ont obtenus, ils sont libres d'en disposer à leur gré.

#### Organisation et administration

415. L'organisation et l'administration des coopératives d'habitation sont parfois fort complexes, pour la bonne raison qu'il se révèle souvent judicieux de répartir les tâches entre les organisations locales et les organisations nationales. En Norvège, par exemple, l'organisation actuelle des coopératives remonte à 1946, bien qu'il existât depuis de nombreuses années déjà, à l'époque, un petit nombre de coopératives d'habitation locales. C'est en 1946, en effet, à un moment où les pouvoirs publics étaient prêts à donner un appui actif à la reconstruction, que s'est constituée l'Association nationale norvégienne des sociétés d'habitation et de construction (Norske Boligbyggelags Landsforbund (N.B.D.L.)). L'Association est placée sous le contrôle des sociétés membres, qui se réunissent tous les trois ans en congrès et élisent un conseil d'administration ainsi qu'un comité de délégués. Elle a pour principales tâches de conseiller les coopératives qu'elle groupe, de coordonner leur action, d'uniformiser les méthodes, de s'occuper de l'organisation de nouvelles coopératives d'habitation et de représenter le mouvement auprès des autorités et du public.

416. Les coopératives de logement se constituent dans les villes ou dans les zones industrielles où l'on peut s'attendre à une demande constante de nouveaux logements. Les personnes qui sont à la recherche d'un logement s'affilient à la coopérative locale, souscrivent une part sociale et ouvrent un compte d'épargne. Quand le nombre des membres est suffisant, la coopérative établit un plan préliminaire de construction et fait un emprunt. Dès que le projet a été approuvé et que les travaux ont commencé, elle fonde une filiale qui groupe ceux de ses membres dont c'est le tour d'obtenir une maison ou un appartement. Dans la plupart des cas, ni la coopérative mère, ni l'Association nationale ne se chargent de la construction proprement dite; toutefois, le bureau d'architectes de l'Association nationale établit parfois les plans ou contrôle les plans dressés par des architectes indépendants.

417. Lorsque les travaux sont terminés et les comptes de construction bouclés, les membres de la filiale prennent possession de leurs logements, élisent leur propre comité de gestion et sont dès lors responsables de l'utilisation du bâtiment, du comportement de chacun d'entre eux, du remboursement des prêts et du recouvrement des loyers. En général, toutefois, ils se déchargent sur la coopérative mère du soin d'administrer les immeubles qu'ils occupent. Dans les petites villes et dans les régions rurales, où la demande de logements peut être satisfaite par la réalisation d'un projet unique, la construction des logements peut être entreprise sans l'intervention d'une coopérative mère : en pareil cas, il se constitue une coopérative locale de propriétaires, qui est directement affiliée à l'Association nationale.

418. Le système des organisations mères et des filiales a été adopté pour conserver aux coopératives d'habitation leur dynamisme et pour mettre à profit l'expérience acquise. On a constaté en effet que, lorsqu'une coopérative unique se chargeait de la construction puis de la gestion des immeubles, les membres, une fois installés dans leur logement, se désintéressaient souvent de la coopérative et

se refusaient à prendre de nouveaux risques. Grâce au système des organisations mères et des filiales, il s'établit un équilibre entre les intérêts des membres qui attendent un logement et ceux qui l'ont déjà obtenu. Ces derniers détiennent toujours la majorité au conseil d'administration des sociétés mères, lesquelles ont ainsi pour première préoccupation d'étendre leur activité et d'entreprendre la construction de nouveaux logements. De leur côté, les filiales veillent aux intérêts des membres qui ont déjà leur logement.

419. Ce système est appliqué, en Suède, par l'Association nationale des coopératives d'épargne et d'habitation (Hyresgästernas Sparkasse- och Byggnadsföreningars Riksförbund (H.S.B.)) et, en Finlande, par les coopératives d'habitation H.A.K.A. Ces dernières ont des liens étroits avec le Mouvement progressiste des coopératives de consommation, dont l'organisation centrale est l'Union centrale des coopératives de consommation (Kulutusosuuskuntien Keskusliitto (K.K.)) et qui compte des représentants dans les organisations mères nationales, régionales ou locales, mais non dans les filiales. Au Danemark, on trouve un système semblable : une organisation spéciale, l'Arbejderbo, a été créée sur l'initiative de la Fédération des sociétés d'habitation, de la Confédération des syndicats et du Conseil économique du mouvement ouvrier, pour aider à la création de nouvelles coopératives d'habitation ainsi que pour fournir une assistance technique et, au besoin, financière.

#### Organisations nationales

420. En dehors des pays scandinaves, l'intégration des coopératives d'habitation est moins poussée, encore que se rencontre souvent une forme ou une autre d'organisation centrale. Dans la République fédérale d'Allemagne, il existe neuf fédérations régionales de revision qui groupent non seulement des coopératives d'habitation, mais encore d'autres entreprises à but non lucratif qui s'occupent de logement. Ces fédérations forment à leur tour la Fédération nationale des entreprises de logements à but non lucratif, dont font partie aussi les dix organisations officielles des Länder connues sous le nom d'"organisations Heimstätten"; ces organisations surveillent l'application de la politique officielle du logement, contrôlent l'activité des associations qui s'occupent d'habitation et entreprennent elles-mêmes la construction de logements. La Fédération des entreprises de logements à but non lucratif comprend quatre départements principaux chargés respectivement des domaines suivants : a) questions juridiques, techniques, administratives et économiques, statistiques; b) gestion immobilière; c) finances; d) relations publiques. En Autriche, il existe une seule organisation centrale, une fédération de revision : la Fédération autrichienne des coopératives d'habitation. En Suisse, il y a trois organisations de ce genre. En France, la Fédération nationale des sociétés coopératives d'habitation à loyer modéré, qui a déjà une longue existence, compte parmi ses membres des coopératives d'habitation de même que des sociétés par actions et des administrations locales. Les coopératives d'habitation ont également constitué une union nationale. Au Royaume-Uni, les coopératives d'habitation, par opposition aux coopératives de crédit à la construction, sont de création relativement récente; les 200 organisations qui se sont constituées à ce jour ont fondé récemment une union nationale. Au Danemark comme en Suède, les coopératives d'habitation ont étendu leur activité à l'achat en gros et à la production des matériaux de construction. Au Danemark, c'est une organisation spéciale (B.O.L.I.N.D.) qui pourvoit ainsi aux besoins des coopératives d'habitation locales. En Suède, l'Association nationale des coopératives d'épargne et d'habitation (H.S.B.) possède ses propres ateliers de charpenterie et de menuiserie, sa propre carrière de marbre, sa propre briqueterie et sa propre fabrique de tuyaux, qui fournissent des matériaux de première qualité à un prix peu élevé.

421. En Pologne, les coopératives d'habitation sont rattachées elles aussi à une union nationale, qui compte des sections provinciales. Cette union représente les sociétés membres sur le plan juridique et auprès des pouvoirs publics, contrôle la manière dont les sociétés membres remplissent leurs obligations légales et effectue des recherches en matière de construction et de logement. Il existe en outre une entreprise de construction sociale, qui groupe les coopératives d'habitation et des organisations coopératives centrales et qui remplit les fonctions suivantes : réalisation de projets immobiliers, travaux de réparation; organisation et administration d'entreprises produisant des matériaux de construction et des éléments préfabriqués; fourniture de matériaux de construction; organisation de services de transport, fourniture de machines et de matériel de construction; établissement de plans et de spécifications techniques. En Tchécoslovaquie, les coopératives d'habitation, qui sont affiliées directement au Conseil central des coopératives, n'ont



pas formé jusqu'ici d'union ou de fédération. En Bulgarie, l'activité des coopératives d'habitation est placée sous la surveillance et la direction de conseils économiques nationaux, qui sont des organismes d'Etat et non des organismes coopératifs.

422. Aux Etats-Unis, la coopération, qui en est encore à ses débuts dans le domaine du logement, est encouragée par plusieurs organismes dont les sociétés qui se sont constituées à ce jour sont membres. Au nombre de ces organismes, il faut mentionner la Fondation du logement et la Fondation pour le logement coopératif. La première groupe des syndicats qui s'intéressent à la formule coopérative de logement, certaines associations ainsi qu'un grand nombre des coopératives d'habitation; elle compte une filiale qui s'occupe de l'achat des matériaux de construction. Quant à la Fondation pour le logement coopératif, elle groupe des personnes soucieuses d'encourager la coopération dans le domaine de l'habitation; elle aussi possède une filiale, qui assure des services techniques. Enfin, la Ligue coopérative des Etats-Unis mène également une action en faveur de la formule coopérative de logement. Au Canada, au Québec plus précisément, on trouve la Fédération de la coopération d'habitation. Les coopératives d'habitation travaillent en étroit contact avec les coopératives d'autres catégories. Les fonds dont elles ont besoin leur sont fournis dans une large mesure par les caisses populaires et les coopératives d'assurance. Dans l'Ontario, la construction proprement dite des logements est généralement assurée par un département spécial de l'Union des coopératives de la province. La situation présente des traits analogues dans les provinces de la prairie.

423. En Amérique du Sud, le Centre interaméricain du logement encourage la coopération dans le domaine du logement. Toutefois, bien que les coopératives d'habitation aient pris un essor assez grand en Argentine, au Chili, en Colombie et au Pérou, elles n'y ont pas encore établi de fédérations. Au Chili, une coopérative d'achat en commun des matériaux de construction (S.O.D.I.M.A.C.) s'est fait enregistrer. En Argentine, certaines coopératives d'habitation ont des liens étroits avec "El Hogar Obrero"; "El Hogar Obrero" est une ancienne organisation qui a été la première coopérative combinée d'habitation, de consommation et de crédit. Dans les Antilles, les coopératives d'habitation ne sont pas encore assez nombreuses pour avoir formé des organisations centrales. Il en va de même en Afrique. En Australie, il existe une association de coopératives d'habitation dans l'Etat de Victoria.

424. En Asie, les unions ou les fédérations de coopératives d'habitation, exception faite des cinq sociétés de financement des coopératives d'habitation qui se rencontrent en Inde, sont peu nombreuses. En Israël, la plupart des coopératives d'habitation sont affiliées à l'Histadruth (Confédération générale du travail), qui joue le rôle d'union coopérative générale.

#### Coopératives de construction

425. Les coopératives décrites jusqu'ici se chargent des questions de financement, d'organisation et de gestion, mais non, en règle générale, de la construction proprement dite. Il est vrai qu'il existe, dans quelques pays, une organisation nationale parallèle qui fournit les matériaux de construction, voire l'équipement nécessaire, et que, souvent, les unions nationales comptent un bureau d'architectes.

426. Il faut mentionner également les coopératives d'ouvriers du bâtiment, déjà décrites au paragraphe 361. Ces organisations, qui travaillent parfois sous contrat pour des coopératives d'habitation, ont en fait joué un rôle important dans certains pays, en Italie notamment, où les nouvelles banlieues industrielles de Milan, de Rome et de Turin ont été édifiées en grande partie par leurs soins.

427. Enfin, certaines coopératives aident leurs membres à construire leurs propres maisons. Cette aide peut se traduire par l'octroi de prêts pour l'achat de matériaux de construction qui, dans les pays tropicaux, sont des plus simples. Cependant, dans les pays de l'Europe du Nord et au Canada, où la construction se fait en bois et permet la préfabrication d'éléments normalisés, les coopératives ont permis la construction de logements mieux aménagés, en facilitant l'obtention des crédits, en livrant les matériaux et en fournissant des conseils techniques aux membres coopérateurs et à leur famille. Ce système, s'il ne s'est pas imposé dans de nombreux pays, semble offrir d'intéressantes possibilités, surtout dans les pays tropicaux, où la demande pour des logements plus convenables augmente et où le climat permet des constructions légères.



428. Au niveau international, enfin, l'Alliance coopérative internationale a constitué un comité auxiliaire, qui a organisé une réunion d'experts consacrée à l'examen des formules de construction de logements adoptées dans différents pays.

## Chapitre 7

### Education coopérative et coopération à but social

#### Education et formation

429. De tout temps - et les principes de Rochdale sont là pour l'attester -, le mouvement coopératif a compté l'éducation au nombre de ses grands objectifs. La plupart des coopératives affectent régulièrement une fraction de leurs excédents à des fins éducatives. Dans de nombreux pays de l'Europe orientale, en U.R.S.S. notamment, ces versements sont obligatoires (il faut relever, toutefois, que, dans certains cas, les sommes versées servent non seulement à financer l'éducation et la formation, mais qu'elles viennent encore alimenter des caisses centrales, coopératives ou autres, de développement économique et social). Les fonds destinés à l'éducation sont utilisés, sur le plan local ou par l'intermédiaire d'une union ou d'une fédération nationale, soit pour assurer un enseignement systématique et suivi (c'est-à-dire qu'ils sont alloués à des collèges ou à des instituts coopératifs), soit pour organiser des cours du soir, des cours par correspondance, ou encore des cours de fin de semaine ou de vacances. En outre, ils servent parfois à financer des organisations spéciales, ouvertes aux femmes ou aux jeunes gens, qui poursuivent un but plus ou moins éducatif; à organiser des manifestations récréatives ou culturelles à l'intention des coopérateurs ou du personnel des coopératives; à publier des journaux et à mener, par la propagande ou dans le cadre des relations publiques, des activités propres à stimuler l'intérêt porté au mouvement coopératif.

430. Dans les pays économiquement avancés, l'amélioration des possibilités d'instruction a été telle, pour ce qui est de l'enseignement général, que les coopérateurs recherchent beaucoup moins ce genre d'enseignement que par le passé. Aussi l'éducation coopérative a-t-elle tendance à prendre une forme particulière, en s'insérant dans les relations publiques (conférences populaires, présentation de films, démonstrations de produits, visites aux fabriques coopératives). Parfois, les mouvements coopératifs comptent des associations féminines (voir paragraphe 436); parfois, des cours pratiques de cuisine, de couture, etc., sont organisés à l'intention des coopératrices.

431. Pour donner une éducation coopérative au plus grand nombre de coopérateurs, il semble que la meilleure "école" soit encore l'assemblée générale; il faut faire en sorte, cependant, que l'assemblée offre assez d'intérêt pour que les membres soient incités à y participer et que l'information soit suffisante pour que, de retour chez eux, les participants aient de la coopération une idée plus claire que précédemment.

432. Dans le cas des membres des conseils d'administration, l'éducation coopérative se heurte à des problèmes particuliers. Les membres des conseils d'administration devraient être parfaitement au courant des buts, des fonctions et des attributions des organisations qu'ils dirigent. On rencontre toutefois deux difficultés : ou bien les intéressés n'ont pas d'heures libres à consacrer à l'éducation coopérative - il arrive souvent, en effet, que tout leur temps soit pris par leur travail, que ce soit dans leur exploitation, dans leur atelier ou ailleurs -, ou bien ils sont âgés. Dans certains pays en voie de développement, en outre, les membres des conseils d'administration sont parfois, pour la plupart, analphabètes. C'est généralement en organisant des conférences à leur intention, plutôt qu'en les appelant à suivre des cours dans les écoles coopératives, que l'on cherche à informer les membres des conseils d'administration. Parfois, des manuels spécialement élaborés à cet effet leur sont remis. Dans certains pays, les membres des conseils d'administration (comme parfois tous les coopérateurs) reçoivent gratuitement des journaux ou des périodiques coopératifs nationaux.

433. La formation du personnel, dont les coopératives se préoccupent depuis de nombreuses années déjà, prend une importance croissante, en partie parce que l'administration et la gestion deviennent de plus en plus complexes et de plus en plus techniques, en partie aussi parce que le rôle de direction qui était celui du conseil d'administration en vient à être assumé par des administrateurs "de métier" qui travaillent à plein temps pour les coopératives. Les méthodes de formation sont nombreuses. On trouve toujours les cours par correspondance, qui portent,

à côté des sujets dont l'étude doit enrichir les connaissances générales et la personnalité de l'élève, sur des branches pratiques telles que la comptabilité ou des questions comme la signification et la valeur des principes qui régissent la coopération. Les coopératives organisent aussi des cours du soir, ou encore des cours qui ont lieu la journée et que le personnel a la possibilité de suivre pendant les heures de travail. Les élèves qui ont terminé ces cours avec succès se voient parfois décerner un certificat; en pareil cas, la possession du certificat est souvent une condition d'avancement dans le mouvement coopératif. Certaines coopératives peuvent libérer en même temps, pour un ou deux jours, tout le personnel d'une succursale, afin qu'il puisse se mettre au courant des méthodes nouvelles.

434. Dans les pays où le mouvement coopératif est très développé, les unions ou les fédérations nationales - qu'elles représentent toutes les coopératives ou seulement celles d'une ou de plusieurs catégories - ont souvent créé des écoles, des collèges ou des instituts de formation pour le personnel des organisations qu'elles groupent. Dans quelques pays, la formation du personnel est assurée par des organisations spécialisées (c'est le cas en Finlande), ou encore par des collèges créés par les coopératives de consommation (comme au Royaume-Uni). Parfois, l'enseignement porte surtout sur la gestion et le travail administratif; ou bien, il revêt un caractère technique et spécialisé. Les pays de l'Europe orientale qui comptent de vastes organisations coopératives possèdent des systèmes nationaux d'éducation coopérative fort développés. En U.R.S.S., par exemple, il existe trois écoles supérieures de formation coopérative ouvertes aux administrateurs supérieurs, ainsi que de nombreuses écoles professionnelles qui forment des techniciens en produits alimentaires ou en articles manufacturés (pour les articles fabriqués ou distribués par les coopératives). Dans certains pays - pour la plupart des pays où le mouvement coopératif est principalement agricole -, la coopération est inscrite au programme d'enseignement primaire. L'organisation de cours sur la coopération dans les écoles d'agriculture ou dans les facultés de sciences économiques des universités présente peut-être plus d'intérêt encore, dans la mesure où ces cours, en amenant une jeunesse instruite à envisager de faire carrière dans le mouvement coopératif, peuvent contribuer à la formation, voire à la sélection préliminaire du personnel.

435. Dans les pays en voie de développement, la formation du personnel spécialisé des coopératives est assurée parfois par des écoles qui relèvent du ministère chargé du développement de la coopération. Encore que ces écoles aient pour première tâche dans certains cas de former les fonctionnaires subalternes, les inspecteurs et les commissaires aux comptes du ministère en question, elles sont de plus en plus souvent amenées à accueillir aussi le personnel supérieur des banques et des unions ou des fédérations coopératives. On admet que le rôle joué en l'occurrence par le ministère compétent l'est à titre temporaire, en attendant qu'une union ou une fédération nationale soit en mesure, financièrement d'abord, de se charger de cette tâche. En outre, des possibilités de formation sont offertes au personnel des coopératives des pays en voie de développement, dans de nombreux pays d'Europe de même qu'aux Etats-Unis, par des établissements d'enseignement supérieur, des universités ou des organisations coopératives. Il faut mentionner encore les séminaires organisés par les institutions spécialisées des Nations Unies (telle la session d'études qui se tient chaque année au Danemark avec le concours de l'O.I.T. et de la F.A.O. et qui permet aux participants - des représentants du mouvement coopératif venant du monde entier - d'étudier le mouvement coopératif danois); par des organisations coopératives internationales, ou par des organisations comme l'Association coopérative générale des travailleurs juifs en Eretz-Israel (Hevrat Ovdim) (l'Hevrat Ovdim a organisé, à l'intention de participants des pays d'Afrique et d'Asie, un cycle d'études sur la coopération qui devait faire ressortir l'intérêt de l'expérience coopérative tentée en Israël et la valeur des institutions coopératives créées dans ce pays). On mentionnera, pour conclure, le Centre d'éducation pour l'Asie du sud-est créé par l'Alliance coopérative internationale (voir paragraphe 456). Inauguré en 1960, ce centre apporte son concours aux coopératives de l'Asie du sud-est dans le domaine de l'éducation et de la formation. Une commission consultative régionale, composée d'experts en matière d'éducation coopérative, seconde le directeur du centre pour l'établissement du programme annuel de travail. L'administration du centre est confiée au sous-comité de l'assistance technique de l'Alliance. L'activité en est financée pour la plus grande partie par le Mouvement coopératif de consommation de Suède (K.F.).

### Services éducatifs

436. Dans certains pays, le mouvement coopératif a créé ses propres institutions d'éducation.

#### 1) Ecoles et collèges d'éducation coopérative

Il s'agit généralement d'organisations qui ont une existence juridique propre et qui font partie des coopératives.

#### 2) Maisons coopératives d'édition

Ces organisations peuvent être rattachées à des coopératives à but économique, tout en ayant leurs propres statuts et leur propre conseil d'administration. Leur activité ne se limite pas nécessairement à la publication de livres de propagande sur la coopération, ni même à la publication de livres et de journaux en général. L'association japonaise "Lumière du foyer" (Ie-no-Hikari Kyokai), par exemple, organise encore des manifestations culturelles dans les villages, donne des cours de brève durée, assure un service d'information (sur les questions sociales principalement) et produit des films, des disques ainsi que des enregistrements sur bande.

#### 3) Instituts coopératifs de recherche

De nombreuses coopératives comptent des services de recherche - services techniques ou services d'étude du marché. Il existe, en outre, des instituts autonomes qui entreprennent des études coopératives sur le plan de la recherche théorique. Dans quelques pays, comme la République fédérale d'Allemagne, on trouve, rattachés à certaines universités, des instituts de recherches coopératives dont le mouvement coopératif utilise les travaux pour définir sa ligne d'action. En U.R.S.S., l'Union centrale des coopératives de consommation (Tsentrosoïouz) a créé un institut central de recherches coopératives. Au Danemark, les organisations coopératives agricoles centrales ont d'importants services de recherche, qui communiquent aux membres, sous une forme pratique, les informations susceptibles de leur être utiles.

#### 4) Associations coopératives féminines

Ces associations ont pris naissance au Royaume-Uni, au sein du mouvement des coopératives de consommation, pour faire ensuite leur apparition dans d'autres pays, en Europe surtout. Certaines relèvent d'une union ou d'une fédération nationale; d'autres sont autonomes. Leur activité s'exerce par l'intermédiaire d'associations ou de sections locales formées de coopératrices ou d'épouses de coopérateur. Dans de nombreux mouvements de coopératives de consommation, les associations féminines, qui organisent des réunions éducatives ou récréatives, se sont mises en évidence en suscitant chez leurs membres un vif intérêt pour leurs coopératives et en faisant élire des femmes dans les comités coopératifs. A l'intention des femmes qui avaient quitté l'école très jeunes, elles dispensaient en outre, dans le passé, un enseignement général de valeur. Les associations coopératives féminines se rencontrent moins souvent dans le secteur agricole et dans le secteur de la pêche que dans celui de la consommation. Certaines coopératives agricoles font cependant un gros effort, en Amérique du Nord surtout, pour accueillir les femmes et leur trouver une place dans leurs activités.

#### 5) Associations coopératives de jeunes

Les associations de jeunes se rencontrent dans le mouvement coopératif de consommation et dans le mouvement coopératif agricole. Elles déploient une activité éducative, qui fait place à la formation générale aussi bien qu'à la formation coopérative, et s'efforcent de préparer de futurs coopérateurs et de futurs cadres coopératifs qui aient une vue complète des objectifs du mouvement coopératif et des possibilités qui s'offrent à la coopération. L'activité des associations de jeunes est généralement placée sous les auspices d'une organisation coopérative nationale.

## 6) Ecoles coopératives

Dans quelques régions où, en raison par exemple de l'éloignement, il n'existait pas d'établissement public d'enseignement primaire, des coopératives se sont constituées, groupant surtout des parents d'élèves, en vue d'ouvrir des écoles. Ces écoles sont généralement intégrées dans le système général d'enseignement au fur et à mesure que l'instruction publique s'étend.

## 7) Coopératives scolaires

Il s'agit de coopératives formées par des écoliers ou, quelquefois, par des étudiants des universités. Comme la loi n'autorise pas d'ordinaire la création de coopératives formées de mineurs ou de jeunes gens qui n'ont pas atteint l'âge minimum prescrit (de seize à dix-huit ans), les coopératives scolaires ne sont pas nécessairement constituées dans les formes juridiques. Leurs objectifs sont divers : épargne (de nombreuses coopératives scolaires se sont constituées avec succès, à cette fin, à Chypre et dans l'île Maurice; on relèvera en passant que les coopératives de ce genre investissent d'ordinaire les fonds déposés auprès d'elles dans une coopérative locale de crédit); achat de livres et de matériel scolaires (on trouve des coopératives formées à cet effet au Brésil, en Grèce et dans d'autres pays); gestion de cantines (habituellement par des étudiants); exécution de petites entreprises en vue de réunir des fonds (comme la culture de jardins scolaires et la vente des produits). Toutes ces coopératives remplissent une fonction utile; qui plus est, les jeunes y ont l'occasion d'apprendre à faire marcher une organisation démocratique, à gérer une entreprise commerciale très simple et à se familiariser avec la coopération.

## Coopération à but social

437. Les coopératives à but économique, on l'a vu, assurent des services de caractère social : c'est le cas, jusqu'à un certain point, de plusieurs des services mentionnés dans les paragraphes qui précèdent; c'est le cas aussi des services qui, comme on l'a indiqué au paragraphe 66, sont assurés par diverses sortes de coopératives (fourniture d'articles funéraires; aménagement de centres de vacances; création de foyers pour convalescents). Cela dit, il existe des coopératives spécialement constituées à des fins sociales, et non économiques. Les organisations de ce genre ne se rencontrent pas dans tous les pays : elles sont naturellement plus rares dans ceux où l'Etat assure lui-même des services sociaux étendus que dans les autres. Dans certains pays, de tels services qui étaient assurés par des coopératives (ainsi, il existait des bibliothèques coopératives au Royaume-Uni, des coopératives médicales en Yougoslavie) ne le sont plus depuis que les pouvoirs publics s'en sont chargés.

## Services médico-sanitaires

438. Aux Etats-Unis, il existe quelques hôpitaux coopératifs créés depuis un certain nombre d'années déjà. En Australie, on en compte un au moins. En Pologne, il existe une centaine de coopératives sanitaires, rattachées aux coopératives agricoles, qui ont pour but principal d'assurer aux villages les services d'un médecin, auquel elles versent un traitement et fournissent un logement, un cabinet de consultation ainsi qu'un vélomoteur.

439. C'est en Asie, toutefois, que la coopération, dans le domaine considéré ici, est la plus développée. Au Japon, 5.773 coopératives agricoles assurent à leurs membres des services médicaux, généralement par l'intermédiaire de fédérations de prévoyance, qui se rencontrent à l'heure qu'il est dans 22 préfectures. En outre, il existe quelques fédérations à l'échelon de la commune, de même que neuf hôpitaux et plus de 100 cliniques encore administrés par des coopératives urbaines ou villageoises. Les fédérations de prévoyance assurent des services médicaux d'une ampleur impressionnante, comme le montre le nombre d'hôpitaux : 137; de cliniques : 80; de médecins : plus de 1.000, et de patients soignés au cours de l'année : 1.250.000 au total. Assimilées du point de vue juridique à des services médicaux publics, elles reçoivent des subventions de l'Etat pour l'hospitalisation des tuberculeux. De leur côté, les autorités préfectorales leur accordent, elles aussi, des subventions et des prêts à long terme, de même qu'elles consentent en leur faveur une réduction sur les impôts locaux. Les fédérations assurent

l'administration des services médicaux; les coopératives agricoles du premier degré, dont les membres bénéficient des soins, fournissent les fonds nécessaires. Les fédérations ne sont pas toutes en mesure de couvrir leurs frais d'administration à l'aide des remboursements, intentionnellement fixés à un niveau peu élevé, qu'elles demandent aux patients; celles qui n'y parviennent pas touchent des subventions des coopératives intéressées.

440. Les fédérations de prévoyance sont affiliées à la Confédération nationale de prévoyance des coopératives agricoles, qui joue le rôle d'organisation consultative pour toutes les questions les intéressant et de porte-parole auprès des pouvoirs publics. Fait aussi partie de la Confédération l'Association de médecine rurale du Japon, qui groupe les médecins employés par les fédérations et les personnes qui s'occupent de médecine et d'hygiène rurales. La Confédération effectue des recherches de différentes sortes, qui sont financées par les cotisations des membres et par des subventions du ministère de l'Agriculture et des Forêts.

441. En Inde, un certain nombre de coopératives se sont constituées dans le passé pour lutter contre le paludisme; ces organisations ont aujourd'hui cessé leur activité. A l'heure qu'il est, il existe, dans l'Etat du Penjab, 120 coopératives d'assistance médicale et de protection de la santé publique. Formées par des agriculteurs, ces coopératives font porter leur effort sur trois fronts : assistance médicale aux habitants des villages; prévention des épidémies; amélioration des conditions d'hygiène. On trouve des organisations du même genre, en moins grand nombre cependant, dans l'Etat de Bombay, de même qu'au Pakistan. A Ceylan, il existe 11 coopératives médicales qui ont, pour la plupart, leurs propres hôpitaux; dans certains cas, il s'agit d'établissements assez importants.

442. Dans le Nigéria oriental, les maternités coopératives ont connu, pendant un certain temps, une grande faveur. A l'heure qu'il est, elles ont pour la plupart été reprises par les pouvoirs publics. Deux obstacles principaux, en effet, n'ont pas permis qu'elles poursuivent leur activité selon la formule coopérative : en premier lieu, il était difficile d'amener les personnes qui ne pensaient pas avoir besoin des services de ces centres à s'y intéresser et à contribuer au financement (en d'autres termes, les coopératives en question n'assuraient pas des services d'un intérêt assez général pour grouper tous les habitants d'un village); en second lieu, les paiements qui pouvaient être demandés aux mères étaient insuffisants pour que les coopératives puissent offrir des soins et des conditions d'hospitalisation qui répondent aux exigences des autorités médicales. Dans certains pays de l'Afrique tropicale, des dispensaires ont été construits dans les villages selon la formule coopérative avec la participation des habitants; les fournitures et le personnel devaient toutefois être fournis par les autorités locales, qui sont chargées en outre de l'administration des centres.

443. Dans la République fédérale d'Allemagne, on trouve, en ce qui concerne les soins médicaux, une forme de coopération un peu différente, mais intéressante, elle aussi. Il existe, en effet, dans ce pays, une organisation nationale qui comprend 11 filiales et groupe des institutions telles que des hôpitaux, des maisons de repos pour personnes âgées, etc. Cette organisation achète, d'une part, en gros des fournitures pour le compte de ses membres, et donne, d'autre part, des cours sur différents sujets (principes de diététique à l'usage des hôpitaux, etc.).

#### Autres services

444. La coopération s'est étendue encore aux activités énumérées ci-dessous.

##### 1) Traitement et conservation de produits agricoles

Comme on l'a relevé au paragraphe 239, certaines coopératives agricoles d'Asie se chargent de la mouture des récoltes de leurs membres. Dans certains cas, des coopératives se sont constituées pour installer des décortiqueuses ou des moulins mécaniques simples, qui épargnent aux femmes un travail manuel fastidieux. Dans les collectivités techniquement plus avancées, de petites usines coopératives mettent en conserve les fruits et les légumes que les membres de la société cultivent dans leurs jardins, ce qui résout le problème de la conservation. Aux Etats-Unis et dans quelques pays d'Europe, on trouve des centres frigorifiques coopératifs

où les membres de la coopérative conservent habituellement la viande provenant de l'abattage du bétail qu'ils élèvent.

## 2) Blanchissage

Les services de blanchissage assurés par les coopératives le sont, dans certains cas, par des coopératives de consommation ou par d'autres catégories d'organisations. Ces dernières années, toutefois, des blanchisseries coopératives se sont créées, dont les membres se recrutent dans les ménages.

## 3) Développement communautaire

En Inde et dans d'autres pays d'Asie, les coopératives créées en vue de l'amélioration du bien-être ont beaucoup contribué à transformer la vie des villages, en s'attachant notamment à réformer certaines coutumes rurales (comme celle qui conduisait les habitants à faire de grands frais pour les cérémonies); en améliorant les conditions d'hygiène et l'approvisionnement en eau; en se souciant de l'aspect général des villages et des commodités que ceux-ci offraient aux habitants. En Inde, cet effort coopératif a fait place aujourd'hui au développement communautaire, qui est encouragé par l'Etat et dont les instruments sont les conseils de villages (panchayats), les écoles rurales et les coopératives. Le développement communautaire porte sur la construction de routes, l'adduction d'eau, la création de dispensaires et d'écoles, la protection des mères et des enfants ainsi que l'amélioration de l'agriculture et de l'industrie locale. Des programmes de développement communautaire ont été entrepris aussi au Pakistan et dans d'autres pays d'Asie. Ils bénéficient d'une aide financière et technique importante de l'Etat et s'étendent à un domaine plus vaste que celui où peut s'exercer l'action d'une coopérative qui se constitue spontanément et ne reçoit pas d'assistance. Le développement communautaire prend aussi une importante croissante dans certaines régions de l'Afrique tropicale, où il repose souvent sur des projets coopératifs mis à exécution par les pouvoirs publics et réalisés avec la participation directe des intéressés.

445. Dans les autres continents, il existe de nombreux services organisés sur une base coopérative. Ainsi, en Australie, on compte un grand nombre de centres sociaux, de centres culturels, de foyers et de clubs coopératifs. Dans de nombreux pays, enfin, il existe des centres récréatifs, des théâtres et des clubs culturels coopératifs.

## Conclusions

446. De façon générale, on peut dire que les coopératives constituées à des fins sociales - si l'on précise : "expressément constituées à des fins sociales", c'est que la coopération répond toujours, implicitement, à une préoccupation sociale - peuvent être rangées dans l'une ou l'autre des deux situations suivantes : ou bien elles s'acquittent provisoirement de telle ou telle tâche en raison de l'insuffisance des services publics : elles offrent en quelque sorte une solution de rechange en attendant que les services publics se développent; ou bien elles remplissent une fonction utile, certes, mais accessoire. Il arrive cependant que, pour temporaire que soit la tâche dont elles s'acquittent, les coopératives constituées à des fins uniquement sociales jouent pendant longtemps un rôle important; de même, il se peut que les services assurés par celles du second groupe, quelque accessoires qu'ils soient, aient une grande utilité pratique pour les personnes qui y ont recours.

## Chapitre 8

### Relations intercoopératives

#### Définition

447. Dans la plupart des pays, il existe des coopératives de plusieurs catégories, dont l'activité s'inspire de règles analogues et dont les buts sont fondamentalement les mêmes. Dans ces conditions, il est naturel que se nouent entre elles des relations destinées à prendre, au moins jusqu'à un certain point, une forme organisée. Par-dessus les frontières nationales, les contacts entre les coopératives s'intensifient partout dans le monde, selon différentes modalités et par l'intermédiaire de différentes organisations.

448. En principe, les relations intercoopératives sont de deux sortes : d'une part, les coopératives ont des relations d'affaires : échanges commerciaux, opérations d'investissement, opérations de réassurance; d'autre part, guidées par des principes communs, elles sont amenées à se grouper pour promouvoir l'idéal et défendre les intérêts coopératifs.

#### Relations d'affaires

449. Les relations d'affaires entre les coopératives ne sont pas toujours aussi étroites qu'on pourrait le supposer en considérant, par exemple, le rôle que les coopératives de consommation et les coopératives agricoles jouent dans le commerce des produits agricoles, les premières, en tant qu'acheteurs, les secondes, en tant que vendeurs : en effet, pour une bonne partie, les produits sont écoulés, directement ou indirectement, par les coopératives agricoles auprès des coopératives de consommation, soit dans le même pays, soit à l'étranger. En U.R.S.S. et dans d'autres pays de l'Europe orientale, en s'approvisionnant en produits agricoles auprès des exploitations collectives, les coopératives de consommation remplissent l'une des fonctions qui leur sont assignées dans le système de distribution mis en place par l'Etat. Dans les autres pays, au contraire, les relations d'affaires entre les coopératives ne sont souvent guère plus que l'effet de coïncidences dans le fonctionnement de l'appareil de distribution. Dans certains pays, on a cherché à faire comprendre aux acheteurs coopératifs qu'ils feraient bien de s'approvisionner auprès d'organisations coopératives. Conformément à ce principe, les coopératives concluent parfois des accords, signent - le cas est plus rare - des contrats fermes, ou créent même des organisations communes de vente, dont la plus connue est sans doute l'Agence mixte pour l'écoulement des produits agricoles de Nouvelle-Zélande, qui groupe les magasins coopératifs de gros du Royaume-Uni et une association de coopératives laitières de la Nouvelle-Zélande.

450. En Europe orientale, les relations d'affaires sont très développées entre les coopératives de consommation et les coopératives ouvrières de production ou les coopératives de pêcheurs, alors qu'elles le sont peu dans les autres régions. Parfois, ces organisations financent en commun des entreprises de production. Certaines coopératives de logement travaillent avec les coopératives de consommation, pour la fourniture de l'ameublement et du petit matériel d'aménagement. Les accords de réassurance entre coopératives sont assez communs, aussi bien au niveau national qu'au niveau international. Dans le domaine de l'assurance encore, il arrive que les organisations nationales aient pour agences des coopératives de premier degré de plusieurs catégories. Comme au Japon et en Tanzanie, les banques coopératives nationales gèrent parfois les comptes d'organisations de différentes sortes; de même, les banques instituées par les coopératives d'une catégorie (tel le Service de banque du Magasin coopératif central de gros au Royaume-Uni) effectuent parfois des opérations pour des coopératives d'autres catégories, ou s'entendent avec des coopératives d'autres catégories pour créer des institutions financières communes.



### Organismes consultatifs intercoopératifs

451. Dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie, comme dans certains pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, où le premier essor de la coopération a été dû, dans une large mesure, à l'appui des pouvoirs publics, si les coopératives ont formé des organisations régionales, elles ont souvent tardé à constituer des fédérations nationales chargées de conseiller les organisations membres, d'en contrôler l'activité et de les représenter. Deux raisons expliquent cet état de choses. D'abord, les fonctions que ces fédérations auraient été appelées à remplir étaient déjà exercées par les services de l'administration chargés de la coopération, c'est-à-dire le Département de la coopération. Parfois, les distances étaient si grandes et les communications si mauvaises que la création d'organisations nationales dont l'activité s'inspirait de principes démocratiques était rendue très difficile. Ces dernières années, la situation a changé, à telle enseigne que, dans de nombreux pays, les coopératives ont aujourd'hui leur fédération ou leur union nationale, qui groupe généralement les coopératives de toutes les catégories, sans distinction.

452. En Europe et dans certains des pays économiquement avancés d'autres continents, des unions ou des fédérations nationales puissantes pour chacune des branches de la coopération ont eu tendance à se constituer. Dans quelques pays, ces organisations, qui correspondent donc à un certain secteur de l'activité coopérative, n'ont pas d'action coordonnée : s'il leur arrive jamais d'unir leurs efforts, c'est habituellement pour un but déterminé pour obtenir une modification de la législation sur les coopératives, modification qui n'exige pas de collaboration continue. Toutefois, il existe, dans un certain nombre de pays, des organismes permanents de coordination, dont les unions ou les fédérations nationales des différentes branches de la coopération font toutes partie. Ainsi, dans les Etats de l'Europe orientale, il est de plus en plus fréquent que le mouvement coopératif soit tout entier coiffé par un conseil central. Dans certains pays, les unions ou les fédérations des différents secteurs de l'activité coopérative font partie, avec d'autres organisations coopératives, d'un conseil ou d'un comité mixte, qui représente l'ensemble du mouvement coopératif auprès des pouvoirs publics, se charge de la propagande et remplit d'autres fonctions d'intérêt commun.

453. En France, un décret a institué, en 1959, le Conseil supérieur de la coopération. Cet organisme est chargé d'étudier l'ensemble des questions qui intéressent la coopération; de faciliter le développement des organismes coopératifs; enfin, d'établir une liaison permanente entre les diverses formes de l'action coopérative. Composé de représentants du Parlement, des administrations et des organisations coopératives (coopératives de consommation, coopératives agricoles, coopératives ouvrières de production, coopératives d'habitation et de construction, coopératives artisanales, coopératives de crédit populaire, coopératives des pêches maritimes, coopératives de commerçants détaillants, Caisse centrale de crédit coopératif, Caisse nationale de crédit agricole), il s'acquitte de sa tâche par l'intermédiaire de quatre sections permanentes : la section juridique, la section fiscale, la section de la France d'outre-mer, la section économique et de politique générale).

454. Les mouvements coopératifs des pays qui appartiennent à des blocs économiques régionaux (comme ceux de l'Association européenne de libre-échange ou ceux de la Communauté économique européenne) ont créé des commissions pour étudier les problèmes qui les concernent les uns et les autres et pour veiller aux intérêts de la coopération.

455. Il existe plusieurs organisations coopératives internationales qui ont été déjà mentionnées. Quelques-unes ont des objectifs économiques limités, comme l'Association coopérative internationale des produits pétroliers (voir paragraphe 85); la Fédération coopérative du Nord (voir paragraphe 85); l'Agence mixte pour l'écoulement des produits agricoles de Nouvelle-Zélande (voir paragraphe 85); la Coopérative agricole internationale (voir paragraphe 195), et la Confédération internationale du crédit populaire (voir paragraphe 393). Parmi les organisations internationales de premier plan, la dernière qui a été créée est l'Organisation des coopératives d'Amérique (Organisation of Co-operatives of America (O.C.A.)) qui groupe des coopératives de seize pays de l'Amérique du Nord, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud. L'Organisation a pour but de diffuser des informations sur la coopération; d'apporter une assistance technique à ses membres; d'établir des contacts; d'organiser des échanges culturels; enfin, d'obtenir l'unification de la législation sur les coopératives dans plusieurs pays. Elle doit exercer son activité de concert avec l'Institut intercoopératif de financement, en

vue d'aider les coopératives à créer des organismes de financement nationaux et à améliorer la tenue et la revision de leur comptabilité. Il convient de mentionner encore deux autres organisations internationales : la Confédération européenne de l'agriculture et la Fédération internationale des producteurs agricoles, dont un grand nombre de coopératives agricoles font partie. La première organisation comprend une commission, la seconde, un comité qui s'occupent l'une et l'autre de la coopération et qui organisent des réunions spéciales, souvent de caractère technique. Enfin, au sein d'organismes plus ou moins proches des gouvernements, comme la Ligue des Etats arabes, des consultations régionales peuvent avoir lieu entre les coopératives.

456. Parmi les organisations coopératives internationales, la plus ancienne et la plus importante, la seule aussi dont fassent partie des coopératives de toutes les régions du monde et de toutes les branches de la coopération, est l'Alliance coopérative internationale. Fondée en 1895, elle groupait, en 1961, 53 organisations coopératives nationales, lesquelles représentaient plus de 530.000 coopératives de premier degré et plus de 174 millions de membres, dont 79 millions pour les coopératives de consommation, 50 millions pour les coopératives de crédit, des coopératives agricoles pour la plupart, et 24 millions pour les autres coopératives agricoles. Dans leur grande majorité, les mouvements de consommation sont affiliés à l'Alliance. Le nombre des organisations agricoles qui en font partie a augmenté assez rapidement au cours des dernières années, sans représenter pourtant tous les mouvements agricoles. Les organes directeurs de l'Alliance sont : le Congrès, qui se réunit tous les trois ans, chaque fois dans un pays différent; le comité central, qui se réunit une fois par an, et le comité exécutif.

Les principales activités de l'Alliance sont les suivantes :

- a) échange d'informations en vue de permettre aux organisations coopératives de différents pays de mener des actions communes par l'intermédiaire de comités auxiliaires qui s'occupent des domaines suivants : assurances, banque, production artisanale et industrielle, distribution des denrées, achat et vente en gros, services agricoles, habitation;
- b) rassemblement et publication de données statistiques sur la coopération; services de presse; publication de rapports et de répertoires; publication d'une revue mensuelle;
- c) recherche économique; publication d'informations économiques;
- d) organisation d'un cours annuel consacré aux questions coopératives : l'école coopérative internationale (depuis 1921);
- e) organisation de conférences techniques internationales, à l'intention de spécialistes du mouvement coopératif, sur des questions telles que la documentation, l'organisation des bibliothèques, la production et la distribution de films, la propagande et la publicité;
- f) relations avec le Conseil économique et social et les institutions spécialisées des Nations Unies, auprès desquels l'Alliance jouit d'une position consultative;
- g) assistance technique aux organisations coopératives peu développées (conseils, octroi de bourses, fourniture de matériel d'enseignement (voir paragraphe 433)).

## Chapitre 9

### La coopération et l'aide internationale

457. Depuis quelques années, plusieurs institutions spécialisées des Nations Unies se préoccupent, à l'instar d'un certain nombre d'Etats et de quelques fondations privées à vocation internationale, d'encourager la coopération, surtout dans les pays en voie de développement. De leur côté, les organisations coopératives des pays déjà engagés bien avant sur la voie de la coopération, ont pris conscience qu'elles devaient apporter une aide pratique à celles qui, ailleurs, en sont à leurs débuts.

458. Dans plusieurs pays, l'Etat, le mouvement coopératif - ou les deux à la fois - ont créé des institutions qui se préoccupent directement de l'expansion de la coopération dans les pays en voie de développement, tels l'Institut d'action coopérative en France et la Fondation pour les pays en voie de développement dans la République fédérale d'Allemagne. Des fondations privées oeuvrent dans le même sens, comme la Fondation Nuffield au Royaume-Uni et la Fondation Ford aux Etats-Unis. De nombreux pays d'Europe organisent des visites à l'intention de coopérateurs des pays en voie de développement, lesquels sont invités à suivre des cycles d'étude et à visiter les institutions coopératives du pays qui les reçoit. Certains Etats ont choisi d'établir des contacts étroits avec un pays déterminé - ainsi, la Suisse avec le Dahomey, la Tchécoslovaquie avec le Ghana - et de concentrer leur effort d'assistance sur ce pays. L'aide accordée, dans le domaine de la coopération, par la France et le Royaume-Uni est destinée principalement, mais non exclusivement, aux Etats de la Communauté ou du Commonwealth avec lesquels, d'ailleurs, la même langue facilite les contacts. L'effort des Etats-Unis est plus particulièrement tourné vers les pays de l'Amérique du Sud et des Antilles - encore que l'Inde et les pays du Moyen-Orient (en partie grâce à la Fondation Ford), comme les îles du Pacifique Sud (grâce aux unions de crédit) aient bénéficié de l'aide américaine.

459. Plusieurs organisations internationales coopératives ou autres se préoccupent d'apporter aux pays en voie de développement une aide technique dans le domaine de la coopération. Parmi ces organisations, il convient de mentionner la Commission du Pacifique Sud, l'Organisation des coopératives d'Amérique et l'Alliance coopérative internationale. Les institutions spécialisées des Nations Unies, comme l'O.I.T. et la F.A.O. fournissent, elles aussi, une assistance technique aux pays en voie de développement, soit en mettant à leur disposition des experts qu'elles recrutent elles-mêmes, soit en faisant appel aux gouvernements ou aux mouvements coopératifs nationaux, pour qu'ils libèrent momentanément de leurs fonctions des experts qui puissent accomplir des missions de courte durée dans ces mêmes pays.

460. Assistance technique. L'expression "assistance technique", qui a été utilisée d'abord par les institutions spécialisées des Nations Unies pour être adoptée par la suite par d'autres organisations soucieuses de favoriser le développement économique et social, recouvre deux formes d'aide assez différentes: dans le premier cas, il s'agit de mettre à la disposition des pays intéressés des capitaux ou du matériel qui permettent d'entreprendre certaines activités coopératives (exemples: montage d'une installation de pasteurisation en Inde et de fabriques de conserves de poisson à Ceylan, fourniture d'appareils de projection cinématographique et de matériel d'enseignement); dans le second cas, il s'agit d'envoyer sur place, pour des périodes plus ou moins longues, du personnel qualifié, des techniciens ou des conseillers chargés de collaborer à certaines entreprises coopératives (les mêmes, éventuellement, que dans le premier cas), de veiller à ce qu'elles prennent un bon départ et de former à pied d'oeuvre des hommes qui puissent prendre la relève.

461. Rares sont les pays qui ont des raisons de ne pas vouloir recevoir la première forme d'aide. Toutefois, les moyens disponibles sont assez limités. Peut-être, d'ailleurs, n'y a-t-il pas trop lieu de le regretter. Fondamentalement, en effet, la coopération est un mouvement d'entraide qui repose sur l'initiative des intéressés eux-mêmes. En outre, on peut craindre que la coopérative qui, par exemple, se voit offrir une installation dont ses membres n'auraient jamais eu la possibilité de faire l'acquisition par leurs propres moyens ne l'utilise pas avec tout le soin voulu, comme on peut craindre que

l'entretien et le remplacement éventuel de l'installation ne représentent pour elle une charge financière malvenue. En pareil cas, il importe non seulement de procéder à une étude préliminaire approfondie, qui pourra être entreprise par les donateurs, mais encore de veiller par la suite à ce que l'on tire tout le profit possible de l'investissement initial, que l'on utilise l'installation à plein rendement, que l'on prenne les dispositions voulues pour en assurer l'amortissement et le renouvellement, que l'on s'attache les services du personnel technique nécessaire, que l'on se préoccupe de l'écoulement de la production, enfin, que l'on répartisse intégralement et équitablement les excédents de recettes.

462. La seconde forme d'aide - qui consiste à mettre pour un temps à la disposition des coopératives auxquelles l'assistance est destinée, des conseillers, des techniciens et du personnel d'autres catégories - poste un certain nombre de problèmes qui n'ont pas encore trouvé leur entière solution. De toute évidence, les conseillers doivent être des hommes d'une grande compétence technique. Ils doivent être capables de s'acquitter de leur tâche dans les pays en voie de développement, où leur travail sera plus éprouvant que dans leur propre pays, ne serait-ce que parce qu'ils seront seuls, dans l'impossibilité de faire appel à l'aide ou aux conseils de leurs collègues, placés dans une situation qui, pour eux, est nouvelle et qui demande à la fois une grande faculté d'adaptation et un grand sens de l'improvisation. Enfin, les conseillers doivent savoir gagner la sympathie de gens dont le mode de vie et la façon de voir sont différents des leurs. Le travail lui-même comporte souvent des exigences particulières : parfois, les experts doivent se borner à donner des conseils, dans certains cas, ils travaillent d'une façon indépendante, dans d'autres cas, ils font partie d'une équipe qui doit mener à bien un programme complexe tel que le développement communautaire.

463. Les postes de conseillers de l'assistance technique sont souvent confiés à des hommes d'un certain âge, qui ont déjà achevé leur carrière, d'une part, parce que les missions sont de courte durée, d'autre part, parce que les intéressés doivent avoir une solide expérience professionnelle. Cependant, dans les pays où la coopération est déjà avancée, on s'efforce très opportunément de persuader les coopératives de détacher momentanément certains de leurs cadres de leurs fonctions pour leur permettre de travailler dans les pays en voie de développement et de les laisser reprendre leurs postes, au terme de leurs missions, sans perte d'ancienneté. Ce serait là, semble-t-il, la solution idéale, mais souvent l'expérience des coopératives des pays d'Europe - car ce sont elles qui envisagent le plus volontiers de se séparer temporairement de certains membres de leur personnel - ne correspond pas toujours aux besoins des pays en voie de développement. Le mouvement coopératif du Royaume-Uni, par exemple, pourrait sans doute fournir, pour des missions d'experts, quantité de gérants de coopératives de consommation : toutefois, les experts qui sont nécessaires, dans ce domaine, sont peu nombreux par rapport à ceux dont on aurait besoin dans d'autres, qu'il s'agisse de l'agriculture, de la pêche ou de la banque. La langue est un autre obstacle : les citoyens de nombreux pays qui, comme les pays scandinaves ou l'Allemagne, ont à leur actif une remarquable expérience de la coopération, ne connaissent pas toujours fût-ce la langue secondaire (généralement l'anglais ou le français) du pays où ils pourraient être envoyés.

464. Missions d'études. Il est fréquent que des experts soient mis à la disposition des gouvernements des pays en voie de développement pour procéder à l'étude de tel ou tel problème et pour présenter un rapport, d'une part, au gouvernement du pays qu'ils ont visité, d'autre part, à l'organisation par laquelle ils ont été engagés. Ces experts occupent généralement un poste à plein temps dans leur pays et accomplissent des missions plus brèves que celles des conseillers et des techniciens dont il a été question plus haut. Dans certains cas, leurs rapports servent de base à des demandes d'assistance technique : ils permettent sans doute à l'organisation qui s'apprête à financer le projet envisagé de s'assurer que celui-ci est judicieux. Bien que les pays intéressés aient souvent peut-être une idée nette du genre d'aide dont ils ont besoin, il est nécessaire, dans bien des cas, que la question fasse l'objet d'une étude indépendante, surtout lorsque les ressources disponibles sont limitées et qu'elles doivent être réparties entre plusieurs projets rivaux.

465. Bourses internationales. Les institutions spécialisées des Nations Unies, les États et les organisations coopératives nationales ou internationales accordent des bourses qui doivent permettre aux bénéficiaires, choisis parmi les cadres coopératifs, de visiter les organisations coopératives étrangères, d'y étudier les questions dont ils s'occupent et de s'entretenir avec des personnalités représentatives du mouvement coopératif. Il faut que les boursiers soient capables de tirer profit de l'expérience acquise par des organisations coopératives qui sont souvent très différentes de celles de leur propre pays, et de même les conditions de fonctionnement s'écartent souvent de celles de leur propre pays, auxquelles elles ne peuvent pas davantage être toujours rapportées. Il y a là une difficulté qui restreint parfois la valeur des bourses internationales.

466. Pour permettre au personnel des coopératives de bénéficier de l'expérience acquise à l'étranger, on peut encore choisir une méthode quelque peu différente, qui est celle des stages. Les organisations coopératives peuvent, soit procéder à des échanges de personnel (qui sont assez courants par exemple entre les coopératives de l'Europe occidentale), soit accueillir des stagiaires sans demander de réciprocité (cela ne signifie pas nécessairement, toutefois, que les possibilités de stage soient offertes gratuitement : le stagiaire ou l'organisation à laquelle il appartient devra peut-être prendre à sa charge les frais qu'entraîne le stage). Les stages peuvent avoir une grande utilité, surtout lorsque le stagiaire est accueilli par une organisation qui s'occupe, dans des conditions comparables, d'affaires semblables à celles dont il s'occupe lui-même dans son pays.

467. Cours et cycles d'étude internationaux. Un certain nombre de collèges coopératifs, qui offrent un enseignement à plein temps en régime d'internat, accueillent des élèves étrangers. On mentionnera notamment les collèges coopératifs du Royaume-Uni et de France, qui organisent tous deux des cours spécialement conçus pour les élèves d'outre-mer, en plus de ceux qui sont destinés aux coopérateurs du pays. En Suède, les coopératives mettent sur pied des cycles d'étude à l'intention des coopérateurs suédois et de coopérateurs des pays en voie de développement. En Israël, en Tchécoslovaquie et en U.R.S.S., les étudiants étrangers ont la possibilité de suivre des cours spéciaux, comme ils ont la possibilité de fréquenter, à titre individuel, les collèges coopératifs d'un certain nombre d'autres pays, tels ceux de Ceylan, de l'Inde et du Pakistan, telle aussi l'Ecole coopérative de l'Afrique orientale. Enfin, quelques universités, comme l'Université Saint-François-Xavier, dans la province de la Nouvelle-Ecosse, au Canada, donnent des cours sur la coopération, que les élèves étrangers peuvent suivre, là aussi, à titre individuel.

468. Les institutions internationales, notamment l'O.I.T. et la F.A.O., organisent différents cycles d'étude de courte durée (généralement de quatre à six semaines), soit chacune de leur côté, soit de concert, soit en collaboration avec les mouvements coopératifs nationaux (c'est le cas pour les sessions d'études qui se tiennent chaque année au Danemark depuis 1953), soit enfin avec d'autres organismes internationaux (comme l'Organisation des Caraïbes). D'autres cycles d'étude se tiennent sous les auspices d'organismes tels que l'Alliance coopérative internationale, la Fondation pour les pays en voie de développement (dans la République fédérale d'Allemagne) ou la Fondation Plunkett (en Afrique).

469. Les cours d'une certaine durée ont démontré leur utilité depuis de nombreuses années. Ils ont l'avantage de s'adresser à des étudiants jeunes, parmi lesquels ont été formés de nombreux dirigeants coopératifs (qui parfois devaient devenir par la suite des dirigeants nationaux) pour les pays en voie de développement. Quant aux cours de brève durée, certains sont destinés à des élèves jeunes eux aussi, d'autres, à des hommes plus âgés, de la même catégorie que ceux qui sont choisis comme boursiers.

470. Publications et traductions. Un peu partout des livres, des brochures et des périodiques sur la coopération sont publiés; ces publications vont des études de niveau universitaire sur la nature économique ou les fondements de la coopération aux feuilles éphémères destinées à des gens qui savent à peine lire. La plupart des ouvrages techniques sont des ouvrages descriptifs ou historiques, qui traitent d'un pays, d'un groupe de pays ou d'une branche de la coopération, quand ce n'est pas de questions aussi particulières que la vente de tel ou tel article. A côté de ces ouvrages techniques, on trouve des ouvrages généraux qui sont principalement de deux sortes : les premiers doivent servir à la formation

du personnel des coopératives; les seconds doivent renseigner les lecteurs étrangers au mouvement coopératif qui s'occupent des programmes d'action de l'Etat, de la planification économique ou des questions sociales.

471. L'Organisation des Nations Unies et, parmi les institutions spécialisées, l'O.I.T., la F.A.O. ainsi que l'U.N.E.S.C.O., ont toutes publié, sur la coopération, des ouvrages de portée internationale qui ont paru dans trois langues au moins. D'autres organismes intergouvernementaux, comme l'Organisation des Caraïbes et l'Union panaméricaine, ont été amenés à publier, à l'occasion, des ouvrages du même genre. L'Alliance coopérative internationale fait surtout paraître des périodiques et des rapports; toutefois, elle a elle aussi publié des ouvrages en trois langues. Au Royaume-Uni, l'une des principales tâches que s'assigne la Fondation Plunkett est de publier des ouvrages sur la coopération, qui présentent pour la plupart un intérêt international et qui, dans quelques cas, ont été traduits de l'anglais dans d'autres langues.

472. L'Alliance coopérative internationale et certaines des institutions spécialisées des Nations Unies possèdent des cinémathèques internationales. Dans de nombreux pays, on a pu constater que les films étaient très utiles pour faire connaître l'histoire et les buts de la coopération, surtout à un public illettré.

473. De tout temps, l'entraide internationale a été pratiquée par le mouvement coopératif, qui lui doit d'ailleurs, au premier chef, de s'être étendu à un cercle toujours plus large de pays. Au cours des quinze dernières années, cette entraide a pris des formes nouvelles et complexes, par suite de l'intervention de l'Etat; de la modification des rapports entre les pays d'Europe, riches de leur expérience de la coopération, et les territoires qui naguère dépendaient d'eux; enfin, de l'intérêt porté par les institutions internationales au développement de la coopération.

## DEUXIEME PARTIE. L'Etat et la coopération

### Chapitre 1

#### Législation

##### Historique de la législation coopérative

474. En Europe, la législation sur la formation et la gestion des coopératives remonte au milieu du XIX<sup>me</sup> siècle. La première loi sur les coopératives, l'Industrial and Provident Societies Act du Royaume-Uni, a été votée en 1852. La première loi allemande (ou plus exactement prussienne) date de 1867. C'est en 1867 également que, en France, le Code commercial a été modifié pour faire place à la coopération. La première loi autrichienne sur les coopératives, dont l'application s'étendait à la Pologne, à la Tchécoslovaquie et à certaines régions de la Yougoslavie, a été adoptée en 1873, et la première loi néerlandaise, en 1875. Vers la même période, les codes commerciaux de plusieurs pays d'Europe étaient modifiés de façon à admettre la coopération. Bien que la législation adoptée dans la seconde moitié du XIX<sup>me</sup> siècle ait été souvent modifiée par la suite sur des points de détail, elle constitue toujours le fondement du droit coopératif.

475. Hors de l'Europe, c'est en 1890 que la législation d'un Etat reconnaît pour la première fois l'existence de la coopération : aux Etats-Unis, en effet, la loi Sherman, antitrusts, mentionne expressément les coopératives pour les exclure du champ d'application de certaines de ses dispositions. Jusque-là, les coopératives du Canada, des Etats-Unis et de quelques autres pays de langue anglaise avaient été enregistrées comme des sociétés dont elles ne se distinguaient que par le caractère de leurs statuts.

476. En Asie, les premières lois sur les coopératives, qui s'inspiraient des lois européennes, en particulier des lois britanniques et allemandes, ont été adoptées en 1900 au Japon, et en 1904 en Inde. Par la suite, l'application de la loi japonaise a été étendue, non sans certaines modifications, à la Corée et à l'île de Formose. Quant à la loi indienne, elle devait constituer le fondement de la législation coopérative à Bornéo, à Ceylan, en Malaisie, ainsi que dans les pays d'Afrique, des Antilles et du Moyen-Orient qui font ou qui faisaient partie du Commonwealth britannique.

477. Au cours du premier quart du XX<sup>me</sup> siècle, la législation coopérative s'est beaucoup développée. En Europe, plusieurs pays où la coopération n'avait fait l'objet que de dispositions particulières dans le code commercial en vinrent à adopter des lois qui avaient expressément trait, soit à l'ensemble des coopératives, soit aux coopératives constituées à telles ou telles fins. Au Canada, aux Etats-Unis comme en Australie, les autorités des Etats ou des provinces adoptèrent des dispositions positives sur la formation des coopératives (et non plus seulement des dispositions négatives qui tendaient simplement à exclure les coopératives du champ d'application des lois antitrusts), dispositions qui furent rapidement complétées et étendues.

478. En U.R.S.S., toute la législation coopérative adoptée avant 1917 fut remplacée après la Révolution par des dispositions nouvelles. En 1924, deux décrets furent édictés, l'un sur la coopération de consommation, l'autre sur la coopération agricole. Ce dernier fut remplacé à son tour, en 1930, par les arrêtés qui instituaient les exploitations agricoles collectives. Des décrets ont été pris au lendemain de la seconde guerre mondiale, en vue de la création d'exploitations semblables, dans d'autres pays de l'Europe orientale. Certains de ces pays ont conservé telle quelle leur législation coopérative de base, tandis que d'autres, comme la Bulgarie, ont édicté des décrets sur les coopératives de consommation et les coopératives de production qui définissent le rôle de ces organisations dans le Plan national.

479. En Afrique, la première loi sur les coopératives (qui avait trait au crédit) a été promulguée en Algérie en 1894. Par la suite, d'autres lois ont été promulguées dans les territoires alors administrés par la France, qui reflétaient évidemment l'influence du droit français mais étaient adaptées à la situation locale. En Amérique du Sud, la loi la plus ancienne sur les coopératives est sans doute celle qui a été adoptée en Argentine en 1926. L'année 1927 voyait, au Mexique, l'adoption de la loi fondamentale sur les coopératives, qui venait après une série de dispositions législatives fragmentaires.

480. La Constitution de plusieurs pays - de la Grèce, de l'Indonésie ainsi que de la Tchécoslovaquie et d'autres pays de l'Europe orientale, notamment - mentionne expressément la coopération, soit que l'Etat assigne au mouvement coopératif un rôle déterminé dans le développement de l'économie nationale, soit que la Constitution veuille simplement assurer de la sorte au mouvement coopératif l'appui actif des pouvoirs publics. Parmi les Etats neufs, on constate que les pays en voie de développement d'Afrique et d'Asie qui ont accédé à l'indépendance depuis la fin de la seconde guerre mondiale, comme l'Inde, l'Indonésie et la Tanzanie, ont été particulièrement soucieux de faire une place à la coopération dans leur Constitution. Par là, ils montrent leur volonté de faire de la coopération l'un des grands instruments de leur développement économique. Cependant, parmi les pays en question, rares sont ceux qui ont apporté de profondes modifications à la législation coopérative dont ils ont hérité.

481. Les derniers textes fondamentaux adoptés sans avoir eu jusque-là de précédents dans la législation l'ont été à Haïti, en 1960; au Canada, dans les territoires du Nord-Ouest, en 1959; au Nigéria, dans la région septentrionale, en 1956; et en Libye, en 1956 également.

#### Principaux types de législation coopérative

482. Toutes les coopératives sont assujetties à la législation du pays où elles exercent leur activité. Cela dit, la position qu'elles occupent au regard de la loi est loin d'être toujours la même : à un extrême, on trouve les coopératives dont la situation est en tous points identique à celle des autres groupements économiques; à l'autre, les coopératives qui, étroitement associées à l'effort de développement économique national, occupent une position privilégiée et soigneusement protégée.

#### 483. Coopératives sans législation particulière

Au Danemark, les coopératives sont essentiellement des organisations spontanées qui n'ont pas la qualité de personne morale. Les droits et les obligations des membres, notamment à l'égard des tiers, sont régis par les règles générales du droit, en particulier du droit contractuel. Toutefois, doivent se faire inscrire au registre des sociétés et au registre du commerce les coopératives à responsabilité limitée, quelles qu'elles soient, les coopératives qui effectuent des transactions avec des personnes autres que leurs membres et, enfin, les coopératives qui distribuent des excédents de recettes autres que les ristournes sur les opérations. Toutes les organisations du second degré, ou presque, le font, de même qu'une grande partie des organisations importantes du premier degré, surtout parmi celles qui sont de création relativement récente. En Norvège, il n'existe pas davantage de législation sur les coopératives, lesquelles sont inscrites au registre du commerce et doivent fournir certaines informations au greffier.

484. Dans quelques pays, comme la Nouvelle-Zélande, les coopératives sont simplement enregistrées en vertu de la loi sur les sociétés. Il appartient à leurs membres d'élaborer leurs statuts, en y faisant figurer toutes les garanties qu'ils jugent nécessaire de prévoir pour sauvegarder les principes coopératifs. Cette formule a plusieurs inconvénients : des pratiques contraires aux principes coopératifs risquent de faire leur apparition, soit par ignorance, soit par intérêt; le fonctionnement de la coopérative n'est soumis à aucun contrôle, ou à un contrôle limité; étant donné que les coopératives ne se distinguent en rien, du point de vue juridique, des autres sociétés, elles ne reçoivent aucun encouragement, notamment du point de vue fiscal. Dans plusieurs pays, notamment en Espagne, en France,



aux Pays-Bas et en Suède, les coopératives ont été longtemps soumises à un régime de ce genre; toutefois, dans la plupart des cas, la situation a été éclaircie grâce à l'adoption d'une législation générale sur les coopératives.

#### Dispositions particulières du Code commercial

485. Cette méthode est celle choisie dans le passé par un certain nombre de pays, comme la Belgique, l'Italie, le Portugal et la Suisse, où les dispositions pertinentes du Code commercial devaient, dans certains cas, continuer d'offrir aux coopératives, après que la coopération eût fait l'objet d'une législation spéciale, un second cadre juridique dans lequel se constituer. Parfois, les dispositions du Code commercial relatives aux coopératives étaient d'application plus ou moins facultative; parfois, au contraire, elles régissaient de façon assez détaillée la constitution et l'administration des sociétés de ce type, en garantissant leur caractère coopératif aussi efficacement que l'aurait fait une législation spéciale et en leur assurant une position aussi avantageuse. La Belgique et le Portugal ont conservé ce système. En Turquie, la législation coopérative, qui n'a été adoptée qu'en 1956, se présente comme une section du Code commercial.

486. Le plus souvent, la législation coopérative est constituée désormais par des lois spéciales, applicables soit à toutes les coopératives, soit aux coopératives qui appartiennent à telle branche de la coopération, qui ont tels objectifs ou qui sont situées dans telle région. Les lois d'application générale se fondent principalement sur l'expérience de quatre pays : l'Allemagne, la France, l'Inde et le Royaume-Uni; c'est peu à peu, au terme d'une longue période au cours de laquelle elles ont subi un certain nombre de modifications de détail, qu'elles ont pris leur forme actuelle. Les lois les plus récentes englobent la plupart des améliorations apportées aux textes antérieurs et témoignent souvent de l'intérêt croissant que l'Etat voue à l'essor du mouvement coopératif.

487. Les lois qui s'appliquent uniquement à certaines coopératives se rencontrent plus rarement que les textes d'application générale. D'une façon générale, elles sont de trois sortes :

a) Législation applicable à un type de coopérative, à savoir les coopératives agricoles, de consommateurs, de pêcheurs, d'habitation, de réforme agraire : Cette législation est généralement adoptée lorsque l'Etat désire employer le mouvement coopératif en vue de promouvoir le développement économique et social, ou encore de l'associer à la création d'une banque ou d'un fonds à cet effet. Si les dispositions de ce genre peuvent donner à l'activité des coopératives des secteurs considérés un cadre juridique et administratif approprié, elles risquent - ce n'est bien sûr pas toujours le cas - d'empêcher les différentes catégories de coopératives de faire leur unité en tendant aux mêmes objectifs et en s'aidant les unes les autres.

Dans un grand nombre de pays à économie planifiée de l'Europe orientale, la législation coopérative comprend ainsi des arrêtés et des décrets qui instituent, soit des exploitations agricoles collectives, soit des coopératives de consommation, soit des coopératives de production industrielle, mais aussi, dans certains des pays en question, des conseils centraux coiffant l'ensemble du mouvement coopératif. Aux Etats-Unis, ce sont des textes différents qui s'appliquent aux coopératives agricoles et aux unions de crédit. Il en va de même au Japon. En France, comme dans d'autres pays, on trouve, à côté de la législation générale sur les coopératives, des textes qui s'appliquent uniquement aux sociétés de telle ou telle branche. Dans la République arabe unie et en Italie, la législation sur la réforme agraire touche directement la formation et l'activité des coopératives agricoles. En Italie, les lois de 1950 sur la réforme agraire prévoient l'établissement, pour une période de vingt ans au moins, dans chaque unité de réinstallation, de coopératives ou d'associations auxquelles l'adhésion est obligatoire. Dans la République arabe unie, la loi de 1952 sur la réforme agraire prévoit que toutes les personnes qui détiennent des terres "redistribuées" doivent s'affilier à des coopératives, dont elle définit les fonctions de façon assez détaillée.

b) Législation applicable aux coopératives à but économique et législation applicable aux coopératives à but social : Dans certains pays, les coopératives à but économique et les coopératives à but social sont soumises à des dispositions législatives différentes. Les dispositions applicables aux coopératives de la seconde catégorie sont conçues pour s'appliquer à des organisations formées par des couches de la population dont les membres n'ont guère d'expérience en la matière, cela à des fins qui ne devraient pas exiger d'opérations commerciales complexes.

c) Législation coopérative à l'échelon provincial : Il arrive couramment que les coopératives d'une zone déterminée soient assujetties à une législation qui est totalement ou partiellement de la compétence des autorités locales, et non des autorités nationales. C'est le cas dans les grands Etats fédéraux comme l'Australie, le Canada, les Etats-Unis (où, toutefois, des lois types ont été adoptées, dans la plupart des Etats, sous la pression du mouvement coopératif) et, jusqu'à un certain point, en Inde, dans la République sud-africaine et en U.R.S.S.

#### Dispositions principales de la législation coopérative

488. L'objet de la législation coopérative est triple : donner aux coopératives la qualité de personne morale, assortie de certains droits et de certaines obligations, à la fois sur le plan interne et à l'égard des tiers; préserver le caractère coopératif des organisations en question; enfin, instituer, le cas échéant, entre ces organisations et l'Etat, les rapports jugés nécessaires ou opportuns. Ces trois objectifs - les deux premiers surtout - se confondent inévitablement si bien que, en règle générale, les textes législatifs ne contiennent pas de sections correspondantes distinctes.

489. Définition d'une coopérative. La plupart des lois donnent une définition de la coopérative, habituellement en termes assez généraux. Ainsi, au Royaume-Uni, l'Industrial and Provident Societies Act déclare simplement que "peut être enregistrée /en vertu de ses dispositions/ toute société constituée pour exercer une activité économique (industries, businesses or trades) indiquée ou autorisée par ses statuts". Le terme "coopérative" n'apparaît pas, et ce n'est qu'en 1939 que l'emploi en sera limité aux coopératives proprement dites. En Allemagne, la loi est un peu plus explicite : elle parle des "associations dont le nombre de membres est illimité et qui ont pour but de promouvoir l'activité ou d'améliorer la situation économique de leurs membres par le moyen d'une entreprise économique commune". En France, la loi de 1947 définit les coopératives comme des sociétés d'un type particulier, à capital et à personnel variables; en vertu de cette loi, ces sociétés ont un caractère économique. Aux Etats-Unis, la loi Capper Volstead de 1922, dans la définition des types de sociétés qui ne sont pas visées par les dispositions de la législation antitrusts, dispose que les sociétés en question "peuvent avoir ou non la qualité de personne morale, posséder ou non un capital social, ... pourvu que, dans leur activité, elles visent l'intérêt commun de leurs membres en matière de production et qu'elles remplissent l'une ou l'autre des conditions suivantes : ... aucun membre ne doit disposer, dans les votes, de plus d'une voix; la société ne doit pas verser plus de 8 pour cent de dividende sur le capital par année". La législation type inspirée de la loi de l'Inde sur les coopératives, législation qui est celle d'un grand nombre d'Etats ou de territoires du Commonwealth en Afrique ou en Asie, parle simplement "de société qui a pour objet de défendre les intérêts économiques de ses membres conformément aux principes coopératifs".

Au Canada, dans la province de la Saskatchewan, la loi sur les coopératives énonce de façon détaillée les principes selon lesquels une coopérative doit être organisée et administrée pour pouvoir être enregistrée comme telle : a) dans les votes, chaque membre ou chaque délégué doit disposer d'une voix; b) le vote par procuration doit être interdit; c) les services assurés par la coopérative doivent l'être principalement à l'intention des membres; d) les intérêts sur le capital social doivent rester limités; e) les services assurés aux membres ou aux clients de la coopérative doivent l'être autant que possible au prix coûtant (grâce à la ristourne). Dans les pays à économie planifiée, où les coopératives

ont des fonctions plus précises que dans les pays à économie de marché, la définition que la législation donne de ces organisations mentionne généralement en termes précis, comme c'est le cas en Bulgarie et en Pologne, le rôle qui revient aux coopératives dans l'exécution des plans économiques nationaux. En Tchécoslovaquie, la définition que la Constitution donne des coopératives souligne que ces organisations doivent contribuer à élever le niveau de vie général de leurs membres et que l'objectif n'est en aucun cas d'obtenir un profit élevé sur le capital investi.

490. Constitution et dissolution des coopératives. En dehors du Danemark et de la Norvège (voir paragraphe 483), les coopératives acquièrent généralement le statut de personne morale. Elles peuvent alors posséder des biens, acheter, vendre, prêter, emprunter (en donnant au besoin leurs biens en garantie) et ester en justice. Le conseil d'administration est ainsi en mesure d'effectuer des opérations commerciales, dans les limites fixées par les statuts et la législation, sans devoir prendre l'avis ni obtenir l'accord écrit des membres pour toutes les opérations qui s'assortissent d'une transaction ou d'un engagement financiers. Pareille liberté d'action est absolument nécessaire pour que la coopérative puisse mener ses affaires avec l'efficacité économique, donc la rapidité, requise; en outre, elle est le gage pour les particuliers ou les organisations qui sont en relation d'affaires avec la coopérative, que celle-ci saura remplir ses promesses et ses engagements.

491. Dès lors qu'une coopérative est constituée, quiconque a contre elle des prétentions financières ou légales peut les faire valoir à l'égard de la société en tant que personne morale, plutôt qu'à l'égard de tel ou tel de ses membres. En outre, la responsabilité des membres, en cas de pertes d'argent ou d'actes illicites, est limitée de façon bien définie. Même lorsque les membres assument une responsabilité financière illimitée, ils ne peuvent être poursuivis qu'à concurrence d'une fraction des obligations de la coopérative, en cas de liquidation, si celle-ci laisse des dettes. Lorsque les membres sont collectivement et individuellement responsables, cependant, les créanciers ont la possibilité de poursuivre l'un des membres, d'ordinaire le plus riche. Dans certains cas, la législation coopérative ne fait pas de place aux organisations à responsabilité illimitée ni à celles dont les membres sont individuellement et collectivement responsables. De façon générale, d'ailleurs, les sociétés de ces deux catégories se rencontrent beaucoup moins souvent aujourd'hui que par le passé.

492. Dans quelques pays, les coopératives ne sont constituées que pour un certain nombre d'années. Dans l'ensemble, toutefois, le cas est exceptionnel. En Tanzanie, les coopératives ne sont pas enregistrées immédiatement, mais au terme d'une certaine période, au cours de laquelle elles doivent démontrer qu'elles sont des unités économiques viables.

493. La législation contient d'ordinaire des dispositions sur la dissolution des coopératives. Au nombre des cas dans lesquels cette mesure peut être prévue, on mentionnera ceux qui suivent :

- i) lorsque le nombre des membres tombe au-dessous du chiffre minimum fixé par la loi;
- ii) lorsque la coopérative n'a plus d'activité depuis longtemps;
- iii) lorsqu'une certaine proportion des membres demande la liquidation de la coopérative;
- iv) lorsqu'il est établi, à la suite d'une enquête menée sur l'initiative d'une certaine proportion des membres ou entreprise par l'autorité de surveillance compétente, que de graves irrégularités ont été commises, que la coopérative n'est pas gérée dans l'intérêt de ses membres, ou encore qu'elle n'est pas solvable et qu'elle ne saurait poursuivre son activité qu'au détriment de l'intérêt de ses membres ou de tiers, qui subiraient de nouvelles pertes.

Certaines lois prévoient, en général, dans le deuxième des cas susvisés, si la coopérative ne laisse ni passif ni actif, que l'enregistrement peut être simplement annulé, ce qui évite la liquidation et les frais assez importants qu'elle entraîne.

494. Conditions d'affiliation. Pour se constituer, il faut qu'une coopérative compte des membres. A cet égard, la loi doit définir les conditions qu'il faut remplir pour pouvoir faire partie d'une coopérative, comme les conditions dans lesquelles les membres peuvent se retirer de la coopérative. D'ordinaire, les coopératives ne peuvent se faire enregistrer que si elles comptent un nombre minimum de membres - sept au Royaume-Uni, dix en Inde, ainsi que dans de nombreux pays d'Afrique membres du Commonwealth, quinze en Bulgarie, vingt aux Etats-Unis. En Inde, aux termes de la loi sur les coopératives de l'Etat de Maharashtra, qui a été adoptée en 1961, les coopératives doivent compter dix membres fondateurs, lesquels doivent appartenir à des familles différentes; à côté des proches parents, la famille comprend, au sens de la loi, les grands-parents, les beaux-parents, les demi-frères et les demi-soeurs. Ces dispositions montrent, semble-t-il, que l'on était conscient du danger de créer, dans un pays où une grande partie de la population a peu d'instruction et possède peu de ressources, des coopératives dont les membres se recrutent au sein d'un groupe trop restreint.

495. La législation ne contient pas de disposition, en règle générale, sur le nombre maximum de membres qu'une coopérative peut compter ni sur le nombre maximum de parts sociales qu'elle peut émettre; au contraire, elle précise presque toujours le nombre maximum de parts qu'un membre peut détenir. La législation de certains Etats des Etats-Unis n'exclut pas la possibilité de constituer des coopératives à capital fixe; les coopérateurs, toutefois, reconnaissent que cette formule n'est pas satisfaisante.

496. Les coopératives de consommation appliquent, en règle générale, la règle de la liberté d'affiliation ou de la "porte ouverte", tout au moins dans la zone où elles exercent leur activité; toutefois, comme les coopératives de la plupart des autres catégories, elles peuvent refuser d'accueillir des personnes qui, par leur activité, leur feraient concurrence. Dans les autres branches de la coopération, l'application de la règle de la porte ouverte peut être soumise à certaines restrictions pratiques, qui ne portent pas atteinte au principe coopératif. Ainsi, les coopératives de logement pourront n'accueillir que le nombre de familles susceptibles d'être logées dans les immeubles qu'elles se proposent de construire. De leur côté, les coopératives agricoles pourront n'accepter comme membres que les producteurs d'une certaine catégorie ou les agriculteurs établis dans un certain rayon (à une distance assez proche d'une laiterie coopérative, par exemple, pour permettre le remassage quotidien du lait). De même, les unions de crédit pourront ne grouper que les salariés de telle entreprise ou les fidèles de telle paroisse. Parfois, les coopératives n'autorisent pas les membres de leur personnel à s'affilier. Dans quelques pays de l'Afrique tropicale, certaines coopératives agricoles n'admettent comme membres que les cultivateurs africains. Ce genre de restriction fondée sur la race se rencontre, il est vrai, de moins en moins.

497. Les membres sont généralement libres de se retirer de la coopérative, à condition de n'avoir aucune dette personnelle à son endroit. Dans certains pays, la législation dispose que, en cas de retrait, les membres restent responsables des dettes de la coopérative pendant une période déterminée, qui est généralement de deux ans. Dans certaines coopératives, les membres ne peuvent se retirer que s'ils quittent une certaine zone ou s'ils changent d'activité. La législation dispose, parfois - c'est le cas en Norvège pour les produits de la pêche, comme dans plusieurs pays d'Afrique, pour les pays agricoles - que, dans certaines circonstances, telle coopérative a seule le droit, dans la région où elle est située, d'écouler un produit déterminé. En pareil cas, les producteurs intéressés, agriculteurs ou pêcheurs, sont obligés de passer par la coopérative, même s'ils ne sont pas tenus à proprement parler d'en faire partie. Parfois, l'affiliation à certaines coopératives est obligatoire. Il en va ainsi, notamment, dans les régions de la République arabe unie et de l'Italie touchées par la réforme agraire, où il faut être coopérateur pour obtenir des terres et bénéficier des services organisés à l'intention des cultivateurs. C'est le cas aussi pour les coopératives de drainage ou d'irrigation, où la qualité de membre est liée à celle de propriétaire ou d'occupant des terres. Enfin, dans les pays où l'ensemble de l'agriculture a été complètement réorganisé par l'Etat sur une base collective, l'affiliation aux coopératives cesse, par la nature même du système, d'être volontaire.

498. Statuts. Pour pouvoir former une coopérative, les futurs membres doivent soumettre leurs statuts, où ils auront indiqué les buts de la coopérative, les règles d'administration et de contrôle, ainsi que les modalités de financement. Les statuts ont été définis comme "l'ensemble des conventions volontairement adoptées par les membres afin de définir leurs relations mutuelles au sein de l'association et leurs relations avec l'entreprise commune, leurs droits et obligations... Les statuts sont ainsi la constitution que les coopérateurs se sont donnée"<sup>1</sup>. La législation coopérative, soit dans les textes législatifs eux-mêmes, soit dans les règles que ceux-ci contiennent parfois en annexe, définit les principales dispositions que doivent contenir les statuts des coopératives. Dans certains pays, en Inde et dans de nombreux pays d'Afrique, par exemple, les services compétents de l'administration élaborent des statuts types dont les coopératives n'ont pas la possibilité de s'écarter beaucoup. Dans d'autres, ce sont les unions et les fédérations coopératives, ou encore des organisations non officielles du même genre, qui établissent des statuts types à l'intention des nouvelles coopératives. Quand les statuts d'une coopérative en cours de formation sont calqués sur ces modèles, ils sont habituellement acceptés sans autre par l'autorité auprès de laquelle la coopérative doit se constituer ou se faire enregistrer; au contraire, les statuts qui ne reposent pas sur le modèle admis font généralement l'objet d'un examen assez strict.

499. Assemblée générale. Les statuts prévoient habituellement que l'organe souverain de la coopérative est l'assemblée générale des membres, disposition qui, d'ailleurs, se rencontre souvent déjà dans la législation coopérative. Un peu partout - dans la plupart des pays d'Europe, aux Etats-Unis, dans la plupart des pays ou des territoires du Commonwealth britannique, par exemple -, la législation énonce, en outre, le principe "un membre, une voix", quel que soit le nombre des parts sociales que les membres détiennent. Au Royaume-Uni, ce principe n'est pas consacré par la loi; toutefois, il serait difficile de faire enregistrer une coopérative dont les statuts admettraient le vote plural. Le principe "un membre, une voix", au demeurant, n'est pas universel. Dans certaines coopératives, notamment dans les coopératives agricoles d'un ou deux pays colonisés à l'origine par des émigrants européens, comme la Nouvelle-Zélande, les membres peuvent disposer de voix supplémentaires, dont le nombre est en général rigoureusement limité, en fonction du volume des transactions qu'ils font avec la coopérative. En outre, les coopératives qui font partie d'une union, d'une fédération ou, de façon générale, d'une organisation secondaire, disposent généralement d'un nombre de voix qui dépend directement ou indirectement de l'effectif de leurs propres membres. Le vote par procuration, comme le vote par correspondance, est parfois autorisé, parfois interdit, par la législation.

500. L'assemblée générale a pour attributions de faire le point de l'activité de la coopérative; d'examiner, pour les approuver ou les rejeter, le rapport et le bilan annuels; d'élire le ou les organes chargés d'assurer la bonne marche de la coopérative d'une assemblée générale à la suivante; de se prononcer sur toute modification des statuts; enfin, de demander au besoin la dissolution de la coopérative. La législation de la plupart des pays définit les conditions dans lesquelles il est possible de modifier les statuts, de dissoudre volontairement les coopératives, d'opérer la fusion de deux coopératives ou de transformer une coopérative en une personne morale d'une autre catégorie.

501. La législation elle-même contient parfois - ainsi, en Allemagne, dans la première loi sur les coopératives et, en France, dans la loi la plus récente - des dispositions détaillées sur la convocation des assemblées générales (lesquelles, dans les grandes coopératives, peuvent prendre la forme d'assemblées locales ou d'assemblées de délégués), sur l'élection des commissions et des organes d'administration, sur la durée des mandats confiés aux dirigeants et sur la conduite des travaux. Ces dispositions doivent être reprises dans les statuts, de façon que tous les membres puissent en prendre connaissance. Dans certains pays, ce n'est que dans les statuts que les points en question sont réglés de façon détaillée.

<sup>1</sup>

B.I.T. : La coopération, cours d'éducation ouvrière (Genève, 1956), p. 36.

502. Organes administratifs. En général, la législation ne prévoit la désignation que d'un seul organe d'administration. Toutefois, dans la République fédérale d'Allemagne et dans les pays dont le droit coopératif a été influencé par le droit allemand, on trouve deux organes : le conseil d'administration et la commission de contrôle. Le premier se réunit fréquemment; il ne comprend que quelques membres (souvent, pas plus de trois), qui sont communément, dans les grandes coopératives surtout, des administrateurs de métier rémunérés. La seconde se réunit à des intervalles espacés et compte un assez grand nombre de membres.

503. Vérification des comptes. Dans de nombreux pays, les coopératives sont tenues par la loi de soumettre leurs comptes à un commissaire, dont le rapport est à la disposition de l'autorité chargée de veiller à la bonne marche des coopératives. Dans la République fédérale d'Allemagne et dans les pays dont la législation s'apparente à la législation allemande, les coopératives peuvent, soit faire vérifier leurs comptes par un fonctionnaire de l'administration, soit former leurs propres organisations de revision, en s'assurant les services du personnel comptable nécessaire. Au Royaume-Uni, les coopératives élisent les commissaires aux comptes d'après une liste de comptables qualifiés. Dans de nombreux pays en voie de développement, les comptes des coopératives sont vérifiés, soit par un service de l'administration, soit par des vérificateurs qui travaillent pour les entreprises commerciales et qui sont autorisés par le greffier des coopératives. De plus en plus souvent, le soin de la vérification des comptes est confié aux unions ou aux fédérations coopératives que l'on voit se créer en nombre toujours plus grand. A l'occasion, les comptes des coopératives pourront être vérifiés par les banques qui prêtent à celles-ci des fonds. Dans un certain nombre de pays, aux Etats-Unis notamment, la législation ne contient pas de disposition au sujet de la vérification des comptes. Dans d'autres, comme la Suède et la Suisse, les coopératives peuvent faire appel aux vérificateurs de leur choix, à condition, parfois, que ce ne soit pas un membre du conseil d'administration, un employé de la coopérative ou une personne qui, pour toute autre raison, aurait des intérêts personnels dans la coopérative.

504. Financement. La législation détermine généralement le mode de financement de l'activité des coopératives, ou encore les différents modes entre lesquels les coopératives ont le choix. Sauf peut-être dans les organisations primaires de crédit de certains pays, l'assise financière des coopératives est le plus souvent constituée par le capital que l'ensemble des coopérateurs constituent en souscrivant des parts sociales. Habituellement, la législation laisse aux coopératives le soin de fixer, dans leurs statuts, le montant des parts sociales et le nombre minimum de parts que les membres doivent détenir, comme le soin de déterminer, de la même manière, si les membres doivent verser intégralement le montant des parts ou s'ils peuvent n'en verser qu'une fraction. Dans certaines coopératives, les membres doivent souscrire un nombre de parts proportionnel au volume des opérations qu'ils devraient effectuer avec la coopérative, que ce nombre soit calculé en fonction de la superficie que les membres cultivent, du nombre de têtes de bétail qu'ils élèvent, du volume de la production qu'ils devraient livrer à la coopérative ou des prêts qu'ils comptent en obtenir. Dans la plupart des pays, c'est non seulement le nombre minimum, mais encore le nombre maximum des parts que les membres peuvent détenir qui est fixé par la loi. Il s'agit par là d'empêcher qu'un membre ou un petit groupe de membres fortunés ne puissent détenir la majorité des parts sociales et, en menaçant de retirer leurs fonds, dicter la politique de la coopérative, même s'ils n'avaient chacun qu'une seule voix dans les votes. Le montant maximum de la participation des membres au capital social peut être fixé en chiffres absolus, comme au Royaume-Uni (en pareil cas, il devra vraisemblablement être relevé de temps à autre, compte tenu des modifications du pouvoir d'achat de la monnaie); le plus souvent, toutefois, il est fixé à une certaine fraction du capital social, généralement un cinquième.

505. La législation dispose parfois que l'avoir social peut être retiré à tout moment, moyennant un bref préavis. Dans les coopératives de consommation, il arrive parfois que les membres usent largement de cette faculté, de sorte que les sociétés doivent conserver en permanence plus de liquidités qu'il ne serait souhaitable, au détriment de leur expansion. Au contraire, pour le remboursement des parts sociales, les coopératives sont souvent habilitées à fixer un certain délai, qui peut aller jusqu'à deux ans à compter du moment où un membre se retire.

En général, les parts sociales ne sont pas remboursables, mais seulement transférables. Pour se retirer, le membre doit donc trouver, ou si ce n'est pas lui-même, la coopérative pour que les parts puissent être remises, soit à un autre membre, soit à une personne qui envisage de faire partie de la coopérative. Le plus souvent, la législation prévoit le transfert des parts sociales aux héritiers en cas de décès du coopérateur. Toutefois, dans les coopératives agricoles de certains pays, les parts passent automatiquement, lorsqu'un membre décède ou prend sa retraite, au nouveau propriétaire ou au nouvel occupant de l'exploitation agricole.

506. La législation reconnaît parfois aux coopératives le droit de rembourser les parts sociales de son propre chef; parfois, au contraire, elle apporte des restrictions à ce droit. Souvent, le législateur n'a pas su bien voir que les coopératives risquaient de comprendre un certain nombre de membres qui, sans plus effectuer de transactions avec la coopérative, conserveraient leurs parts sociales et leur droit de vote. Ce danger menace particulièrement les coopératives agricoles des pays prospères. Il est relativement fréquent que les agriculteurs changent d'exploitation ou prennent leur retraite et laissent leur exploitation à leurs fils, ou que ces mêmes agriculteurs ont parfois une participation relativement importante dans le capital social des coopératives et en retirent un certain revenu. Ainsi, en Nouvelle-Zélande, la législation a été modifiée, de façon que les coopératives aient la possibilité de rembourser de leur propre chef les parts sociales des membres qui auraient cessé d'être des membres actifs.

507. Plusieurs autres formules ont été imaginées aussi en vue d'assurer la participation des membres à l'activité des coopératives. Elles consistent par exemple, au Danemark, à former des coopératives pour une période de vingt ans, puis à les dissoudre et à les reformer avec la seule participation des membres qui continuent à s'intéresser à l'entreprise; au Canada et aux Etats-Unis, à constituer des "fonds tournants" (voir paragraphes 147 à 511); à transformer les parts sociales en obligations non assorties du droit de vote dès que le détenteur n'est plus en mesure de participer à l'activité de la coopérative.

508. Dans de rares pays, en Nouvelle-Zélande par exemple, les parts sociales sont susceptibles de plus-value. En règle générale, au contraire, elles conservent leur valeur nominale, soit parce que la législation en dispose ainsi, soit parce que les coopératives sont tenues d'émettre toujours au pair les nouvelles parts. Ainsi, les personnes qui s'affilient à une coopérative formée déjà depuis plusieurs années paient leurs parts le même prix que les premiers membres, au lieu de devoir les acquérir, comme les actions d'une société commerciale, au cours en vigueur. En principe, la valeur effective des parts sociales n'est remboursée, le cas échéant, que si la situation financière de la coopérative le permet. C'est ce que prévoit expressément, par exemple, en Finlande, la loi sur les coopératives : "les parts sociales ne sont remboursées que dans la mesure où les avoirs de la coopérative sont suffisants à cet effet, sans qu'il soit fait de prélèvement sur les réserves, ni porté atteinte aux droits des autres membres qui font partie de la coopérative au même moment".

509. Aux Etats-Unis et dans quelques autres pays, la législation autorise la création de coopératives sans capital social. Parfois, les organisations de ce genre perçoivent un droit d'affiliation qui est habituellement peu élevé. En revanche, les membres s'engagent à traiter avec elles. Fortes de cet engagement, les coopératives en question sont en mesure d'emprunter le capital initial dont elles ont besoin, auquel se substitueront progressivement des fonds prélevés sur les excédents de recettes et affectés, soit aux réserves, soit à un "fonds tournant". Le système des fonds tournants a été mis au point en Amérique du Nord. On peut le comparer à celui des réserves individualisées, en ce sens que les capitaux correspondants restent en possession de la coopérative, mais sont portés au crédit des membres en proportion des opérations que ceux-ci effectuent avec la société. On peut considérer aussi que les capitaux en question sont des excédents de recettes distribués aux membres et simultanément remis par ceux-ci à la disposition de la coopérative sous forme de prêts. Quoi qu'il en soit, ces capitaux restent la propriété des membres, produisent un intérêt et sont remboursables, soit après un certain nombre d'années, soit lorsque les membres atteignent un certain âge ou prennent leur retraite. Le système des fonds tournants est efficace

pour réunir des capitaux, mais surtout dans des pays comme les Etats-Unis, où les coopératives ne sont que partiellement exemptées de l'impôt sur le revenu. Sur un fonds de réserve, la coopérative est imposable. Elle ne l'est pas sur un fonds alimenté par la ristourne que les membres touchent au prorata des opérations qu'ils ont effectuées avec la coopérative, même si cette ristourne est immédiatement transférée à un compte d'avances et individuellement créditée aux membres.

510. Aux termes de leurs statuts, la plupart des coopératives ont le droit de contracter des emprunts, pour des périodes de courte ou de longue durée, en vue d'accroître leur capital ou de faire face à certains frais (frais d'exploitation, frais de constitution de stocks). A cet effet, elles peuvent obtenir des capitaux de leurs membres, sous forme de fonds à long terme ou de dépôts d'épargne à vue, comme elles peuvent s'adresser à des banques coopératives, à des banques privées ou à des banques d'Etat. Lorsque les capitaux d'emprunt sont fournis par les membres à court terme, la coopérative elle-même ne peut généralement prêter de l'argent ou effectuer des opérations bancaires que dans les limites fixées par la législation.

511. Toutes les coopératives constituent des réserves. Souvent, la législation ou les statuts disposent que, à la fin de chaque exercice, une fraction déterminée des excédents de recettes doit être versée au fonds de réserve, soit année après année, soit seulement jusqu'à ce que les réserves aient atteint un montant égal à une ou à plusieurs fois le capital social. La législation dispose généralement que les réserves légales ne sont pas susceptibles de partage, même lorsque la coopérative se dissout, auquel cas les réserves doivent être affectées à une fin d'intérêt public dans la région. Ainsi, les membres ne risquent pas d'être tentés de dissoudre la coopérative pour se partager des réserves qui auraient atteint un chiffre important.

512. Répartition des excédents. La législation sur les coopératives dispose généralement que l'intérêt sur les parts sociales ne doit pas dépasser un taux déterminé, qui peut être, soit lié au taux pratiqué par les banques, soit fixé au pourcentage maximum jugé raisonnable à l'époque où la loi a été adoptée (de 6 à 5 pour cent aux termes de la législation de nombreux Etats; 8 pour cent aux Etats-Unis; 2 pour cent de plus que le taux commercial en vigueur en Hongrie). Dans les coopératives de consommation de certains pays de l'Europe orientale, comme la Bulgarie, la ristourne n'est pas fonction du volume des opérations effectuées par le membre avec la coopérative, mais prend la forme d'un dividende sur les parts sociales. En pareil cas, le montant susceptible d'être versé aux membres n'est pas limité à un certain pourcentage de la part sociale, mais à un certain pourcentage du chiffre total des excédents de recettes. Dans les pays à économie planifiée, où les prix de gros et les prix de détail sont fixes, les excédents de recettes sont le simple résultat d'une gestion normale. La législation prévoit que ces excédents doivent être affectés à des fins d'intérêt commun. L'affectation des excédents est souvent régie par des règles rigoureuses, qui prévoient des versements obligatoires aux "fonds culturels", aux fonds centraux de développement économique, etc. Dans les pays à économie de marché, au contraire, l'importance des excédents de recettes dépend dans une large mesure de l'habileté de la gestion. Quant à l'utilisation des excédents, elle est moins strictement contrôlée. Les coopératives sont en principe tenues de verser une fraction des excédents aux réserves. En outre, elles sont généralement autorisées par la législation ou par leurs statuts à verser des primes à leur personnel ou à contribuer à des oeuvres éducatives ou charitables. Dans la plupart des pays, le solde des excédents de recettes, après ces versements, doit être, en application des principes coopératifs, réparti entre les membres en fonction du volume des opérations que ceux-ci ont effectuées avec la coopérative, ou de la valeur des services qu'ils lui ont fournis. Dans certains pays, en France par exemple, la répartition des excédents de recettes est rendue obligatoire par la loi. Dans d'autres, comme la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni, elle est régie par les statuts, quand elle n'est pas du ressort de l'assemblée générale annuelle.



513. Restrictions des activités commerciales des coopératives et de leurs membres. La législation, notamment les lois qui s'inspirent du droit coopératif allemand, interdisent aux coopératives de traiter avec des personnes qui n'ont pas la qualité de membres. Dans la République fédérale d'Allemagne, cette interdiction a été levée récemment, en ce qui concerne les coopératives de consommation, par une modification de la législation. Au Japon, comme on l'a vu, les coopératives de crédit n'ont pas le droit d'accepter de dépôts si ce n'est de leurs membres ni d'accorder de prêts à d'autres personnes qu'à leurs membres (voir paragraphe 389). Dans d'autres pays, aux Etats-Unis par exemple, pour bénéficier des avantages fiscaux qui leur sont consentis, les coopératives doivent maintenir le volume des opérations qu'elles effectuent avec des tiers à une fraction rigoureusement limitée du volume total de leurs opérations. Pour traiter avec d'autres personnes que leurs membres, les coopératives doivent parfois, aux termes de la législation, obtenir l'accord du greffier préposé à l'enregistrement. Parfois aussi, les opérations avec les tiers sont soumises à certaines conditions fixées par les statuts. Dans d'autres pays, comme l'Italie et le Royaume-Uni, on considère au contraire, semble-t-il, qu'en traitant avec des personnes qui n'ont pas la qualité de membres, les coopératives ont un bon moyen de les inciter à rejoindre leurs rangs.

514. Il est rare que, dans le cas de la coopération de consommation, la législation fasse obligation aux membres de ne s'approvisionner qu'auprès de leur coopérative. Dans la coopération agricole et, plus précisément, dans les coopératives qui assurent l'écoulement et le traitement de la production de leurs membres, il est très fréquent au contraire que les coopérateurs soient tenus, soit par les statuts, auxquels ils soucrivent lors de leur adhésion, soit par un contrat qu'ils signent à titre individuel, de livrer toute leur production, pour tel ou tel produit tout au moins, à leur coopérative. Dans la plupart des pays, la législation admet cette obligation. Au cas où les membres ne rempliraient pas leur engagement, ils sont généralement tenus de verser des dommages convenus d'avance.

515. Dispositions légales en matière de privilèges et d'assistance. Il est fréquent que la législation assure aux coopératives certains privilèges comme certaines formes d'assistance.

- i) Protection du terme "coopérative". Sans que ce soit toujours le cas, il est courant que l'emploi du terme "coopérative" soit protégé et que seules les organisations enregistrées en vertu de la législation coopérative soient autorisées à s'en servir. Dans certains pays, la législation interdit aux sociétés, avec le même résultat, de se donner le nom de "coopératives".
- ii) Avantages fiscaux. Dans la plupart des pays, les droits de timbre et les droits d'enregistrement sont inférieurs, pour les coopératives, à ce qu'ils sont pour les sociétés, si bien que les frais qu'entraînent la constitution d'une coopérative ou les transferts de parts sociales sont peu élevés. Dans la plupart des pays, les coopératives étaient dispensées naguère de payer des impôts sur leurs excédents de recettes, à condition parfois que le volume des opérations qu'elles effectuaient avec d'autres personnes que leurs membres reste limité et que le taux d'intérêt qu'elles accordaient sur les parts sociales demeure faible. Aujourd'hui où les coopératives de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord sont des organisations relativement riches et relativement puissantes, qui occupent une place importante dans certains secteurs du commerce, ce privilège est critiqué. Dans plusieurs Etats, tels le Canada et le Royaume-Uni, l'exemption d'impôts dont les coopératives bénéficiaient a été totalement ou partiellement supprimée sur la fraction des excédents de recettes qui n'est pas ristournée aux membres. Dans quelques pays, en Amérique du Sud par exemple, les importations des coopératives, pour des biens comme les machines agricoles, sont exemptées des droits de douane - mais le fait demeure exceptionnel.

- iii) Subventions et prêts. Dans quelques pays, l'Etat accorde des subventions aux coopératives. Plus communément, les coopératives peuvent obtenir de l'Etat ou avec la garantie de l'Etat des prêts à faible taux d'intérêt, par l'intermédiaire d'une banque coopérative ou d'une autre institution, qui est parfois totalement ou partiellement aux mains de l'Etat et dont l'activité s'étend à l'ensemble de l'économie ou à une branche particulière : agriculture, logement, etc. Il s'agit, soit de prêts à long terme, qui doivent permettre aux coopératives d'acquérir des installations ou de construire des locaux, soit de prêts à court terme, qui doivent les aider à assurer l'écoulement des récoltes, à constituer des stocks ou à accorder des crédits à leurs membres. Cette forme d'aide, qui est généreusement fournie dans la plupart des pays en voie de développement, a aussi joué un rôle important aux Etats-Unis et dans certains pays de l'Europe occidentale, comme la France; elle est inconnue au contraire dans d'autres pays d'Europe.
- iv) Surveillance et contrôle. Il importe que les pouvoirs publics puissent s'assurer que les coopératives jouissent à bon droit des privilèges qui leur sont accordés, c'est-à-dire qu'elles se conforment aux principes coopératifs et que, du point de vue commercial, elles sont gérées avec l'efficacité et l'intégrité voulues. Aussi les coopératives sont-elles le plus souvent tenues par la législation de soumettre un rapport annuel, de caractère essentiellement financier, à l'autorité compétente (presque toujours, il s'agit de l'autorité chargée de procéder à l'enregistrement ou à la dissolution des sociétés). Aux Etats-Unis, toutefois, les coopératives ne sont pas assujetties à pareille obligation, sauf si ce sont des unions de crédit ou si elles désirent contracter un emprunt auprès d'une banque qui bénéficie de l'aide de l'Etat. Dans la plupart des pays où les coopératives sont établies de longue date, la soumission du rapport annuel est avant tout une formalité. Les comptes sont vérifiés par les fédérations, les unions ou les banques coopératives. Dans les pays en voie de développement d'Afrique et d'Asie, au contraire, ce sont fréquemment les services compétents de l'administration qui se chargent non seulement de vérifier les comptes et de contrôler l'activité des coopératives, mais encore d'encourager la coopération et d'assurer l'éducation des coopérateurs.
- v) Pouvoirs statutaires. Dans certains pays, les coopératives peuvent se voir confier certaines attributions légales, qui doivent généralement leur permettre, soit d'exercer un contrôle absolu sur l'écoulement de tel ou tel produit, soit d'assurer la distribution de marchandises rationnées ou de marchandises dont il y aurait pénurie.
- vi) Marchés. Pour l'attribution des marchés, l'Etat accorde souvent la préférence aux coopératives, notamment à celles qui groupent des travailleurs industriels.

#### Législation générale et particulière

516. A maints égards, l'activité des coopératives est régie, selon les pays, soit par le système de la common law, soit par le droit civil, commercial et pénal. Les coopératives sont assujetties au droit contractuel, comme aux lois qui régissent l'emploi des travailleurs, l'utilisation des véhicules automobiles ou la responsabilité civile. Les lois à objet particulier concernant la constructions d'habitations à loyer modéré, la qualité des denrées alimentaires, des produits pharmaceutiques ou des semences, le subventionnement de certaines productions agricoles, la normalisation des produits, ou la réforme du régime foncier, par exemple, peuvent aussi avoir une incidence marquée sur leur activité.

### Evolution de la législation coopérative

517. Si l'on en considère le contenu et non l'application, au cours des dix dernières années, la législation coopérative, qui a déjà un passé assez long, n'a pas subi de grandes modifications. Dans un ou deux pays en voie de développement qui ont accédé récemment à l'indépendance politique, les nouveaux textes législatifs montrent une légère tendance à accroître les pouvoirs de l'Etat, mais cette tendance n'a guère marqué encore la législation. C'est la tendance opposée qui se manifeste parfois dans d'autres pays, où les coopératives prennent leurs distances à l'égard de l'Etat, en renonçant à son aide et en se soustrayant par là à sa surveillance. Dans l'ensemble, cependant, les textes législatifs récents n'ont eu pour objet que de modifier légèrement les dispositions de la législation antérieure qui s'étaient révélées malencontreuses, imprécises ou inadaptées aux nouvelles données de la situation. Il faut ajouter que la législation qui a été adoptée récemment, en Amérique du Sud par exemple, semble fondée en grande partie non seulement sur l'expérience nationale, mais sur la législation étrangère, dont l'étude et l'analyse sont désormais faciles.

## Chapitre 2

### Aide de l'Etat au mouvement coopératif

#### Situation générale

518. Dans la plupart des pays de l'Europe occidentale, à l'exception de l'Espagne, de la France, du Portugal et, dans une certaine mesure, de l'Italie, les coopératives ne reçoivent aucune aide de l'Etat : tout au plus obtiennent-elles la reconnaissance légale et bénéficient-elles, à certains égards, d'avantages fiscaux très limités. En U.R.S.S. et dans les autres pays de l'Europe orientale, l'Etat réserve aux coopératives une place déterminée dans certains secteurs de l'économie et leur accorde, comme aux organisations d'autres catégories, une assistance qui prend différentes formes : crédit, fourniture de matières premières, etc. Dans les autres continents, les coopératives reçoivent, en règle générale, une certaine aide de l'Etat : Dans la plupart des pays d'Afrique et d'Asie, l'Etat est même le principal promoteur de la coopération, qui demeure sous sa surveillance et bénéficie de son appui financier. Pourtant, en Australie et au Canada, l'aide de l'Etat est très limitée, tandis qu'aux Etats-Unis, après avoir accordé aux coopératives une assistance financière importante, l'Etat met surtout à leur disposition des services consultatifs.

#### Promotion et surveillance

519. Dans presque tous les pays, au sein de l'administration un service est chargé de veiller à ce que la législation coopérative soit exécutée. Dans quelques pays, comme l'Australie, le Canada et l'Inde, il existe, plus souvent dans l'administration des Etats ou des provinces que dans l'administration nationale, un département et un ministre de la coopération. Habituellement, toutefois, c'est au sein d'un département plus vaste qu'on trouve les services chargés de la coopération. Dans la plupart des pays, ce département est le ministère de l'agriculture; parfois, cependant, c'est un autre ministère, comme le ministère des affaires économiques et du commerce et de l'industrie (dans la République fédérale d'Allemagne, en Belgique et en Irlande); le ministère de l'intérieurs (en Autriche et en Chine (Taïwan)); le ministère de la prévoyance sociale (au Nigéria (région septentrionale) et en Syrie); le ministère de la coopération et du développement communautaire (en Tanzanie); le ministère des finances (en Australie, dans certains Etats, et au Royaume-Uni), ou le ministère du travail (dans certains pays de l'Amérique latine). Dans plusieurs Etats, il n'existe pas de service unique qui soit préposé à la coopération : pour les besoins officiels, les coopératives sont réparties, selon leurs fonctions, dans différents groupes, qui relèvent chacun du ministère compétent - soit les ministères de l'Agriculture, du Travail, des Finances et du Logement, en France; les ministères de l'Agriculture et du Travail, en Espagne; les ministères de l'Agriculture, de l'Economie rurale et de la Pêche, à Ceylan, et les ministères de l'Agriculture, du Travail et de l'Industrie, en Grèce.

520. Dans certains pays, une commission ou un conseil national de la coopération ont été créés en vue d'exercer une surveillance générale sur le mouvement coopératif. Les organismes de ce genre peuvent grouper des représentants des ministères intéressés (c'est le cas en Iran), ou ils peuvent comprendre d'autres membres, notamment des représentants des coopératives.

521. Dans les pays à économie planifiée, c'est surtout grâce au plan économique national dans lequel toutes les coopératives se voient assigner un certain rôle que l'Etat soutient la coopération et surveille l'activité des coopératives. Par l'intermédiaire des conseils économique et en collaboration avec les organisations coopératives régionales et centrales, le conseil des ministres, ou un organisme analogue, exerce un contrôle central que vient renforcer le contrôle financier. Dans ses détails, l'exécution du plan incombe généralement aux coopératives elles-mêmes, comme la vérification des comptes, le contrôle direct de l'activité des sociétés, les services consultatifs et l'oeuvre éducative.

Le degré de centralisation diffère selon les pays. Souvent, les exploitations agricoles collectives n'ont pas d'organisation nationale propre; dans certains cas, elles relèvent directement du ministère de l'agriculture.

522. Dans les autres pays d'Europe et en Amérique du Nord, les services de l'administration chargés de la coopération n'interviennent habituellement que lors de la constitution ou de la liquidation des coopératives. En outre, les coopératives doivent parfois leur soumettre un rapport annuel, qui contient leurs comptes vérifiés. Bien qu'ils n'en fassent pas souvent usage, ils ont, le plus souvent, le pouvoir de procéder à des inspections, d'ordonner des enquêtes au cas où il apparaîtrait que des irrégularités ont été commises et de prononcer, au besoin, la dissolution des coopératives. Il est extrêmement rare que les services des pays considérés ici apportent un soutien actif aux coopératives ou en contrôlent régulièrement l'activité, si ce n'est lorsque l'Etat met des capitaux à la disposition des coopératives à des conditions favorables et que l'usage et le remboursement de ces capitaux doivent faire l'objet d'un certain contrôle. Dans ce cas, le contrôle s'exerce le plus souvent indirectement, par l'intermédiaire des institutions qui accordent les prêts, comme la Caisse nationale de crédit agricole et la Caisse centrale de crédit coopératif, en France, ou les banques de financement coopératives aux Etats-Unis. Les coopératives de logement sont souvent placées sous la surveillance assez étroite du ministère du logement ou des autorités locales, en partie parce que l'Etat leur accorde des prêts ou leur attribue des marchés, en partie parce que, de toute évidence, les logements qu'elles mettent à la disposition de leurs membres doivent répondre à certaines normes.

523. En Australie, dans la Nouvelle-Galles du Sud, au Canada, dans la Saskatchewan, et dans la République sud-africaine, les départements de la coopération se préoccupent surtout d'apporter un soutien au mouvement coopératif. Aux Etats-Unis, le ministère de l'Agriculture compte un Bureau de la coopération agricole, composé de spécialistes des problèmes économiques et techniques, qui assure aux coopératives des services consultatifs très utiles, sans exercer aucune surveillance. Dans certains pays, où l'éducation économique de la population est suffisamment répandue de sorte que les coopératives de la plupart des catégories puissent gérer elles-mêmes leurs affaires, le service gouvernemental pourra intervenir en faveur des membres d'un groupe particulier, comme les pêcheurs, ou d'une minorité raciale, comme les Esquimaux dans le nord du Canada. Il faut relever encore que, lorsque l'activité des coopératives est contrôlée par des organismes volontaires, comme les unions de revision de la République fédérale d'Allemagne ou d'autres pays, en général, l'Etat conserve le droit d'intervenir - droit qu'il utilise très rarement, s'il l'utilise jamais - au cas où il craindrait que le contrôle ne soit pas assez strict, ou encore que des abus aient été commis.

524. En Afrique et en Asie, les services de l'Etat chargés de la coopération jouent au contraire un rôle actif, et l'expansion du mouvement coopératif y trouve souvent sa principale impulsion. A cet égard, le cas de l'Inde est intéressant. Lorsque les premières coopératives se créèrent, on désigna, dans ce qui était alors les provinces, des greffiers (registrars), dont les attributions devaient correspondre à celles des fonctionnaires qui, en Europe, occupent un poste analogue, c'est-à-dire concerner principalement l'enregistrement et la dissolution des coopératives. Dans la pratique, on devait constater, en Inde comme dans d'autres pays, que la notion de coopération, sous sa forme moderne, était étrangère à la population : il était tout à fait inhabituel que des personnes décident, spontanément, de former une coopérative. Le Département de la coopération commença donc par attirer l'attention des agriculteurs, des artisans, etc., sur les possibilités qu'offrait la coopération. Par la suite, il devait encourager activement la formation de coopératives, non sans s'assurer avec soin, avant d'enregistrer finalement les nouvelles sociétés, de leurs chances de succès.

525. On a constaté également que, parmi les personnes qui pouvaient tirer avantage de la coopération, seul un petit nombre était à même de créer et de faire marcher une coopérative. Il fallait apprendre aux coopérateurs et, plus encore, aux membres des conseils d'administration le sens des règles coopératives,

comme la manière de diriger les affaires d'une coopérative. Dans les villages, il était souvent difficile de trouver des personnes qui sachent lire et écrire et puissent occuper les fonctions de secrétaire ou de comptable; lorsqu'on les avait trouvées, les membres des conseils d'administration avaient souvent de la peine à contrôler leur travail. Pour toutes ces raisons, l'Etat a été appelé à exercer, sur l'activité des coopératives, une surveillance beaucoup plus étroite que celle qui est nécessaire dans les collectivités dont les membres sont relativement au fait des questions commerciales. Souvent, cette surveillance devait exiger des services compétents non seulement qu'ils se chargent de la vérification des comptes, mais qu'ils procèdent à de fréquentes inspections, qu'ils suivent les assemblées et qu'ils aident en permanence les coopératives à tenir leur comptabilité et à accomplir les travaux administratifs.

526. Pour s'acquitter de cette tâche, les départements de la coopération ont constitué peu à peu de vastes corps de fonctionnaires - fonctionnaires régionaux, commissaires aux comptes, contrôleurs, inspecteurs -, dont un grand nombre sont affectés ici et là dans le pays, loin de la capitale ou du lieu où les services en question ont leur siège. Ainsi, à Ceylan, le Service de la coopération comptait, en 1959, plus de 1.600 personnes, chiffre tout à fait courant. Les fonctionnaires des services précités doivent être dûment préparés à leur tâche, ce qui exige un appareil et des établissements de formation spéciaux. Ce n'est qu'après une période de travail théorique et pratique, qui pourra durer jusqu'à une année, qu'ils prendront possession de leur premier poste; par la suite, ils devront peut-être compléter leur formation pour accéder à un poste supérieur. Les hauts fonctionnaires, ou les fonctionnaires appelés à occuper des postes élevés, ont aussi la possibilité de fréquenter des collègues, de suivre des cycles d'études et d'étudier l'activité du mouvement coopératif à l'étranger.

527. L'organisation administrative, décrite ici sommairement, se rencontre partout où l'influence britannique s'est exercée de façon prédominante sur le développement du mouvement coopératif. Les nombreux pays qui ont accédé à l'indépendance, après avoir été placés sous l'administration britannique, ont conservé presque tous, pour l'essentiel, ce système. Ainsi, en Inde, les services d'enregistrement ont gardé tous les pouvoirs légaux qu'ils détenaient en matière d'enregistrement, de vérification des comptes, d'inspection, d'enquêtes, d'arbitrage, d'exécution des décisions prises par les coopératives et d'intervention (dans certains cas, ces services peuvent se substituer aux conseils d'administration des coopératives). Devant les progrès accomplis par le mouvement coopératif, la plupart des Etats de l'Inde ont tenu à ce que les fonctions exercées par les services de l'administration en dehors de leurs attributions légales soient laissées, dans toute la mesure possible, à des organisations non officielles, comme les organisations coopératives de contrôle formées à l'échelon des Etats, à l'échelon des districts ou à l'échelon local. Ce transfert de fonctions, concernant la promotion de la coopération, le contrôle de l'activité des coopératives, l'éducation et la propagande, s'est effectué à divers degrés selon les Etats; toutefois, si ce n'est dans le domaine de la propagande, il est douteux qu'il ait jamais été total. Dans de nombreux Etats, le contrôle de l'activité des coopératives est assuré par les banques coopératives centrales, qui consentent aux sociétés affiliées des prêts dont l'usage les regarde tout particulièrement et qu'elles ont intérêt à voir rapidement remboursés. Dans quelques Etats, la même fonction est remplie, en partie par les banques centrales, en partie par le département de la coopération. Il en va de même en ce qui concerne la formation de nouvelles coopératives. L'éducation des coopérateurs est entièrement assurée par l'Union coopérative panindienne et par les unions coopératives des Etats. La formation du personnel rémunéré des organisations coopératives, comme des services chargés de la coopération, relève des pouvoirs publics.

528. L'une des raisons de la lenteur avec laquelle s'effectue ce transfert de fonctions est que les organisations qui devraient prendre la relève des services de l'administration disposent rarement de fonds suffisants. Peut-être à l'avenir la législation imposera-t-elle aux coopératives l'obligation de leur verser une contribution. En outre, on relèvera que les plans de développement coopératif sont établis par la Commission de planification du gouvernement de l'Inde et que les objectifs fixés doivent être atteints dans un délai de cinq ans : or c'est là une tâche que seule l'administration des coopératives peut remplir.

529. La situation est analogue dans d'autres pays d'Asie, où les unions ou les fédérations coopératives tardent à jouer un rôle plus important, en partie faute de fonds, en partie à cause de problèmes économiques généraux (Birmanie, Malaisie, Pakistan).

530. Dans les pays en voie de développement d'Afrique, les unions ou les fédérations coopératives nationales sont encore à leur début. Là où elles existent, les pouvoirs publics s'efforcent de leur transférer la plupart des fonctions de contrôle comptable et de surveillance exercées à présent par le département de la coopération. Au Ghana, la socialisation d'un certain nombre d'anciennes entreprises coopératives a entraîné de profonds changements. Les services en question paraissent disposer d'un pouvoir moins étendu que le Conseil national de la coopération - ce dernier comprenant des représentants d'organisations s'occupant de questions de main-d'oeuvre, d'investissement, d'industrialisation et de commercialisation des produits agricoles, sans toutefois être enregistrées en tant que coopératives.

531. Dans les territoires d'Afrique où la coopération s'est inspirée de l'exemple français, la situation est assez différente. En effet, les coopératives n'ont pas été les premières organisations de crédit et de commercialisation dont les services aient été offerts aux cultivateurs. La coopération est venue se greffer sur l'ancien système des mutuelles obligatoires, auxquelles tous les cultivateurs contribuaient et par l'intermédiaire desquelles ils pouvaient, d'une part, obtenir des crédits, d'autre part, écouler leur production. Ces "pré-coopératives" étaient placées sous la surveillance des pouvoirs publics. Bien qu'elles aient changé d'appellation et de forme pour devenir des coopératives, le contrôle dont font l'objet, au niveau national et au niveau régional, les opérations de crédit et de commercialisation demeure, dans la plupart des cas, un contrôle officiel. Ce n'est que lentement, par étapes, que pourra se former, dans les pays en question, une assise assez solide de coopératives de premier degré pour que des organisations coopératives régionales et nationales puissent prendre la relève des services de l'administration.

532. Au Japon, le contrôle dont l'activité des coopératives fait l'objet a cessé dans une large mesure d'être exercé par les services de l'Etat pour l'être par des organisations coopératives. Le ministère de l'Agriculture et de la Sylviculture compte une administration de la coopération agricole, qui comprend un petit nombre de fonctionnaires répartis en deux sections, dont une section chargée du contrôle et de la surveillance. Depuis un certain temps, toutefois, l'activité des coopératives est contrôlée en pratique par la Fédération centrale des coopératives agricoles et par les organisations coopératives régionales. Ces dernières disposent de leurs propres inspecteurs, qui sont autorisés par la loi à surveiller la marche des coopératives situées dans la zone de leur ressort. Ce n'est que lorsque se pose un problème grave, qui ne peut pas être résolu par les organisations régionales ou l'organisation nationale, qu'intervient l'administration de la coopération, laquelle est chargée, au demeurant, de contrôler l'activité de la Fédération centrale. L'organisation de nouvelles coopératives, l'éducation, la propagande et la recherche sont principalement du ressort de la Fédération centrale des coopératives agricoles, de la Fédération des coopératives de consommation, de la Fédération centrale des coopératives de petites industries (qui exerce aussi des fonctions de surveillance), ainsi que des organisations qui leur sont affiliées.

533. Il convient de mentionner encore un certain nombre de pays où la surveillance de l'activité des coopératives a été confiée à des organisations étrangères à l'administration. A Costa Rica, le ministère du Travail et de la Sécurité sociale compte un bureau de la coopération, qui est chargé d'enregistrer les coopératives et d'en contrôler la marche; la Banque nationale de ce pays a un service chargé de promouvoir la coopération, qui accorde des prêts aux coopératives et qui, en outre, procède à des inspections, se charge de la vérification des comptes, fournit une assistance administrative et technique, fait paraître des publications et assure la publicité. Dans la République arabe unie, où les coopératives relèvent, selon leurs fonctions, de cinq ministères différents, quatre de ceux-ci se déchargent d'une partie de leurs tâches de surveillance sur une institution autonome semi-officielle. En Espagne, les pouvoirs détenus par le ministère du Travail sont délégués à la Fédération générale des

coopératives (Obra Sindical "Cooperación") et, de celle-ci, à l'Union nationale des coopératives agricoles. Au Portugal, la Banque de dépôt, de crédit et de prévoyance contrôle l'activité des coopératives, auxquelles elle fournit une certaine aide technique. En Turquie, c'est la Banque agricole qui contrôle la marche des coopératives de crédit, mais non des coopératives des autres catégories.

#### Aide financière

534. L'aide que l'Etat apporte aux coopératives sur le plan financier revêt une grande importance dans les pays à économie planifiée, où toutes les sources de crédit sont aux mains ou sous le contrôle de l'Etat, comme dans les pays en voie de développement, où l'Etat consacre une partie de ses ressources à favoriser l'essor de la coopération. Dans les autres pays, il est beaucoup plus rare que l'Etat accorde une aide financière aux coopératives. A ce propos, quelques observations s'imposent. D'abord, dans tous les pays, l'aide financière n'est pas synonyme d'assujettissement à la surveillance de l'Etat. En outre, l'aide financière que l'Etat dispense n'est pas nécessairement continue : après avoir été importante pendant un certain temps, elle peut fort bien cesser, parce que le gouvernement aura changé ou que les coopératives intéressées seront parvenues à financer elles-mêmes leur activité. De plus, elle peut être accordée aux coopératives d'une catégorie, qui remplissent telle ou telle fonction, et non aux autres coopératives, soit que ces dernières préfèrent, pour des raisons de principe, ne pas la recevoir, soit qu'elles n'en aient pas besoin, soit enfin qu'elles s'acquittent d'une tâche qui ne passe pas pour présenter assez d'intérêt pour l'Etat.

535. On ne dispose pas de chiffres pour estimer le montant annuel total des avances que l'Etat est amené à faire aux coopératives dans tous les pays du monde. D'ailleurs, il n'est pas toujours facile de faire une distinction entre les subventions, les prêts et les garanties accordés par l'Etat, ni de décider par exemple si les prêts que les banques nationales peuvent accorder aux unions coopératives, aux taux d'intérêt courants, pour l'achat des récoltes, relèvent de l'assistance financière ou doivent être considérés comme des opérations commerciales ordinaires, qui sont dans l'intérêt des deux parties.

536. En U.R.S.S. et dans les autres pays de l'Europe orientale, la politique économique (politique du crédit, politique fiscale, politique des prix, politique financière), comme l'activité sociale et politique, tend à assurer le développement national conformément aux dispositions détaillées du Plan. Les coopératives auxquelles un rôle déterminé est assigné dans le plan bénéficient de l'aide de l'Etat, qu'elles reçoivent sous différentes formes, au même titre que les entreprises d'Etat qui exercent d'autres fonctions. Elles contractent des emprunts auprès des banques d'Etat pour toutes les opérations pour lesquelles leur capital social et leurs réserves ne suffisent pas. Inversement, elles investissent leurs excédents de recettes nets auprès des mêmes banques.

537. Dans les pays d'Europe à économie de marché, les coopératives qui reçoivent l'aide financière de l'Etat sont très peu nombreuses : les mouvements coopératifs de quelque importance ont tous leurs propres banques, qui sont autonomes et financièrement indépendantes. Font exception, toutefois, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie et le Portugal. Dans quelques pays, l'Etat accorde de petites subventions au titre de l'éducation coopérative ou met des fonds limités à la disposition de certains groupes qui, comme les pêcheurs, font face à des problèmes particuliers. En Australie et au Canada, les coopératives ne font pas davantage appel à l'aide financière de l'Etat. Aux Etats-Unis, dans le passé, l'Etat a accordé aux coopératives, sous différentes formes, une aide financière importante; aujourd'hui encore, il octroie des prêts d'un montant élevé, aux taux d'intérêt normaux, pour les projets, coopératifs ou autres, d'électrification rurale.

538. Dans la plupart des pays d'Asie, depuis quelques années, les coopératives ont largement recours à des fonds de l'Etat. Dans les pays du Commonwealth britannique qui ont récemment accédé à l'indépendance, c'est là un changement d'orientation : l'administration britannique, en effet, tenait à ce que la coopération fasse appel aux ressources des intéressés, dût-elle se développer lentement.



Dans les pays d'Afrique membres du Commonwealth, l'accession à l'indépendance s'est souvent accompagnée d'un changement analogue. Les fonds affectés par l'Etat au développement industriel, commercial et agricole, le sont habituellement par l'intermédiaire des coopératives, lorsqu'il en existe. Dans la République sud-africaine, les coopératives ont toujours eu des facilités de crédit relativement larges. Dans les anciens territoires d'outre-mer, l'administration française, à l'exemple de la métropole, a suivi une politique qui devait faire des coopératives, beaucoup plus communément que dans les pays marqués par l'influence britannique, le canal par lequel des fonds publics devaient être affectés à des fins approuvées. Le même principe est appliqué dans plusieurs pays du Proche et du Moyen-Orient, notamment dans la République arabe unie et en Turquie (mais non en Israël, où les sources extérieures de financement dont le mouvement coopératif dispose sont distinctes de l'Etat), comme dans un certain nombre de pays de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud. Il est vrai que, dans bon nombre de ces pays, le mouvement coopératif est encore assez peu développé, si bien que le montant total de l'assistance financière que les pouvoirs publics lui accordent n'est sans doute pas élevé.

539. Dans la plupart des pays, ce sont les coopératives agricoles qui ont reçu de l'Etat l'aide financière la plus importante. La cause en est que, dans presque tous les pays pour lesquels cette constatation est valable, l'agriculture est - ou était - une branche d'activité économiquement faible, qui manque presque toujours de capital et qui a besoin à la fois de fonds à long terme, pour moderniser son équipement, et d'importants prêts à court terme, pour commercialiser sa production. En U.R.S.S. et dans d'autres pays de l'Europe orientale, l'Etat accorde une aide importante aux coopérations ouvrières qui fabriquent des articles de consommation ou d'autres biens (les membres des coopératives en question travaillent généralement dans des ateliers centraux, mais parfois, notamment quand ils exercent des métiers traditionnels, à domicile). En Inde et au Japon, comme dans d'autres pays, l'Etat a apporté aussi un large soutien aux petites industries et aux industries à domicile organisées selon la formule coopérative. De même, il est venu en aide aux coopératives de pêcheurs dans un assez grand nombre de pays, alors que, dans certains de ceux-ci, il n'appuie pas particulièrement les coopératives des autres catégories. Dans une série de pays, dont ceux où l'Etat n'accorde en principe aucune aide à la coopération, les coopératives de logement obtiennent souvent des subventions ou des prêts des autorités nationales ou des autorités locales. Toutefois, cette aide leur est accordée - comme elle est accordée généralement aux autres institutions qui s'occupent de logement - pour la part qu'elles prennent à la construction de logements à loyer modéré.

540. L'aide financière que l'Etat accorde aux coopératives revêt quatre formes : les subventions, les prêts, les garanties et la participation au capital social.

i) Subventions. Ce n'est que dans un nombre restreint de pays que l'Etat accorde des subventions aux coopératives. Ces subventions, dont le montant est généralement peu élevé, doivent habituellement servir à l'une des quatre fins suivantes : permettre aux nouvelles coopératives de faire face à leurs frais administratifs initiaux ou contribuer à renflouer les coopératives dont la situation est critique; aider les organisations coopératives centrales à s'acquitter de leur tâche dans le domaine de l'éducation et des services consultatifs; contribuer à accroître le capital des coopératives et surtout, semble-t-il, des exploitations agricoles collectives; enfin, assez rarement, réduire les intérêts que les coopératives doivent verser sur les emprunts qu'elles contractent. Dans des pays comme la Bulgarie, l'Etat aide volontiers les coopératives dont la situation n'est pas solide en les dispensant du paiement des impôts qu'elles sont dans l'impossibilité d'acquitter, comme du paiement des intérêts sur les sommes ainsi dues. Dans certains pays, l'Etat accorde des subventions à certaines coopératives, comme les coopératives d'invalides, à la disposition desquelles il met en outre gratuitement des fournitures, du matériel et des locaux.

En Inde, en 1959-1960, les subventions accordées aux coopératives ont atteint plus de 4 millions de livres. Deux sortes de subventions ont été particulièrement importantes : celles qui devaient permettre aux coopératives dont la situation était critique de faire face à leurs frais administratifs et notamment

de s'assurer les services d'un administrateur compétent; celles qui devaient servir à l'acquisition de magasins de vente (pour la production de toile tissée à la main), ainsi qu'à la rémunération du personnel nécessaire. De leur côté, pour l'aménagement d'entrepôts, les coopératives agricoles ont reçu des subventions égales à 25 pour cent du coût de la construction. Au Japon, l'Etat vient en aide aux coopératives agricoles dont la situation n'est pas solide en leur accordant des subventions destinées à accroître leur capital ou en prenant à sa charge le paiement d'un intérêt déterminé sur les emprunts qu'elles contractent. En outre, il a été amené à accorder à plusieurs fédérations nationales ou régionales des subventions destinées à réduire les intérêts que devaient les organisations bénéficiaires. En Chine (Taïwan), l'Etat accorde des subventions aux coopératives de premier degré qui viennent de se constituer, en général pour leur permettre de faire face entièrement ou partiellement aux dépenses engendrées par l'acquisition de livres de comptabilité, de coffres, de balances ou de matériel du même genre dont elles ont besoin.

Dans certains pays, comme le Royaume-Uni, les activités éducatives des coopératives sont subventionnées par des fonds qui peuvent être affectés aussi à d'autres institutions s'occupant d'éducation : en d'autres termes, les coopératives ne reçoivent pas de subventions en tant que telles, mais pour les activités éducatives qu'elles poursuivent. Ailleurs, les subventions visent directement à aider tels ou tels organismes coopératifs dans leur tâche. C'est surtout dans les pays où l'Etat, tout en étant favorable à la coopération, ne seconde pas le mouvement coopératif sur le plan de l'éducation, des services consultatifs ou de la recherche qu'il accorde des subventions de ce genre, ou encore dans les pays où l'Etat tient à se décharger sur des organismes non officiels des activités qu'il mène dans les domaines en question. Comme on l'a déjà signalé (voir paragraphes 224 et 411), l'Etat accorde des subventions aux coopératives pour la construction de logements ou pour des entreprises d'intérêt public comme l'électrification des campagnes. Là encore, c'est pour le service qu'elles fournissent, et non en raison de leur qualité de coopérative, que les organisations bénéficiaires touchent ces subventions.

ii) Prêts. L'octroi de prêts est la méthode principale et la plus courante pour l'Etat en vue d'encourager le développement des coopératives. Dans les pays à économie planifiée, les banques d'Etat accordent des prêts à court terme qui constituent la principale forme de crédit offerte aux coopératives. En Inde, le montant des prêts non remboursés accordés par l'Etat aux coopératives de toutes les catégories atteignait, en 1960, plus de 10 millions de livres. Dans les autres pays d'Asie et du Moyen-Orient, les pouvoirs publics mettent aussi à la disposition des coopératives, sous forme de prêts, des fonds de plus en plus importants (au Japon, le chiffre des prêts à court terme atteignait 414 millions de livres et le chiffre des prêts à long terme 175 millions de livres).

Les méthodes d'octroi de prêts aux coopératives diffèrent selon les pays; dans le même pays, plusieurs voies différentes peuvent être utilisées. Dans l'ensemble, les prêts directs de l'Etat aux coopératives sont moins fréquents que les prêts indirects accordés par les banques. Dans la République arabe unie, où la première formule est la règle et où les coopératives relèvent de différents ministères, selon leurs fonctions, chacun des ministères en question accorde les prêts aux organisations dont il s'occupe. Dans certains pays, des fonds spéciaux ont été créés pour financer certaines formes de développement économique : au Japon, c'est le cas de la Société de financement de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, qui accorde des prêts aux coopératives et, parfois, à d'autres institutions.

C'est par l'intermédiaire d'une banque nationale, instituée pour l'agriculture ou pour l'ensemble de l'économie, que les coopératives obtiennent généralement des prêts de l'Etat. En Inde, deux tiers environ des avances consenties aux coopératives proviennent de la Reserve Bank of India, qui compte à cet effet un département de la coopération (les autres avances sont accordées directement par l'Etat). Dans de nombreux pays de l'Europe orientale, les banques d'Etat accordent parfois aux coopératives régionales, voire aux coopératives de premier degré, des prêts directs que les organisations bénéficiaires utilisent, soit pour financer leur propre activité, soit pour accorder à leur tour des prêts à leurs membres. Dans de nombreux pays, les banques coopératives nationales servent dans certains cas d'intermédiaire entre la banque nationale d'Etat et les organisations coopératives. En outre, si, souvent, les banques coopératives sont des institutions tout à fait distinctes de l'Etat, qui se sont créées spontanément, il arrive aussi que l'Etat soit représenté au sein du conseil d'administration et exerce un certain contrôle. C'est le cas, aux Etats-Unis, des banques de financement coopératif, où l'influence de l'Etat s'est progressivement affaiblie au fur et à mesure que sa participation au capital social a diminué et la participation des coopératives a augmenté. Il en est de même au Japon, où,

en l'espace de quelques années, l'apport original de l'Etat au capital social de la banque coopérative centrale a été remplacé par des capitaux coopératifs, ou en Thaïlande, où l'Etat ne souscrit plus désormais de parts sociales. En Inde, au contraire, l'Etat accroît actuellement sa participation au capital social des coopératives, afin que celles-ci disposent des moyens nécessaires pour contribuer à l'exécution des plans accélérés de développement.

iii) Garanties. Pour apporter une aide financière aux coopératives, l'Etat a été amené aussi, le plus souvent dans les pays qui se sont inspirés de l'expérience britannique, à utiliser une autre méthode, qui consiste à garantir, à court terme généralement, les emprunts que les coopératives contractent auprès des banques commerciales. Cette méthode est utilisée en Australie (où les pouvoirs publics garantissent ainsi les emprunts effectués par les coopératives de logement), dans différentes parties de l'Afrique, à Chypre et, dans une certaine mesure, en Inde.

iv) Prêts consentis par les offices de vente. Les coopératives peuvent encore obtenir des prêts, non de l'Etat, mais des offices de vente officiels. Les prêts de ce genre ne sont habituellement accordés que pour financer la commercialisation des produits dont s'occupent les offices de vente en question. Cependant, dans certains pays comme le Nigéria, les offices de vente ont accumulé d'importants fonds de stabilisation pour accorder aux banques coopératives des prêts destinés à financer le développement général de la coopération.

v) Participation de l'Etat au capital social. Enfin, l'Etat peut financer l'expansion des coopératives en contribuant au capital social des organisations centrales. Cette forme d'aide est particulièrement importante en Inde, où le principe de la participation de l'Etat au capital social des coopératives (state partnership) a été adopté conformément aux recommandations contenues dans le rapport relatif à l'enquête sur le crédit rural de 1954. A cet effet, les Etats de l'Inde contractent des emprunts : pour le financement des coopératives agricoles de crédit et des banques coopératives de financement, auprès du Fonds d'opérations à long terme constitué par la Reserve Bank of India sur ses bénéfices; pour le financement des autres coopératives, auprès du Conseil pour le développement des coopératives, organisme créé par la voie législative et doté de fonds par le gouvernement de l'Inde. Le montant total de la participation de l'Etat au capital social des coopératives atteignait, en 1961, plus de 260 millions de livres, dont deux tiers environ étaient allés à des coopératives de crédit. Plutôt que de participer au capital social, l'Etat peut accorder des prêts, comme il le fait en Birmanie, en Jordanie et aux Philippines, pour alimenter des "fonds de roulement" destinés à financer le développement des coopératives.

#### Buts, conditions et garanties des capitaux prêtés

541. De façon générale, l'aide financière accordée aux coopératives par l'Etat, que ce soit sous forme de prêts, de garanties ou d'apports au capital social, l'est à trois grandes fins. Elle doit permettre aux coopératives :

- i) de couvrir le coût des biens d'équipement dont elles ont besoin;
- ii) de couvrir les frais d'exploitation et, en particulier, l'achat des récoltes, des matières premières, des stocks ou des articles fabriqués par les membres;
- iii) d'accorder à leurs membres des avances pour le développement de leurs exploitations agricoles ou de leurs ateliers.

Les prêts sont garantis par les hypothèques sur les terrains ou les bâtiments, et par les biens mobiliers. Dans le cas de produits agricoles qui doivent être vendus après avoir subi éventuellement certaines opérations de traitement, les prêts sont souvent garantis par une hypothèque constituée, sur les récoltes de l'ensemble des membres de la coopérative, en faveur des institutions par l'intermédiaire desquelles les prêts sont octroyés.

### Autres formes d'aide officielle aux coopératives

542. 1) Avantages fiscaux. Les avantages fiscaux, dont il a déjà été question dans le chapitre consacré à la législation coopérative (voir paragraphe 517), constituent sans doute, après le contrôle de l'activité des coopératives et l'assistance financière, la forme d'aide la plus commune. Les avantages en question sont habituellement de quatre sortes : exemption du paiement de l'impôt sur le revenu (et, parfois, d'autres impôts); exemption du paiement des droits de timbre (lors d'opérations comme les transferts de parts sociales); réduction des droits d'enregistrement, qui sont de beaucoup inférieurs à ceux que doivent acquitter les sociétés par actions; enfin, exemption du paiement des droits de douane et des droits postaux (ce privilège est moins fréquent que les trois premiers).

Ces avantages fiscaux ont beaucoup aidé les coopératives dans le passé et continuent de les aider dans les pays en voie de développement, où les sociétés sont petites et manquent de ressources. Quand, après s'être renforcé, le mouvement coopératif parvient à s'acquitter de sa tâche par ses propres moyens et à prendre dans l'économie une place importante, il arrive, soit que l'Etat lui retire le principal avantage dont il pouvait bénéficier - l'exemption du paiement des impôts directs -, soit qu'une grande partie des coopératives renoncent d'elles-mêmes à cet avantage. Il y a plusieurs raisons à cela. Ainsi, les exemptions fiscales accordées au mouvement coopératif suscitent l'hostilité des autres entreprises commerciales qui, dans les pays démocratiques, font pression sur les pouvoirs publics pour les supprimer. Les coopératives elles-mêmes peuvent penser que l'hostilité et l'incompréhension qu'elles suscitent leur coûtent plus que ce que peuvent représenter pour elles ces avantages fiscaux. Les coopératives peuvent aussi vouloir se libérer de certaines restrictions qui leur sont parfois imposées (par exemple, en ce qui concerne les transactions avec les personnes qui n'ont pas la qualité de membre) lorsqu'elles demandent à être exemptées du paiement des impôts. Cependant, il faut bien admettre que dans le cas où une grande partie d'un secteur économique (par exemple l'agriculture) est organisée selon la formule coopérative, le fisc ne peut guère ignorer la source de revenus que représente pour lui la perception régulière des fonds provenant de la différence entre les recettes et les dépenses. Cela dit, le mouvement coopératif, dans la plupart des pays, est parvenu à conserver un privilège, en ce sens que les excédents de recettes distribués aux membres sous la forme d'une ristourne proportionnelle aux transactions effectuées ne sont pas imposables à la source.

Certains pays ont supprimé les exemptions fiscales accordées auparavant à toutes les coopératives, tout en continuant à en accorder aux sociétés de telle ou telle catégorie (comme les unions de crédit au Canada) ou aux sociétés de création récente (au Canada également, où les coopératives bénéficient d'exemptions de ce genre pendant leurs trois premières années d'activité).

ii) Marchés. Les marchés que les coopératives peuvent obtenir de l'Etat revêtent une grande importance dans certains pays et prennent différentes formes. En U.R.S.S. et dans les autres pays de l'Europe orientale, les exploitations agricoles collectives écoulent leur production auprès de fabriques et de magasins coopératifs d'Etat qui en assurent la distribution; de même, l'Etat achète les articles manufacturés par les coopératives ouvrières de production. A vrai dire, il ne s'agit pas là de marchés au sens habituel du terme, puisque ces transactions s'inscrivent dans l'organisation économique de l'Etat. Dans d'autres pays, comme la France et l'Italie, où les débouchés commerciaux ne sont pas fixes, pas plus qu'ils ne sont contrôlés, les marchés de l'Etat offrent, pour de nombreuses coopératives ouvrières de production, les débouchés les plus intéressants (ces marchés portent par exemple sur la construction de centrales téléphoniques, de routes, de ponts et de logements ou sur la fabrication de matériel scolaire ou matériel de bureau). Les coopératives ouvrières de production de Ceylan et de l'Inde obtiennent de l'Etat des marchés analogues.

En Inde, les semences, les engrais, le ciment et le charbon fournis par l'Etat sont distribués par l'intermédiaire des coopératives agricoles d'écoulement et des coopératives à fonctions multiples. De même, les céréales achetées par l'Etat sont distribuées par les soins des coopératives de consommation et, dans les villages, par l'intermédiaire des magasins, connus pour pratiquer des prix équitables, et gérés par des coopératives à fonctions multiples. Un système analogue a été adopté en Birmanie et au Japon. Dans d'autres pays, la collaboration des coopératives et des offices de vente aboutit à un résultat analogue (voir paragraphes 545 et suivants). A Ceylan, les coopératives de consommation ont, avec des coopératives à

fonctions multiples, le monopole de la distribution du riz, du sucre et de la farine à tous les détaillants. En Chine (Taiwan), la vente du riz et du sel, dont la distribution est placée sous le contrôle de l'Etat, est assurée par les coopératives de consommation.

En Inde, les fournitures et les approvisionnements destinés aux institutions de l'Etat (hôpitaux, écoles, prisons) sont achetés dans les magasins coopératifs plutôt qu'auprès de fournisseurs privés. De même, c'est de préférence auprès des petites industries coopératives, et notamment des industries à domicile, que l'Etat s'approvisionne en toile tissée à la main, en articles de fibre de coco ou de cuir, en articles d'ameublement, etc. Lorsqu'il fait un appel d'offres, il donne la préférence aux offres soumises par les coopératives, même si le prix est légèrement supérieur. En Birmanie, le Service des achats de l'administration civile achète aux coopératives de tisserands du tissu destiné, soit à être utilisé par les services de l'administration, soit à être distribué aux personnes nécessiteuses. En Inde, l'Etat accorde aux coopératives d'écoulement des contingents d'exportation pour le coton et d'autres produits agricoles.

Au Japon, les droits de pêche coutumiers ont été transférés par les pouvoirs publics aux coopératives de pêcheurs. En Birmanie et en Inde, le droit de pêche, dans les eaux intérieures, n'est pas accordé par voie d'adjudication, mais concédé aux coopératives de pêcheurs moyennant une redevance équitable, qui est calculée d'après la moyenne des redevances perçues les années antérieures. Des concessions sont aussi accordées aux coopératives, en France et en Grèce par exemple, pour l'exploitation de lagunes ou d'installations de pêche aménagées le long des côtes, comme les parcs à huîtres.

iii) Concessions de terrains et de bâtiments. L'Etat met assez rarement à la disposition des coopératives des terrains ou des bâtiments, pour leur permettre d'entreprendre les activités en vue desquelles elles ont été constituées. Le cas s'est présenté dans la région des Antilles et dans certains pays de l'Europe orientale, où des installations et des fabriques dont l'Etat était propriétaire et qui n'étaient pas exploitées ont pu être reprises par des coopératives. Quant à l'attribution de terres à des colons auxquels on demande de pratiquer la culture sur une base coopérative, ou que l'on engage à le faire, elle s'effectue dans tous les pays qui ont des plans de colonisation agricole coopérative ou collective (voir paragraphes 240 et suivants).

#### Les coopératives et les organismes officiels de commercialisation

543. Dans plusieurs pays, des organismes officiels ont été créés, au cours des quarante dernières années, pour contrôler la commercialisation de certains produits agricoles et de certains produits de la pêche. Ces organismes, dont l'activité peut s'exercer sur le plan régional ou sur le plan national, s'occupent, parfois, de l'ensemble de la production ou des prises, parfois, de la seule partie de la production ou des prises qui est destinée à l'exportation. Les uns peuvent se charger effectivement des opérations de commercialisation (c'est le cas à Hong-kong, où il existe un office de vente du poisson et un office de vente des légumes qui relèvent des pouvoirs publics, et en Australie (Nouvelle-Galles du Sud), où le marché du poisson est également placé sous le contrôle des pouvoirs publics). Les autres ne font que fixer les prix ou déterminer les conditions d'écoulement (circuits d'écoulement; quantités à écouler; le cas échéant, la forme sous laquelle les produits doivent être écoulés - bruts, traités - et, éventuellement, la forme de traitement). Les offices de vente ne sont parfois créés qu'à la demande de la majorité des producteurs intéressés (de deux tiers à trois quarts), qui assurent la plus grande partie de la production. Parfois, ils sont institués par les pouvoirs publics, encore qu'ils comprennent d'ordinaire des représentants des producteurs.

544. En Inde, il existe un organisme un peu différent : le Conseil pour le développement des coopératives et des installations d'entreposage. En effet, ce conseil ne s'occupe pas d'un seul produit en particulier, mais a pour tâche d'assurer l'établissement et l'exécution, d'une part, de programmes de production, de traitement, de commercialisation, de stockage, d'exportation et d'importation de produits agricoles, par l'intermédiaire de coopératives ou d'entreprises de stockage; d'autre part, de programmes coopératifs d'approvisionnement en semences, en engrais, en instruments agricoles, etc., tendant à accroître la production agricole. Ce conseil n'est pas un organisme de réglementation : ses moyens d'action sont d'ordre financier.

545. Au nombre des pays où l'on trouve des offices de vente figurent l'Australie (c'est dans ce pays, en fait, que le système a vu le jour en 1922, avec l'adoption, dans l'Etat du Queensland, d'une loi relative aux produits primaires) et la Nouvelle-Zélande, le Canada, l'Inde, plusieurs pays d'Afrique occidentale et d'Afrique orientale membres du Commonwealth ainsi que la République sud-africaine, la France, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède. Aux Etats-Unis, les dispositions législatives en vigueur (arrêtés fédéraux sur la vente du lait, textes analogues relatifs à d'autres produits) et l'intervention de l'Etat, qui procède à des achats de produits agricoles pour soutenir les prix, ont un effet assez semblable à celui qu'a, ailleurs, la création des offices de vente, à cela près que l'organisation est différente. Les produits dont la commercialisation est contrôlée, dans différents pays, par des offices de vente ou par des mécanismes du même genre comprennent les céréales, les produits laitiers, la viande, la laine, les oeufs, les fruits et les légumes, le coton, le cacao, le café, le vin et le poisson.

Dans une plus ou moins large mesure, ces produits passent pour la plupart, au premier stade tout au moins, par les coopératives. On conçoit dès lors que les rapports qui existent entre les offices de vente et les coopératives sont des plus importants pour le développement de ces dernières. Dans certains pays, notamment au Royaume-Uni, les offices de vente ont été créés indépendamment des coopératives de producteurs, lesquelles sont placées exactement sur le même pied que les entreprises commerciales du secteur privé. Dans quelques pays, comme le Nyassaland, les coopératives ne sont pas autorisées à commercialiser les produits dont l'écoulement relève des offices de vente, qui ont leurs propres agences. D'ordinaire, cependant, les offices de vente sont prêts à favoriser l'organisation coopérative : ils font alors appel aux coopératives pour le ramassage des produits, passent par leur intermédiaire pour effectuer les paiements anticipés aux cultivateurs, leur assurent des prêts pour l'aménagement ou la modernisation de leurs installations et de leurs locaux et leur accordent souvent le monopole de la commercialisation (au premier stade tout au moins) dans une zone déterminée. Les coopératives peuvent se voir réserver un rôle semblable, alors même qu'il n'existe pas d'offices de vente, dans l'écoulement des produits dont la culture est contrôlée par l'Etat (tel est le cas pour les usines coopératives de traitement de la canne à sucre en Inde). Il n'est pas rare, pour tout dire, que les offices de vente aient été créés sur les instances des coopératives de producteurs qui, tout en assurant avec le libre accord de leurs membres la commercialisation de la plus grande partie de telle ou telle récolte, étaient dans l'impossibilité de poursuivre jusqu'au bout la rationalisation de l'écoulement et l'égalisation des prix, à cause d'une minorité de producteurs qui refusaient leur accord et qui menaçaient la stabilité du plan de commercialisation. En pareil cas, il arrive que ce soient les unions nationales des coopératives de commercialisation qui remplissent en fait les fonctions d'offices de vente; elles sont alors généralement soumises, en dernier ressort, au contrôle du parlement ou du ministère compétent, afin qu'elles n'abusent pas de leurs attributions ni ne portent atteinte aux intérêts des consommateurs.

546. Parmi les principales organisations de commercialisation qui, tout en étant fondamentalement des coopératives, ont certaines attributions légales, il faut mentionner : en Norvège et en Suède, les organisations de commercialisation du poisson ; en Australie (Queensland) et en Norvège, les offices agricoles de commercialisation; en Nouvelle-Zélande, l'office des produits laitiers; aux Etats-Unis, les organismes institués par les arrêtés sur la vente du lait (dont on a dit qu'ils dérivent, en pratique, des coopératives de commercialisation); dans la République sud-africaine, l'Association coopérative des producteurs de vin, l'office des agrumes et l'office des fruits secs; en Grèce, l'office des raisins secs; au Canada et en France, l'office du blé. Les offices de vente qui travaillent avec les coopératives, quand bien même seule une fraction, et parfois une petite fraction, des produits commercialisés passe par ces dernières, comprennent : en France, l'office du vin; en Afrique occidentale, les offices du cacao; en Afrique orientale, les offices du café, du coton et du pyrèthre. Dans certains pays (par exemple aux Pays-Bas, pour l'horticulture), bien qu'il n'existe pas d'offices de vente, les pouvoirs statutaires qui contrôlent l'exportation et la culture de certains produits ont avantagé les coopératives qui jouissent d'un quasi-monopole de la production.

547. L'institution d'offices de vente a eu, sur la coopération, des effets qui n'ont pas été les mêmes dans tous les pays. Si, dans quelques cas, le résultat a été décourageant, en général, les offices de vente, organismes établis par l'Etat, et les coopératives, sociétés créées spontanément, ne se font pas concurrence, mais se complètent. Dans certains pays, les coopératives doivent à l'existence des offices de vente de détenir d'importants pouvoirs. Dans l'ensemble, les coopératives de commercialisation, à l'abri du système des offices de vente, ont pu se développer plus rapidement qu'elles ne l'auraient fait si elles avaient dû affronter la concurrence dans toute sa rigueur ou entreprendre leur tâche avec leur seul capital.

TROISIEME PARTIE. Importance économique  
et sociale de la coopération

Chapitre 1

Les coopératives dans l'économie nationale

Importance de la coopération dans les différents secteurs de l'économie

548. Il n'est pas possible de donner des chiffres qui indiquent de façon sûre la place de la coopération dans les différents secteurs de l'économie, si ce n'est pour la commercialisation des produits agricoles, domaine où l'on dispose de chiffres pour la plupart des régions du monde, et, en ce qui concerne les pays d'Europe, les pays d'Amérique du Nord, Israël et le Japon, pour les autres branches du commerce ainsi que pour les branches de la banque et des assurances où les coopératives sont représentées. Le tableau 4 de la première partie (chapitre 3 : coopératives agricoles) donne une idée de l'importante fraction du commerce national des produits agricoles qui, dans un certain nombre de pays, est assuré par les coopératives ; si l'on tient compte de surcroît du rôle que les exploitations collectives et les coopératives de consommation rurales jouent, dans les pays de l'Europe orientale, en matière de commercialisation et d'approvisionnement, l'importance globale du secteur coopératif apparaît plus grande encore.

549. Pour ce qui est de la distribution des biens de consommation, la part des coopératives dans le commerce national ne dépasse pas 10 à 11 pour cent de moyenne dans les pays de l'Europe occidentale ; le pourcentage correspondant est nettement plus important pour les denrées alimentaires, qui viennent en tête dans les ventes coopératives (comme le montre le tableau 3, Partie I, Chapitre 2 : coopératives de consommation), que pour les autres articles (en Suède, il atteint 26 pour cent, contre 15 pour cent pour l'ensemble des biens de consommation). Dans les pays de l'Europe orientale, les coopératives ont souvent le monopole de la distribution des biens de consommation dans les zones rurales ; par contre, ce n'est qu'en Pologne et en U.R.S.S. que les coopératives de consommation peuvent exercer leur activité dans les zones urbaines. En Afrique et en Asie, l'importance des coopératives de consommation, mesurée à la fraction du commerce national des biens de consommation qui est assurée par elles, est peu importante (font exception Israël (où cette fraction atteint 25 pour cent pour le commerce de détail et 28 pour cent pour le commerce de gros) et le Japon).

550. En ce qui concerne la fourniture des moyens de culture, la part des coopératives atteint, en Israël, 75 pour cent du commerce national. Dans les pays de l'Europe occidentale, le pourcentage moyen, pour les engrais et les aliments destinés au bétail (qui sont souvent fabriqués par les coopératives), est de 50 à 60 pour cent. Ailleurs, dans les pays d'Amérique du Nord par exemple, il est beaucoup plus faible. Dans les pays en voie de développement d'Afrique et d'Asie, si le volume total du commerce des fournitures agricoles n'est pas important, une forte proportion en est assurée par les coopératives, qui servent parfois d'agences de l'Etat (c'est le cas en Inde, notamment pour la distribution des engrais fabriqués dans les usines dont l'Etat est propriétaire). Dans un grand nombre de pays en voie de développement, les cultivateurs affiliés aux coopératives commencent à s'adresser à leurs sociétés pour obtenir les semences, les plants, les outils et les insecticides dont ils ont besoin.

551. Plusieurs mouvements coopératifs ont été fondés pour remplir des fonctions bancaires simples d'épargne et de crédit et, dans plusieurs pays, ont pu recueillir des épargnes importantes provenant des secteurs agricole et industriel (Japon, 30 pour cent de l'épargne agricole ; Suède, 26 pour cent de l'épargne totale ; Chine (Taïwan) et Turquie, 20 pour cent de l'épargne totale). Cependant, il n'est pas facile d'obtenir des données statistiques dont on puisse tirer des conclusions et les chiffres disponibles sont souvent incomplets. On



relèvera cependant que, dans de nombreux pays d'Europe, les banques coopératives sont parmi les institutions bancaires nationales les plus importantes.

552. La part des coopératives dans le crédit agricole est élevée dans certains pays, comme la République fédérale d'Allemagne (où elle atteint 63 pour cent), la France (60 pour cent), la Suède (50 pour cent) et le Japon (42 pour cent). Pour les autres pays de l'Europe occidentale où les coopératives agricoles de crédit ont une certaine importance, il n'est pas possible d'obtenir des données statistiques qui se prêtent aux comparaisons. Dans des pays comme le Canada, les Etats-Unis et l'Inde, si le volume des crédits accordés par les coopératives est élevé en chiffres absolus, il est faible par rapport au volume total des crédits. D'après l'enquête sur le crédit rural qui a été effectuée en Inde en 1952, 5 pour cent seulement de l'ensemble des prêts octroyés aux cultivateurs étaient d'origine coopérative. Dans l'industrie et l'artisanat, la fraction des crédits fournis par les coopératives est de beaucoup inférieure à ce qu'elle est dans l'agriculture.

553. Bien que les institutions coopératives nationales d'assurance occupent une place importante dans les pays de l'Europe occidentale, au Canada, aux Etats-Unis et au Japon, il n'existe pas de données statistiques à cet effet. Les coopératives d'assurance des Etats-Unis, qui couvrent 50 pour cent de l'ensemble des risques agricoles, et celles de la République fédérale d'Allemagne, auprès desquelles 28 pour cent de l'ensemble des assurances de dommage sont contractées, fournissent deux exemples remarquables de coopération dans le secteur des assurances.

554. La superficie totale des terres agricoles exploitées sous une forme coopérative ou collective varie d'un pays à l'autre, selon la politique de l'Etat en matière de régime foncier. Dans des pays comme la Bulgarie, la Chine et la Tchécoslovaquie, où l'Etat poursuit une politique de collectivisation, une grande partie du sol est cultivée sur une base collective. En Israël, pour 60 pour cent des terres agricoles, le régime foncier est un régime coopératif d'un type ou d'un autre ; cela dit, une grande partie de ces terres est attribuée aux cultivateurs par parcelles individuelles. Il en va de même au Mexique, où les terres qui sont propriété collective ne représentent qu'une petite fraction de la superficie totale des ejidos. Dans la République arabe unie, 40 pour cent des terres arables sont désormais cultivées sous une forme coopérative ; dans une large mesure, c'est là le résultat des programmes de réforme agraire et de colonisation rurale. Dans des pays comme l'Inde et le Japon, si la superficie des terres exploitées sur une base coopérative est importante en chiffres absolus, elle ne représente qu'une très faible fraction de la superficie totale des terres agricoles.

555. Pour des secteurs particuliers comme le logement et la production artisanale ou industrielle, on ne dispose pas de données d'ensemble sur l'importance de la coopération. Pour citer quelques chiffres isolés, dans la République fédérale d'Allemagne, la construction coopérative représente 11 pour cent de l'ensemble des logements et 35 pour cent des logements construits avec l'aide des pouvoirs publics ; en Norvège, elle représente de 15 à 19 pour cent de l'ensemble des logements. Dans les pays de l'Europe orientale, la production coopérative est importante : elle atteint 15 pour cent environ de la production de l'industrie légère et du secteur des services en Tchécoslovaquie, et 13 pour cent de la production totale de l'industrie en Pologne.

#### Tendances récentes et perspectives d'avenir

556. Dans les pays de l'Europe occidentale, le commerce par voie coopérative a régulièrement augmenté en valeur, mais cette augmentation n'a souvent été que la résultante de l'accroissement général du volume des affaires et de la hausse des prix. Les progrès de la coopération, tout au moins dans certains des pays où le mouvement coopératif est le plus ancien et où il occupe la plus grande place dans l'économie nationale, sont plus lents aujourd'hui que naguère. Dans ces mêmes pays, toutefois, la coopération a marqué au cours des dix dernières années, dans certains domaines où elle est apparue tardivement (comme l'agriculture au Royaume-Uni), une avance qui, par comparaison, a été rapide.

557. Face à l'intense concurrence qui règne dans les économies des pays en question, l'avenir de la coopération dépend de l'aptitude des coopératives à tenir tête aux autres formes d'entreprises, à adapter leurs méthodes et leurs objectifs aux exigences du temps présent - qui se distingue, en Europe, par les progrès accomplis quant à la répartition des richesses sur le plan de l'égalité sociale - et à s'attacher leurs membres par la qualité de leurs services et par l'attrait moral que présente la coopération. Il est permis de penser que les coopératives de l'Europe occidentale sont de plus en plus conscientes de ces impératifs, dont elles tiennent désormais compte dans leurs plans de développement, leurs méthodes commerciales, leurs méthodes techniques, leurs méthodes de vente et leurs programmes de formation. Cela dit, il y a fatalement au sein du mouvement coopératif des individus et des groupes pour s'opposer à l'évolution. Dans certains domaines, en outre, la réussite coopérative a été si entière que les progrès risquent fort de s'en trouver freinés. Ce sont là les périls auxquels le mouvement coopératif doit faire face, une fois en place, s'il ne veut pas être rejoint puis distancé par les entreprises privées ou, le cas échéant, par les entreprises d'Etat ou les organismes officiels.

558. Dans la plupart des pays du continent américain, comme en Australie et dans la République sud-africaine, la situation est sensiblement la même qu'en Europe occidentale, si ce n'est que le mouvement coopératif est principalement agricole : à part quelques sociétés créées il y a longtemps déjà dans les régions minières, les coopératives de consommation, qui en sont encore pratiquement à leurs débuts, ont presque tout à faire.

559. Dans les pays de l'Europe orientale, l'avenir du mouvement coopératif dépendra dans une large mesure de son efficacité. En fait, il s'agit moins, pour les coopératives, d'être capables de soutenir la concurrence du secteur privé (si ce n'est, par exemple, dans certaines régions de la Pologne), mais bien de convaincre les services de planification de l'Etat qu'elles sont à même de s'acquitter avec succès de la tâche qui leur est assignée, faute de quoi cette tâche sera confiée en totalité ou en partie à d'autres institutions économique, comme cela s'est déjà produit en U.R.S.S.

560. Dans une grande partie de l'Afrique et de l'Asie (à part Israël et le Japon, où la situation se présente comme dans les pays de l'Europe occidentale), les perspectives d'expansion qui s'offrent au mouvement coopératif sont presque illimitées. Les coopératives - à part les coopératives agricoles de commercialisation dans certains pays - en sont encore aux premiers stades de leur développement et ne groupent qu'une faible fraction de la population. Elles se trouvent en butte aux mêmes conditions de pauvreté et d'exploitation qui, il y a un siècle, ont amené l'essor du mouvement coopératif en Europe. Cela dit, si la législation et la politique des pouvoirs publics ne mettent aucune restriction au libre développement du mouvement coopératif, l'essor de la coopération dépend en fait dans une très large mesure de l'appui moral et matériel de l'Etat, ainsi que de l'assistance que l'Etat peut apporter aux coopératives en guidant et en contrôlant leur activité.

561. Dans la plupart des pays en question, l'Etat ne leur ménage ni son aide, ni ses conseils, ni ses encouragements, et les plans de développement économique font souvent une large place aux coopératives. Au service du développement national, la coopération n'a pas donné pourtant, dans toutes les applications qu'elle a trouvées, des résultats également bons. Ainsi, on a vu des coopératives de consommation périliter lorsque le monopole de la distribution de denrées rationnées leur eut été retiré et, du même coup, l'impulsion artificielle qu'en recevait leur activité. De même, dans certains pays, l'exploitation coopérative ou collective des terres n'a pas donné les résultats escomptés.

562. Dans un grand nombre de pays en voie de développement, le mouvement coopératif connaît un essor rapide, qui s'étend aux sociétés de toutes les catégories, tandis que s'accroît régulièrement le nombre de ceux qui comprennent la nature et se convainquent de l'efficacité de ses méthodes. Néanmoins, le mouvement coopératif ne conserverait sans doute pas son élan s'il cessait brusquement de bénéficier de l'appui des pouvoirs publics. On relèvera à ce propos que, dans certaines régions de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud dont le développement économique accuse un grand retard, l'essor des coopératives a été parfois retardé pour n'avoir pas été favorisé par le soutien énergétique de l'Etat.

## Chapitre 2

### Incidence de la coopération sur la production et l'accumulation de capital

563. Toutes les organisations coopératives nationales sont convaincues, de même que, dans la plupart des pays, les services de l'administration chargés de la coopération, que le mouvement coopératif a contribué dans une large mesure à accroître la production nationale. Cela est particulièrement vrai dans l'agriculture, où la coopération, en ouvrant aux cultivateurs des marchés plus intéressants, d'une part, et, d'autre part, en leur procurant à meilleur compte les moyens de production dont ils ont besoin, a stimulé la production et le crédit et a amené une intensification de l'agriculture et de l'élevage. Dans de nombreux pays, en Europe et en Amérique du Nord principalement, les coopératives combinent étroitement les deux méthodes : elles étudient les exigences du marché (conformation des animaux de boucherie, teneur en matières grasses du lait, aspect et saveur des fruits ou des légumes), pour fournir ensuite à leurs membres le bétail d'élevage, les engrais, les insecticides, etc., nécessaires pour que le produit ait les qualités souhaitées. Ailleurs, comme dans les régions de l'Afrique où l'agriculture de subsistance est pratiquée d'une manière traditionnelle, c'est souvent, dans une large mesure, grâce à la coopération, appliquée à la commercialisation, au crédit et à l'approvisionnement, que les agriculteurs ont pu se mettre à pratiquer des cultures commerciales (souvent introduites de l'extérieur); dans certains cas, cette étape aurait même été impossible sans la coopération. De nombreux pays signalent que la coopération a amené un accroissement du volume et une amélioration de la qualité de la production agricole ; dans certains, on considère que c'est sur le plan de la qualité que les coopératives ont obtenu les résultats les plus importants.

564. Les coopératives de consommation sont moins bien placées pour contribuer à accroître la production nationale, si ce n'est en amenant une augmentation de la demande effective de biens de consommation. Cela dit, certaines coopératives ont créé de nouvelles industries, et toutes ou presque, surtout en Europe et en Amérique du Nord, se sont toujours préoccupées d'améliorer la qualité et la pureté des marchandises qu'elles vendaient. Ces dernières années, les coopératives de consommation se sont signalées en soumettant à des essais de laboratoire ou à d'autres épreuves toute une gamme de biens qu'elles vendent dans leurs magasins. Dans quelques pays, en imposant au commerce privé une concurrence qui n'existait pas auparavant, elles ont contribué à améliorer les conditions générales de distribution. De leur côté, les coopératives d'habitation ont contribué aussi à accroître les effectifs nationaux de logements et dans plusieurs pays ont joué un rôle prépondérant dans l'amélioration de la qualité des logements.

565. Pour ce qui est de l'accumulation de capital, il semble hors de doute que le mouvement coopératif - et les coopératives de toutes les catégories - a exercé une influence importante sur l'économie des pays où il s'est implanté. Bien entendu, ceci vaut surtout pour les pays où le mouvement coopératif est en mesure de s'acquitter de la plus grande partie de sa tâche par ses propres moyens, sans avoir besoin de l'aide financière de l'Etat. Dans tous les pays de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, la coopération, dans tous les secteurs, incite des millions de gens aux moyens modestes à faire des économies qu'ils déposent sur les comptes que leur ouvrent les coopératives de crédit ou les coopératives de consommation, ou qu'ils investissent simplement, en acquérant des parts sociales, dans les coopératives agricoles ou autres. L'épargne ainsi formée, qui est extrêmement importante, est investie pour la plus grande partie de façon productive, soit dans les entreprises coopératives, soit dans les exploitations ou les affaires des coopérateurs. Sans les coopératives, les caisses d'épargne publiques ou autres auraient recueilli peut-être une fraction de ces capitaux, mais pour la plus grande partie, cette épargne ne se serait sans doute jamais constituée. On peut penser en outre que, dans l'agriculture, toute forme d'épargne autre que coopérative aurait été presque à coup sûr drainée pour être investie dans l'industrie urbaine, si bien que le déséquilibre qui existe entre les zones urbaines et les zones rurales de nombreux pays quant aux ressources en capital s'en serait trouvé aggravé.

566. Dans les pays en voie de développement, le capital formé par les parts sociales et les dépôts d'épargne des membres des coopératives est encore peu important, à tel point que le mouvement coopératif doit parfois faire largement appel à d'autres sources de fonds. Pendant un certain temps encore, ce n'est que dans l'agriculture qu'on ne peut escompter une accumulation de capital. Cependant, sans les coopératives, on peut se demander si les nombreux petits cultivateurs auraient pu constituer, comme ils l'ont déjà fait, un capital aussi important. Il est certain que l'épargne est parfois une chose nouvelle, qui n'est pas entrée dans les moeurs. Cela est dû, soit à une très grande pauvreté, soit au développement tout récent de l'économie monétaire ; il arrive que les gens dépensent immédiatement l'argent qui leur passe entre les mains ou l'amassent chez eux. Il est probable d'ailleurs, en pareil cas, qu'il ne se trouve pas de personnes ni d'institutions auxquelles ils puissent confier leurs économies en toute sécurité, à moins encore qu'ils ne préfèrent simplement éviter toute publicité et dissimuler dans une cachette l'argent qu'ils pourraient déposer. L'institution capable de jeter les fondements de l'épargne dans des collectivités où la notion même d'épargne est tout à fait étrangère rend un service précieux, qui pourra avoir par la suite une grande importance pour le pays.

567. Les coopératives accumulent elles-mêmes un capital, qui est constitué non seulement par les réserves, mais encore par les immobilisations. En fait, l'accumulation est souvent beaucoup plus importante qu'il n'apparaît dans la comptabilité, où les installations, les bâtiments, etc., figurent fréquemment pour une valeur de beaucoup inférieure à la valeur réelle : la plupart des coopératives, en effet, ont pour principe de prévoir, dans leur comptabilité, un amortissement rapide des biens en question. Dans les pays en voie de développement, les coopératives investissent volontiers des sommes importantes dans des bâtiments, qui peuvent alors servir de garantie pour les prêts temporaires dont elles ont besoin, pour commercialiser les récoltes de leurs membres, par exemple.

### Chapitre 3

#### Incidence de la coopération sur le niveau de vie

568. On s'accorde apparemment à reconnaître que, partout où la coopération a pris un certain essor, elle a contribué fortement à relever le niveau de vie. Dans le domaine de la commercialisation, elle est parvenue à ce résultat en supprimant les intermédiaires inutiles qui prélevaient des bénéfices aux divers stades depuis la production - culture, pêche, fabrication - jusqu'à la vente finale, en assurant aux producteurs - cultivateurs, pêcheurs, artisans - une fraction aussi grande que possible de la valeur finale de leur production et en accroissant sensiblement de la sorte leur pouvoir d'achat. Dans le domaine de la distribution des biens de consommation ou de l'approvisionnement, les coopératives ont amené une amélioration des conditions de vie en abaissant les prix au niveau le plus économiquement rentable et en fournissant des marchandises ou des services de qualité : par là, elles ont accru aussi le pouvoir d'achat de leurs membres, qui ont de surcroît la certitude d'obtenir en marchandises ou en services la contre-valeur de l'argent qu'ils dépensent. Dans les pays qui ne comptent pas de coopératives de consommation puissantes, ce sont fréquemment les agriculteurs et les pêcheurs qui ont bénéficié surtout des bienfaits de la coopération. Toutefois, dans un grand nombre de ces pays, la population est essentiellement agricole, si bien que l'accroissement du pouvoir d'achat des cultivateurs donne très vite une impulsion au commerce, aux transports et aux autres services, phénomène dont certaines régions de l'Afrique orientale donnent des exemples frappants.

569. Comme on vient de le dire, les coopératives de consommation cherchent toujours à améliorer le niveau de vie de leurs membres. Elles y parviennent surtout en abaissant les prix, soit qu'elles vendent meilleur marché, soit qu'en fin d'exercice elles accordent aux sociétaires une ristourne importante sur les achats. Sans doute est-ce encore sur les prix que les coopératives de consommation peuvent jouer le rôle le plus utile dans les pays en voie de développement. Dans certains pays économiquement avancés, où les gains sont élevés, l'accroissement du pouvoir d'achat fait que le niveau des prix importe moins désormais que la qualité des marchandises, à laquelle les coopératives portent une grande attention, veillant à ce que les articles ne soient pas frelatés et à ce que le client sache exactement ce qu'il achète. Souvent, les coopératives se sont placées à l'avant-garde de la recherche, en vue de fournir les meilleurs articles de chaque catégorie, tout en assurant l'éducation de leurs membres sur le choix de la qualité.

570. Le principe de la vente au comptant, l'un des principes fondamentaux des premiers coopérateurs, garde toute sa force, en particulier dans les coopératives de consommation. En s'y tenant, les coopératives peuvent apprendre à leurs membres à ne pas acheter plus que ne le leur permettent les moyens dont ils disposent sur le moment. Qui plus est, l'observation de cette règle permet aux coopératives d'abaisser le prix des marchandises et de mener leur activité avec des risques beaucoup moins grands et une mise de fonds beaucoup moins importante. Pendant de longues années, au cours de la période initiale et de la période intermédiaire de leur développement, les coopératives de consommation d'Europe se sont conformées au principe de la vente au comptant, cela, pour le plus grand bénéfice de leurs membres et pour leur plus grand bénéfice, en tant qu'entreprises commerciales. Ces dernières années, toutefois, elles ont tendance dans certains pays (par exemple au Royaume-Uni) à s'en écarter pour substituer à la vente au comptant une forme contrôlée de crédit (surtout pour l'achat des biens durables et coûteux). Plusieurs systèmes de location-vente ou de vente à tempérament ont fait leur apparition, qui s'appuient sur les moyens financiers importants dont disposent les mouvements coopératifs aujourd'hui solidement assis. Dans les pays qui comptent d'importants mouvements coopératifs de crédit rural ou urbain, il arrive aussi que les coopératives de consommation restent fidèles au principe de la vente au comptant, mais que les coopératives de crédit, elles, accordent pour les dépenses personnelles des prêts qui atteignent un volume important. Dans les pays en voie de développement, l'achat à crédit est une habitude fortement enracinée, qui est souvent encouragée par les commerçants. En

effet, les agriculteurs, en guise de garantie, engagent leurs récoltes, sur lesquelles les négociants acquièrent ainsi un droit. Profitant du fait que les cultivateurs sont alors obligés de se procurer auprès d'eux les fournitures dont ils ont besoin, ces mêmes commerçants peuvent souvent leur vendre leurs marchandises sans se préoccuper de la qualité, du poids, ni du prix. L'habitude du crédit est l'un des principaux obstacles au développement des coopératives de consommation. Un vaste effort d'éducation devra être entrepris pour que les coopérateurs se rendent compte que leur niveau de vie ne dépend pas seulement de leurs gains, mais qu'ils doivent encore dépenser leur argent à bon escient, en achetant des articles de qualité à des prix qui ne comprennent pas un intérêt exagéré sur les achats qu'ils font à crédit.

571. Les coopératives d'épargne et de crédit, qu'elles aient ou non des liens avec les coopératives de consommation ou avec les coopératives agricoles d'approvisionnement, contribuent à accroître le pouvoir d'achat de leurs membres en s'attachant à réduire les taux d'intérêt. En outre, leurs services sont ouverts aux consommateurs, dont la clientèle n'est pas assez importante et qui n'effectuent pas d'opérations assez importantes pour intéresser les banques et les institutions de crédit non coopératives. En examinant attentivement la destination de tous les prêts à accorder, ces coopératives peuvent elles aussi apprendre à leurs membres à utiliser judicieusement leur argent. Dans le domaine des assurances, les coopératives ont joué dans plusieurs pays, comme les Etats-Unis, la Suède et la Suisse, un rôle précurseur. Elles ont contribué à populariser les assurances et à élargir la protection que la sécurité sociale assure par ailleurs, cela, moyennant des primes qui, souvent, sont d'un montant réduit.

572. La contribution des coopératives de logement à l'amélioration des conditions de vie est double. Tout d'abord, elles demandent, pour les logements qu'elles fournissent, un loyer - qu'il s'agisse d'un loyer ou d'un paiement sur une hypothèque - soigneusement calculé en fonction des gains de leurs membres, qui peuvent verser la somme demandée sans devoir sacrifier d'autres postes essentiels de leur budget. En second lieu, les services qu'assurent les coopératives de logement et les aménagements dont elles se chargent apportent, comme les qualités esthétiques des constructions, une amélioration dans les conditions de vie des occupants. Dans de nombreuses cités coopératives, des services collectifs (comme des blanchisseries) épargnent de la peine aux occupants ou leur évitent de devoir faire, chez eux, des travaux malaisés ou insalubres. A cela s'ajoutent les bibliothèques, les salles de réunions, les parcs, c'est-à-dire les aménagements qui intéressent directement la vie intellectuelle et les loisirs. On relèvera pour terminer que, dans plusieurs pays, aux Etats-Unis notamment, l'installation de l'électricité et du téléphone dans les zones rurales doit beaucoup à la coopération, soutenue par l'aide financière de l'Etat.

573. Dans le passé, c'est en éliminant le profit, qui demeure par nécessité l'objectif du secteur privé, que les coopératives pouvaient réduire les prix et améliorer la qualité. Depuis, la situation a évolué : dans les pays économiquement avancés, où toutes les formes d'activité commerciale se caractérisent par une efficacité, une ampleur et une intégration accrues, les marges de profit se sont rétrécies et ne se laissent plus aussi facilement réduire par la simple action coopérative. Pour la plupart, les coopératives des pays en question se préoccupent désormais d'accroître leur propre efficacité interne, dans le dessein de faire bénéficier les membres des économies qu'elles auront ainsi réalisées. Ce problème, qui fait l'objet de beaucoup d'études et de recherches, est de la plus grande importance pour l'avenir du mouvement coopératif.

#### Chapitre 4

##### La part de la coopération dans le revenu national

574. Par "revenu national", il faut entendre ici les recettes de l'Etat. En effet, il a déjà été question du revenu des particuliers au chapitre précédent, à propos de l'incidence de la coopération sur le niveau de vie. On a déjà vu, pour ce qui est des impôts directs, que, dans de nombreux pays, les coopératives bénéficient de certaines exemptions - qui ont tendance, dans les pays économiquement avancés, à perdre de leur importance. Les coopératives, comme on l'a déjà signalé aussi, jouissent, pourrait-on croire, d'un autre privilège, puisque la ristourne qu'elles versent sur les transactions effectuées par les membres n'est pas davantage soumise à l'impôt. En fait, dans de nombreux pays, le même privilège est prévu pour le commerce privé, qui, toutefois, remplit très rarement les conditions nécessaires pour en bénéficier. Ainsi donc, à la différence des autres citoyens, les coopérateurs touchent un revenu sur lequel le fisc ne prélève rien : si le montant total de la ristourne est élevé, le montant des versements qui revient aux coopérateurs est trop faible pour être assujéti à l'impôt sur le revenu.

575. Indéniablement, c'est là pour l'Etat une perte, dont il est impossible toutefois d'estimer l'importance, car le calcul dépend de trop nombreuses hypothèses. Mais en regard de cette perte, il faut noter les recettes que représentent pour l'Etat les nombreux impôts que les coopératives paient sur leurs biens, leurs importations et leur chiffre d'affaires. Il faut tenir compte aussi du fait que la coopération enrichit indiscutablement de nombreux secteurs, à commencer par l'agriculture, et accroît le revenu - imposable - des particuliers. Qui plus est, si elle sert principalement les coopérateurs, elle ne sert pas qu'eux seuls. Dans les pays en voie de développement, en particulier, les coopératives ont souvent créé des industries et des services là où il n'en existait pas auparavant, fournissant ainsi des emplois nouveaux comme elles ont contribué à susciter de nouveaux besoins et à apporter les moyens nécessaires pour y répondre dans des régions qui, jusque-là, n'avaient guère qu'une économie de subsistance. Ce processus, à son tour, produit de nouvelles richesses, sur lesquelles l'Etat perçoit des impôts.

576. Dans quelques pays, les coopératives se sont vu confier des attributions particulières en matière de perception d'impôts, surtout dans des régions où les impôts personnels sont faibles et où le recouvrement entraîne des frais disproportionnés. En pareil cas, il est arrivé que les coopératives de commercialisation soient invitées à opérer, sur le prix des produits que leur livraient leurs membres, une retenue qui était versée alors aux autorités locales et affectée à la construction de routes, à l'édification d'écoles ou à d'autres fins d'intérêt public.

577. Dans les pays en voie de développement, comme dans ceux qui ont déjà atteint un stade de développement avancé mais qui dépendent des marchés extérieurs, les coopératives ont souvent assuré à l'Etat de nouvelles ressources en créant un commerce national d'exportation, surtout pour les produits agricoles, mais aussi pour les produits de la pêche. Compte tenu de l'intense concurrence qui règne sur le marché mondial, ces exportations, qui ont contribué à équilibrer la balance des paiements et, plus récemment, à procurer aux pays intéressés des devises dont ils ont grand besoin, n'auraient sans doute jamais pu être entreprises ni poursuivies sans la discipline que seule une organisation coopérative nationale pouvait imposer à des milliers de petits producteurs dans le domaine de la qualité, de la ponctualité des livraisons ou de la rationalisation de l'acheminement. Dans de nombreux pays, c'est également parce que les producteurs font entendre une seule voix et sont disposés à se soumettre à une même discipline que les pouvoirs publics ont pu négocier des accords commerciaux intéressants, notamment quand ces accords comportent une restriction des exportations, voire de la production, à un niveau convenu.

578. Dans de nombreux pays, les coopératives contribuent encore à assurer à l'Etat les ressources dont il a besoin en souscrivant aux emprunts publics. Il est impossible, au demeurant, d'estimer le montant des sommes en jeu, ni leur importance pour l'économie nationale. On pourrait s'étonner que les coopératives effectuent de tels placements alors que, dans presque tous les secteurs de la coopération, elles ont besoin de fonds. Les coopératives, toutefois, doivent conserver une grande partie de leur capital sous forme de liquide : c'est le cas pour une fraction au moins du produit des primes dans les coopératives d'assurance, comme pour les dépôts à vue des membres dans les coopératives de consommation ou d'autres catégories. Parfois aussi, les coopératives accumulent, en prévision de l'expansion de leur activité ou de la construction de bâtiments, des fonds dont elles n'auront peut-être pas besoin pendant quelques années, mais dont elles tiennent à pouvoir disposer, le moment venu, en toute liberté et sans délai. Dans quelques pays, les sommes investies de la sorte dans des bons du Trésor sont élevées ; dans d'autres, elles sont peu importantes. Dans les pays à économie planifiée, comme l'U.R.S.S. et les autres pays de l'Europe orientale, les banques d'Etat sont les seules institutions où les coopératives puissent investir des capitaux, car il n'existe en général pas de banques commerciales ou coopératives indépendantes. Enfin, comme les coopératives ont souvent un monopole dans un secteur déterminé de l'économie nationale, les investissements qu'elles peuvent effectuer sur les excédents de recettes réalisés dans ce secteur revêtent une grande importance pour les finances de l'Etat.



## Chapitre 5

### La coopération et la réforme des régimes fonciers

579. On a vu dans la première partie, au chapitre 3 (coopératives agricoles), que les nombreux plans de réforme agraire mis en exécution dans des pays comme la République arabe unie, l'Inde et l'Italie comportaient généralement une forme ou une autre d'organisation coopérative, qui, souvent, contribuait pour beaucoup au succès de ces réformes.

#### La coopération, instrument de réforme du régime foncier

580. Certaines coopératives ont été formées dans l'unique dessein de mener à bien une réforme du régime foncier, sans pour autant modifier le régime d'exploitation des terres. Les coopératives de remembrement qui se sont constituées en Inde et dans quelques autres pays en sont l'exemple le plus remarquable : la formation d'une coopérative devait permettre, d'une part, d'obtenir le libre accord des intéressés, d'autre part, d'exécuter les opérations techniques de remembrement (redistribution des terres, revision des plans cadastraux, enregistrement des nouveaux titres fonciers).

581. On trouve aussi dans cette catégorie les coopératives de fermage qui concluent avec les propriétaires des baux collectifs, en remplacement des accords individuels. Parfois, elles achètent ou elles reçoivent de l'Etat (comme au Japon et en Thaïlande) des terres qu'elles afferment à leurs membres, lesquels demeurent libres d'exploiter leurs domaines comme ils l'entendent. En Inde, les terres volontairement cédées par leurs propriétaires dans le cadre du mouvement lancé par Vinoba Bhave sont souvent distribuées de cette manière aux cultivateurs qui n'en possèdent pas.

#### Exploitation collective des terres

582. Il est difficile d'indiquer de façon certaine l'importance, à l'échelon national, des régimes d'exploitation collective des terres, si l'on veut bien considérer tous les régimes de ce genre comme des régimes coopératifs, bien qu'ils aient généralement un caractère obligatoire et qu'ils présentent d'autres caractéristiques contraires aux principes coopératifs. En effet, dans de nombreux pays, comme l'U.R.S.S., de vastes superficies sont cultivées par les exploitations d'Etat, qui ne présentent aucun caractère coopératif, puisque la marche de l'exploitation n'est en rien contrôlée par les travailleurs et que les bénéfices ne sont pas répartis. Dans d'autres pays, au contraire, comme la Pologne et la Yougoslavie, l'agriculture relève encore pour la plus grande partie du "secteur privé"; celui-ci a ses propres coopératives qui, toutefois, ne s'occupent qu'accessoirement, si tant est qu'elles s'en occupent, de l'exploitation des terres. Cela dit, il ne fait aucun doute que, dans certaines régions, cette formule d'exploitation collective en tant que résultat d'une politique nationale s'étend à une très grande partie des terres agricoles et intéresse une très grande proportion de la population paysanne.

583. Le seul pays où une forme collective d'exploitation des terres ait été spontanément adoptée sur une assez grande échelle pour revêtir une importance nationale est Israël : quelque 60 pour cent des terres agricoles, en effet, sont cultivées, à des degrés divers, sur une base coopérative. Toutefois, une grande partie de ces terres est constituée par des parcelles que les colons cultivent individuellement : l'organisation coopérative s'étend aux services agricoles et au contrôle assez général dont la culture fait l'objet. Dans d'autres pays - l'Inde, l'Italie, le Mexique -, la forme spontanée d'exploitation coopérative ou collective des terres, qui a fait l'objet d'expériences assez poussées, ne revêt encore que peu d'importance du point de vue statistique et ne semble pas devoir s'étendre rapidement.

584. L'exploitation collective partielle des terres, si elle est moins répandue, est un des domaines où la coopération pourrait bien jouer un rôle à l'avenir. De même, certaines formes d'intégration verticale qui intéressent de près le régime d'exploitation des terres pourraient bien continuer de se développer sur une base coopérative.

#### Colonisation intérieure et services coopératifs

585. La colonisation intérieure peut s'opérer par le morcellement des grandes propriétés et la répartition des terres en petites exploitations, comme au Danemark et en Irlande au XIX<sup>me</sup> siècle, dans une grande partie de l'Europe orientale au lendemain de la première guerre mondiale, dans la République arabe unie et en Italie, dans un passé récent. Elle peut aussi s'opérer par la mise en valeur de terres jusque-là inexploitées, au moyen de travaux de défrichement, de drainage ou d'irrigation, comme à Ceylan, en Inde, au Japon et dans certaines régions de l'Afrique. Cette seconde forme de colonisation intérieure, qui se poursuit depuis toujours, s'est intensifiée après la seconde guerre mondiale. Dans certains pays, comme l'Inde et le Japon, il a fallu réinstaller de très nombreux réfugiés; d'une manière générale, cependant, la colonisation intérieure devait répondre à l'augmentation de la population et permettre d'accroître la production de denrées alimentaires. Enfin, dans certains pays, en Afrique surtout, on se soucie d'assurer une colonisation plus dense des terres tribales, en délimitant les exploitations agricoles et en accordant à l'individu des droits de propriété.

586. Partout où les projets de colonisation intérieure ont permis, comme on l'escomptait, d'installer une collectivité prospère et indépendante de cultivateurs propriétaires, on a assisté parallèlement au vigoureux essor des coopératives de crédit, d'approvisionnement, de commercialisation, etc. Dans les premiers projets de colonisation intérieure réalisés au Danemark, en Irlande ou en Tchécoslovaquie, par exemple, la distribution des terres et le développement des coopératives sont intervenus simultanément, sans être liés pourtant sur le plan administratif. Au contraire, dans quelques-uns des projets récents, tels ceux qui ont été exécutés dans la République arabe unie, à Ceylan, en Inde, en Irak, en Israël, en Italie, au Japon ou en Thaïlande, les colons devaient faire partie d'une coopérative pour obtenir une exploitation. Les coopératives, au début tout au moins, subissaient dans une plus ou moins large mesure l'influence de l'Etat, qui se faisait sentir parfois jusque dans le mode d'exploitation des terres. Cependant, l'objectif - qui, dans certains pays, a déjà été atteint - a toujours été de faire en sorte que l'Etat joue un rôle de moins en moins important et de créer des collectivités d'agriculteurs indépendants qui aient recours de leur propre chef à une vaste organisation coopérative dont ils prennent l'entière direction. L'importance nationale que revêt la coopération, à cet égard, peut se mesurer à l'étendue des terres colonisées. Si, dans la plupart des projets récents, la superficie est importante en chiffres absolus, elle ne représente en général qu'une fraction assez faible de la superficie totale des terres agricoles du pays intéressé.

## Chapitre 6

### La contribution de la coopération au progrès social

587. Si la coopération a à son actif en tout premier lieu un relèvement du niveau de vie, elle n'apporte directement au progrès social qu'une contribution assez limitée. Les cliniques, les maternités et les hôpitaux coopératifs font un excellent travail, mais on n'en rencontre toutefois qu'un nombre assez limité et dans quelques pays seulement. On peut en dire autant des écoles, des bibliothèques, des salles de lecture et des salles de réunions coopératives. Il en est de même des services coopératifs d'électricité et de téléphone qui sont plus répandus, mais n'existent pour autant que dans de rares pays. L'aménagement de réseaux de distribution d'eau ou la construction de routes par voie coopérative, en dépit de leur intérêt et de leur utilité, ne constituent pas des réalisations courantes.

588. L'influence de la coopération sur le progrès social est en règle générale une influence indirecte, qui s'exerce dans la mesure où les avantages économiques que la coopération apporte à la collectivité se répercutent sur d'autres domaines : santé, prévoyance sociale, enseignement, culture. Pourtant, elle traduit presque toujours une préoccupation consciente. Ecole de démocratie, la coopération développe la solidarité et rompt l'isolement social. Elle apporte des idées et des méthodes nouvelles, elle crée des noyaux autour desquels toutes sortes d'activités peuvent s'organiser. Plus concrètement, les coopératives peuvent inciter leurs membres à mieux conduire leur ménage, leur exploitation ou leur entreprise, tout en mettant les exigences financières que réclame leur activité à leur portée.

589. La plupart des coopératives affectent des fonds à des fins sociales ou éducatives, dont elles se font une idée très large. Nombre d'entre elles assurent des services communautaires dont l'objet est autant social et éducatif qu'économique. Nombre d'entre elles aussi, en Europe surtout, ont à coeur d'appuyer les nouvelles lois sociales et s'attachent à donner l'exemple aux employeurs du secteur privé quant à la façon de traiter le personnel.

590. Les coopérateurs qui participent de près à l'activité de leurs sociétés se familiarisent avec les opérations commerciales : ils apprennent ce qu'est un bilan ou un compte d'exploitation, assimilent le vocabulaire des affaires, s'initient aux pratiques commerciales. En tant que "propriétaires", ils prennent conscience de leurs responsabilités et l'affirment volontiers dans leurs actes. Dans la vie publique, on les voit volontiers jouer un rôle actif, plutôt que d'être réduits à l'attentisme. Ils sont vite prêts à donner leur appui à des initiatives diverses : cours pour adultes, programmes conçus à l'intention de la jeunesse, etc.

591. La coopération rapproche des hommes et des femmes aux conceptions économiques ou politiques différentes, en leur donnant la possibilité d'unir leurs efforts pour atteindre des objectifs communs. Par là, elle fait passer à l'arrière-plan ce qui les sépare et montre que les besoins et les aspirations de l'homme sont semblables chez tous, quels que soient l'éducation, l'héritage national ou la situation sociale. La manière dont sont conduites les affaires des coopératives - les discussions auxquelles les membres prennent part sur un pied d'égalité, le recours à une procédure démocratique de vote en cas de divergences - conduit les sociétaires, hommes et femmes, à prendre conscience de leur dignité, leur apprend le respect d'autrui et contribue, dans de nombreux pays, comme l'Inde, à abattre les barrières sociales.

592. Dans de nombreux pays en voie de développement, les coopératives deviennent parfois les centres sociaux de la région qu'elles desservent. Ces centres peuvent fort bien n'être constitués que par un nouveau village édifié autour d'un atelier d'égrenage du coton; ils n'en jouent pas moins un rôle important, dans la mesure où ils contribuent à faire naître une vie villageoise dans des zones où elle était inexistante auparavant.

593. Les coopératives, dans tous les pays où il en existe, contribuent à développer l'éducation, soit par la construction d'écoles, de salles de réunions ou de clubs, soit en participant au financement de collèges qui relèvent de l'ensemble du mouvement coopératif. Parfois, elles font des dons aux bibliothèques publiques ou accordent des bourses. Un grand nombre d'entre elles soutiennent le travail d'éducation et de propagande qu'accomplissent les unions ou les fédérations centrales. La plupart des mouvements coopératifs ont leurs propres journaux, sans compter d'autres publications.

## Chapitre 7

### Le rôle du mouvement coopératif dans l'évolution politique

594. Les coopératives qui participent délibérément à la vie politique ne sont pas nombreuses : pour la plupart, en effet, elles sont fidèles au principe de la neutralité politique qui était celui des pionniers de Rochdale, quand la loi ne leur interdit pas expressément de se livrer à des activités politiques. Pourtant, bien qu'il ne soit pas toujours facile de le démontrer de façon concluante, il reste que, dans de nombreux pays, les coopératives ont une certaine influence sur la vie politique : a) en donnant l'exemple de pratiques démocratiques lors des assemblées et de l'élection des dirigeants ; b) en familiarisant leurs membres avec les notions économiques, financières et juridiques fondamentales ; c) en formant des dirigeants capables par la suite de jouer un rôle dans l'administration locale ou nationale.

595. En Europe, il faut remonter à un passé assez lointain déjà pour voir les coopératives jouer un rôle dans les affaires politiques. Le mouvement coopératif s'est développé dans des sociétés qui avaient atteint leur maturité politique ; il participa à la naissance d'un courant qui visait au renforcement de la liberté, de la démocratie et de la justice sociale. Cela dit, au XIX<sup>me</sup> et au début du XX<sup>me</sup> siècle, il a contribué à donner une formation et une expérience politiques aux classes sociales qui n'avaient pas la possibilité de prendre pleinement part à l'administration des affaires nationales. Dans plusieurs pays d'Europe, c'est une tâche d'un prix inestimable que les coopératives - les coopératives de consommation en particulier - ont accomplie en préparant les travailleurs de l'industrie à assumer leurs responsabilités civiques et politiques. Aux femmes, qui ont été exclues de la vie publique jusqu'à la fin de la première guerre mondiale, la coopération a offert des possibilités analogues, comme à tous les ressortissants, quel que fût leur degré d'instruction, des nations qui, comme la Pologne ou la Tchécoslovaquie, n'ont obtenu leur entière souveraineté que vers la même époque. Dans ces pays, d'ailleurs, l'indépendance nationale a parfois privé le mouvement coopératif d'un grand nombre de ses dirigeants, dont le gouvernement national avait besoin à la tête des ministères ou aux postes supérieurs de l'administration. Aujourd'hui que la plupart des pays d'Europe ont un système d'instruction publique conçu pour donner à la population toutes chances de développer ses aptitudes, le mouvement coopératif ne joue plus le même rôle qu'auparavant : sans doute ne produit-il pas aujourd'hui davantage de dirigeants politiques que n'importe quelle autre organisation.

596. Dans les pays qui n'ont pas une expérience politique aussi ancienne que celle des Etats d'Europe, et particulièrement dans certains pays en voie de développement d'Afrique, le mouvement coopératif remplit l'importante fonction d'école de démocratie parlementaire. Ainsi, dans les régions où la coopération est répandue, les premières élections parlementaires ont généralement pu avoir lieu sans dérouter nullement la population, qui comprenait parfaitement de quoi il s'agissait. De nombreuses personnalités influentes du mouvement coopératif ont accédé dans leur pays à des postes importants où elles détiennent les leviers de commande : c'est peut-être au sein du conseil d'administration d'une coopérative qu'elles auront appris l'art de diriger, et notamment à la présidence ou dans la gestion d'une union ou d'une fédération, ou encore à l'occasion de stages de perfectionnement que leur organisation leur aura permis de faire à l'étranger qu'elles auront acquis leur expérience des hommes et des affaires. En 1961, au Tanganyika, cinq ministres sur huit avaient passé par le mouvement coopératif, deux avaient été administrateurs généraux de grandes unions de commercialisation. Dans de nombreux pays en voie de développement, les fonctionnaires des services chargés de la coopération se sont élevés à des postes importants, où ils continuent, qu'ils s'occupent des finances, de l'enseignement ou des affaires étrangères, à s'intéresser à la coopération.

597. Il n'est pas exagéré de dire que le mouvement coopératif est un artisan de la construction nationale. Les coopérateurs, pour s'être rendu compte qu'ils étaient capables de faire la démocratie économique, prendront conscience de leurs devoirs politiques. Mieux au fait des questions économiques, ils s'intéresseront davantage aux questions politiques et participeront de plus près aux affaires publiques, dans la mesure où ils auront saisi l'importance de l'action politique. En cela, après s'être faits aux méthodes démocratiques grâce à la coopération, ils en viendront à les appliquer naturellement. A l'opposé de la dictature, la coopération reste ainsi, autant qu'une formule susceptible d'être appliquée dans les domaines où elle a pris naissance, un principe intellectuel actif, même dans les périodes où les libertés civiles sont réduites, voire supprimées.

## Chapitre 8

### Relations entre les coopératives et d'autres organisations non gouvernementales

#### Sociétés de secours mutuels

598. Les mutuelles font partie des institutions que les travailleurs industriels du XIX<sup>me</sup> siècle conquirent pour se prémunir contre les risques de l'existence et préserver leurs familles du besoin. Elles prirent la forme d'"associations funéraires", de mutuelles d'assurance-maladie ou de sociétés d'entraide générale; certaines comptaient de nombreuses filiales, d'autres - des organisations locales - étaient groupées en fédérations. La mutuelle remplissait une partie des fonctions que devaient assumer, par la suite, les services sociaux de l'Etat. La période qui a suivi immédiatement la création de ces services, d'ailleurs, a vu un certain chevauchement d'activités.

599. Les mutuelles recrutèrent leurs membres dans les mêmes classes que les premières coopératives de consommation ou de production industrielle : souvent, les membres des unes se retrouvaient pour une bonne partie, sinon tous, dans les autres. Dans certains pays, comme le Royaume-Uni, les mutuelles et les coopératives étaient placées sous la surveillance du même ministère et enregistrées en vertu de lois très semblables. Il était naturel, dans ces conditions, qu'elles nouent des relations étroites et amicales et qu'elles soient représentées à leurs réunions respectives. Souvent, en outre, les mutuelles confiaient leurs fonds aux coopératives de consommation. Qu'en est-il aujourd'hui ? On peut douter que les rapports entre la coopération et la mutualité soient aussi étroits que naguère, comme on peut douter que la mutualité, qui ne s'est développée qu'en Europe et en Australie, ait conservé tant soit peu de l'importance qu'elle avait dans le passé depuis que se sont créés des services sociaux qui garantissent à la population une protection étendue.

#### Syndicats ouvriers

600. Dans les premières années de l'industrialisation, les coopératives de consommation et les syndicats ont été, en Europe, les deux soutiens de la cause ouvrière (les partis politiques ne sont généralement entrés en action que plus tard). Alors que les syndicats s'efforçaient d'obtenir le relèvement des salaires, les coopératives de consommation s'attachaient pour leur part à accroître le pouvoir d'achat. De leur côté, les coopératives de production industrielle offraient, face au chômage ou à l'exploitation sociale, une solution originale. Dans une large mesure, le mouvement ouvrier et le mouvement coopératif comptaient les mêmes membres et avaient parfois les mêmes dirigeants.

601. Dans ces conditions, des contacts étroits et cordiaux s'établirent entre les deux mouvements. Dans certains cas, au Royaume-Uni par exemple, les coopératives de consommation devaient être amenées à assurer des services de banque aux syndicats; dans d'autres, les deux mouvements devaient s'entendre, ainsi qu'ils le firent dans plusieurs pays du continent européen, pour créer ensemble des banques ouvrières. Les banques coopératives accordaient aux syndicats, fût-ce par-dessus les frontières, des prêts destinés aux fonds de grève. De nombreux magasins coopératifs faisaient crédit aux familles des syndicalistes pendant toute la durée des grèves, non sans parfois aller à la ruine. Les liens qui se sont ainsi noués entre le mouvement ouvrier et le mouvement coopératif ont subsisté. Les syndicats comme les coopératives, toutefois, ont affermi leurs positions respectives, notamment sur le plan financier, si bien que leurs relations ne sont plus caractérisées par les mêmes risques ni par le même héroïsme que dans le passé.

602. Avec les années, les coopératives de consommation, comme celles d'autres catégories, sont elles-mêmes devenues d'importants employeurs. Dans ce rôle, elles étaient résolues à donner l'exemple aux autres entreprises, cela, indépendamment même des rapports personnels qui existaient à l'origine, quand la plupart

des employés des coopératives étaient les fils ou les filles des sociétaires. Dans cet esprit, elles devaient bien sûr se montrer prêtes à traiter avec les syndicats : certaines firent même de l'affiliation syndicale une condition d'emploi. Ces liens de sympathie mutuelle n'ont pas modifié pour autant les rapports fondamentaux qu'exige la position d'employeur. S'il ne semble pas s'être produit de heurts graves dans aucun pays, les relations professionnelles n'exigent, cependant, pas moins de réflexion et d'imagination dans les coopératives que dans les entreprises les plus progressistes du secteur privé. Certaines coopératives, au demeurant, ont des buts qui diffèrent sensiblement de ceux des syndicats. C'est le cas, par exemple, des coopératives ouvrières de production ou des coopératives de transport, qui groupent généralement des travailleurs indépendants dont les intérêts ne sont pas toujours servis au mieux, sans doute, par les revendications de salaires ou par d'autres initiatives des syndicats.

603. En Norvège, l'industrie de la pêche offre l'exemple de rapports particuliers entre les syndicats et les coopératives : en effet, la pêche a été le terrain du syndicalisme avant d'être celui de toute forme d'organisation coopérative importante; c'est grâce à l'influence des syndicats de pêcheurs qu'ont été adoptées les dispositions législatives qui plaçaient toutes les ventes de poisson de première main sous le contrôle des coopératives de pêcheurs. Dans la République fédérale d'Allemagne, l'industrie de la pêche a vu les coopératives de consommation et les syndicats créer une entreprise commune de pêche, la Société coopérative de pêche en haute mer (Gemeinwirtschaftliche Hochseefischereigesellschaft).

604. Dans l'agriculture, il n'existe pas de relations particulières entre les coopératives et les syndicats. Les coopératives agricoles qui emploient un nombreux personnel rémunéré prennent d'ordinaire des arrangements pratiques, limités toutefois aux négociations et au règlement des différends, avec les syndicats dont les membres de leur personnel feraient partie. De leur côté, les syndicats d'ouvriers agricoles n'ont que rarement des liens avec les coopératives agricoles.

605. Hors de l'Europe, on trouve quelques pays, comme la Colombie et le Mexique, où les syndicats et les coopératives ont des contacts. Dans quelques pays aussi, en Amérique du Sud en particulier, certains syndicats et certaines associations professionnelles ont leurs propres coopératives.

#### Syndicats d'agriculteurs

606. Les relations entre les coopératives et les syndicats d'agriculteurs (qui portent parfois d'autres noms) présentent souvent une certaine complexité. Les syndicats d'agriculteurs se rencontrent en Europe occidentale, en Amérique du Nord et dans d'autres régions colonisées à l'origine par des émigrants européens; ailleurs, ils sont moins répandus. Leur tâche est ordinairement d'exprimer le point de vue des agriculteurs et d'agir sur les pouvoirs publics ou sur l'opinion publique en vue de défendre les intérêts des agriculteurs. Parfois, ils ont précédé les coopératives agricoles; parfois ils ont fait leur apparition après celles-ci. Les mêmes membres, au demeurant, se rencontrent souvent dans les deux types d'organisations. Ce sont en partie les dirigeants, en partie les moyens financiers, qui font habituellement que, soit le syndicat, soit la coopérative, joue le premier rôle dans les affaires publiques. Dans certains pays, coopératives et syndicats d'agriculteurs collaborent étroitement : les premières ont même trouvé dans les seconds de vigoureux défenseurs. Dans d'autres pays, les deux types d'organisations nourrissent une certaine rivalité, au point de suivre des lignes d'action divergentes, voire même de mener des activités commerciales concurrentes. Parfois, on trouve côte à côte un syndicat de gros agriculteurs, qui travaille en collaboration plus ou moins étroite avec les coopératives agricoles, et un syndicat de petits exploitants, qui travaille avec les coopératives de consommation. Il semble qu'en général les syndicats d'agriculteurs soient des groupements puissants tant que les coopératives font leurs premières armes, mais que la situation se renverse dans une certaine mesure lorsque les coopératives en arrivent non seulement à exercer une certaine influence, mais à détenir une réelle puissance économique.



### Partis politiques

607. La plupart des mouvements coopératifs nationaux, agricoles ou autres, sont politiquement neutres, si bien qu'ils ne sauraient avoir de liens avec les partis. Il existe, toutefois, quelques exceptions. Ainsi, au Royaume-Uni, les coopératives de consommation ont, depuis 1916, leur propre parti politique, le parti coopératif, qui collabore étroitement avec le parti travailliste. En Belgique, les coopératives de consommation sont très proches, elles aussi, du parti socialiste. Dans les pays qui ont un régime de parti unique, le mouvement coopératif a d'ordinaire avec le parti en question des liens étroits. Parfois, il va jusqu'à être officiellement incorporé aux organisations nationales (comme il l'est, en Espagne, à l'appareil syndical); parfois, il est un des nombreux instruments dont se sert le parti pour diffuser sa pensée et exposer son programme.

### Eglises et autres organisations religieuses

608. La plupart des coopératives sont tenues par leurs statuts, comme elles le sont en général par la législation coopérative, d'observer une attitude de neutralité religieuse ou, plus exactement, de s'abstenir de toute position sectaire. Si les coopératives adoptent généralement une telle position, il y a, encore une fois, des exceptions. Ainsi, en Belgique, la Ligue des paysans (Boerenbond belge), dont relèvent plusieurs institutions coopératives et qui sert d'organisation mère à de nombreuses coopératives du premier degré, a des liens étroits avec l'Eglise catholique. Il en va de même, aux Pays-Bas, de l'organisation coopérative correspondante et, en Suisse et dans quelques autres pays, des coopératives de crédit. Dans les Antilles, en Amérique latine et dans certaines régions de l'Australie, les paroisses et les missions catholiques ont appuyé très activement la création des coopératives de crédit. Au contraire, dans les pays musulmans, les coopératives de crédit ont été accueillies parfois avec méfiance, car le paiement d'intérêts est contraire aux règles religieuses de l'Islam.

## Chapitre 9

### Influence du mouvement coopératif dans les affaires publiques

609. En Europe occidentale et en Amérique du Nord, le mouvement coopératif exerce une grande influence sur les affaires publiques, cela pour toutes les questions auxquelles il s'intéresse activement : agriculture, pêche, distribution des denrées alimentaires, logement, implantation de l'industrie, importations et exportations, monopoles, impôts, coût de la vie et, dans certains pays, radiodiffusion, télévision et affaires culturelles. Cette influence s'exerce, soit par les démarches directes que le mouvement coopératif - par l'intermédiaire des unions coopératives habituellement - accomplit auprès des services compétents de l'administration, soit par les contacts qu'il maintient avec des membres du pouvoir législatif, sans que ceux-ci appartiennent nécessairement à un parti plutôt qu'à un autre.

610. En outre, le mouvement coopératif est représenté dans un grand nombre de commissions, de conseils ou d'autres organismes officiels. En Suède, par exemple, il a sa place au sein de la Direction nationale du marché agricole, de l'Institut national d'information sur les produits de consommation, de l'Office national des prix et des cartels, de la direction de la Radiodiffusion-télévision suédoise, de la Commission scandinave des affaires culturelles et de la Commission des monopoles. En Autriche, le mouvement coopératif est représenté au Conseil supérieur des chambres d'agriculture et d'industrie comme dans différents organismes nationaux qui s'occupent de l'épargne, des pensions, du crédit à l'industrie et du logement. En France, les coopératives disposent de cinq sièges au sein du Conseil économique et social; les coopératives agricoles sont représentées dans les offices de vente nationaux; la Caisse nationale de crédit agricole mutuel participe à l'élaboration des plans quadriennaux de modernisation et d'équipement de l'agriculture. Les coopératives agricoles sont également représentées au niveau des offices nationaux de vente. En Belgique, toutes les branches du mouvement coopératif sont représentées dans le Conseil central de l'économie. Dans plusieurs pays d'Europe, il existe en outre un conseil national de la coopération, organisme officiel où le mouvement coopératif lui-même est largement représenté.

611. En dehors de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, la place officielle qui est faite aux coopératives dans les affaires nationales n'est pas, en règle générale, aussi large. Toutefois, dans de nombreux pays en voie de développement, en Afrique notamment, les coopératives sont représentées dans les offices de vente des produits agricoles et, parfois, dans les organismes politiques consultatifs institués à l'échelon régional. Dans les pays de l'Europe orientale, il ne semble pas que les coopératives soient, en règle générale, représentées officiellement dans les organismes d'Etat; toutefois, en Hongrie par exemple, des consultations très étroites s'établissent apparemment entre le Conseil des ministres et le Conseil des coopératives agricoles, comme entre les organismes correspondants dans d'autres pays. Dans quelques Etats, le mouvement coopératif, sans faire partie d'organismes officiels, a exercé néanmoins une grande influence sur la législation et sur l'attitude des pouvoirs publics face à la coopération, cela grâce aux contacts qu'il a pu nouer avec les services de l'administration et les hommes politiques. Ailleurs, il arrive que les coopératives soient consultées par les pouvoirs publics, comme il arrive fréquemment qu'elles soient invitées à contribuer à la réalisation des plans de l'Etat : en pareil cas, toutefois, c'est aux pouvoirs publics, semble-t-il, et non aux coopératives, que revient l'initiative de ces démarches.

## QUATRIEME PARTIE. L'avenir de la coopération

### Chapitre 1

#### Les principes coopératifs et l'évolution moderne

612. La coopération a fait un long chemin depuis l'époque des pionniers de Rochdale et des paysans du Danemark ou de la Rhénanie, voici un siècle. Le mouvement coopératif a gagné des pays aux traditions et aux conceptions sociales complètement différentes. Au cours d'une période qui a vu une transformation profonde et générale des conditions économiques et sociales, il s'est développé pour devenir, dans bien des cas, une vaste entreprise à la structure complexe, qui dispose de gros capitaux et qui figure, sur le plan technique, dans le peloton de tête. Dans de nombreux pays, en outre, la coopération a trouvé sa place dans l'action de l'Etat. Pourtant, la plupart des principes coopératifs fondamentaux restent, dans une large mesure, aussi valables aujourd'hui qu'ils l'étaient à l'origine ; mieux : ils ont pris parfois, dans le contexte moderne, une nouvelle signification. La coopération est née dans des régions dont l'éthique sociale était essentiellement d'inspiration chrétienne et où le moteur de l'économie était l'industrie plus que l'agriculture. Malgré cela, il a été possible de la transplanter, sans qu'il soit nécessaire en général d'en modifier profondément les principes fondamentaux, pour un grand nombre de ceux-ci tout au moins, dans des pays dont l'éthique repose sur des bases différentes, où l'agriculture continue d'être le fondement de l'économie et où la coopération se recommande pour des raisons assez différentes de celles qui inspiraient l'action des premiers coopérateurs.

613. Toutefois, certaines données nouvelles de la situation ont exigé une adaptation : dans un ou deux domaines, certains principes coopératifs fondamentaux ont subi des modifications parfois profondes, mais généralement mineures ; dans certaines circonstances, il a fallu remettre en question la validité de tel ou tel de ces principes ; enfin, il a fallu parfois jeter un nouvel éclairage sur les principes coopératifs, de façon qu'ils gardent aux yeux des coopérateurs - en fait ou en puissance - leur utilité et leur attrait, de façon aussi que le mouvement coopératif reste une force de progrès.

#### Conditions d'affiliation

614. On a vu que l'application du principe de la porte ouverte n'est limitée, en règle générale, que par les impératifs géographiques ou par la nature même des coopératives (dans le cas des coopératives qui sont au service d'un secteur déterminé de la population). Les restrictions fondées sur la race, dans certains pays d'Afrique, datent du temps où la politique de développement économique faisait une place à part à certains éléments de la population indigène ; elles ont perdu toute raison d'être depuis que les Etats intéressés ont accédé à l'indépendance et sont de plus en plus éliminées des statuts des coopératives (comme au Kenya, où certaines sociétés n'accueillaient avant que des membres "européens"). Les coopératives où de telles restrictions étaient en vigueur sont désormais ouvertes à tous. Dans un autre ordre d'idée, on peut s'attendre dans de nombreux pays, dans les zones rurales en particulier, que certaines coopératives, notamment les coopératives d'approvisionnement ou de services qui travaillent actuellement pour des groupes particuliers (comme les agriculteurs aux Etats-Unis) cesseront de ne recruter leurs membres que dans un secteur déterminé de la population, afin de pouvoir étendre leur activité. De même, il est fort possible que, dans de nombreux pays en voie de développement, par suite de l'essor des coopératives à fonctions multiples - qui jouent le rôle de coopératives de crédit et de consommation, en plus du rôle de coopératives agricoles de commercialisation, de services et d'approvisionnement qu'assument les sociétés actuelles - le mouvement coopératif cesse de n'accueillir que les cultivateurs.

615. Dans de nombreux pays économiquement avancés, l'initiative spontanée des intéressés a suffi pour que des coopératives se créent. Jusqu'à une date récente, au contraire, l'idée qui anime les coopérateurs quand ils décident de prendre eux-mêmes leur sort en main n'a pas eu dans certains continents le même pouvoir qu'en Europe. Peut-être est-ce parce que l'économie a été pendant longtemps très statique et que la séparation entre la production et le commerce a été beaucoup plus nette qu'en Europe. Le producteur agricole, qui, dans de nombreuses régions d'Afrique et d'Asie, est le coopérateur type, n'est certes pas attaché aux pratiques commerciales dont la coopération s'écarte - celles qui veulent que le droit de vote aille de pair avec les actions et que les bénéfices soient distribués sur une base uniforme - car ces pratiques lui sont, dans une large mesure, inconnues. Pour la même raison, toutefois, on ne peut pas toujours attendre de lui les qualités commerciales que sont l'initiative, le sens des responsabilités et la disposition à préférer un avantage futur à un avantage immédiat. En outre, le cultivateur est facilement plus méfiant à l'égard de son voisin que ne l'était le travailleur industriel, peut-être parce que la main-d'oeuvre industrielle faisait bloc contre l'employeur, alors que, dans certains pays en tout cas, les conflits auxquels la terre donne lieu divisent plus ou moins les habitants des villages. Jusqu'à une date récente, l'absence d'un développement industriel, qui à son tour aurait accéléré le développement économique, a également freiné l'évolution et l'initiative dans les villages ; et ceci tout autant que l'analphabétisme paraît avoir rendu difficile toute expansion spontanée du mouvement coopératif. Dans ces conditions, les pouvoirs publics ont été amenés à aider activement le mouvement coopératif. Dans les pays de l'Europe orientale, l'Etat, dont l'économie relève, apporte un soutien important aux coopératives. Le mouvement coopératif se voit assigner un rôle précis dans un secteur déterminé de l'économie, où il est un rouage économique indispensable. Il n'y a rien d'étonnant, dès lors, que la formation des coopératives et l'expansion du mouvement coopératif procèdent plus de l'action directrice de l'Etat que d'un essor spontané. Dans de nombreux pays, le mouvement coopératif s'en remet davantage à l'Etat, pour promouvoir, sauvegarder et encourager la coopération, qu'il n'a jamais dû le faire dans les pays où il a vu le jour.

616. Cela dit, dans les pays en voie de développement qui ont récemment accédé à l'indépendance, on constate actuellement une poussée du sentiment national qui s'accompagne d'un net renforcement de l'initiative dont la population fait preuve face à ses problèmes. Tout en continuant d'appuyer activement le mouvement coopératif, les pouvoirs publics sont appelés à modérer et discipliner l'enthousiasme de la population, de crainte que ne se constituent des coopératives dont la création serait inopportune du fait de leur type, de leur fonction ou de leur fragilité économique.

617. Impatients d'encourager l'essor de la coopération, de nombreux Etats ont adopté des dispositions législatives marquées d'un élément de contrainte. Ainsi, dans de nombreux pays en voie de développement (notamment ceux dont la législation se fonde sur le modèle britannique), comme dans quelques Etats des Etats-Unis, si la majorité des agriculteurs ont recours aux services d'une organisation de commercialisation, les autres peuvent être obligés d'en faire autant. L'Etat peut encore faire des coopératives les seuls agents de distribution des marchandises dont il y a pénurie ; interdire à toute autre forme d'entreprise le domaine où les coopératives exercent leur activité ; assortir le droit de posséder ou de cultiver des terres dans une zone déterminée de l'obligation de faire partie d'une coopérative (le cas se produit notamment pour les terres qui sont cultivées par des coopératives d'exploitation collective ou d'exploitation en commun, comme dans les plans de réforme agraire, lorsque l'Etat détient les terres et ne les attribue qu'aux cultivateurs qui s'affilient aux coopératives, avec la possibilité éventuelle de s'en retirer après un certain nombre d'années). L'Etat peut aussi passer de préférence par les coopératives pour l'octroi des crédits à l'agriculture ou à l'industrie, ou même passer exclusivement par elles, auquel cas les personnes qui n'ont pas la qualité de coopérateur risquent de ne pouvoir bénéficier de ces crédits.

618. Toutes ces mesures vont plus ou moins à l'encontre de la liberté de s'affilier ou de ne pas s'affilier à une coopérative. Jusqu'où l'Etat empiétera-t-il à l'avenir sur le principe de la libre adhésion ? Il s'agit de savoir dans quelle mesure il jugera opportun d'avoir recours à la coopération dans sa politique de croissance économique. Si l'Etat incline à rendre la coopération obligatoire et à créer des monopoles coopératifs, on peut craindre que les coopératives

n'en viennent à compter un nombre croissant de membres qui se désintéressent des affaires de leurs sociétés et à effectuer une fraction accrue de leurs opérations avec des tiers.

619. Dans quelques pays d'Asie, on estime que certaines catégories de coopératives ne peuvent prospérer sans compter des membres qui puissent les faire bénéficier de leur influence, de leur savoir ou de leurs connaissances techniques. Ainsi, en Inde, jusqu'à 10 pour cent des membres des coopératives artisanales ou industrielles peuvent être admis en qualité de "sympathisants" ; la même possibilité est prévue pour les coopératives de main-d'oeuvre. Au Japon, les coopératives de production peuvent compter jusqu'à un tiers de membres qui ne travaillent pas dans la coopérative ; en outre, les hommes d'affaires et les commerçants du secteur privé peuvent être admis dans les coopératives. Ces pratiques s'écartent quelque peu de l'idée que les premiers coopérateurs se faisaient des membres d'une société.

### Contrôle démocratique

620. Tandis que, depuis un certain temps déjà, les dimensions des entreprises coopératives, en Europe et en Amérique du Nord surtout, ont tendance à augmenter (il existe aujourd'hui des coopératives du premier degré qui comptent plusieurs milliers de membres), ce sont de plus en plus les organisations du second ou troisième degré qui détiennent la puissance économique du mouvement coopératif et qui prennent les décisions. Parvenu à ce stade avancé de développement, le mouvement coopératif s'éloigne de la forme élémentaire de démocratie pratiquée dans les petits groupes qui, semaine après semaine si ce n'est jour après jour, prennent, jusque dans les détails, leurs propres décisions. Pourtant, pour conserver sa place dans l'économie et s'adapter aux conditions commerciales modernes - qui n'iront certainement pas en se simplifiant -, le mouvement coopératif doit se donner une structure complexe, se soumettre à l'impératif de l'intégration verticale et faire appel à des spécialistes de la gestion. Il n'est pas toujours opportun de confier à un conseil d'administration composé de profanes le soin de veiller à la bonne marche d'une coopérative : on peut s'attendre, au contraire, que les coopératives auront de plus en plus recours à des administrateurs de métier.

621. Dans les pays de l'Europe orientale, le contrôle démocratique exercé par les sociétaires est entravé par le contrôle des pouvoirs publics : ceux-ci contrôlent en effet les fonctions des coopératives, leur organisation, leur mode de financement et d'approvisionnement en matières premières. En conséquence, l'initiative et la responsabilité des membres sont restreintes. En outre, le choix des dirigeants des coopératives est, à des degrés divers, soumis à l'approbation de l'Etat. Enfin, alors que, dans la plupart des pays, la répartition des excédents de recettes demeure du ressort de l'assemblée des membres, sous réserve des exigences très générales de la législation coopérative, dans les pays à économie planifiée, elle fait souvent l'objet de dispositions législatives très détaillées.

622. En Inde, notamment, les pouvoirs publics, se préoccupant activement de favoriser l'expansion de la coopération, ont été amenés à faire partie eux-mêmes des coopératives. Le principe de l'administration démocratique s'en est trouvé modifié de plusieurs façons. Ainsi, lorsque l'Etat s'associe à une coopérative en participant au capital social, c'est lui qui désigne les membres du conseil d'administration. On en a eu des exemples extrêmes lors de la création de la Banque coopérative centrale pour l'agriculture et la sylviculture, au Japon, et des usines coopératives de traitement de la canne à sucre, en Inde (dans le second cas, tous les membres du conseil d'administration ont été désignés par l'Etat). De même, lorsque l'Etat accorde un prêt à une coopérative, ou fournit sa garantie, il peut demander à être représenté au conseil d'administration, où sa voix risque d'être prépondérante dans les votes.

623. Dans certains cas, l'Etat peut, par l'intermédiaire des membres du conseil d'administration d'une coopérative qu'il a désignés, opposer son veto aux résolutions de l'assemblée générale lorsque ses intérêts financiers ou autres sont en jeu.

624. On peut penser que c'est provisoirement seulement, en Afrique et en Asie tout au moins, que l'on s'écarte ainsi, par suite de l'"intervention" de l'Etat, du principe du contrôle démocratique de l'activité des coopératives. On constate déjà que l'Etat cherche à mettre un terme à sa participation au capital social des coopératives. En outre, les coopératives où l'Etat a souscrit des parts sociales ont généralement la possibilité de racheter ces parts sociales en temps voulu. Pour que l'Etat cesse d'exercer un contrôle sur la marche des coopératives, il faut que celles-ci se montrent capables de s'acquitter de leurs tâches par leurs propres moyens, en organisations conscientes de leurs responsabilités. Elles devraient l'être de plus en plus, au fur et à mesure qu'elles acquièrent de l'expérience, que l'instruction gagne du terrain et que le développement économique se poursuit. A cet égard, il faut craindre cependant que l'Etat, pour avoir pris, au début, une trop grande part à l'activité des coopératives, puisse difficilement se retirer par la suite et que les coopérateurs, habitués à recevoir son aide et à suivre sa direction, aient du mal à prendre entièrement en main la marche de leurs organisations. Plus tard, on doit s'attendre que les coopératives des pays aujourd'hui en voie de développement rencontreront, lorsqu'elles auront pris une certaine importance, le problème que rencontrent d'ores et déjà celles des pays économiquement avancés, à l'heure où les nouvelles conditions de la gestion - gestion de spécialistes - mettent en jeu la démocratie coopérative et l'esprit coopératif.

625. Ce problème continuera vraisemblablement de se poser aux coopératives des pays en question, qu'il s'agisse de pays à économie planifiée ou de pays à économie de marché. Ce qu'il faut craindre, c'est que les sociétés n'en viennent à compter une forte proportion de membres "passifs". Pour que les coopérateurs continuent à montrer de l'intérêt pour leurs organisations et pour que le mouvement coopératif garde sa valeur sociale, il importe de conserver une forme vivante de contrôle démocratique. Comment, dans les conditions économiques modernes, concilier la participation démocratique des membres à l'activité des coopératives et les exigences de l'efficacité ? Tel est le problème qui devrait de plus en plus retenir l'attention. Il semble bien que les coopératives se rendent compte qu'il leur faut mener une action toujours plus vigoureuse en mettant au point de nouvelles formes de publicité et de relations publiques, de nouveaux programmes d'éducation à l'intention des membres et de nouveaux programmes de formation à l'intention du personnel professionnel - ce dernier étant dans une position tout à fait particulière par rapport au conseil d'administration, formé dans une large mesure de profanes, et par rapport aux sociétaires.

#### Capital social

626. Comme on l'a vu, il arrive que l'Etat, quand il participe au capital social des coopératives, en vienne à détenir la majorité des parts. Dans les coopératives à responsabilité illimitée, en outre, les parts de l'Etat sont généralement des parts "privilégiées", la responsabilité de l'Etat étant limitée au montant souscrit. On peut penser que cette dérogation à la règle d'égalité ne devrait subsister qu'aussi longtemps que le mouvement coopératif aura besoin d'une aide importante des pouvoirs publics. Comme on l'a signalé aussi, dans la plupart des cas où l'Etat a une participation au capital social, la possibilité est donnée aux coopératives de racheter, le moment venu, les parts sociales correspondantes.

627. Exceptionnellement, en Nouvelle-Zélande par exemple, les parts sociales sont susceptibles de plus-value. En général, la loi fixe un plafond à l'intérêt qui peut être versé sur l'avoir social. Dans les pays de l'Europe orientale, où les prix sont fixés par l'Etat, on préfère souvent, dans le mouvement coopératif de consommation, répartir les excédents de recettes en fonction de la participation des membres au capital social, plutôt qu'en fonction du volume des opérations effectuées par eux avec la coopérative. Enfin, on relèvera que certaines coopératives commencent leur activité sans disposer de capital social.

628. Par suite de l'accroissement des besoins des coopératives en capitaux, des différences assez marquées se rencontrent, dans de nombreuses sociétés, dans la participation des membres au capital social. On a avancé l'idée, aux Etats-Unis en particulier, que, plutôt que d'appliquer le principe "un membre, une voix", on devrait accorder aux membres, dans les votes, un nombre de voix déterminé d'après le volume des opérations effectuées par eux avec la coopérative.

En règle générale, toutefois, le principe "un membre, une voix" reste en vigueur, sauf dans les organisations du second degré, où le nombre de voix dont disposent les coopératives du premier degré varie, comme la participation de ces mêmes coopératives au capital social, en fonction, soit du nombre de membres qu'elles groupent, soit du volume des transactions qu'elles font avec l'organisation secondaire (généralement, toutefois, une limite maximum est fixée au nombre de voix).

#### Neutralité religieuse et politique

629. On a vu que certaines organisations religieuses ont été amenées à encourager la coopération, voire à accorder leur aide pour la création de coopératives (paragraphe 608). En pareil cas, il est inévitable que la neutralité religieuse des sociétés intéressées ne reste pas totale.

630. En matière politique, les coopératives sont souvent revenues sur l'idée originale de neutralité ; dans plusieurs cas, elles l'ont même abandonnée (voir paragraphe 607). Ainsi, le mouvement coopératif fait parfois cause commune avec un parti politique dont il se trouve partager les objectifs. Dans les Etats qui ont un régime de parti unique, il doit, pour conserver sa place dans l'activité et dans le développement économique, nouer des liens étroits avec le parti. Enfin, dans certains pays, les coopératives ont été officiellement incorporées à l'appareil de l'Etat. Dans quelle mesure le mouvement coopératif pourra-t-il ou voudra-t-il à l'avenir s'en tenir au principe de la neutralité politique ? Cela dépendra : a) des formes politiques futures de gouvernement ; b) de l'attitude des partis politiques à l'égard de la coopération ; c) de la ligne d'action et des objectifs respectifs des partis politiques, dans la mesure où tel parti, plutôt que tel autre, pourra apparaître favorable aux intérêts du mouvement coopératif.

#### Ventes au comptant

631. Pour saine qu'elle soit en théorie, la règle de la vente au comptant a subi, eu égard aux conditions et aux pratiques commerciales modernes, bien des dérogations. Dans de nombreux pays, la vente au détail des fournitures agricoles s'effectue à crédit. Souvent, les coopératives en viennent à étudier la façon d'organiser le crédit comme un service. Dans les pays en voie de développement, la vente au comptant, qui allait à l'encontre de la pratique traditionnelle du crédit, a entravé le développement des coopératives de consommation ; on peut penser que la création de coopératives à fonctions multiples - dont l'activité s'étend à la fois au crédit, à la fourniture des biens de consommation, à la fourniture des moyens de culture et à la commercialisation des récoltes - sera de nature à faciliter l'introduction du crédit, dans certaines limites et dans des conditions bien contrôlées. Dans les pays économiquement avancés, où les systèmes de crédit et de location-vente sont très courants, surtout dans le commerce des articles de luxe et des articles coûteux, les coopératives sont souvent plus ou moins obligées d'offrir à leur clientèle des facilités semblables pour faire face de façon efficace à la concurrence des entreprises commerciales d'autres catégories.

#### Prix

632. Les pratiques commerciales modernes (service au prix de revient, remises sur la quantité, etc.) ont exigé des adaptations et ont amené une situation nouvelle, où les prix ne sont pas toujours les mêmes pour tous les membres des coopératives. Ces différences devraient s'accuser à l'avenir. Le principe selon lequel les coopératives devraient pratiquer les prix du marché ne s'est pas toujours révélé facile à appliquer, ni même judicieux, dans les conditions nouvelles. Dans les pays où les excédents de recettes des coopératives sont imposés de la même manière que les bénéfices des sociétés par actions, les coopératives pratiquent, bien sûr, des prix de vente aussi proches que possible des prix de revient. Le problème se pose différemment lorsqu'une grande partie du commerce de détail est aux mains des coopératives, dont la politique influe alors inévitablement sur le niveau des prix : en pareil cas,

si les coopératives pratiquent les "prix du marché" (c'est-à-dire les prix qui sont ceux de la majorité des autres commerçants), on pourra penser qu'elles "cautionnent" simplement ces prix et qu'elles souhaitent les maintenir. L'exemple des coopératives de consommation de la Suède, qui sont parvenues à briser certains monopoles en abaissant les prix, donne à penser que, du "prix du marché", on en viendra à passer au prix calculé au mieux pour influencer sur le prix du marché dans l'intérêt de l'ensemble de la collectivité. Toutefois, la politique fiscale de l'Etat pourra encore faire jouer d'autres considérations.

#### Education et formation

633. Pour que la coopération garde son attrait, pour qu'elle continue de se développer, il est indispensable, comme on l'a vu dans la première partie, au chapitre VII (éducation coopérative), que le mouvement coopératif poursuive son action éducative et son oeuvre de formation. L'effort éducatif devra, sans nul doute, prendre des formes nouvelles, s'exercer davantage dans certaines directions, moins dans d'autres, pour répondre aux exigences toujours changeantes de l'évolution économique et sociale d'aujourd'hui.



## Chapitre 2

### Attraits de la coopération pour la nouvelle génération

#### L'attrait de la coopération de nos jours

634. Même en Asie et en Afrique, nombreuses sont les coopératives qui datent d'au moins une génération. En Europe, leur fondation remonte parfois à trois ou quatre générations. Elles ont souvent été créées pour répondre à une situation qui n'existe plus et dont les coopérateurs de notre époque n'ont aucun souvenir. Tel est manifestement le cas en Europe occidentale, où il n'y aurait plus de sens à solliciter l'adhésion à une coopérative pour échapper à une misère noire, si ce n'est exceptionnellement dans de rares régions telles que certaines parties de l'Italie méridionale. De même, une action des coopératives tendant à lutter contre les abus des négociants et des prêteurs n'aurait aucune raison d'être en Europe de l'Est, où le secteur privé a été supprimé ou ramené à très peu de chose.

635. La plupart des mouvements coopératifs n'ignorent pas que, dans les pays où le niveau de vie est élevé et n'aurait guère de chance d'être modifié par l'action coopérative, l'attrait que représente la coopération ne revêt en partie qu'un aspect purement négatif. Certes, le niveau de vie qu'atteignent aujourd'hui les agriculteurs et les consommateurs est dû, pour une large part, à l'existence même d'un mouvement coopératif contrôlant un important secteur de l'économie. Mais il n'y a là rien qui soit bien enthousiasmant pour le grand public, et surtout pour la jeunesse. Dans leurs campagnes de propagande, les mouvements coopératifs cherchent de nouveaux arguments capables de séduire leurs membres actuels ou éventuels. Parmi ces arguments se détachent les suivants :

#### i) Principes

L'attrait moral que peut exercer un type d'entreprise bien conduite, axée non pas sur la recherche des bénéfices mais sur des conceptions plus générales de ce que doit être une société saine et exempte de tout soupçon de malhonnêteté, ne sera ressenti que par un faible nombre d'individus; mais ce sont ceux-là qui, de l'avis général, sont appelés à devenir les soutiens actifs du mouvement coopératif et les plus capables de ses futurs dirigeants.

#### ii) Service

Dans le but de gagner les nouvelles générations à sa cause, le mouvement coopératif offre, dans bien des cas, des services plus variés et plus originaux que ceux que l'on peut espérer du commerce privé. Les coopératives élargissent l'éventail des biens de première nécessité et des articles d'agrément, tout en élevant la qualité et en créant des magasins plus attrayants. Il arrive souvent que, s'efforçant d'assurer les conditions de travail de leurs membres, les coopératives agricoles leur offrent les services techniques, financiers et consultatifs les plus modernes.

#### iii) Possibilités d'action

De nos jours encore, le mouvement coopératif offre à des personnes n'ayant reçu aucune formation spéciale une occasion unique d'assumer des responsabilités et de prendre des décisions qui sont appelées à devenir plus importantes au fur et à mesure que leur expérience s'accroîtra. Il ne fait pas de doute que l'attraction des coopératives restera le fait que, dans l'Etat moderne, complexe et donnant de plus en plus d'importance aux systèmes de planification centralisée, elles demeurent parmi les rares organisations offrant à l'individu la possibilité d'apporter librement la contribution de son esprit créateur à la vie économique.

iv) Activités collectives

Nombreuses sont les organisations qui étendent aux domaines éducatif, social et culturel - sans parler du domaine économique - le champ de leurs activités collectives. Le climat d'amitié, de solidarité en cas de besoin, ainsi créé restera extrêmement précieux pour bien des gens.

v) Intégration

Le caractère d'intégration du mouvement coopératif, les liens existants entre groupes organiques différents, le réseau de relations nationales et internationales des coopératives exercent et exerceront un attrait sur bien des individus au fur et à mesure que les activités institutionnelles et internationales se généraliseront. Ces aspects paraîtront intéressants pour ceux dont les vues ne sont pas limitées au milieu avec lequel ils vivent et qui éprouvent le besoin d'appartenir à un monde plus vaste.

636. Dans les pays en voie de développement, le pouvoir d'attraction des coopératives reste plus proche de ce qu'il était au temps des pionniers. Le besoin subsiste de mener la lutte contre la pauvreté et l'exploitation et de donner à l'homme moyen la possibilité de prendre lui-même en main sa destinée. Dans les pays en voie de développement où le mouvement coopératif s'est suffisamment implanté, celui-ci est à même de mettre à profit le nouvel esprit d'"auto-assistance" et de solidarité créé par les dirigeants nationaux en vue de susciter le développement de la coopération sous ses multiples aspects. Ailleurs, et ce sentiment est ressenti surtout en Chine et au Japon, il semble que l'on souhaite un effacement progressif de l'appui de l'Etat et un "retour" aux conceptions initiales d'auto-assistance et de solidarité, le rôle des pouvoirs publics se limitant à susciter les conditions favorables au développement coopératif. Cette évolution se fera au prix d'une vaste campagne de propagande et d'éducation coopératives; toutefois, la réalisation n'en est pas impossible, étant donné l'élévation rapide du niveau d'instruction générale.

637. Conscientes du fait que le mouvement coopératif ne pourra vivre et se développer qu'en donnant aux pionniers des successeurs d'un dévouement égal, les coopératives de nombreux pays se préoccupent tout spécialement d'attirer la jeunesse. On peut y parvenir en créant des coopératives scolaires, en fondant des mouvements de jeunesse rattachés à l'organisation coopérative elle-même ou en intéressant aux activités coopératives les mouvements de jeunesse déjà en activité, par exemple les clubs de jeunes agriculteurs, et en veillant à ce que la coopération soit incluse dans les programmes d'enseignement des écoles et des universités.

### Chapitre 3

#### Education et formation

638. Partout, le mouvement coopératif reconnaît que l'on ne saurait trop insister sur l'importance de l'éducation et de la formation des membres ainsi que sur celle du personnel à tous les échelons, si l'on veut que le mouvement non seulement prenne de l'extension, mais aussi conserve son dynamisme actuel face au défi que constitue le développement moderne. Nombreuses sont les coopératives qui consacrent une partie de plus en plus importante de leur budget à la recherche de nouvelles conceptions et à l'adoption de nouvelles méthodes d'éducation de leurs membres.

639. Presque toutes les organisations coopératives centrales ont créé un département de l'éducation et un service de publicité disposant de personnel qualifié, y compris des conseillers répartis dans différentes parties du pays. Elles publient diverses sortes de périodiques s'adressant à des cercles de lecteurs différents (personnel supérieur, membres des comités, ménagères, coopérateurs en général). Elles ont aussi recours à la presse locale ou nationale. Elles se servent de la radio ou de la télévision pour atteindre leurs membres et le grand public. Le personnel des coopératives reçoit, lui aussi, une formation sur la manière de prendre contact avec les membres et doit connaître l'histoire et les principes de la coopération. En Amérique du Nord notamment, mais aussi dans quelques pays d'Asie, les groupements coopératifs organisent en commun des cercles d'étude réunissant périodiquement des habitants d'une même localité pour discuter des textes préparés à l'avance et améliorer leur compréhension des questions d'actualité et des possibilités qu'offre la coopération. Certaines activités éducatives semblent avoir un intérêt particulier pour les femmes. De nombreuses coopératives organisent des "journées", invitent leurs membres à visiter leurs installations et leurs locaux ou organisent des excursions ainsi que des visites à d'autres coopératives, notamment à celles qui ont une importance nationale ou régionale; elles mettent aussi sur pied des réunions spéciales et des séances d'information, soit pour la discussion de points particuliers, soit pour donner à ceux de leurs membres qui ne peuvent s'éloigner beaucoup de leur domicile la possibilité de garder le contact avec l'activité de leur société. Il ne fait pas de doute que l'on s'attachera de plus en plus à des programmes d'éducation de plus en plus ambitieux au fur et à mesure que les coopératives s'efforceront de familiariser le grand public avec la coopération, et de lui en faire saisir le sens exact dans un monde en pleine évolution.

640. Le mouvement coopératif a été l'un des premiers à se préoccuper de la formation du personnel, par des systèmes de cours du soir, de cours par correspondance et d'instituts, et cela dans de nombreux cas bien des années avant que ces méthodes ne soient adoptées par le secteur privé. Ces systèmes de formation dispensaient un enseignement pratique à un niveau relativement peu élevé qui convenait aux petites coopératives à caractère général. Au fur et à mesure que les mouvements coopératifs s'élargissaient, devenaient plus complexes, plus techniques et étaient soumis à tous les aspects modernes de la concurrence de la part de l'industrie et du commerce privés, il est apparu de plus en plus clairement qu'il fallait faire davantage si l'on voulait que le mouvement coopératif conserve non seulement sa place, mais exerce une grande influence dans tous les domaines où s'exerce son activité.

641. Le problème à résoudre concerne non seulement la formation, mais aussi la sélection, car les personnes appelées à recevoir une formation doivent être capables d'en bénéficier. De tous temps, le mouvement coopératif a recruté son personnel parmi les jeunes garçons et les jeunes filles sortant de l'école primaire; quant aux avancements, ils se faisaient sur la base de l'ancienneté. De ce fait, rares étaient les employés des coopératives qui avaient reçu une instruction quelque peu poussée avant d'entrer en fonction, et ceux qui étaient doués d'une intelligence supérieure avaient peu de chance d'obtenir une situation importante avant d'avoir atteint la quarantaine. Autrefois, les études supérieures étaient coûteuses et, par conséquent, accessibles à un nombre limité de jeunes gens. Il était donc toujours possible de recruter un certain nombre

d'employés brillamment doués et ayant quitté l'école à douze ou quatorze ans. Aujourd'hui, comme la plupart des écoles secondaires sont gratuites en Europe, sur simple preuve d'aptitudes, il n'en va plus de même et les mouvements coopératifs doivent envisager - non sans quelque hésitation pour certains d'entre eux - de recruter leur personnel à un âge plus avancé et de l'affecter directement à des postes de grandes responsabilités.

642. On note parallèlement une tendance - limitée pour l'instant à un assez petit nombre de pays - à élargir le domaine de la formation coopérative en y introduisant des branches de caractère plus technique et notamment les disciplines telles que les techniques de gestion et la comptabilité. Ce système est parfois complété par des stages de direction permettant à des hommes spécialement choisis, soit au sein du mouvement coopératif lui-même, soit en dehors, de travailler dans tous les départements d'une coopérative régionale ou nationale, de suivre des cours privés et de fréquenter pendant un certain temps un institut coopératif. Dans certains pays, les coopératives font largement appel aux possibilités de formation technique qu'offrent des institutions n'appartenant pas au mouvement coopératif; dans d'autres régions, on n'a recours que rarement à ce procédé.

643. L'établissement des programmes de formation destinés aux personnes qui assumeront plus tard des responsabilités soulève un certain nombre de difficultés. La plupart des pays souffrent d'une pénurie de bons professeurs spécialisés dans les questions de gestion. Les techniques de direction doivent être enseignées dans un cadre coopératif, sinon elles perdent toute valeur pour le mouvement coopératif, car bien des stagiaires doués quitteront leur poste pour entrer dans le secteur privé. Ce risque est d'autant plus grand que, dans de nombreux pays, les barèmes de rémunération des coopératives pour les postes supérieurs sont au-dessous de ceux qu'appliquent les entreprises privées. Bien des coopératives, les plus petites surtout, mais aussi certaines parmi les plus importantes, sont peu disposées à accorder à leur personnel des congés prolongés pour faire des études. Les jeunes stagiaires qui, en reprenant leur poste, se trouvent placés sous l'autorité de chefs aux idées moins avancées risquent, souvent, de voir leur champ d'action rétréci et de se sentir frustrés.

644. Il existe des instituts coopératifs dans la plupart des pays d'Europe. Aux Etats-Unis, les coopératives régionales s'occupent des écoles destinées aux administrateurs à l'échelon local. D'autres envoient leurs fonctionnaires supérieurs dans des écoles professionnelles pour y parfaire leur formation. Au Canada, il existe un institut coopératif dans la province de la Saskatchewan. Dans tous ces pays, on peut s'attendre à la création de nouvelles institutions gérées, soit par les organisations coopératives nationales, soit par des secteurs différents du mouvement coopératif.

645. La situation se présente de façon assez différente en Asie et en Afrique. Des écoles et instituts de formation coopératifs ont été ouverts dans de nombreux pays d'Afrique orientale, d'Afrique occidentale, à Ceylan et en Inde. Ces institutions ont été créées avant tout en vue de préparer à leur tâche les fonctionnaires subalternes des départements ministériels de la coopération. Elles s'attachent surtout à dispenser une connaissance générale des principes coopératifs et des pratiques de la coopération ainsi que des notions plus précises sur la législation coopérative, la comptabilité et la vérification des comptes. De telles formes d'éducation se fondent sur l'hypothèse que, dans ces pays, le mouvement est formé de coopératives restant de petites unités, ayant une structure simple et menant des opérations peu compliquées. L'enseignement des pratiques et principes fondamentaux de la coopération est progressivement étendu aux cadres dirigeants des sociétés coopératives; toutefois, le niveau de cet enseignement ne répond pas aux responsabilités plus complexes que réclame la direction des unions régionales de distribution ou celle des banques régionales ou nationales.

Les opérations de telles sociétés exigeront plus en plus de connaissance des affaires, ainsi que l'aptitude à diriger du personnel et à comprendre les problèmes techniques. Dans bien des pays en voie de développement, le recrutement des cadres supérieurs pour des organisations de ce genre pose des problèmes. Il est arrivé qu'un fonctionnaire du département ministériel de la coopération, possédant quelque expérience, soit détaché à cette fin; il lui est donc ainsi

possible de choisir et de former son successeur. Cette méthode peut être excellente, à condition que le fonctionnaire détaché possède lui-même une formation réellement appropriée en matière de gestion industrielle ou commerciale.

646. Ce n'est que depuis peu de temps que les universités et autres établissements d'enseignement supérieur de beaucoup de ces pays inscrivent à leurs programmes les études commerciales supérieures et, entre autres, l'étude des méthodes de gestion. Ces études étaient encore moins fréquentes dans les programmes des écoles coopératives, mais le seront davantage à l'avenir, car on se rend de plus en plus compte que le personnel des coopératives a, lui aussi, grand besoin de formation. En Afrique, un premier pas a été fait en 1961 avec les cours annuels sur la gestion des coopératives, dont l'initiative est due à la Fondation Plunkett. Certains cours, ouverts en Grande-Bretagne, en France, au Danemark et dans d'autres pays, sur les problèmes de coopération à l'intention d'élèves venus de pays en voie de développement, font part à un enseignement des techniques de gestion. Il semble probable qu'étant donné le besoin d'un enseignement coopératif technique plus spécialisé dans ces pays, les coopératives elles-mêmes, les gouvernements désireux d'encourager le mouvement coopératif, ainsi que les diverses institutions internationales spécialisées, intensifieront considérablement à l'avenir leurs efforts dans ce domaine.

## Chapitre 4

### Les coopératives et la recherche

647. Presque toutes les formes modernes d'activité économique font largement appel aux recherches, que celles-ci soient menées par chaque entreprise séparément ou qu'on utilise les résultats des travaux effectués par les universités, les stations expérimentales ou des organismes privés créés en vue de répondre aux besoins d'industries particulières. Ces travaux entrent habituellement dans les deux catégories principales de la recherche économique et portent notamment sur le calcul des coûts, la recherche statistique et l'étude des marchés, d'une part, et sur l'étude technique des matières premières, des produits et des procédés, d'autre part. Il arrive un moment, évidemment, où il faut aborder ces deux catégories de recherches qui ont des interactions. Toutes ces activités présentent de l'intérêt pour le mouvement coopératif; étant donné toutefois que ce mouvement n'est pas une entreprise cherchant à s'étendre et à réaliser des bénéfices, mais qu'il constitue surtout un moyen direct d'améliorer la situation économique de ses membres, il doit veiller, bien plus qu'une entreprise privée, à ce que ses membres sachent faire eux-mêmes usage de la science et de la technique. Les coopératives doivent veiller à ce que leurs membres sachent véritablement se servir, dans la limite de leurs possibilités, des résultats de la recherche moderne, que ce soit à la ferme, à l'atelier ou au foyer.

648. Recherche économique et administrative. La plupart des mouvements coopératifs dressent, depuis bien des années, des statistiques relatives à leurs activités. Ces statistiques portent habituellement sur le nombre des sociétés et des membres, sur le capital social et les autres formes de capitaux, y compris les réserves, le montant des immobilisations, les prêts et les dépôts, sur les marchandises achetées et vendues, les profits et les pertes. Ces chiffres sont plus ou moins détaillés, exacts et complets selon les pays, et c'est généralement quand la loi fait obligation aux coopératives de présenter un rapport financier annuel à une autorité publique que ces données sont les plus complètes et les plus sûres. Elles constituent alors une riche source d'informations qui doit permettre non seulement de déceler les tendances dans le temps, mais aussi de faire des comparaisons entre coopératives et d'établir ainsi des normes de rendement. Ces données, utilisées par une organisation coopérative nationale, pourraient fournir la base d'un service consultatif de haute valeur. Toutefois, pour être véritablement instructive, il faut que cette documentation soit complétée par une étude des éléments qui ne ressortent pas des rapports annuels et ne sont pas toujours faciles à formuler en termes statistiques : emplacement des locaux des coopératives, sélection, formation, avancement et rémunération du personnel, politique d'achat, politique des prix, équilibre entre les diverses sections de l'entreprise, etc.

649. On se rend toujours mieux compte dans les mouvements coopératifs de nombreux pays qu'on pourrait utilement faire une étude plus libre et plus scientifique de tous ces éléments et l'on est convaincu que la coopération possède, dans ce domaine, certains avantages par rapport aux entreprises privées. En effet, a) on peut faire des comparaisons entre un très grand nombre de données; b) il est plus facile d'être informé sur les faits, le secret étant moins largement pratiqué; c) il existe un organisme central de coordination jouissant de la confiance des membres et capable de traduire en faits les conclusions auxquelles ils pourraient parvenir. Il est vrai que les coopératives régionales ou locales ne sont pas toutes disposées à exposer leurs affaires au grand jour, même devant leur propre organisation nationale, et que toutes ne sont pas prêtes non plus à suivre les conseils qu'on pourrait leur donner, si fondés et convaincants qu'ils puissent être. Néanmoins, le secteur coopératif offre sans doute à cet égard des possibilités plus larges que de nombreux domaines comparables du secteur privé.

650. Il semblerait qu'en général les coopératives pourraient faire bien davantage pour tirer parti de ces possibilités. Mais la place faite à la recherche va s'élargissant et les coopératives admettent maintenant l'importance qu'elle revêt pour le maintien d'un niveau satisfaisant d'efficacité. Aux Etats-Unis, sept des grandes coopératives régionales de fournitures agricoles ont créé en bonne et due forme des départements de recherche sur les questions économiques et administratives. On pourrait cependant coordonner mieux encore la recherche entre coopératives, car celles-ci consacrent à la recherche des sommes de beaucoup inférieures par unité de volume à celles qu'y affectent la plupart des autres entreprises. Les organisations

coopératives ont largement recours aux services des institutions créées par le gouvernement fédéral et aux écoles supérieures d'agriculture des divers États. Le Service des coopératives agricoles du Département de l'agriculture des États-Unis effectue, au profit des coopératives, de vastes recherches sur les questions économiques et administratives. Un intérêt plus grand pour la recherche se fait également jour au Canada, où l'Union coopérative a créé une commission de la recherche et où plusieurs des grandes coopératives ont à leur service un personnel chargé de la recherche.

651. En Europe, les organisations coopératives nationales assurent habituellement des services statistiques et distribuent des informations techniques et commerciales aux sociétés membres. Les coopératives suédoises de consommation disposent d'un fonds de recherche de cinq millions de couronnes ; de plus, des sections spécialisées du mouvement coopératif se chargent aussi de recherches internes. Au Royaume-Uni, l'Union coopérative dispose d'un département de statistique et d'un groupe de commissions consultatives spécialisées possédant leur propre personnel, tandis que la Société de gros a créé son propre département d'étude du marché. Le mouvement des coopératives agricoles possède lui aussi son service statistique et recourt à la Fondation Plunkett pour des études économiques spéciales. En Allemagne, les coopératives de consommation ont créé leur propre département d'étude du marché s'occupant des prix, de la motivation, des variations du goût, etc., ainsi que de questions économiques et sociales de caractère plus général. Toutes les sections du mouvement coopératif allemand ont également établi une étroite collaboration avec les universités et les stations agricoles expérimentales. Cinq universités, celles de Münster, de Francfort, d'Erlangen, de Marbourg et de Hambourg, ont créé chacune un Institut d'études coopératives. Ces instituts se spécialisent jusqu'à un certain point dans différentes branches de la coopération et reçoivent un appui financier des mouvements coopératifs qui sont intéressés au premier chef. Un institut analogue a été fondé en Autriche. En France, un Institut d'études coopératives a été créé récemment par toutes les sections du mouvement coopératif. Son activité est indépendante de l'État et des universités. Parmi les organisations coopératives centrales d'Europe orientale, le Centre national de coopératives de consommation "Centroysoyus" d'U.R.S.S. a créé un Institut de recherche.

652. En Asie, presque toutes les recherches sont conduites par des services gouvernementaux ou par des institutions patronnées par les pouvoirs publics, les coopératives n'en faisant que peu ou pas du tout elles-mêmes, bien que quelques-unes d'entre elles publient des statistiques (Taiwan) ou aient exécuté des enquêtes économiques sur les coopératives (Japon). Dans ce dernier pays, une enquête statistique annuelle est faite par les services de l'État, qui se fondent habituellement sur les rapports d'activité des coopératives. Les coopératives et leurs fédérations nationales font aussi des enquêtes sur des activités particulières et sur le milieu dans lequel elles s'exercent. Les enquêtes conduites par les unions centrales et provinciales portent généralement sur les relations existant entre les diverses activités des coopératives, sur les coûts de production et la situation économique des exportations agricoles de leurs membres.

653. Le département du crédit agricole de la Banque de réserve de l'Inde dresse des états statistiques annuels et fait tous les deux ans une récapitulation de la situation des coopératives ; il a en outre publié d'importants rapports, tels que celui de 1954 sur le crédit rural et celui de 1960 sur les banques urbaines, ainsi que des études spéciales sur le financement des petites industries, l'écoulement de la laine et du tabac, la sériciculture, etc. La Banque de Turquie effectue des recherches coopératives d'une étendue plus limitée.

654. Il semble qu'aucune recherche coopérative (sauf la collecte de données statistiques) ne soit effectuée en Australie ou en Nouvelle-Zélande, que ce soit par des instituts coopératifs, des services gouvernementaux ou des universités. Il en va de même en Afrique, à l'exception peut-être de l'Égypte. Cependant, on se rend toujours mieux compte dans divers pays africains qu'avec la complexité croissante des opérations et l'extension dans le temps de l'expérience coopérative, le moment est venu où il serait utile d'étudier sérieusement l'économie interne et les méthodes de gestion du mouvement coopératif.

655. On en pourra sans doute conclure que, bien qu'on dispose maintenant d'un assez gros volume de données, surtout de caractère statistique, sur le mouvement coopératif, rares sont les pays où ces informations sont utilisées comme base de recherches, une telle utilisation étant du reste généralement le fait de l'Etat, des banques et des universités plutôt que des coopératives elles-mêmes. A cet égard, le mouvement coopératif paraît être en retard sur le secteur privé.

656. Recherche technique. Il convient de faire ici une distinction entre les recherches effectuées par les coopératives elles-mêmes et l'utilisation par ces dernières des résultats des recherches menées par d'autres organismes. Dans le premier cas, on doit disposer de laboratoires, d'ateliers, de terrains d'essai et de personnel qualifié. Ce qui a été fait jusqu'à présent est encore bien peu de chose dans la plupart des pays. Le Laboratoire coopératif d'analyse et de recherche créé par les coopératives françaises de consommation en 1955 est certainement l'une des initiatives les plus remarquables qui aient été prises dans ce domaine. Ce laboratoire a pour tâches : a) de protéger les consommateurs sur le plan de la qualité et de la pureté des produits et de leur conformité aux normes d'hygiène ; b) d'accorder un appui scientifique et technique aux coopératives et aux autres associations de consommateurs et de soutenir les efforts qu'elles accomplissent pour maintenir la qualité au moyen d'analyses et d'études des produits et en rassemblant et diffusant de la documentation à ce sujet. Pendant les cinq premières années, près de 4.000 échantillons ont été soumis à un examen chimique et bactériologique. Ce laboratoire étend son action bien au-delà du mouvement coopératif. Il joue un rôle éminent au Centre national de coordination des études et des recherches sur la nutrition et les denrées alimentaires, collabore avec l'Inspection des fraudes et établit des rapports à l'intention du Commissariat général au Plan. Les coopératives françaises de consommation ont aussi leur département de recherches techniques d'un caractère plus général.

657. Rares sont les autres mouvements coopératifs qui semblent disposer de laboratoires nationaux de recherches. De nombreuses coopératives agricoles possèdent de petits laboratoires d'essais, qui analysent surtout les aliments pour le bétail, les engrais et les échantillons de sols. Plusieurs coopératives régionales des Etats-Unis font des recherches en commun sur les aliments pour le bétail et les semences ; au Royaume-Uni, on étudie la possibilité d'entreprendre une action analogue. Quelques coopératives de différents pays ont créé de petites fermes expérimentales qui sont le plus souvent des terrains d'essai pour les semences. Certaines usines coopératives possèdent leur laboratoire d'essais.

658. En Pologne, la création de l'Institut de l'industrie laitière représente une initiative relativement récente ; cet Institut effectue des recherches sur divers aspects de l'industrie laitière et rassemble notamment de la documentation sur les réalisations accomplies dans le monde dans ce domaine. En Tchécoslovaquie, sur le plan industriel, la Fédération centrale des coopératives de production cherche à répondre aux besoins de la technique de la recherche des marchés et à définir de nouvelles méthodes d'écoulement des produits ; elle a donc élargi son Institut de développement et d'études, qui élabore les techniques nécessaires tout en définissant des processus, en organisant la mise au point de produits et de services nouveaux, et en donnant aux coopératives des renseignements d'ordre économique et technique.

659. Il est difficile également de savoir, par des moyens directs, avec quelle rapidité et dans quelle mesure le personnel technique des grandes coopératives se tient au courant des innovations intéressant leurs propres champs d'action et jusqu'à quel point les coopératives leur facilitent la tâche en s'abonnant à des publications spécialisées et en accordant à leur personnel le temps nécessaire pour visiter des institutions scientifiques, prendre part à des conférences techniques, etc. A une certaine époque, nombreuses étaient les coopératives qui auraient refusé de s'associer à des entreprises privées à cet égard et qui ont peut-être ainsi frustré leur personnel d'une partie des moyens qu'il aurait eus de se tenir au courant des innovations ; cette attitude semble toutefois devenir maintenant moins rigide.



660. Diffusion de nouvelles techniques parmi les coopérateurs. Dans ce domaine, le mouvement coopératif a remporté des succès appréciables et, dans de nombreux pays, il collabore étroitement avec le ministère de l'Agriculture et parfois avec le ministère des Petites industries ou ce qui en tient lieu, en vue de moderniser les méthodes employées par les agriculteurs et les artisans. Les démonstrations organisées par les services gouvernementaux ou les stations expérimentales n'ont souvent pas l'effet escompté si les petits agriculteurs n'ont ni les liquidités ni les crédits nécessaires pour acheter de meilleures semences et s'ils savent que le principal bénéficiaire d'une meilleure récolte sera le négociant qui se charge de la vendre. En mettant à la disposition de leurs membres, à des conditions répondant aux moyens financiers de ceux-ci, des produits nouveaux et du matériel perfectionné, et en leur offrant une voie profitable pour écouler leurs produits, les coopératives ont largement contribué à l'utilisation pratique des recherches de base effectuées par les universités et les stations expérimentales. Une telle activité se poursuivra et s'intensifiera probablement à l'avenir.

661. Les coopératives agricoles ont aussi relevé les normes de production et de préparation pour la vente en refusant d'accepter des produits inférieurs à une certaine qualité et en adaptant précisément leurs prix à la qualité des produits qui leur sont livrés. En Europe, en Amérique du Nord, en Nouvelle-Zélande et dans d'autres pays, l'élevage du bétail et le contrôle de la qualité du lait et des quantités livrées doivent énormément à la discipline à laquelle se sont volontairement astreints les coopérateurs afin d'offrir des produits de haute qualité ayant un marché assuré.

662. Les coopératives de consommation ont elles aussi travaillé activement à améliorer la qualité des marchandises, et surtout des denrées alimentaires consommées par leurs membres, et ont initié ces derniers à l'emploi d'articles nouveaux et à de nouvelles méthodes de préparation et d'emballage. Les coopératives ont également contribué à faire connaître les appareils et accessoires ménagers destinés à faciliter le travail des ménagères à moyens limités. Il est vrai que les articles de ce genre font l'objet d'une publicité intense atteignant presque tous les ménages. L'activité la plus importante des coopératives consiste : a) à offrir leur aide aux consommateurs les plus isolés ; b) à garantir l'application des plus bas prix compatibles avec une qualité éprouvée ; c) à offrir des crédits à des conditions qui soient, pour l'acheteur, une aide et non pas un fardeau. Dans les pays où le niveau de consommation reste bas et où des normes de qualité ne sont pas encore fixées, le mouvement coopératif conserve manifestement un très vaste champ d'action pour éduquer le consommateur.

## Chapitre 5

### Champ d'action et fonctions du mouvement coopératif dans le développement économique et social futur

#### Marge d'accroissement des activités des coopératives

663. Si les coopératives ont déployé une activité impressionnante dans bien des domaines, il n'en reste pas moins que celle-ci puisse encore s'étendre considérablement, même dans des pays où elles ont eu un passé brillant. Dans le domaine de la vente des produits agricoles, l'expansion devrait porter notamment :

- a) sur l'écoulement par les coopératives d'autres produits restant encore principalement sous monopole privé, comme c'est le cas des oeufs au Danemark, du vin en France et en Allemagne occidentale;
- b) sur l'alignement des pays où la vente coopérative des produits est en retard par rapport à ceux où elle s'est développée le mieux (il ne s'agit pas seulement des pays dont l'économie en général est encore en voie de développement, mais aussi de ceux, telle la Grande-Bretagne, dans lesquels tout récemment encore l'accès aisé aux marchés et un secteur privé hautement concurrentiel semblaient remplacer avantageusement l'écoulement des produits coopératifs).

664. Dans le domaine de la fourniture de produits agricoles, la marche d'expansion est encore plus marquée; en effet, rares sont les pays dans lesquels les coopératives sont responsables de plus de 50 à 60 pour cent du volume des produits. Bien plus nombreux sont ceux dans lesquels les approvisionnements en engrais, semences importées, pesticides et instruments modernes sont négligeables, et où le complément de produits d'alimentation animale achetés existe à peine. Là, il semblerait que la tâche des coopératives doive consister non pas tant à prendre la relève du secteur privé, en abaissant ainsi le prix des produits pour l'agriculteur, que d'inciter celui-ci à utiliser de tels produits et de rendre cette utilisation rentable sur le plan économique.

665. La participation des coopératives de consommation paraît s'être stabilisée (on pourrait presque dire bloquée) à un maximum représentant 15 pour cent environ de l'ensemble du commerce de détail, même dans les pays où le mouvement coopératif est des plus anciens et des plus influents. Cette proportion est dépassée dans de très rares pays, dont le nombre est infime et qui, tous, sont de petits pays. Dans ce chiffre entrent en grande partie les produits alimentaires, les coopératives étant responsables de 20 à 25 pour cent du commerce de ces produits, et approvisionnant 25 pour cent des consommateurs. Toutefois, au cours des dix dernières années, le commerce des produits de consommation durables écoulés par les coopératives a marqué une hausse, et les activités se sont étendues à des commerces de luxe tels que la vente d'automobiles et l'organisation des vacances. Dans certains pays, l'influence du mouvement coopératif sur l'industrie du vêtement et de la chaussure est peu importante, voire en régression. Cette situation est parfaitement connue des coopératives ayant un certain passé derrière elles, et c'est en fonction de ce passé que s'élaborent des plans d'action future. Une situation d'immobilisme n'a que trop tendance à dégénérer lentement. Hors d'Europe, et notamment dans les pays en voie de développement, les coopératives de consommation jouent toujours un rôle extrêmement modeste et les possibilités d'expansion semblent presque illimitées, en particulier au moment où le niveau de vie en général commence à s'élever.

666. Parmi les banques coopératives et même parmi les plus florissantes, rares sont celles qui reçoivent plus qu'une faible proportion de l'épargne totale, ou assurent plus qu'une fraction de l'ensemble du crédit agricole. Si on met à part l'Allemagne et peut-être l'Inde, peu de pays ont un système de banques coopératives urbaines important (c'est-à-dire un système entièrement intégré, organisé sur le plan fédéral, capable de financer et de faciliter le commerce et l'industrie, même celle qui est organisée sur un plan relativement modeste).

Hormis les Etats-Unis, rares sont les pays ayant mis au point un vaste système de développement de l'épargne individuelle et de prêts individuels au salarié. Bien que des pays possédant des systèmes de crédit pleins de promesse n'ont pas de banques de péréquation; en conséquence, celles-ci font défaut pour le financement du développement coopératif. Plusieurs banques coopératives nationales existent principalement à cette fin, mais ne sont pas équipées pour assurer le crédit individuel, sauf peut-être lorsque les comptes courants se trouvent à découvert. Nombreuses sont les banques coopératives qui font oeuvre utile en garantissant des prêts de banques du secteur privé ou de banques d'Etat, prêts qu'elles répartissent ensuite entre les sociétés affiliées et, en fin de compte, entre les membres; toutefois, elles n'ont pu, à l'intérieur même du mouvement coopératif, réunir suffisamment de capitaux pour en assurer l'indépendance financière. Il existe un champ d'activité beaucoup plus grand que le champ actuel pour la création de systèmes de banques coopératives plus puissants et plus diversifiés. Certains pays en voie de développement, de même que d'autres pays s'en rendent compte chaque jour davantage; dans une large mesure, l'on pourrait ainsi conserver les fonds non négligeables constitués par l'épargne, les réserves et les dépôts des coopératives destinés à servir au mouvement coopératif, et drainer les capitaux frais vers les coopératives.

667. En matière d'assurance, autre domaine qui constitue une importante source de capitaux, dans la plupart des pays, l'accent a été mis sur les risques inhérents à la propriété, surtout, mais non exclusivement dans le secteur agricole. Dans un petit groupe de pays, l'assurance des bateaux de pêche est effectuée presque entièrement par les coopératives. Dans un nombre plus restreint de pays, celles-ci offrent des assurances-vie sur une base plus modeste; toutefois, dans certains d'entre eux, des coopératives occupent une place prépondérante parmi les principales compagnies qui offrent des assurances-vie sur une base "industrielle", c'est-à-dire qui s'adressent à des personnes de revenus modestes s'assurant pour des sommes limitées. Dans de nombreux pays, le recours à l'assurance n'est pas une pratique courante et un jour viendra où les coopératives pourront y faire oeuvre de pionnier. Cependant, il faut reconnaître que l'assurance-récolte et l'assurance-bétail, domaines dans lesquels ce système sera vraisemblablement popularisé, constituent des branches parmi les plus difficiles et les plus dangereuses, bien que l'assurance-bétail puisse se révéler particulièrement utile quand on adopte parallèlement de meilleures méthodes d'élevage et que l'on peut disposer de soins et de conseils vétérinaires. Pour plus de sécurité, on pourrait commencer par assurer les bâtiments et les véhicules des coopératives elles-mêmes, en attendant d'acquérir l'expérience suffisante pour s'intéresser à des risques d'un calcul moins facile. Dans les pays en voie de développement, de grands efforts sont actuellement déployés pour créer des sociétés coopératives d'assurance. En Europe, aux Etats-Unis et au Canada, des institutions de ce genre, de réputation bien assise, dispensent des conseils et une formation technique à des dirigeants de sociétés coopératives d'assurance de pays en voie de développement. Elles fournissent également une aide précieuse en se chargeant des réassurances.

668. Un petit nombre de pays - le Japon et la Norvège par exemple - possèdent une organisation très complète de coopératives de pêcheurs. Toutefois, même en Norvège, cette organisation n'est vaste que sur le plan horizontal (en ce sens qu'elle couvre la vente, par les pêcheurs, de tous les poissons déchargés) plutôt qu'en profondeur. En effet, la transformation, l'exportation et les approvisionnements sont encore, dans une large mesure, aux mains du secteur privé.

669. Dans les petites industries et le commerce, le mouvement coopératif ne s'est pas encore imposé du point de vue du rendement industriel moderne. En Allemagne, les coopératives arrivent à faire vivre un grand nombre de petites industries privées. Dans certains pays d'Europe occidentale, elles peuvent s'enorgueillir de posséder quelques usines dirigées par les travailleurs, qui obtiennent des résultats satisfaisants, voire brillants. En Europe orientale, on a créé, sur une base coopérative, de nombreux ateliers et entreprises fournissant des services, bien que, géographiquement éloignés les uns des autres, ces établissements demeurent, dans une large mesure, spécialisés dans les industries légères et traditionnelles complémentaires de l'industrie d'Etat. En Asie, les industries à domicile, notamment le tissage, ont été préservées d'un rapide déclin et d'un effondrement grâce à l'organisation coopérative et à d'assez généreuses subventions de l'Etat. Il est admis que les éléments productifs des coopératives agricoles et de consommation font partie intégrante de l'organisation de ces institutions. D'une manière générale, il ne semble pas que les

coopératives industrielles aient beaucoup progressé dans les pays industrialisés, sauf peut-être, ces dernières années, dans certaines régions de l'Europe de l'Est. Des progrès ont été réalisés dans les pays en voie de développement, surtout ceux dans lesquels les petites industries et l'artisanat fournissent encore du travail à une grande partie de la population. Le rôle de ces industries pourrait bien entendu diminuer à mesure que l'industrialisation gagnera du terrain. Dans l'avenir, l'activité du secteur artisanal sera peut-être orientée - comme c'est actuellement le cas dans certaines régions du Japon - vers la production de pièces et d'éléments nécessaires aux grandes entreprises industrielles. Dans d'autres cas, on jugera peut-être plus approprié de faire porter l'effort sur l'approvisionnement et la commercialisation au profit de métiers artisanaux dont la valeur artistique et culturelle serait mieux protégée dans des ateliers autonomes.

670. Les coopératives d'habitation sont une des formes du mouvement coopératif qui prennent actuellement de l'extension; leur nombre augmente dans les pays où elles sont établies depuis longtemps et elles suscitent un intérêt croissant dans ceux où elles n'existent pas encore. En effet, dans les pays en voie de développement, la nouvelle "classe moyenne", qui se constitue actuellement, se loge mieux; par ailleurs, l'exode rural vers les villes a entraîné une grave pénurie de logement. Dans ces pays, les coopératives auront sans doute un rôle important à jouer dans la mise au point de programmes de construction de logements à bon marché et de construction du type "castor".

671. Les transports s'organiseront vraisemblablement de plus en plus en coopératives, surtout dans les pays en voie de développement, de façon à permettre aux transporteurs travaillant à leur compte, dont les revenus sont faibles, de continuer à jouer un rôle actif, mais dans des organisations modernes de transport, en qualité de membres travailleurs ou membres propriétaires d'un moyen de transport. Faute d'organisations coopératives de ce genre, le petit transporteur disparaîtrait forcément et serait réduit à occuper un emploi passif.

672. Devant de si vastes possibilités latentes offertes dans chaque secteur du mouvement coopératif, on ne saurait s'étonner que, seul, un petit nombre de coopératives paraît envisager de déborder sur des domaines autres que ceux du mouvement coopératif traditionnel. Il semble également que l'on souhaite plutôt donner une nouvelle impulsion aux mouvements coopératifs existants, soit en explorant des domaines nouveaux pour le pays considéré, soit en modernisant les structures coopératives.

### Les fonctions coopératives et l'évolution récente

#### Techniques commerciales

673. A l'époque actuelle marquée par une pression démographique grandissante dans bien des pays par l'augmentation générale des salaires et le développement des moyens de transport et de communication, le commerce, et surtout le commerce de détail (bien qu'il ne s'agisse pas là d'une exception) s'est ouvert aux techniques et méthodes de gestion appliquées dans les grandes entreprises capitalistes. Les coopératives doivent donc résoudre des problèmes posés par la distribution à une vaste échelle et par l'évolution rapide de la technique. A cet effet, celles-ci doivent adopter des méthodes modernes en matière d'intégration, de fusion et de spécialisation, créer des magasins à succursales multiples, des supermarchés et des self-services, et recourir à l'emballage mécanique, à la congélation et à l'automation. Des liens plus étroits et un contrôle plus strict doivent être instaurés entre le commerce de gros et celui de détail, entre l'usine et le producteur - agriculteur ou artisan. Ceci implique, et continuera d'impliquer, d'un côté, la nécessité de faire une plus grande part au contrôle exercé par le spécialiste et l'ingénieur et, d'un autre côté, celle d'une réglementation et d'une coordination, au niveau central, des activités productives des agriculteurs et des autres travailleurs.

### Elévation du niveau de vie

674. L'élévation générale du niveau des revenus a contribué à la diversification des goûts et provoqué la demande de nouveaux produits et de nouveaux services. Comme elles le font actuellement, les coopératives de consommation devront assurément continuer d'étendre l'éventail des biens et des services qu'elles offrent à leurs membres et se conformer aux variations de la demande. Les coopératives d'approvisionnement devront s'assurer que tous les types modernes d'outils, d'engrais, de semences et d'insecticides sont mis à la disposition de leurs membres. De leur côté, les coopératives d'habitation devront se tenir à l'avant-garde en matière de conception et de normes de confort.

675. L'élévation générale du niveau d'instruction paraît avoir entraîné le développement du sens critique chez les consommateurs, comme en témoigne la création d'associations de consommateurs. Par leur nature même, les coopératives sont en mesure de fonctionner sous forme d'associations de consommateurs de leurs propres produits. Déjà, plusieurs d'entre elles ont pris conscience de ce nouvel aspect de leur activité et il ne fait aucun doute que cet exemple sera suivi. De plus en plus, les coopératives entreprennent des essais comparatifs portant sur diverses catégories de biens de consommation, étudient des réseaux de production et de distribution et prennent des mesures pour protéger la santé des consommateurs contre l'altération des marchandises. Enfin, il est probable que les coopératives seront davantage représentées au sein des organismes publics ou semi-publics s'intéressant aux problèmes concernant les consommateurs.

### Publicité

676. Le culte de la publicité s'est développé et continue de prendre de l'importance. Les consommateurs sont assiégés de slogans divers déversés par la publicité de masse et dont l'effet tend à forcer en quelque sorte le client à l'achat. Par leur nature même, les coopératives ont la possibilité de jouer le rôle de contrepoids; elles choisissent avec soin les marchandises qu'elles vendent et en donnent une description précise, en même temps qu'elles assurent des services efficaces, afin d'éviter la déformation de la vérité et l'exploitation du public. Face à la multiplicité des pressions, elles appliquent diverses méthodes, surtout en intensifiant leur publicité et en éduquant leurs membres, pour tenter de préserver la notion essentielle de participation active des membres des coopératives au fonctionnement de celles-ci. C'est là vraisemblablement, pour beaucoup de pays, un puissant motif d'entreprendre plus tard une vigoureuse action coopérative en vue de créer une économie véritablement démocratique fondée sur des citoyens actifs et responsables, et non pas sur des individus passifs et influencés par la propagande et la publicité.

### Capitaux

677. Dans le passé, les coopératives tiraient principalement leurs revenus des parts sociales et des dépôts des membres ainsi que des réserves accumulées grâce aux excédents de recettes réalisés. Toutefois, depuis la seconde guerre mondiale, la participation des membres, à titre individuel, à la constitution de capitaux a beaucoup diminué. Dans les conditions actuelles, pour pouvoir concurrencer les grandes entreprises privées qui disposent d'importants capitaux ou qui peuvent facilement contracter des emprunts, les coopératives doivent de plus en plus compléter les cotisations de leurs membres par des apports de banques coopératives ainsi que des sociétés coopératives d'assurance. Ces institutions fournissent couramment une partie du capital nécessaire aux investissements à long terme dans des entrepôts, des ateliers, des installations et d'autres formes d'équipement, ce qui libère d'autres sources de capitaux à des fins commerciales.

678. Dans le cadre des efforts qu'ils déploieront pour attirer davantage de capitaux et mettre à profit les réserves existantes des coopératives au mieux des intérêts du mouvement coopératif dans son ensemble, les divers mouvements coopératifs créeront vraisemblablement d'autres établissements selon les formes énumérées ci-dessous et encourageront la constitution de sociétés d'épargne et de crédit ainsi que la création d'autres organisations nationales

de crédit. Certaines sociétés, surtout aux Etats-Unis, ont eu recours à des moyens tels que les fonds de roulement et l'émission d'obligations pour obtenir des capitaux frais. Il est vraisemblable que cette tendance des sociétés coopératives en quête de nouvelles méthodes de recherche de capitaux et de nouvelles sources de capitaux se maintiendra. En effet, le mouvement coopératif aura probablement besoin notamment de crédits à long terme de plus en plus élevés pour financer la construction de grands magasins modernes, d'entrepôts et l'achat de matériel coûteux. Or, les méthodes traditionnelles visant à attirer les capitaux ne sauraient suffire à couvrir ces besoins

#### Expansion du commerce régional et international

679. Les coopératives se sont adaptées à l'évolution récente du commerce régional et international en exerçant des activités intercoopératives et en constituant des organismes internationaux pour la vente des produits pétroliers par exemple, ou des organismes correspondant à des blocs régionaux de pays. Le fait que des coopératives se livrent à des opérations commerciales avec l'étranger devient maintenant une pratique courante. La production intercoopérative gagne du terrain, de même que l'échange de techniques et d'expériences entre ces mouvements nationaux, notamment par l'intermédiaire des commissions auxiliaires de l'Alliance coopérative mondiale. Il est certain que, sur le plan régional et sur le plan général, l'activité intercoopérative s'accroîtra dans ces domaines. En outre, les mouvements coopératifs cherchent et, sans aucun doute, continueront de chercher à être représentés dans les institutions internationales, afin de pouvoir exercer une influence dans des domaines tels que les tarifs, les accords de commerce régionaux et la lutte contre les monopoles. Il semblerait que le mouvement coopératif soit à même d'exercer une influence salutaire à cet égard; toutefois, la mesure dans laquelle il pourra le faire dépendra considérablement des efforts déployés par les diverses organisations coopératives nationales et internationales.

#### Activités coopératives s'exerçant hors des domaines économiques

680. Les coopératives continueront probablement de préconiser des mesures tendant à réaliser des réformes sociales et à développer le bien-être, dans la ligne de leurs principes de démocratie, d'égalité et de solidarité. Dans plusieurs pays, l'Etat a repris à son compte maintes fonctions de caractère social incombant aux coopératives, dans le cadre de leur propre politique de bien-être. D'un côté, on peut s'attendre que les coopératives soutiennent ces programmes de l'Etat et, d'un autre côté, qu'elles contribuent à les mettre sur pied en cherchant à être représentées au sein d'organismes officiels, ainsi qu'en recourant à leur propre système publicitaire.

#### La coopération et l'économie des pays en voie de développement

681. Le problème essentiel qui se pose à tous les pays en voie de développement est celui de l'expansion sous toutes ses formes. Les gouvernements reconnaissent généralement que le système coopératif fait partie intégrante du développement national. De ce fait, dans ces pays, le rôle de la coopération ne consiste plus seulement à faire contrepoids au capitalisme ou à compléter la planification. La coopération est devenue un élément organique de l'édification des nouvelles économies socialistes. C'est ainsi que, d'une façon générale, dans ces pays, la coopération commence à accompagner et à aider le développement communautaire, et prend des aspects multiples, afin de pouvoir, d'une part, satisfaire les divers besoins de la population et, d'autre part, coordonner, entre autres, des processus de développement - production et fourniture de crédits, par exemple. La représentation des coopératives au sein d'organismes d'Etat ou semi-officiels s'intéressant au développement se généralise peu à peu. On a tendance à créer des organisations coopératives qui contribuent à exercer une influence sur les programmes d'expansion et à assurer leur application, coordonner les activités et les politiques des coopératives, utiliser tous les fonds des coopératives au profit de l'ensemble du mouvement, enfin reprendre peu à peu les attributions des autorités en matière de vérification des comptes, d'éducation et de formation.

682. Il est vraisemblable que de nombreux gouvernements de pays en voie de développement continueront, dans les mesures qu'ils prendront en matière de réforme agraire et de colonisation rurale, à insister pour que l'on recoure au système coopératif. Le fait que la méthode appliquée fasse en partie appel à la culture en commun ou soit limitée au crédit, à l'approvisionnement, à la commercialisation et à la prestation de services, dépendra des régimes fonciers existants ou en passe d'être adoptés.

683. On estime généralement que les possibilités d'adopter des formes de coopération autres que celles qui rencontrent actuellement le plus de succès sont très vastes, à savoir celles qui concernent le crédit et la commercialisation des produits agricoles. Dans de nombreux pays en voie de développement, il existe déjà une structure familiale et tribale fortement charpentée sur laquelle on peut s'appuyer pour déployer des efforts communautaires dans des domaines tels que le logement, l'agriculture et les industries à domicile. Cette structure sociale ainsi que la tendance de la population - tout au moins dans les zones rurales - à être généralement répartie en unités très disséminées, fondées sur le village, ont entraîné la constitution de sociétés à buts multiples. Le développement de la "coopérative communale" pourrait bien se poursuivre dans certains pays d'Amérique du Sud ainsi que dans une partie de l'Asie et de l'Afrique - ce mode d'organisation coopérative étant le plus propre à développer la communauté dans son ensemble tant du point de vue économique que du point de vue social.

684. Toutefois, il est peu probable qu'il existe une structure unique de mouvement coopératif qui réponde aux besoins de tous ces pays. Le choix définitif de la structure à adopter sera sans aucun doute précédé d'une étude des nombreux facteurs propres à chaque pays : géographie, traditions régionales, réseaux de communication existants et niveau d'instruction de la population.

685. La plupart des gouvernements montrent un intérêt plus marqué pour l'extension de la coopération à de nouveaux domaines et accordent souvent certains privilèges à ces nouvelles activités coopératives. Les problèmes que pose, dans ces pays, le manque de connaissances techniques trouvent une solution grâce à l'aide généralisée et croissante qu'ils reçoivent d'autres organisations coopératives nationales et d'organisations internationales de tous genres.

#### Accroissement de l'aide internationale

686. L'un des traits les plus marquants des dernières années a sans doute été l'intensification des relations intercoopératives, et l'accroissement continu du volume de l'aide à la coopération dans les pays en voie de développement n'en a pas constitué le moindre. Cette aide a été dispensée soit sous forme de moyens d'éducation et de formation, soit d'assistance technique pour la création et le développement d'entreprises coopératives. Les mouvements coopératifs et les organisations internationales continueront certainement à se préoccuper de plus en plus des problèmes que posent le choix des catégories d'assistance les plus efficaces, les qualifications des experts et la nature de leur mission, la durée, l'objet, le processus et le lieu des cours et cycles d'études, la mesure dans laquelle on trouve des candidats à l'octroi de bourses, enfin la forme la plus appropriée de ces dernières.

687. Les ouvrages consacrés à la coopération font l'objet d'une demande accrue; celle-ci provient en grande partie de pays dont la langue n'a pas une diffusion mondiale. A l'avenir, la publication de documents appropriés sur les coopératives et leur traduction en un grand nombre de langues feront probablement l'objet d'une plus grande coordination.

688. Dans une faible mesure, on a fait appel aux films d'éducation coopérative. Leur utilisation plus poussée dépendra de la manière dont on aura surmonté l'obstacle de la langue et les difficultés dues à la grande variété des normes, suivant les pays, en matière de construction, de vêtements et de produits de consommation, qui tendent à diminuer la portée de ces films. On constatera sans doute qu'il est préférable de faire des films internationaux à l'intention de groupes de pays ayant des problèmes et des niveaux de vie analogues.

### Responsabilité de l'expansion future

689. Dans la plupart des pays, ni les organisations coopératives nationales ni l'Etat n'ont établi de plans officiels d'expansion en ce qui concerne les secteurs du mouvement coopératif. Toutefois, dans un grand nombre d'entre eux, si les dirigeants du mouvement coopératif n'ont pas établi de plans précis, ils ont cependant une idée assez nette des changements et modifications nécessaires si l'on veut développer la coopération, voire lui conserver la place qu'elle occupe actuellement dans l'économie. Ces changements et modifications sont souvent étudiés et décidés lors de congrès de mouvements nationaux, tenus en particulier en Europe occidentale. Nombreux sont les mouvements de cette catégorie qui ont consacré à la planification beaucoup de réflexion et d'énergie; en revanche, d'autres se sont abstenus de dresser aucun plan et n'ont pas montré qu'ils avaient conscience de la nécessité de faire davantage que laisser chaque coopérative ou groupe de coopératives gérer à sa guise ses propres affaires, selon des méthodes maintenant devenues traditionnelles.

690. Dans le cadre des économies planifiées, les activités futures des mouvements coopératifs sont, dans l'ensemble, conditionnées par le plan économique national, que celui-ci soit établi par l'Etat sur une base annuelle, ou pour plusieurs années. En principe, ce plan se présente sous forme de statistiques portant sur le futur volume des échanges, généralement par catégories, sur le nombre des nouveaux facteurs de vente, celui des salariés et la formation de ces derniers ou, dans le cas des exploitations collectives, sur les superficies à cultiver, le cheptel et le nombre de têtes de bétail à obtenir. Dans ces pays, la latitude de modeler leur avenir qui est laissée aux coopératives est, par conséquent, maintenue dans certaines limites réglementaires et il semble qu'elles doivent y demeurer. Dans le cadre de ces limites, les mouvements, bénéficiant d'un appui considérable de l'Etat, peuvent conserver leur personnalité et jouir d'une grande liberté dans l'élaboration détaillée de leurs plans d'action.

691. Dans la plupart des pays d'Asie, à l'exception d'Israël et du Japon, ainsi qu'en Afrique (sauf en République sud-africaine), c'est surtout l'Etat qui, par l'intermédiaire du département du développement coopératif ou d'un service équivalent, assure la planification pour les années à venir. En Inde, où l'économie nationale fait l'objet, dans son ensemble, d'un plan quinquennal de l'Etat, on prévoit généralement quelles seront les tâches assumées par les coopératives ainsi que les ressources à fournir pour les réaliser. En Egypte également, un plan économique national fixe à la coopération un rôle déterminé à jouer. Dans de nombreux pays en voie de développement, les coopératives, considérées et utilisées comme des instruments du développement, agissent en accord étroit avec la politique gouvernementale. Il semble, toutefois, que l'on ait tendance à développer les institutions coopératives nationales dans l'intention de leur laisser une responsabilité et une indépendance de plus en plus grandes dans la gestion de leurs propres affaires. Néanmoins, le rôle de la coopération dans ces pays s'inscrivant dans les plans de développement, il est peu probable que, pendant assez longtemps encore, leurs attributions et leur politique soient envisagées hors du cadre de la politique nationale. De même, ainsi que nous l'avons vu plus haut, il se pourrait que l'importante participation de l'Etat dans les entreprises coopératives et l'ampleur de sa participation en matière d'assistance, d'orientation et de contrôle rendent quelque peu difficiles la naissance éventuelle du sens des responsabilités et la disparition postérieure de l'aide qu'il dispense.

692. D'une manière générale, il semble que, vu les problèmes complexes et les exigences de la vie moderne, il soit de plus en plus nécessaire d'établir des plans pour les années à venir. La planification s'effectuera vraisemblablement à une plus vaste échelle sur les plans national, intercoopératif et international, du fait que les intérêts communs continuent à chevaucher les frontières nationales et que le bénéfice d'une comparaison des expériences ainsi que des échanges de connaissances apparaît plus nettement; enfin, du fait que la nécessité, pour les pays économiquement développés, d'aider ceux qui sont toujours en cours d'expansion devient encore plus urgente.



693. Cependant, d'où que provienne l'initiative, il paraît évident que le succès de leur évolution ultérieure dépendra des coopératives elles-mêmes. Grâce aux investissements en biens d'équipement qu'il réalise et à la formation qu'il assure - et même, dans certains cas, au personnel qu'il fournit - l'Etat peut offrir les moyens, d'une part, et, d'autre part, le dispositif qui permette le déroulement de certaines activités, en théorie, par les coopératives. Toutefois, si ces dernières n'acquièrent pas de personnalité et si l'élan ne vient pas d'elles-mêmes, si leurs membres et leurs instances ne sont pas disposés à assumer de véritables responsabilités, s'ils ne témoignent pas à la fois de loyauté et d'esprit critique, et ne développent ni leur volonté, ni l'intérêt qu'ils portent à la réalisation des objectifs par les moyens les plus efficaces, aucun plan d'avenir ne saurait, à la longue, donner de résultats satisfaisants.

### Conclusions

694. Une réunion d'experts en matière de coopération s'est tenue à Genève en 1962 pour analyser les résultats de cette étude portant sur l'évolution et les tendances du mouvement coopératif dans le monde et pour émettre des recommandations sur la politique à appliquer dans l'avenir. Ont participé à la réunion 13 experts provenant de 13 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique du Nord et du Sud, ainsi que du Proche et du Moyen-Orient. Les conclusions de ces experts peuvent être résumées de la manière suivante :

1. Eu égard aux conditions modernes d'existence, il est nécessaire de disposer de plus grandes unités coopératives, mais on doit prendre soin de ne pas le faire au détriment des contacts personnels que l'organisation doit conserver avec ses membres, non plus que des principes de base de la coopération. Ce sujet nécessite une étude ultérieure.
2. La nécessité d'une centralisation et d'une intégration verticale a été reconnue et il a été suggéré que les coopératives devraient s'inspirer des techniques de l'industrie privée et du commerce, y compris celles qui concernent la sélection et la formation du personnel.
3. Pour faire face aux nouveaux besoins, particulièrement en ce qui concerne le financement à long terme, les méthodes traditionnelles de constitution du capital peuvent s'avérer insuffisantes. A cet égard, les institutions coopératives d'assurance peuvent apporter une contribution utile. Il serait souhaitable que des recherches soient effectuées sur ce point.
4. L'un des problèmes des coopératives d'aujourd'hui est l'efficacité de la direction, qu'il s'agisse des employés supérieurs salariés de l'organisation ou des administrateurs non rétribués. Une spécialisation accrue nécessite une compétence technique plus grande. Les méthodes de formation ainsi que la politique des salaires devraient être révisées. Il importerait également de porter attention aux changements susceptibles d'intervenir dans les relations entre les employés supérieurs salariés et les administrateurs non rétribués.
5. Il a été noté que les relations intercoopératives avaient pris de nouvelles formes, même en ce qui concerne les discussions internationales intéressant des biens de consommation particuliers. Il a été demandé instamment qu'en égard à la complexité et à l'ampleur importantes du problème, le sujet soit étudié plus en détail.
6. Il devrait être permis au mouvement coopératif d'exercer une plus grande influence sur la politique et le fonctionnement des offices du gouvernement, y compris ceux qui contrôlent la production agricole.
7. Le mouvement coopératif devrait suivre étroitement la formation et le développement des zones économiques et devrait être représenté dans les organismes consultatifs et ceux chargés d'établir la politique à suivre en ce domaine.
8. En principe, le mouvement coopératif lui-même devrait entreprendre l'éducation et la formation de son personnel et, si possible, des institutions permanentes devraient être établies à cet effet. Dans les pays en voie de développement, qui ne disposent pas de fonds en quantité suffisante, il peut être nécessaire de rechercher une assistance à partir d'autres sources.
9. Lors de la sélection des experts en coopération, il devrait être apporté plus d'attention à leur expérience pratique qu'à leurs qualifications académiques ; de même, leurs qualités humaines intrinsèques et leur aptitude à s'adapter à une nouvelle ambiance devraient être prises largement en considération.

10. Les coopératives communales peuvent apporter une contribution de valeur au développement des communautés, à la fois d'un point de vue économique et d'un point de vue social ; c'est pourquoi il devrait leur être accordé une attention toute spéciale.
11. Les coopératives peuvent apporter une contribution importante au progrès économique et social et elles devraient bénéficier d'une place bien définie dans les plans nationaux.
12. Il conviendrait d'établir une distinction entre les "principes coopératifs" et les "méthodes coopératives". Leur adaptation à de nouvelles situations économiques et sociales devrait dans tous les cas être prise en considération très soigneusement. Une étude détaillée des principes et méthodes coopératifs devrait être effectuée par les organisations internationales intéressées aux activités coopératives, et cela en vue de sauvegarder les caractéristiques essentielles des institutions coopératives.
13. Dans la planification, les objectifs du développement coopératif ont leur valeur, mais on doit prendre soin de ne pas sacrifier la qualité pour les atteindre.
14. En établissant des plans de développement coopératif, il conviendrait de considérer certaines formes d'activités qui ne sont pas encore suffisamment développées, par exemple : assurances, logement, coopératives scolaires, électrification rurale, travailleurs, sociétés de bien-être et coopératives de pêcheurs.
15. Dans les pays en voie de développement où la propriété du sol est distribuée inégalement et où le régime foncier est mal défini, la réforme agraire présente une importance vitale, mais toute distribution de terrains agricoles devrait être accompagnée de l'établissement d'institutions coopératives appropriées.
16. Le problème du logement revêt une grande ampleur dans de nombreux pays et la coopération a un rôle important à jouer pour aider à le résoudre. Cela conduira à une demande accrue d'experts en la matière, ainsi que de crédits supplémentaires.
17. Les méthodes d'organisation coopérative sont considérées comme étant l'un des moyens effectifs de favoriser le développement de l'artisanat et des petites industries. Il est nécessaire, toutefois, d'effectuer une étude systématique des problèmes et méthodes permettant de développer ce type d'organisation.
18. La situation des petits commerçants au sein du mouvement coopératif varie d'un pays à l'autre et elle nécessite une clarification.
19. Il existe un besoin urgent de développer la recherche dans le domaine de la coopération pour répondre aux exigences des diverses activités du mouvement coopératif, pour établir les bases de son développement futur et, enfin, pour le tenir à la hauteur du progrès économique, social et technologique, ainsi que des méthodes nouvelles de direction.
20. Il n'y a guère de données statistiques précises et mises à jour sur les coopératives dans de nombreuses parties du monde, et des mesures devraient être prises pour en améliorer la collecte et accélérer la publication de statistiques en matière de coopération.
21. Il n'y a pas de limites théoriques à l'expansion coopérative, quoique des barrières puissent être imposées par l'Etat ou par les conditions économiques, sociales et humaines. Le niveau d'éducation du peuple est un facteur important du développement coopératif. Dans les pays en voie de développement, l'expansion du mouvement devrait s'effectuer parallèlement à la mise en oeuvre d'un programme vigoureux d'éducation des adultes. De même, dans les pays développés, il est nécessaire de maintenir un niveau d'éducation élevé de façon que la population puisse résister aux méthodes modernes de persuasion collective souvent dirigées contre la coopération.

22. Les organisations internationales intéressées devraient porter une attention toute particulière à la préparation des experts, avant que ceux-ci prennent leurs fonctions. Dans la mesure du possible, les experts devraient avoir l'occasion de s'habituer eux-mêmes aux nouvelles conditions d'existence dans les pays où ils sont affectés. Les organisations d'employeurs et de travailleurs peuvent faciliter cette adaptation.
23. Il existe une pénurie de films et de bandes fixes nécessaires au travail d'éducation. Un plan à long terme en vue de leur production est nécessaire et pourrait sans doute être établi par des organisations spécialisées des Nations Unies. Dans la mesure du possible, ces films devraient être tournés dans les pays en voie de développement.
24. Un programme à long terme de publication de manuels pratiques est nécessaire. L'expérience de conseillers techniques de la coopération ayant travaillé dans les pays en voie de développement devrait être utilisée à cette fin.
25. Une étude sur la législation coopérative devrait être préparée, publiée et mise à jour périodiquement ; elle se révélerait très utile pour la revision des législations coopératives nationales.
26. Il convient d'insister sur l'importance du rôle des organisations internationales intéressées, qui consiste à contribuer à resserrer les liens entre divers types de coopération dans différents pays, et les institutions coopératives, d'une part, et, d'autre part, les institutions qui se consacrent à la recherche, telles que les universités dont les travaux portent sur le domaine de la coopération.